

LIRE PAGE 48

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Farvyet

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,90 dir.; Tunisie, 1,20 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,
13 fr.; Canada, \$ 0,75; Danemark, 3,50 kr.;
Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
200 dr.; Iran, 43 ris; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.;
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 83 ct.; Yougoslavie, 10 n. din.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 89
C.C.P. 6207-33 PARIS
Télex Paris n° 638572
Tél. 01 47 00 00 00

Ce n'est pas là le moindre avantage des assemblées annuelles onusiennes, même si l'on partage le jugement pessimiste porté récemment par le secrétaire général, M. Waldheim, sur la situation internationale, que caractérisent, selon lui, l'absence de tout progrès vers un règlement des conflits les plus graves.

re nos informations page 3.)

La querelle sur le SMIC. C'est 2 400 ? 2 400 ? qui divise la gauche depuis des mois, suscite un réel malaise. D'abord est-elle opportune ? Est-il bien réaliste de prétendre fixer si longtemps le montant de ce salaire ? Est-il vraiment de certaines rémunérations ?

Au lieu de focaliser l'attention des Français sur des chiffres que quantités d'événements pourraient modifier, il ne vaudrait-il pas mieux, au lieu d'insister sur la fixation, mettre vraiment et directement les informés de façon plus précise sur les orientations qui seront données à la politique des transferts sociaux, de la fiscalité, de la formation professionnelle ? Certes, le programme commun n'a pas dité des grands problèmes de société ; mais le moins qu'on puisse dire — nous en donnons plus loin un exemple par exemple — est qu'il ne propose pas les solutions qui sont esquissées, exigeaient parfois beaucoup plus qu'une simple « actualisation » — une réflexion profondément renouvelée.

Or, quelle s'imposait vraiment, encore aurait-il fallu s'entendre au départ sur sa signification exacte. Fixer le montant du SMIC, c'est, par hypothèse, fixer le montant de la rémunération qui sera versée à l'ouvrier en échange de son travail. Et les experts de calculer aussitôt ses incidences, directes ou par contagion, sur la masse des salaires. Mais on ne doit pas négliger non plus les incidences sur la masse des prestations sociales.

Il est probable que la notoriété de l'éditeur, le « nom », joue dans ce choix un rôle décisif. L'écolier, le joueur de scrabble, la secrétaire, variétés de la « bourgeoisie », de Robert ou de leur « Laousse », de leur dictionnaire. Cette permanence forcée des choix du marché rend plus remarquable encore la performance des « Robert », qui paraissent en passe de réussir ce glissement du nom propre

disséminé, que les chances du nouveau venu paraissent minces. Mais M. Paul Robert avait frayé une voie nouvelle. Son dictionnaire en six volumes (et un supplément), surtout vendu à des professeurs et des instituteurs, ouvrit le marché scolaire à son second enfant.

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 26.)

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 26.)

GALLIMARD

STOCK

RC

هكذا عن الأهل

idées

Le point de vue de...

RENÉ LENOIR

La démocratie des temps difficiles

René Lenoir est secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale et président du conseil social-démocrate.

La démocratie est-elle adaptée aux périodes de tempête ? Nous sommes entrés, presque sans y prendre garde, dans une ère de grandes difficultés. Sans modification de nos modes de concertation et de discussions publiques, c'est la démocratie elle-même — plus précieuse que notre aisance matérielle — qui sera mise en péril.

Ne faisons pas l'erreur de mettre la crise entre parenthèses, ou de sauter par-dessus. D'autres pays essaient d'autres recettes que les nôtres, sans succès apparent. Nulle part un nouveau Keynes ne s'est manifesté. Selon les tempéraments, on annonce croissance nouvelle, ou nulle, ou difficile. Une chose est certaine : nous ne retrouverons pas une croissance à la fois forte et continue.

Les conditions psychologiques ont changé. La guerre avait apporté misère et destructions : il fallait vivre et reconstruire. Vingt-cinq ans de croissance forte et ininterrompue nous ont appris que l'homme perd souvent comme producteur ce qu'il gagne comme consommateur, et qu'il n'est pas aisé d'avoir, selon l'expression de François de Closets, le « bonheur en plus ». Aujourd'hui, partout, dans les pays industrialisés, la revendication pour la qualité de la vie (environnement, habitat, travail, transports) se fait plus vite tandis que s'accroissent les réticences vis-à-vis de certaines formes de travail.

Les conditions physiques ont été changées : Par l'ampleur de la croissance même, les avertissements des écologistes sont peut-être excessifs ou maladroits, mais une chose est certaine : la Terre, qui que l'homme, ne contiendra pas un gramme de minéraux de plus que les réserves accumulées en quatre milliards d'années. Or les hommes sont de plus en plus nombreux à tirer sur ces réserves.

Par le nouveau partage du travail mondial. Nous vendons exclusivement des produits transformés aux pays du tiers-monde. Nous leur vendons aujourd'hui des usines clés en main dont les produits reviennent sur notre marché.

Par le renchérissement, que l'on sait désormais continu, du coût de l'énergie.

Dès lors, des choix que la croissance forte permettait d'éviter vont s'imposer. Par exemple, faut-il considérer comme prioritaires les apports de capitaux qui permettent le développement des investissements ou les salaires qui permettent le développement des investissements ? Faut-il s'efforcer de retrouver le plein emploi par les moyens classiques : effort de productivité, développement de toutes les sources d'énergie, nucléaire compris, ou bien faut-il partager entre tous une masse de travail à progression lente, ce qui suppose une quasi-stagnation des rémunérations avec des contreparties dans le domaine du temps de travail ?

Sur des sujets d'une telle ampleur, le Carrefour social-démocrate (1) ne prétend pas détenir une vérité. Il ne se situe ni à droite, ni à gauche, ni au centre. Il n'est pas un parti politique. Mais il fera des propositions afin que le débat ait lieu au fond, qu'il reste démocratique et que personne n'en soit exclu. Nous ne redoutons ni l'effort collectif, ni l'évolution des modes de vie vers plus de sobriété. Mais nous savons que les peuples, quand les temps sont durs, dédaignent volontiers le pouvoir à des hommes qualifiés de forts ou de providentiels, et que cette tentation est mortelle pour la démocratie.

(1) N.D.L.R. — Le Carrefour social-démocrate a été lancé en juillet 1977, notamment par MM. Lenoir, Stora et Stora, secrétaires d'Etat. Il a pour ambition de favoriser le rassemblement des éléments de gauche refusant le programme commun.

ne pas rater sa rentrée !



du secrétariat de direction à la direction de secrétariat

- par un enseignement supérieur de qualité
- par un corps professoral qui sait créer un lien réel entre la vie universitaire et la vie active
- par la confiance des employeurs qui garantissent la sécurité de votre première situation

L'Ecole des Secrétaires de Direction en plus de vous faire obtenir le B.T.S.S., vous fait véritablement devenir en deux années ce que les employeurs appellent : « UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION »

- Mais il se peut aussi que vous vouliez dépasser cette fonction et accéder à la direction d'un secrétariat. L'E.S.D. en une année optionnelle complémentaire vous y prépare
- par une culture générale approfondie
- par des techniques de pointe
- par une formation de votre personnalité.

ÉCOLE DES SECRÉTAIRES DE DIRECTION
15 rue Soufflot
75004 PARIS CEDEX 05
Tél. : 338.24.40

Psychologie en miettes

Le professeur Laurence Wylie aime à rappeler que, parmi les nombreuses illusions que nous avons sur la communication, la plus importante est que nous possédons un organe spécifique pour communiquer, un organe créé spécialement par la nature pour la communication.

Or on a tellement exagéré l'importance de la voix comme moyen de communication que l'on a oublié que nous communiquons avec le corps tout entier. Un chercheur américain a calculé que, dans les situations de communication qu'il a étudiées, il y a 7 % du contenu de la communication qui est donné par le sens des mots, 38 % par la façon dont les mots sont prononcés et 55 % par l'expression du visage.

Un autre chercheur américain, F. Erickson, a montré de son côté, à l'aide de films tournés au ralenti, que le corps contredit souvent les paroles. Il a étudié des conseillers d'université dans une faculté de Chicago ; ceux-ci, par hasard, étaient tous des Américains de souche irlandaise. Les étudiants venaient leur demander conseil sur leur avenir, en particulier les étudiants noirs, et il en résultait parfois des malentendus sérieux. Par exemple, sur un film, on voit un conseiller pédagogique demander à un Noir : « Que voulez-vous faire dans la vie après vos études ? Pour décider quels cours suivre, il faut savoir ce que vous voulez faire. » Le Noir répond : « J'aimerais bien devenir conseiller à mon tour. » Son interlocuteur dit alors : « Bon, très bien. » Seulement, quand on regarde cet épisode au ralenti, on découvre qu'il s'est passé quelque chose que l'on n'aperçoit pas à la vitesse ordinaire. Quand l'étudiant noir dit : « Je voudrais être conseiller », donc, sous-entendu, « comme vous », l'Irlandais a une réaction de recul. Une grimace que l'on ne voit qu'au ralenti apparaît sur son visage.

ROLAND JACCARD.

LES GRILLES DU TEMPS

Nous poursuivons ci-dessous l'entretien de Pierre Drouin avec le sociologue Georges Friedmann. (Voir « le Monde » du 20 septembre 1977.)

« Vous m'avez dit, lors de notre dernier entretien, avoir été impressionné par le petit livre des Dégâts du progrès, dont les auteurs sont membres de la confédération C.F.D.T. Or la C.F.D.T. a, malgré tout, mis ses espoirs dans une formule qui est l'autogestion. Que pensez-vous de l'autogestion ? »

« Peut-être y a-t-il convergence, que ce soit dans le capitalisme de l'Ouest demeuré soumis au profit à travers ses adaptations et ses avatars (multinationales, etc.) ou dans le socialisme d'Etat de l'Est centralisateur, totalitaire et policier. — peut-être y a-t-il convergence entre les objectifs de l'entreprise et, de l'autre, les aspirations manifestées avec persévérance, en dépit de tant de déceptions, par des générations de travailleurs ? Car, malgré la lassitude des insuccès, des déboires depuis la Commune de Paris, elles resurgissent périodiquement et vigoureusement dans le mouvement ouvrier durant les ères de libéralisme ou, au contraire, dans celles de haute tension sociale. Pas question de survoler ici leur histoire, ou seulement leurs principaux épisodes. Notes toutefois que la pression des syndicats vers « l'autogestion » ou vers « la gestion démocratique des entreprises » (ses formules respectives de la C.F.D.T. et de la C.G.T.) sont loin d'avoir le même contenu, à moyen terme, un des plus difficiles problèmes d'un gouvernement de « gauche ».

Notes aussi que cette pression est d'autant plus forte aujourd'hui en France que les besoins élémentaires de la plupart des salariés autochtones (alimentation, logement, survie, etc.) y sont déjà plus ou moins satisfaits. » N'entrons pas dans le détail

des définitions que les deux principales centrales ouvrières donnent de l'autogestion dans des perspectives très différentes, qui sont celles de leurs idéologies : celle des leaders de la C.G.T. (qui, « collés » par Georges Séguin, membre du bureau politique du P.C.F., ont toujours évité de prendre à leur compte le terme « autogestion » et finalement adopté le marxisme « orthodoxe » du parti) et celle de la C.F.D.T., demeurée proche de la tradition française du syndicalisme révolutionnaire. J'ai, du reste, publié ici même une comparaison de leurs projets et de ce qu'ils impliquent (le Monde daté 23-24 mars 1974).

Partons donc d'un postulat sur lequel s'accordent C.G.T. et C.F.D.T. et qu'a bien posé celle-ci : « Il ne peut y avoir d'auto-gestion durable dans une société qui ne l'est pas. » C'est la raison pour laquelle, malgré le rayonnement international et les succès, à tant d'égards, des kibboutzim israéliens, on ne peut les considérer comme une réalisation globale du socialisme autogestionnaire, pas plus que le mouvement coopératif qui, du reste, ne prétend pas être, en soi et par soi, une force transformatrice de la société. C'est aussi une des raisons profondes pour lesquelles la C.G.T. politisée dans les cadres du « marxisme-léninisme », maintient sa défiance à l'égard du mouvement autogestionnaire, impliquant la prise du pouvoir par les « travailleurs ». Je note entre guillemets cette expression du contenu, au regard de l'observation scientifique, en 1977, des sociétés industrielles de l'Est comme de l'Ouest, devrait être rigoureusement analysé, explicité, courageusement révisé par rapport à des concepts encore rattachés dans la Vulgate marxiste. Celle-ci redoute qu'à travers des luttes et conflits violents, le mouvement autogestionnaire ne détériore, voire ne casse le principal instrument de combat du « prolétariat » : « le parti ».

La réalité yougoslave

« A trois reprises, invité par des universités, des instituts de recherches, j'ai fait en Yougoslavie d'assez longs séjours dont j'ai surtout profité pour étudier sur place les réalités de l'autogestion dans des entreprises, en Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie.

« Dès mes premières enquêtes, à partir de 1964, malgré ma grande pitié pour l'accueil reçu, pour la liberté de circuler, de m'informer, malgré ma profonde sympathie pour le courage d'une expérience originale de « socialisme à visage humain » entreprise dans un petit pays, conglomérat de territoires auparavant « balkaniques », ayant eu un million huit cent mille morts de 1939 à 1945, différents par la langue et les aspirations régionales, certains d'entre eux répugnant même à l'unité d'un patriarcat et d'objectifs communs, dès mes premières enquêtes, donc, je ne pouvais fermer les yeux sur des erreurs, des dangers déjà menaçants.

« En 1969, participant à l'Institut de sociologie Solvay (université de Bruxelles) à une semaine d'études consacrées aux « Régimes et institutions de la R.F.P.Y. », les médias, par les portraits, surtout affichés, de Tito, les constantes et rituelles références à ses discours, etc., l'ensemble équivalait à un « culte de la personnalité » qu'il n'a, en tout cas, pas dérangé. En revanche, la non-tolérance croissante des « nations » va jusqu'à des peines de prison et même d'internement dans certaines îles de l'archipel dalmate que je pourrais nommer.

« Le marché noir fleurit aujourd'hui en Yougoslavie. Les petites entreprises privées (surtout dans l'hôtellerie, le tourisme) et champignons sont aussi d'étranges combinaisons : exemple récent, quelques universitaires, il est vrai mal payés par l'Etat, achètent un camion roulant jour et nuit, dont ils se partagent les bénéfices. A travers l'insuccès de l'expérience yougoslave — partiel du point de vue économique, quasi complet quant à la solution des problèmes humains du socialisme — se dessine une réponse pessimiste que je suis contraint de donner à votre question.

« Dans la masse de la population, on constate une grande lassitude idéologique — le scepticisme, la dépolitisation de la plupart des jeunes.

« Certes, le taux d'augmenta-

Un entretien avec Georges Friedmann

II. — Et l'autogestion ?

tion du P.N.B. (revenu national par habitant) était, en 1963-1969, le plus fort d'Europe, ainsi que le taux de croissance de la consommation (d'après les sources officielles), taux supérieurs à ceux de la France et même de l'U.R.S.S. Cette dernière prouesse est à double tranchant puisqu'elle signifierait l'entrée du pays — « modèle de l'autogestion ouvrière » — dans le cercle vicieux des sociétés de consommation et de leurs facteurs de corruption. En fait, ces chiffres doivent être très relativisés et pondérés dans la mesure où ils marquent les premiers progrès d'un pays sous-développé, comme l'a fort bien démontré Albert Meister à travers ses deux livres (1964 et 1973) sur l'expérience yougoslave.

« Celle-ci, il est vrai, a dû subir, dès le début, de lourds handicaps déjà mentionnés. Je n'y reviens pas. Dans une société autogérée, le citoyen doit être persuadé qu'il est correctement payé par l'entreprise, la commune, l'Etat. C'est la condition préala-

ble, nécessaire, pour qu'il se sente membre doté de pleins droits, mais aussi de devoirs, de responsabilités à l'égard d'un « collectif », de son efficacité, de sa productivité. Inversement, seule une productivité assez élevée permet de répartir entre les salariés, etc., des revenus justes par eux équitables, suffisants. En outre, et par la suite, l'expérience yougoslave a souffert des progrès rapides et du laxisme d'une société de consommation qui a mis l'accent sur la jouissance plus que sur le dévouement. Vous le voyez, ici encore, nous butons sur l'interaction entre une réforme radicale des institutions et l'urgence d'une formation individuelle des citoyens, d'un effort de soi sur soi. Tito n'a pu « faire cadeau » de l'autogestion à des hommes non préparés à la recevoir, à la vivre.

« En ce sens, l'expérience yougoslave ne peut, ne doit pas ruiner nos espoirs d'une société autogérée qui se situerait dans un pays économiquement « développé » et tiendrait compte de ses leçons.

Destin des révolutions

« L'autogestion, si elle s'implantait, serait une véritable révolution. Examinez-vous que les révolutions que nous connaissons, celles d'U.R.S.S., de Chine, ont, pour ne pas parler de la Chine, elles, réussi ? Et je vous pose cette question parce que je sais que vous avez beaucoup voyagé, dans les pays de l'Est et en Amérique latine, notamment.

« En ce qui concerne l'U.R.S.S., j'ai été, environ de 1930 à août 1936, un « compagnon de route » du P.C.F. et un marxiste convaincu, mais déjà mal à l'aise dans le corset du dogmatisme officiel, cherchant à l'assouplir. Une preuve : ma collaboration au recueil officieux *La lumière du marxisme* (1935), intitulée « Matérialisme dialectique et action révolutionnaire ». Je fus néanmoins, au cours d'une première séjour (1932 et 1933), un administrateur peu lucide, trop confiant en tout ce qu'on me montrait — surtout parce que mon regard, mon esprit étaient encore voilés par la « doctrine ».

« Ma réponse à votre vaste question devrait différer selon les pays de l'Est que j'ai visités un à un jusqu'à, il y a seulement quatre ans, la Hongrie. Pour l'U.R.S.S., tout le monde le sait, l'agriculture n'est pas une réussite... L'industrie des biens de consommation et aussi l'industrie lourde « sortent » des productions, même à court terme, la qualité se révèle médiocre ou basse. Quelques secteurs se sont récemment améliorés : les tracteurs, l'automobile. Il faut, quitte à accepter le pis-aller, fabriquer quantité de « Fiat made in U.R.S.S. », faire face à la

demande pressante de millions de « clients potentiels » qui attendent sagement, inscrits sur des listes durant des années, leur voiture privée, rêve et symbole de la décadence occidentale.

« La vérité est que l'U.R.S.S. « met le paquet » (et quel paquet !) sur les armements dernier cri, les bombes et les missiles, faisant la course avec les Etats-Unis, dont l'avance globale, en technologie, demeure grande, pour les centrales nucléaires, les cabines astronautiques, les fusées et la balistique intermédiaire, la recherche de l'arme secrète « absolue ». Akademi, grande ville en plein nord de la Sibirie, où l'on offre des « points d'or » aux savants et aux ouvriers qui consentent à y vivre avec leur famille d'intérimaires hivern, où moins 30 degrés est une température « idéale », n'est certainement qu'un cas, le seul dont l'existence soit connue, parmi bien d'autres de ce genre, ceux-là ultra-secrets. Les investissements dans l'industrie des chaussures, des vêtements, du linge féminin, etc., demeurent dérisoires, et ne sont faiblement accrus que lorsque la population de l'Etat socialiste commence à crier trop fort, lorsque les queues devant les magasins des villes deviennent trop longues et la grogne trop bruyante. Mais les Russes, dans leur masse, sont restés étonnamment passifs. Après tout, Brejnev n'est qu'un nouveau tsar archaïque d'autres « Russes la Russie en 1939, de Coutine : c'est la meilleure clé pour comprendre l'U.R.S.S. de Brejnev, pénétrer, en 1977, les « mystères » du Kremlin.

Pas un mot sur l'« homme nouveau »

« Quant aux problèmes humains du socialisme, c'est l'échec complet. Hormis les privilégiés du régime et les apparatchiki du parti, personne n'ose plus dire un mot de l'« homme nouveau », les gens ne lisent même pas les rabâchages de l'Agitprop.

« Depuis une douzaine d'années, de nombreux témoignages d'intellectuels contestataires (qu'ils soient demeurés en U.R.S.S., transférés, internés, déportés, etc.) de la K.G.B. sous la pression de l'opinion internationale — fait nouveau — ont jugé préférable de s'en débarrasser en les larguant vers l'Ouest) ont dit bien plus et bien mieux que tout ce que je pourrais ajouter ici.

« Situations analogues dans les « démocraties populaires », même en Hongrie, la plus « libérale », et en Allemagne de l'Est, où l'activité économique était, naguère, relativement efficace, surtout l'industrie lourde. Mais, là aussi, il s'est révélé, au cours des récentes années, que la contestation et la révolte grandissent.

« Je reviens, rapidement, à l'échec de l'expérience soviétique sur le plan humain. Dès 1932, je pouvais comprendre une partie de ce que dissimulent mes voisins, comme moi indubitablement engagés dans un tramway de Moscou, ou encore de ce qui se chuchotait autour de moi dans un atelier. En 1958, deux ans après le « rapport Khrouchtchev » au vingtième congrès, rarissimes étaient ceux encore persuadés

que l'« Etat socialiste », par la collectivisation des moyens de production, etc., avait amélioré quoi que ce soit d'important dans les rapports humains, individuels ou sociaux, tels qu'ils existaient avant le « changement » par ces seuls moyens paraisant ridicules. Les étudiants, en U.R.S.S. et aussi, je l'ai constaté, en Pologne, rendaient devant la propagande « marxiste » qui leur était imposée.

« Je souligne, dès maintenant, que nous voilà parvenus devant un problème crucial de notre temps — problème qui coïncide avec la principale façon à tirer des expériences révolutionnaires du vingtième siècle. Aucune institution neuve ne peut s'implanter dans une société « meilleure » que nos sociétés actuelles et elle n'est pas « vécue » de l'intérieur par des hommes ayant fait l'effort de se renouveler eux-mêmes, au moins en partie (ne soyons pas des « idéalistes » trop égarés !). Autrement dit si la création d'institutions « meilleures » n'est pas accompagnée d'un effort simultané pour former, grâce à l'éducation culturelle, qui est aussi la seule authentique « révolution culturelle », des hommes dépassant leur condition de serfs d'un milieu technique dominé, ces institutions pourriront sur pied. C'est ce qui s'est passé en U.R.S.S. depuis 1917, dans les démocraties populaires, à Cuba.

FIN

et

A DIPLOMATIE AMERICA

Washington et Jerusalem

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

à commencer les négociations

EUROPE

Grèce

L'annonce des élections a été accueillie sans passion à Athènes

Athènes. — C'est finalement le 20 novembre qu'auront lieu les élections générales, soit un an avant la fin normale de la législature. Le premier ministre, M. Karamanlis, avait pris sa décision dès le début de ce mois, mais souffrant, il s'était accordé un délai avant de la rendre publique en la communiquant officiellement à M. Georges Mavros et Andréas Papandréou, chefs respectivement de l'Union démocratique du centre et du parti socialiste PASOK (voir le Monde du 20 septembre).

L'Union démocratique du centre et le PASOK ont déclaré qu'ils acceptaient la consultation et qu'ils lutteraient pour infliger une défaite à la droite. M. Mavros estime cependant qu'il s'agit d'un « coup d'état constitutionnel » ayant pour but de servir les intérêts du parti gouvernemental « Nouvelle Démocratie ».

Il s'agit d'un gouvernement disposant d'une assez large majorité (210 députés sur 300) au des difficultés à résoudre les problèmes nationaux, et réclame un nouveau mandat populaire. De son côté, M. Andréas Papandréou a déclaré que le recours aux élections anticipées montrait que le pouvoir s'apprêtait à faire des concessions sur les grands enjeux nationaux.

La décision du premier ministre provoque également une profonde amertume dans les rangs des députés sortants. Beaucoup risquent de ne pas être réélus ; ils s'emparent du gouvernement et aux groupes de pression.

L'opinion se borne à enregistrer les arguments du gouvernement, selon lequel, en sacrifiant un peu trop à une psychologie électorale, l'opposition a créé un climat de confusion qui ne peut être dissipé que par un vote. Après avoir réclamé des élections anticipées, en prétendant que le parti au pouvoir ne représentait plus la majorité du pays, ces mêmes formations se préparent à

contester ce qu'ils disaient soutenir. D'une façon générale, les Grecs font preuve de réserve. Ils pensent que la campagne n'affectera guère les problèmes fondamentaux : Chypre, les relations avec la Turquie, les rapports avec les États-Unis et l'OTAN, les questions religieuses, économiques et sociales. La consultation ne fera sans doute que modifier légèrement la répartition des sièges au Parlement et se résomera en un nouveau blanc-seing pour M. Karamanlis qui ne se préoccupe guère que de mesurer l'ampleur de sa popularité.

Il s'agit pour lui de savoir, d'une part, combien d'électeurs libéraux regagneront l'Union démocratique du centre ou continueront, par prudence, à voter pour la « Démocratie Nouvelle » et, d'autre part, quelle sera l'importance de la frange nationaliste qui refusera de voter pour lui. Il n'est pas exclu que les élections aboutissent à cristalliser une opposition de droite, pour l'instant inorganisée, hésitante et sans chef.

MARC MARCEAU.

LES GRECS AU SEUIL DE L'EUROPE

II. — La Turquie, les Neuf et l'Amérique

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

La campagne électorale va s'ouvrir en Grèce. Dans un premier article (« Le Monde » du 20 septembre), André Fontaine a évoqué le boom économique — que connaît actuellement le pays — avant d'en venir aux problèmes de politique étrangère.

Athènes. — Quand M. Karamanlis est rentré de son long exil parisien, en juillet 1974, à bord d'un avion privé par M. Cécile d'Estaling, pour occuper la place laissée vide par l'écroulement de la dictature, il a trouvé un pays durement traumatisé par l'intervention turque à Chypre. Les Grecs étaient tout prêts à se lancer dans une bataille que, compte tenu d'un rapport de forces par trop inégal et d'une totale impréparation, ils avaient peu de chances de gagner. L'une des réussites du premier ministre, qui revenait avec la double auréole du sauveur et du libérateur, fut de rétablir ses compatriotes sur le seuil de la guerre et de faire retomber petit à petit l'exaspération chauvine qui les avait saisis.

Ankara, pourtant, ne lui a pas trop facilité la tâche. Autant il est difficile de trouver à redire au premier débarquement turc à Chypre, celui du 20 juillet, auquel le putsch de Nikos Sampson et la tentative d'assassinat de M. Makarios, témoins d'athènes, fournissaient, selon les accords de Zurich et de Londres de 1960, toutes les motivations légales à l'offensive du 14 août, ne relevait que de la loi du plus fort. Depuis lors, la Turquie n'a pas manifesté beaucoup d'intention d'évacuer tout ou partie de

la zone qu'elle occupe. Or celle-ci représente 40 % du territoire de l'île avec ses terres les plus fertiles, alors que la minorité turque ne constitue que 17 % de la population.

Le différend sur le plateau continental de la mer Egée est venu se greffer là-dessus. La perspective de trouver du pétrole au large de l'île de Thassos ne suffit pas à expliquer la fermeté de la position grecque sur la question. Ce qui redoutent l'immense majorité des Hellènes, c'est un réveil du nationalisme ottoman, l'abandon de l'esprit laïc et du repli sur l'Anatolie dont Atatürk avait fait sa politique et que résumait le choix d'Ankara comme capitale, au lieu et place de la Sublime Porte des sultans, qui posaient aux commandeurs des croyances. Le réveil évident de l'islam turc, la présence au gouvernement d'extrémistes de droite comme M. Erbakan ou le colonel Turkes nourrissent ces appréhensions, de même que l'expansion démographique d'une Turquie qui, déjà forte de quelque quarante millions d'habitants, face aux neuf millions de Grecs, pourrait en compter soixante millions ou soixante-dix millions à la fin du siècle. Chassés d'Asie Mineure par la défaite de 1923, les Grecs sont toujours installés dans des lieux qui, comme Mytilène, Milos, Samos ou Cos, jouissent traditionnellement du territoire turc. Ils veulent voir dans l'idée lancée par le gouvernement Demirel de tracer au milieu de l'Égée une ligne qui couperait en deux le plateau continental un moyen pour encercler une partie du territoire hellénique. En fait, ils redoutent un irrédentisme turc à l'égard des deux départements (nomades) où une majorité musulmane est encore majoritaire.

Du côté gouvernemental, et dans une large mesure au centre, on ne voit pas les choses, bien entendu, de la même façon, mais on est loin de mettre tous ses espoirs dans les Américains. Si les rapports avec eux sont bons dans l'ensemble, ils ne sont plus ce qu'ils étaient à l'époque des colonels. Le lobby grec de Wash-

ington est puissant, mais il est composé de gros capitalistes qui trouvent volontiers que M. Karamanlis manque de souplesse à leur endroit.

De toute façon, il n'est pas question pour la Grèce, le ministre de la guerre, M. Averoff, nous l'a répété, de réintégrer l'organisation militaire atlantique qu'elle a quittée après la chute de la dictature, précédée par la chute de la Turquie, le soutien donné par Washington à Ankara. Ce dont il s'agit seulement, et qui suffit au demeurant à alimenter la gauche, c'est de remettre les troupes grecques sous commandement OTAN en temps de guerre. En attendant, les accords récemment conclus sur les bases américaines placées sous le contrôle effectif des autorités helléniques, moyennant quoi des troupes grecques viennent de participer à des manœuvres atlantiques. En temps de paix, en tout cas, le gouvernement d'Athènes conserve la libre disposition de ses forces, ce qui paraît aller de soi dans l'actuel climat de tension avec la Turquie.

Beaucoup plus que vers les États-Unis, c'est vers l'Europe des Neuf que se tourne le gouvernement de M. Karamanlis, qu'il lui ait aussi à rencontrer les critiques

de la gauche prosoviétique ou par ailleurs pour le leader du Pasok, comme il a eu l'occasion de le dire en juin dernier à la conférence des partis socialistes de la Méditerranée à Malte. « Le marché commun est celui du capitalisme monopolistique, et les pays d'Europe du Sud n'abandonneront en y entrant qu'à demeurer longtemps

de la gauche prosoviétique ou par ailleurs pour le leader du Pasok, comme il a eu l'occasion de le dire en juin dernier à la conférence des partis socialistes de la Méditerranée à Malte. « Le marché commun est celui du capitalisme monopolistique, et les pays d'Europe du Sud n'abandonneront en y entrant qu'à demeurer longtemps

constitue ainsi un bastion de la démocratie, de liberté et de civilisation... », et la Communauté a donc tout intérêt à sa consolidation.

Il est significatif que les Grecs cherchent à se faire donner un brevet d'europhobie alors que la

Turquie, elle aussi associée à la C.E.E., se garde bien de poser sa candidature à l'adhésion pure et simple : il est vrai que les graves difficultés économiques au milieu desquelles elle se débat lui donneraient peu de chances. Mais enfin M. Karamanlis attend manifestement des Neuf qu'ils témoignent qu'à leurs yeux la Grèce est européenne alors que la Turquie ne l'est pas. Il est au moins l'un des dirigeants européens et non des moindres, pour l'avoir clairement admis devant lui.

Devenir le dixième membre de la C.E.E., c'est enfin pour la Grèce, dans l'esprit de ses actuels dirigeants, un moyen de mieux se faire entendre des États-Unis, dont les vues sur les deux grands problèmes l'Égée et Chypre, qui les préoccupent, ne vont pas, à l'occasion, sans les inquiéter. Ils ont alors en juillet l'accord d'un nouvel ambassadeur américain, M. Schaefle, capable d'avoir tenu des propos trop favorables aux Turcs. Or si certains ministres trouvent l'administration Carter mieux disposée que celle de M. Ford, d'autres sont convaincus que la ligne profonde de Washington n'a pas changé. Ils redoutent une pression conjointe sur les deux parties en cause poussant Ankara à céder un peu de terrain sur Chypre, Athènes étant invitée à y mettre du sien sur la question du plateau continental. Le diplomate américain incrimine n'aurait-il pas tout bonnement déclaré que les îles de l'Égée avaient bien été sous la domination turque pendant des siècles ? Si l'idée que tout un chacun écarte avec indignation, c'est bien de faire la moindre concession sur l'Égée, fait-elle partie de quelques avantages à Chypre. Partout on nous a répété que la question de l'Égée avait désormais la priorité, aucun pouce de territoire hellénique ne pouvant plus être remis en question.

Reste à aller voir sur place ce qu'en pensent les Chypriotes grecs.

Prochain article :

ADIEU A L'ENOSIS

La gauche en désaccord

Instinctivement, les Grecs recherchent donc des appuis à l'étranger. Seuls les communistes (P.K.K.) font confiance à l'Union soviétique, à laquelle toutes les autres formations, y compris le Pasok de M. A. Papandréou, reprochent de soutenir en sous-main la Turquie, ou en tout cas de maintenir deux fers au feu. Elles n'en veulent pour preuve que le refus des communistes pro-soviétiques de voter les crédits militaires supplémentaires demandés par le gouvernement. Comme le parti dispose de ressources importantes, visibles notamment au nombre de ses permanents, qu'il semble hors d'état de recueillir ses propres moyens, il va de soi que tout un chacun tient pour assuré qu'il est largement financé par

le Kremlin. Sur ce point, le désaccord est total entre les communistes de l'extérieur et leurs homologues dits de l'intérieur, partisans de l'eurocommunisme, mais qui ne reculent guère que dans l'intelligentsia et ne peuvent s'attendre à de biens sérieux succès électoraux. Quant au Pasok non content de se démarquer du P.K.K., il reproche au gouvernement sa mollesse dans la question turque qu'il explique par l'influence, excessive à ses yeux, de ses conseillers américains. Les États-Unis, selon le leader socialiste, éviteront, en tout état de cause, de se mettre à dos la Turquie, leur principal soutien dans la région. La Grèce n'a donc pas grand-chose à gagner à leur emboîter le pas, sauf à indisposer les Soviétiques.

Beaucoup plus que vers les États-Unis, c'est vers l'Europe des Neuf que se tourne le gouvernement de M. Karamanlis, qu'il lui ait aussi à rencontrer les critiques

de la gauche prosoviétique ou par ailleurs pour le leader du Pasok, comme il a eu l'occasion de le dire en juin dernier à la conférence des partis socialistes de la Méditerranée à Malte. « Le marché commun est celui du capitalisme monopolistique, et les pays d'Europe du Sud n'abandonneront en y entrant qu'à demeurer longtemps

Tout en préconisant le développement des relations de ces pays avec la C.E.E., M. Papandréou, dans une interview, le cherche dans un cadre qui garantisse leur capacité de poursuivre un processus de développement équilibré et centré sur leurs propres besoins. Et, comme les communistes, il reproche à M. Karamanlis de se targuer pour poser la candidature de la Grèce à l'Europe, du soutien d'une majorité qui se serait sérieusement réduite depuis l'époque où le premier ministre pouvait prédire à ses compatriotes que s'ils ne votaient pas pour lui ils auraient à nouveau les colonels. Si l'on cherche la raison profonde de la décision du premier ministre d'aller aux urnes, elle est là : il veut prouver qu'il conserve toujours la confiance des Grecs pour affronter les durs combats qui l'attendent dans l'Europe internationale. C'est d'ailleurs cette perspective qu'il s'apprête à invoquer pour justifier une dissolution que la Constitution n'autorise que lors de circonstances graves.

Beaucoup plus que vers les États-Unis, c'est vers l'Europe des Neuf que se tourne le gouvernement de M. Karamanlis, qu'il lui ait aussi à rencontrer les critiques

de la gauche prosoviétique ou par ailleurs pour le leader du Pasok, comme il a eu l'occasion de le dire en juin dernier à la conférence des partis socialistes de la Méditerranée à Malte. « Le marché commun est celui du capitalisme monopolistique, et les pays d'Europe du Sud n'abandonneront en y entrant qu'à demeurer longtemps

Le prix que M. Karamanlis paraît attacher à l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne a de quoi surprendre un peu lorsqu'on voit se gripper les rouages de Bruxelles et voir la flamme de ses responsables. Mais enfin un phénomène comparable se produit à Madrid et à Lisbonne : à tort ou à raison, ces démocrates qui se sentent encore bien fragiles attendent d'abord de leur intégration parmi les Neuf un renforcement de leurs institutions. Nul pays n'en a peut-être davantage besoin que la Grèce, où les promotions du temps de la jeune ont peuplé l'armée de jeunes officiers passablement allergiques au système représentatif ; ils pourraient bien éprouver de faibles tentations si des événements comme la disparition de M. Karamanlis ou un grave affrontement avec la Turquie devaient plonger le pays dans une situation de crise.

Le gouvernement hellénique compte ferme sur une adhésion à la C.E.E. pour 1980, étant bien entendu qu'une longue période de transition est à prévoir, notamment en matière agricole. La Grèce a beau être un petit pays

par le nombre, elle se sent trop proche encore de son prestige passé pour renoncer à jouer un rôle : pour ses dirigeants actuels, l'Europe, dont ils acceptent à l'avance tous les développements politiques, peut lui en fournir l'occasion. Ils en attendent aussi, bien sûr, des avantages plus concrets : des allocations de fonds communautaires pour restructurer l'économie et moderniser les régions les plus retardées, des stimulants pour l'industrie, le bénéfice de la politique agricole commune.

Les candidatures méditerranéennes ne soulèvent, on le sait, qu'un enthousiasme mitigé parmi les membres de la C.E.E. qu'ils réduisent la concurrence des agricultures méditerranéennes ou l'entrée massive de travailleurs migrants. A leurs objections, Athènes répond que le traité d'association de la Grèce a été signé en 1962 déjà, et qu'il aurait dû être depuis longtemps à une adhésion pleine et entière et les colonels n'avaient pas occupé le pouvoir pendant sept ans. Que les dimensions modestes de la Grèce suffisent à distinguer son cas de celui de l'Espagne et du Portugal.

Le déficit budgétaire prévu pour 1978 est de 12,5 milliards de florins (25 milliards de francs) soit environ 5 % du produit national brut (4 % en 1977), qui s'élèvera à 255 milliards de flo-

ris (610 milliards de francs). Ce déficit ne tient pas compte des mesures sociales que le nouveau gouvernement devra prendre pour garantir le pouvoir d'achat des travailleurs. Ces mesures, dit-on, coûteront 1,5 milliard de florins supplémentaires ; le déficit total représenterait alors environ 6 % du P.N.B. Le président de la Banque nationale, M. Zilskra, se serait déjà élevé contre toute augmentation du déficit, estimant que celui-ci ne doit pas dépasser 5 % du P.N.B. Le seul aspect positif de la situation économique est la baisse prévue de l'inflation : 5,5 % en 1978 au lieu de 7 % cette année, bien que quelques majorations aient été annoncées. « Si la première phase est significative », « Le long délai nécessaire à la formation du nouveau gouvernement, après le résultat du scrutin qui était pour- tant perçu par beaucoup comme étant sans ambiguïté, prouve, dans la situation actuelle, une préoccupation compréhensible ».

MARTIN VAN TRAA.

(PUBLICITÉ)
22 SEPTEMBRE 1957 - 22 SEPTEMBRE 1977

20 ANS DE DUVALIÈRISME C'EST ASSEZ !!!

La REGROUPEMENT DES FORCES DEMOCRATIQUES HAITIENNES (R.F.D.H.) (composé de onze organisations de l'opposition et de patriotes indépendants), travaille d'arrache-pied pour la satisfaction intégrale des revendications suivantes :

- Fin de la présidence à vie et garantie de retour pour tous les exilés et réfugiés.
- Annulation du décret-loi fasciste du 29 avril 1960 condamnant à mort tout opposant.
- Libération de tous les prisonniers politiques.
- Cessation de la vente aux enchères du territoire haïtien.
- Droit de grève, d'association et d'expression.

A l'occasion du 20^e anniversaire du Duvaliérisme, le R.F.D.H. organise

UNE SOIRÉE POLITICO-CULTURELLE LE SAMEDI 24 SEPTEMBRE 1977 de 20 h. à 24 h., au 170, rue de Charonne, Paris-11^e. M. A. Dumas Le long métrage d'Omer d'HOE : « Haiti, terre des Antilles ? » + des projections de diapositives ; les interventions des porte-paroles du R.F.D.H., Serge GILLES et Paul DENIS, une exposition sur l'art haïtien ; l'interprétation de chansons progressistes par le groupe musical « KISKEVA », et le chanteur José NARVAEZ ; information sur la dure lutte du peuple haïtien, PUNCH, « krémas » et rhums haïtiens seront offerts en dégustation à l'assistance.

André JACQUES, Secrétaire Général de la Section Française de la Ligue Internationale pour les droits et la libération des peuples, présidera la soirée.

LES PATRIOTES HAITIENS CRIENT : C'EST ASSEZ !!!
Le R.F.D.H. appelle tous les antiduvaliéristes conséquents de l'intérieur et de l'extérieur à s'unir en vue d'asseoir le coup de boutoir décisif au régime illégal et obscurantiste des Duvalier, avec leur cohorte de tonitruos-macoutes et de léopards, afin que le peuple haïtien puisse enfin se choisir librement un Gouvernement Démocratique de Sauvegarde Nationale, capable de garantir ses droits inaliénables : droit à la vie, droit au travail, droit à l'instruction, droit de penser, droit d'être maître chez lui.

Paris, le 19 septembre 1977
Comité Charlemagne Pératle, 40 rue de Châteauneuf, 92100 ANTONY.

Les arguments de l'inflation

Le prix que M. Karamanlis paraît attacher à l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne a de quoi surprendre un peu lorsqu'on voit se gripper les rouages de Bruxelles et voir la flamme de ses responsables. Mais enfin un phénomène comparable se produit à Madrid et à Lisbonne : à tort ou à raison, ces démocrates qui se sentent encore bien fragiles attendent d'abord de leur intégration parmi les Neuf un renforcement de leurs institutions. Nul pays n'en a peut-être davantage besoin que la Grèce, où les promotions du temps de la jeune ont peuplé l'armée de jeunes officiers passablement allergiques au système représentatif ; ils pourraient bien éprouver de faibles tentations si des événements comme la disparition de M. Karamanlis ou un grave affrontement avec la Turquie devaient plonger le pays dans une situation de crise.

Le gouvernement hellénique compte ferme sur une adhésion à la C.E.E. pour 1980, étant bien entendu qu'une longue période de transition est à prévoir, notamment en matière agricole. La Grèce a beau être un petit pays

par le nombre, elle se sent trop proche encore de son prestige passé pour renoncer à jouer un rôle : pour ses dirigeants actuels, l'Europe, dont ils acceptent à l'avance tous les développements politiques, peut lui en fournir l'occasion. Ils en attendent aussi, bien sûr, des avantages plus concrets : des allocations de fonds communautaires pour restructurer l'économie et moderniser les régions les plus retardées, des stimulants pour l'industrie, le bénéfice de la politique agricole commune.

Les candidatures méditerranéennes ne soulèvent, on le sait, qu'un enthousiasme mitigé parmi les membres de la C.E.E. qu'ils réduisent la concurrence des agricultures méditerranéennes ou l'entrée massive de travailleurs migrants. A leurs objections, Athènes répond que le traité d'association de la Grèce a été signé en 1962 déjà, et qu'il aurait dû être depuis longtemps à une adhésion pleine et entière et les colonels n'avaient pas occupé le pouvoir pendant sept ans. Que les dimensions modestes de la Grèce suffisent à distinguer son cas de celui de l'Espagne et du Portugal.

Le déficit budgétaire prévu pour 1978 est de 12,5 milliards de florins (25 milliards de francs) soit environ 5 % du produit national brut (4 % en 1977), qui s'élèvera à 255 milliards de flo-

ris (610 milliards de francs). Ce déficit ne tient pas compte des mesures sociales que le nouveau gouvernement devra prendre pour garantir le pouvoir d'achat des travailleurs. Ces mesures, dit-on, coûteront 1,5 milliard de florins supplémentaires ; le déficit total représenterait alors environ 6 % du P.N.B. Le président de la Banque nationale, M. Zilskra, se serait déjà élevé contre toute augmentation du déficit, estimant que celui-ci ne doit pas dépasser 5 % du P.N.B. Le seul aspect positif de la situation économique est la baisse prévue de l'inflation : 5,5 % en 1978 au lieu de 7 % cette année, bien que quelques majorations aient été annoncées. « Si la première phase est significative », « Le long délai nécessaire à la formation du nouveau gouvernement, après le résultat du scrutin qui était pour- tant perçu par beaucoup comme étant sans ambiguïté, prouve, dans la situation actuelle, une préoccupation compréhensible ».

MARTIN VAN TRAA.

Le déficit budgétaire prévu pour 1978 est de 12,5 milliards de florins (25 milliards de francs) soit environ 5 % du produit national brut (4 % en 1977), qui s'élèvera à 255 milliards de flo-

ris (610 milliards de francs). Ce déficit ne tient pas compte des mesures sociales que le nouveau gouvernement devra prendre pour garantir le pouvoir d'achat des travailleurs. Ces mesures, dit-on, coûteront 1,5 milliard de florins supplémentaires ; le déficit total représenterait alors environ 6 % du P.N.B. Le président de la Banque nationale, M. Zilskra, se serait déjà élevé contre toute augmentation du déficit, estimant que celui-ci ne doit pas dépasser 5 % du P.N.B. Le seul aspect positif de la situation économique est la baisse prévue de l'inflation : 5,5 % en 1978 au lieu de 7 % cette année, bien que quelques majorations aient été annoncées. « Si la première phase est significative », « Le long délai nécessaire à la formation du nouveau gouvernement, après le résultat du scrutin qui était pour- tant perçu par beaucoup comme étant sans ambiguïté, prouve, dans la situation actuelle, une préoccupation compréhensible ».

MARTIN VAN TRAA.

Le déficit budgétaire prévu pour 1978 est de 12,5 milliards de florins (25 milliards de francs) soit environ 5 % du produit national brut (4 % en 1977), qui s'élèvera à 255 milliards de flo-

ris (610 milliards de francs). Ce déficit ne tient pas compte des mesures sociales que le nouveau gouvernement devra prendre pour garantir le pouvoir d'achat des travailleurs. Ces mesures, dit-on, coûteront 1,5 milliard de florins supplémentaires ; le déficit total représenterait alors environ 6 % du P.N.B. Le président de la Banque nationale, M. Zilskra, se serait déjà élevé contre toute augmentation du déficit, estimant que celui-ci ne doit pas dépasser 5 % du P.N.B. Le seul aspect positif de la situation économique est la baisse prévue de l'inflation : 5,5 % en 1978 au lieu de 7 % cette année, bien que quelques majorations aient été annoncées. « Si la première phase est significative », « Le long délai nécessaire à la formation du nouveau gouvernement, après le résultat du scrutin qui était pour- tant perçu par beaucoup comme étant sans ambiguïté, prouve, dans la situation actuelle, une préoccupation compréhensible ».

MARTIN VAN TRAA.

Le déficit budgétaire prévu pour 1978 est de 12,5 milliards de florins (25 milliards de francs) soit environ 5 % du produit national brut (4 % en 1977), qui s'élèvera à 255 milliards de flo-

ris (610 milliards de francs). Ce déficit ne tient pas compte des mesures sociales que le nouveau gouvernement devra prendre pour garantir le pouvoir d'achat des travailleurs. Ces mesures, dit-on, coûteront 1,5 milliard de florins supplémentaires ; le déficit total représenterait alors environ 6 % du P.N.B. Le président de la Banque nationale, M. Zilskra, se serait déjà élevé contre toute augmentation du déficit, estimant que celui-ci ne doit pas dépasser 5 % du P.N.B. Le seul aspect positif de la situation économique est la baisse prévue de l'inflation : 5,5 % en 1978 au lieu de 7 % cette année, bien que quelques majorations aient été annoncées. « Si la première phase est significative », « Le long délai nécessaire à la formation du nouveau gouvernement, après le résultat du scrutin qui était pour- tant perçu par beaucoup comme étant sans ambiguïté, prouve, dans la situation actuelle, une préoccupation compréhensible ».

MARTIN VAN TRAA.

كندا من الأصل

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Les suites de l'enlèvement de M. Schleyer

Le président Scheel condamne « les critiques irresponsables venues de l'étranger »

Bonn (A.F.P., Reuters) — Le président de la République fédérale, qui ouvrira le 18 septembre la conférence internationale des pouvoirs locaux réunie à Bonn, a évoqué l'enlèvement de M. Schleyer et les critiques dont le gouvernement ouest-allemand a été l'objet à cette occasion. M. Scheel a estimé que les voisins de la R.F.A. pouvaient aujourd'hui et devraient le faire, résoudre le problème du terrorisme par des moyens démocratiques. « En affrontant ce problème, a-t-il ajouté, le gouvernement n'a pas soulevé de propositions inacceptables de la part d'un Etat démocratique ».

Le président ouest-allemand, en outre, s'en est pris aux « critiques irresponsables venues de l'étranger ». Estimant que l'Allemagne avait su tirer les leçons de l'époque du national-socialisme, M. Scheel a ajouté : « Nous avons appris. Mais j'ai l'impression que nos voisins n'ont pas encore appris que nous avons appris ». Cette « spirale de condamnations », a conclu le président de la République fédérale après avoir évoqué les réactions ouest-allemandes aux jugements de l'étranger, constituerait « le plus sûr moyen d'empêcher l'unité européenne. Comme démocratie, comme Allemagne et comme Européen, je voudrais prévenir un tel développement de la situation ».

Le commandant Siegfried Hauner, auteur de l'enlèvement de M. Schleyer, a fait parvenir, lundi, un nouveau message aux autorités fédérales, qui ont aussitôt réuni l'état-major de crise constitué à la suite de l'attentat de Cologne.

Le ministre de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg, dont dépendaient les trois policiers tués lors de cet attentat, a donné un certain nombre de précisions sur les conditions dans lesquelles les terroristes se sont emparés de la personne de M. Schleyer, selon les résultats de l'enquête de la police criminelle. Il est notamment établi que l'un des policiers a pu tirer huit balles de son pistolet mitrailleur, et l'autre trois balles de son revolver, contre les cinq

terroristes assaillants. Les trois policiers et le chauffeur de M. Schleyer ont succombé à une véritable grêle de balles : la police a relevé environ quatre-vingts impacts sur une seule des victimes.

PRÉCISIONS SUR LA « FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG »

Commentant dans le Monde du 14 septembre les réactions de la presse ouest-allemande à différents articles publiés dans nos colonnes sur la situation en R.F.A. avant et depuis l'enlèvement de M. Schleyer, nous écrivions : « Nos confrères allemands continuent de procéder à une lecture sélective du Monde. Ils n'ont d'yeux et de fureur que pour le point de vue de Jean Genet : « Violences et brutalités » (Le Monde du 2 septembre) ; les articles de première page d'Alfred Grosser « Les phantasmes français » (9 septembre) et de Maurice Duverger « Le fascisme rouge » (11-12 septembre), l'un et l'autre collaborateurs réguliers du Monde, paraissent leur avoir complètement échappé ».

La Frankfurter Allgemeine Zeitung, quotidien modéré proche des milieux d'affaires ouest-allemands et qui était cité dans l'article auquel notre commentaire faisait suite, nous signale qu'elle a, pour sa part, rendu compte de la publication des articles d'Alfred Grosser et de Maurice Duverger dans ses numéros datés du 8, du 12 et du 13 septembre. A la suite de cette publication, la Frankfurter Allgemeine Zeitung a publié le télégramme suivant, que lui avait adressé Alfred Grosser :

« L'intitulé et la présentation de l'article de Duverger, montage à la limite de la falsification, ne sont pas dignes de la Frankfurter Allgemeine Zeitung. D'autres affirmations sont fausses ou considérablement exagérées. J'ai l'impression qu'après avoir lutté pour la pondération des réactions françaises, il faut mener combat semblable contre l'absence de pondération des réactions allemandes à ces réactions. En tant que médiateur, il y a de quoi être découragé ».

R.D.A.

QUATRE-VINGT-DIX DÉTENUX POLITIQUES SONT REFOULÉS EN R.F.A.

Berlin (A.F.P.) — Quatre-vingt-dix détenus politiques est-allemands ont été libérés dimanche 18 septembre et renvoyés en R.F.A. Cette mesure pourrait être suivie à bref délai par l'élargissement d'un assez grand nombre d'autres prisonniers, pensent les responsables de l'Association du 13 août, qui s'occupe des problèmes de violation des droits de l'homme en R.D.A.

Selon cette association, cent cinquante personnes seulement sont arrivées en République fédérale d'Allemagne au cours du premier semestre 1977, alors que la moyenne annuelle des libérations obtenues par le gouvernement de Bonn en vertu d'arrangements internationaux et moyennant finances serait de l'ordre de mille détenus.

Les estimations occidentales sur le montant de chaque rachat varient de 40 000 DM (environ 84 000 F) à quelque 100 000 DM (environ 220 000 F) et plus pour des universitaires et spécialistes hautement qualifiés.

VIENT DE PARAITRE

ATLASECO
l'Atlas économique et politique
observateur

en vente, 25 F,
chez tous les marchands
de journaux.

Saint-Gobain cherchait une solution à ses besoins de copies. Océ lui a proposé un système adapté.



Quand vous jetez un coup d'œil à vos besoins en matière de photocopies, vous vous apercevez qu'ils ont changé avec le temps.

C'est maintenant le moment de vous intéresser à une solution rationnelle entièrement adaptée à vos besoins :

La gamme Océ : une gamme de photocopieurs, duplicateurs qui vous donne, jour après jour, des copies, toutes très nettes.

Océ va vous aider à analyser vos besoins, puis vous recommander l'équipement qui correspond à votre volume de copies, à la vitesse que vous demandez, aux formats dont vous vous servez et à votre budget, bien sûr.

Saint-Gobain a fait un choix réfléchi. Il est satisfait d'Océ.

Copieurs, duplicateurs,
tireuses de plans, microfilms.

Océ-Photosia S.A.
27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.
Asnières - Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Montrouge
Nancy - Nantes - Paris - Rouen - Strasbourg - Toulouse

Nos copieurs seront en démonstration au Scob, niveau 5, zone E, stand 5500.

Copieurs Océ : un choix réfléchi. Océ

Holiday Inn HOTEL

Pourquoi les hommes d'affaires y reviennent-ils en famille ?



A l'hôtel, de quoi a-t-on besoin quand on voyage pour affaires ? D'abord de confort. Pour se reposer, se détendre... et aussi pour travailler. Quand on voyage en famille on a autant besoin de confort, sinon plus. Pourquoi s'en priver ? Holiday Inn reconstruit les hommes d'affaires et leur famille avec l'hôtel.

Point clé du confort : la chambre

De l'espace, 27 m², c'est agréable : les lits sont toujours grands (un à deux double-lits par chambre) ; la salle de bains est spacieuse... Pour travailler, recevoir : un coin bureau, des fauteuils confortables et une ligne de téléphone directe. Climatization : elle se règle à volonté. Détente : il y a toujours la télévision (gratuite).

Dés séminaires aux banquets

Dans un Holiday Inn, il est très facile d'organiser des réunions d'affaires ou des fêtes. Pour un brain-storming de cinq à six personnes, vous prendrez un petit salon. Pour une réunion importante, un cocktail, un banquet ou un repas de noces comme autrefois, vous choisirez une grande salle.

Les enfants logés gratuitement

Les hommes d'affaires qui connaissent Holiday Inn y font volontiers étape en famille. Holiday Inn loge gratuitement les enfants qui partagent la chambre de leurs parents. Outre le confort, les mamans apprécient des détails comme la chaise spéciale pour le repas des tout-petits.



Nouveau : le forfait week-end

Et quand on voyage à plusieurs, il y a aussi le forfait week-end. Du vendredi soir au lundi matin, la chambre ne vous sera facturée que pour le prix d'une personne, même si vous êtes quatre à l'occuper (du 1er Novembre 1977 au 1er Mars 1978, sur réservation ; se renseigner auprès du Bureau Central Holiday Inn - Tél. (1) 686.50.87 - ou chez votre agent de voyages).

"Holidex" pour réserver dans le monde entier

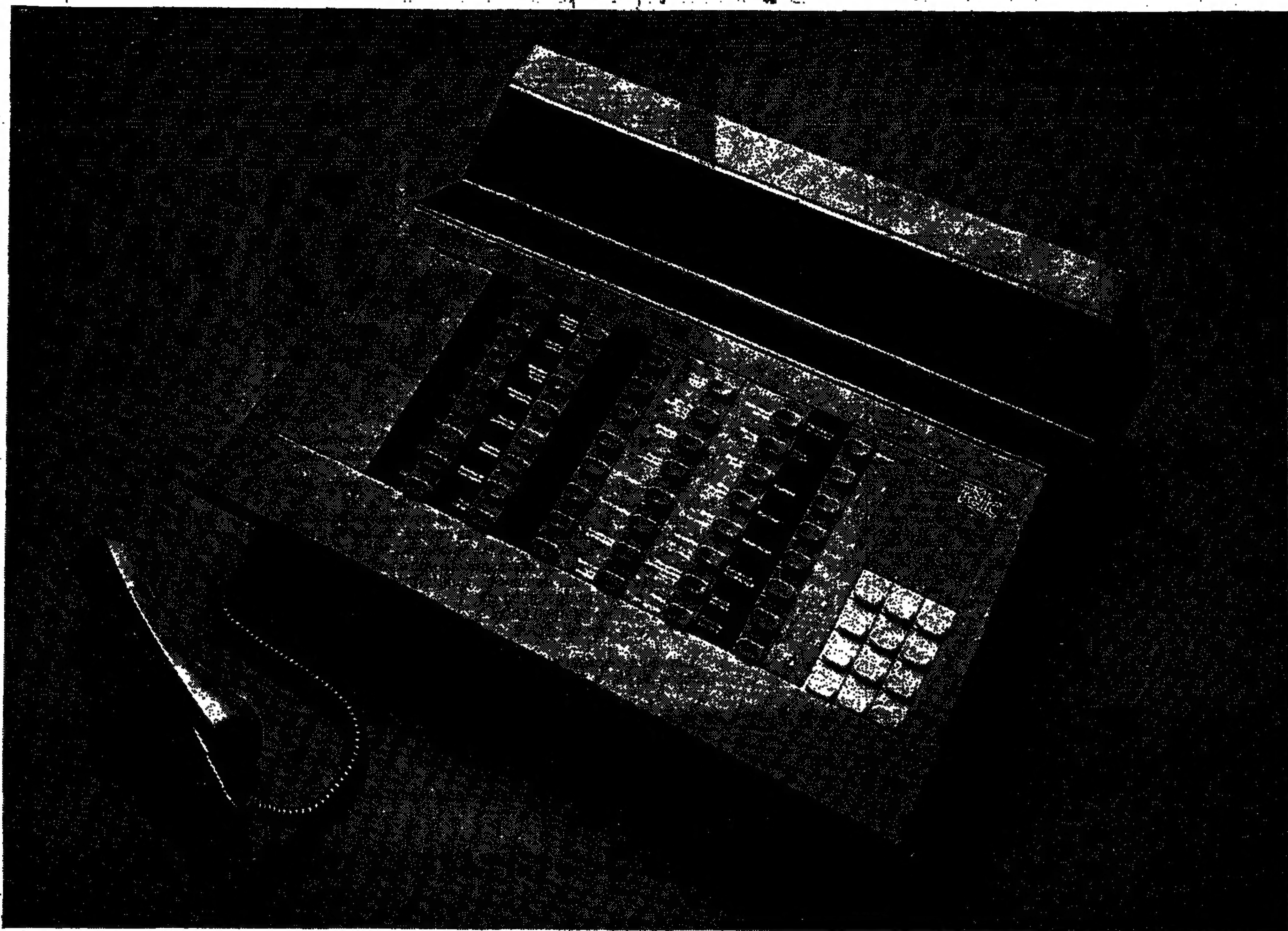
Avec Holidex, système de communication par ordinateur privé, vous réservez immédiatement votre chambre à Rome, Las Vegas, Acapulco... dans l'un des 1700 hôtels Holiday Inns du monde. Gratuitement.

Ce sens aigu du confort et des formules adaptées n'expliquent qu'en partie pourquoi Holiday Inn est si vite devenue la première enseigne hôtelière du monde. C'est aussi le succès d'une ambiance qui vous décontracte et vous met, comme le dit l'enseigne, un peu en vacances.

Holiday Inn en France

Avignon Tél. (90) 82.99.10 - Téléc 431994
Lille Aéroport/Lesquin Tél. (20) 97.92.02
Téléc 120051
Lille-Marcq en Baroeul Tél. (20) 72.17.30
Téléc 120785
Paris/Porte de Versailles
Tél. (1) 533.74.63 - Téléc 260844
Paris/Orly Tél. (1) 687.26.66 -
Téléc 204679
Paris/Roissy Charles de Gaulle
Tél. (1) 985.96.11 - Téléc 695143
Lyon Tél. (78) 35.70.20 - Téléc 900006
Strasbourg Tél. (88) 32.49.12 -
Téléc 590515
La Guadeloupe Tél. 84.15.00 -
Téléc 029836 GL
Réservation centrale à Paris
Tél. (1) 686.50.87 - Téléc 204696
ou par votre Agent de Voyage

حکومت الاصل



L'informatique, c'est pour l'efficacité. Le design, c'est pour la beauté.

Le standard téléphonique traditionnel, que possèdent des milliers d'entreprises, de collectivités et de particuliers, a désormais un sérieux concurrent : l'autocommutateur électronique **2505 de Telic**.

Occupant le haut de la nouvelle gamme Telic, il présente tous les avantages d'un central téléphonique, les dimensions en moins. Car le **2505 de Telic**, constitué d'une console et d'une "armoire", trouve à se loger dans l'espace le plus exigu (bien que son habillage élégant le désigne plutôt comme un élément qu'on aime à montrer...).

Le **2505 de Telic** n'est cependant pas qu'une réussite esthétique. La technique la plus moderne et la plus sûre y est aussi à l'honneur.

Ainsi, le principe de la modularité, retenu pour l'élaboration du **2505 de Telic**, permet une simplification de construction, allée à un encombrement minimum.

Le diagnostic permanent, quant à lui, permet au **2505 de Telic** de disposer, sous la forme d'un programme, de moyens autorisant :
- la surveillance constante de la qualité téléphonométrique de l'appareil ;
- la localisation des anomalies éventuelles.

L'électronique assimile le **2505 de Telic** à un véritable dispositif

informatique avec tout ce que cela suppose de fiabilité. Chaque installation peut être "personnalisée" par une programmation spécifique, en fonction des besoins précis d'un utilisateur particulier.

Les fonctions d'exploitation autorisent toutes les opérations dans la plus grande souplesse d'utilisation :

- parcage,
- renvois,
- mémorisation des taxes intégrées,
- numérotation abrégée.

Enfin, le **2505 de Telic** regroupe une gamme complète d'autocommutateurs électroniques couvrant les besoins les plus spécifiques des entreprises, des collectivités et des particuliers.

Ce sont de précieux instruments de travail, pratiques et efficaces.

Le **2505** est une création Telic, ce qui signifie : fabrication sérieuse, facilité d'emploi, fiabilité de fonctionnement, service après-vente digne de ce nom, assuré par des distributeurs-installateurs compétents répartis sur l'ensemble du pays.

En matière de communication, il vaut mieux savoir d'avance à qui l'on s'adresse.

Telic est là pour le prouver.

Telic

TELIC, POUR UNE MEILLEURE COMMUNICATION.

LA TÉLÉPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE - 206, route de Colmar, 67023 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 39.99.60

277 120 150

EUROPE

Italie

POINT DE VUE

Au-delà du « compromis historique »

par FÉLIX GUATTARI
et MARIA-ANTONETTA MACCIOCCHI (*)

Il y a quelques semaines était mise en circulation à Paris une protestation contre la répression dont ont été victimes durant la dernière période des centaines de militants de l'extrême gauche italienne. Bien que l'été ne soit généralement guère favorable au retentissement de telles actions, cet « appel », signé par de nombreux intellectuels français, a déclenché une véritable tempête journalistique en Italie. Le texte lui-même et son contenu d'origine furent rapidement oubliés — au point qu'on peut même se demander si certains de ses détracteurs l'ont jamais lu !

Les promoteurs de cet appel ne s'attendaient nullement à des développements aussi spectaculaires. Les intellectuels français sont fréquemment sollicités à attirer l'attention de l'opinion publique sur des abus de pouvoir, sur des cas flagrants d'injustice. Les appels qu'on leur soumet à cette occasion sont parfois quelque peu schématiques, voire simplificateurs. C'est un peu la loi du genre ! Mais étant donné qu'il ne s'agit pas d'analyse théorique ou politique approfondie, souvent ils préfèrent s'abstenir de discuter le détail de tels textes pour ne pas en retarder la publication. Ce qu'ils cherchent, c'est d'abord un minimum d'efficacité immédiate sur des questions importantes et urgentes. Dans le cas présent, il s'agissait de faire sortir de prison de jeunes militants italiens, en particulier les animateurs d'une radio libre de Bologne — Radio Alice — qui avait été interdite à la suite des événements de mars dernier dans cette ville (1). Comment expliquer la violence des réactions suscitées par cet appel ? Qu'est-ce qui peut justifier une telle débâcle d'accusations sans fondement, qui évoquent les plus sombres périodes du stalinisme ?

A travers ce qu'elle a baptisé le « manifeste des intellectuels français », la presse italienne, tout particulièrement celle qui est directement ou indirectement contrôlée par le parti communiste italien, a visé les courants de pensée, les forces révolutionnaires qui échappent aux grilles du parti de « l'arc constitutionnel ». En faisant appel à une réaction nationale contre le « colonialisme culturel français », on a cherché à isoler les « oubliés du compromis historique », qui, à se fier à l'arbitraire parlementaire, ne représenteraient pas plus de 10 % de la population, mais qui, en réalité, sont beaucoup plus nombreux et constituent ce que l'on pourrait appeler des « masses marginales » de jeunes, de femmes, de chômeurs, sans parler des populations du Sud, dont les conditions de vie ne cessent de se détériorer.

Des chiffres sujets à caution

Relevons à présent quelques faits récents qui éclairent mieux la réalité que l'appel du mois de juillet dénonçait et qui montrent qu'il n'a pas été inutile :

— Des militants italiens, Angelo Pasquini, Stefano Savio, ont été libérés ainsi que trois avocats du Secours rouge : Cappelli, Senese et Spazzoli ;

— Francesco Baraldi (« Bito »), ancien animateur de Radio Alice, arrêté à Paris à la demande du juge Catellani par des policiers français et des policiers italiens, n'a pas été extradité en Italie, mais a été remis en liberté provisoire par la justice française ;

— Des militants de l'extrême gauche italienne sont parvenus à s'exprimer à la télévision, ce qui leur a permis de révéler des faits qui n'étaient pas encore connus tels que les emprisonnements arbitraires de militants ouvriers des usines Marzili, Fiat, Sit-Siemens ;

— Le ministre de l'intérieur italien, M. Cossiga, a été contraint pour la première fois de publier une déclaration sur les emprisonnements politiques en Italie. Bien que ses chiffres soient sujets à caution, en particulier du fait qu'ils amalgament les fascistes et les « groupes terroristes » de gauche, il n'en ressort pas moins que cent cinquante personnes sont actuellement emprisonnées pour des délits uniquement politiques ;

— Le sénateur socialiste Viviani, président de la commission de justice du Sénat, s'est engagé à intervenir personnellement contre les abus actuels. Des enquêtes ont été ouvertes sur les méthodes répressives expérimentées dans les prisons « modèles » et également sur les conditions de détention dans des geôles archaïques telles que celles d'Asinara ;

— Enfin, on a pu constater à l'occasion de la campagne pour la

libération de Petra Krause que des couches de plus en plus larges de l'opinion commencent à être sensibilisées par de telles affaires.

Au-delà de son caractère d'efficacité immédiate, cet appel a donc révélé l'existence d'un décalage de plus en plus marqué entre le réel mouvement des masses et le fonctionnement de la classe politique qui soutient le « compromis historique ». A bien des égards, le « consensus majoritaire » qui s'est établi récemment en Italie reste fidèle. L'association entre le parti communiste italien et la démocratie chrétienne ne s'est établie sur aucune base politique qui permettrait au pays de sortir de ses difficultés. Aujourd'hui, la gauche parlementaire traite la démocratie chrétienne comme s'il s'agissait d'un allié socialiste, avec lequel elle allait construire une société nouvelle. En réalité, la situation ne fait que continuer à se dégrader. Le parti communiste, dans ces conditions, est amené à recourir à des méthodes de propagande, voire de suggestion collective, pour tenter de contrôler des mouvements de masse qui lui échappent de plus en plus.

L'expression directe

A l'étape actuelle, les forces vives de l'Italie n'ont guère d'autre recours que l'expression directe dans la rue, les grèves « sauvages », les « auto-réductions », etc., pour se trouver une nouvelle identité, pour déterminer des objectifs à la mesure de la situation et pour esquiver à grande traite le type de société qu'elles souhaitent construire. C'est précisément l'objectif des rencontres internationales que les mouvements d'extrême gauche et les « autonomes » (2) organiseront à Bologne les 23, 24 et 25 septembre. Il ne s'agit nullement, comme cela a été dit, d'une rencontre visant à se bouter la « victoire de la gauche ». Certes, il y aura question des mesures à prendre pour s'opposer au développement des méthodes répressives, mais ce n'est pas l'essentiel. A Bologne se retrouveront des jeunes, des femmes, des étudiants, des intellectuels, des techniciens, des écologistes, etc., venant de toute l'Italie et de nombreux pays d'Europe. Leur rencontre ne ressemblera en rien à un congrès ou à une manifestation au sens traditionnel. Aucun groupe, aucun état-major, ne « patronnera » les différentes réunions, les manifestations théâtrales, musicales ou plastiques qui auront lieu dans les différents quartiers de Bologne. Voici quelques thèmes de débats qui ont déjà été proposés et qui pourront y être discutés :

— Quelle est la nature du système de « démocratie autoritaire » qui est en train de s'implanter en Europe ? (On se rappelle les thèses de Brzezinski, conseiller du président Carter à la Commission trilatérale, qui regroupent des personnalités du grand capital américain, européen, des hommes politiques, des économistes, etc. Il considère que, « dans les années récentes, le fonctionnement de la démocratie a provoqué un affaiblissement des moyens traditionnels de contrôle social... » et il estime qu'il est « nécessaire d'encadrer les démocraties, de leur fixer des limites souhaitables (3) » ;

— Comment interpréter la politique d'alliance avec la bourgeoisie d'un certain nombre de partis communistes européens ? L'euro-communisme constituerait-il la forme la plus avancée de l'intégration capitaliste ?

— Par quels moyens les pouvoirs

en place s'accomplissent-ils venir à bout des mouvements de masse, en marge et en réaction, à l'Etat et à ses prolongements politiques et syndicaux ?

— Sous quelles formes, sur quels objectifs, ce nouvel espace politique et social pourra-t-il s'organiser ?

— L'évolution de l'Etat dans un sens de plus en plus autoritaire s'accompagne d'une impuissance toujours plus grande à répondre aux problèmes fondamentaux de la société. Dès lors, les grands mouvements de lutte auront-ils de plus en plus tendance à sortir du cadre national, comme nous le montrent les dernières manifestations des écologistes. Comment concevoir le développement d'échanges, l'instauration d'une concertation d'un type nouveau à l'échelle internationale ?

Ces diverses préoccupations, comme on peut le voir, n'appartiennent pas en propre aux marginaux et aux gauchistes. Elles devaient concerner au premier chef les diverses composantes de la gauche. Aussi, nous le répétons, est-il absurde que ces rencontres de Bologne soient dénoncées comme une « opération » « anticomuniste » ! Nous souhaitons, pour notre part, que cessent au plus vite les invectives, les anathèmes, et qu'un véritable débat de masse puisse s'engager sur toutes ces questions qui nous paraissent fondamentales et auquel devraient s'associer tout naturellement l'ensemble des militants socialistes et communistes de bonne foi.

(1) Le cas le plus scandaleux est celui de Diego Benecchi, de Lotte Confalonieri, de Bologne, qui, après avoir été arrêté pour un délit d'opinion, s'est vu ensuite notifier dix-sept chefs d'accusation relevant du code Rocco, instauré à l'époque du fascisme pour réprimer les mouvements massifs, notamment les mouvements sociaux, les mouvements ouvriers et paysans, etc.

(2) The Crisis of Democracy — Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission — New York, University Press, 1975.

(3) The Crisis of Democracy — Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission — New York, University Press, 1975.

demain

L'AFRIQUE

VIENT DE PARAITRE

Le premier mensuel panafricain d'information diffusé dans 25 pays au nord et au sud du Sahara.

Une équipe de journalistes de notoriété africaine et internationale rassemblée par Paul Bernetel.

Une ambition : Faire connaître l'Afrique pour mieux la comprendre

En vente 7 F
chez tous les marchands de journaux

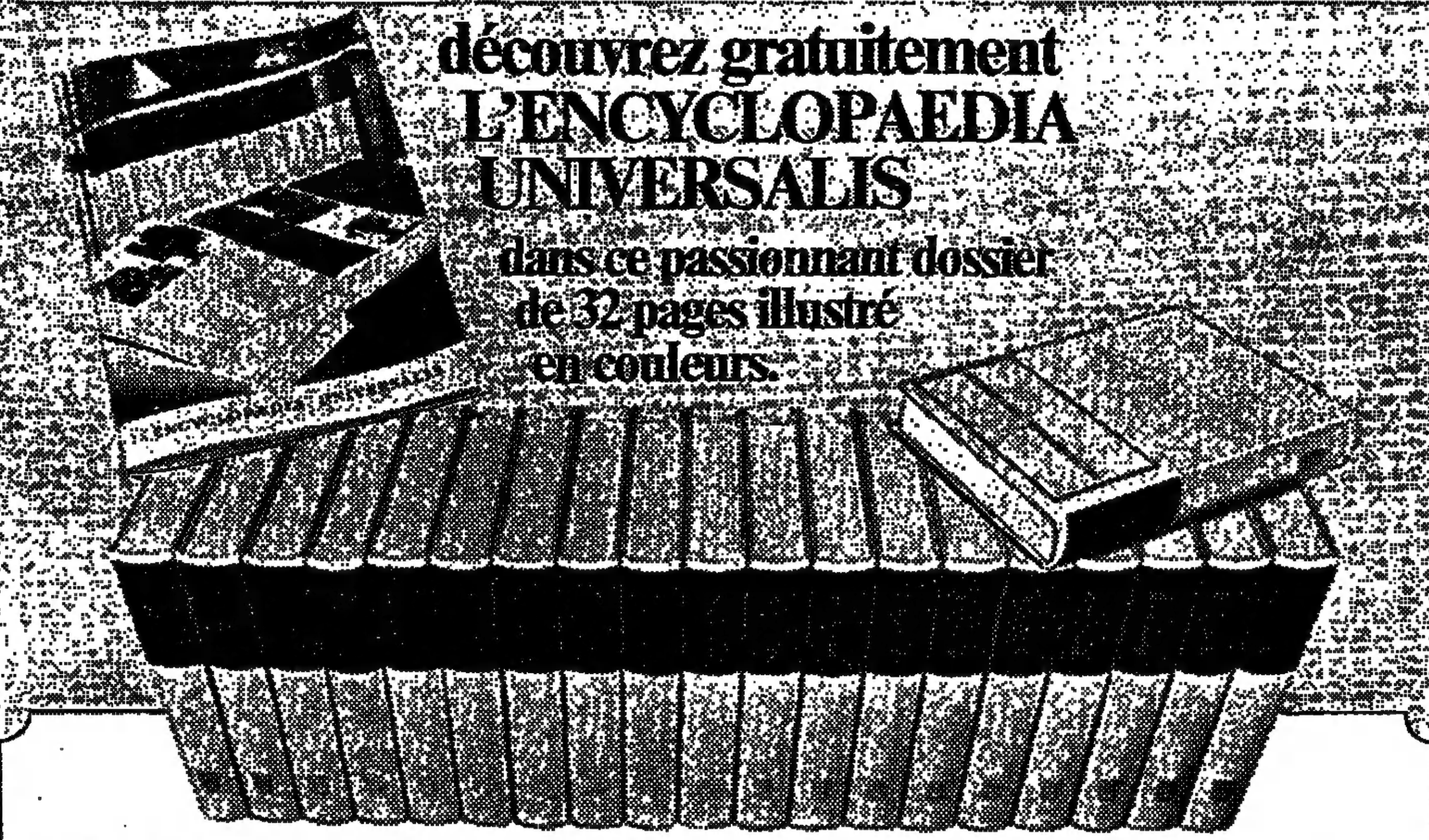
Formation en Administration d'Entreprises.
Cours général pour cadres débutants. Programme complet de management. Durée 9 mois à plein temps. Possibilité d'enseignement à temps partiel. Conditions : 21 ans au moins, baccalauréat ou équivalent.

Préparation à la Direction des Entreprises.
Cours supérieur pour cadres déjà en fonction. Actualisation de connaissances et acquisition de méthodes de direction générale. Durée 9 mois à plein temps. Conditions : 26 ans minimum, 5 ans de fonction comme cadre.

Instruction Internationale privée, l'ECL accueille un nombre limité de stagiaires, sans distinction de race, de sexe ou de religion. Méthodes pédagogiques actives. Contrôle continu des connaissances. Certificats et diplômes. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens, dirigeants, cadres ou conseillers. Langue de travail : français.

Plus qu'une école
Autant que l'entreprise
Depuis 1963

ECLE
ECOLE DE CADRES DE
LAUSANNE ECL
Chemin de Moron 38,
CH-1003 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 23 29 92



découvrez gratuitement
L'ENCYCLOPAEDIA
UNIVERSALIS
dans ce passionnant dossier
de 32 pages illustré
en couleurs.

L'UNIVERSALIS traite plus de sujets plus complètement que toute autre encyclopédie. Elle sera pour vous et vos enfants une source inépuisable d'enrichissements.

Profitez vite du Bon Gratuit ci-dessous pour recevoir gratuitement — par la poste — une passionnante documentation illustrée sur l'Encyclopaedia Universalis.

Vous pouvez ainsi, chez vous, en famille, vous faire un avis personnel sur la plus grande encyclopédie française. Et ceci, bien entendu, sans le moindre engagement à quoi que ce soit. C'est notre façon de vous faire partager notre enthousiasme pour cette œuvre unique en France.

Unique en France par ses auteurs.

L'Encyclopaedia Universalis a ceci de particulier qu'elle a été entièrement conçue et rédigée par des savants. Par 3.800 spécialistes français et étrangers, dont chacun a apporté le meilleur de lui-même dans sa propre spécialité. Et c'est capital pour vous. Car plus on domine un sujet, mieux on peut le faire partager et comprendre. En termes clairs, simples et vivants.

Vous trouverez ainsi dans l'Universalis beaucoup de très belles planches en couleurs — mais aussi une multitude de dessins et de schémas. Qui détaillent, qui montrent, qui expliquent. Pour que tout devienne très facile à comprendre, pour vous et vos enfants.

Unique en France par son contenu.

L'Universalis a également ceci de particulier qu'elle couvre plus de sujets plus complètement que toute autre encyclopédie. Et malgré cela, son prix n'est pas plus élevé. Vous recevez donc davantage pour chaque franc investi dans son acquisition.

Unique en France par sa structure.

Enfin, l'Universalis a encore ceci de particulier qu'elle vous permet de programmer exactement le degré de connaissances auquel vous désirez accéder.

Un enfant peut très bien connaître l'essentiel d'une question en quelques instants. Tandis qu'un adulte peut aussi élargir les limites de son enquête, consacrer des heures et des heures à l'exploration de son sujet, comme un chercheur passionné.

Répondez dès aujourd'hui.

Par la valeur de ses auteurs, par l'étendue de ses connaissances, par la clarté de son enseignement, l'Universalis est un partenaire irremplaçable. Elle enrichira chaque instant de votre vie — et de celle de vos enfants.

Considérez-la en demandant notre dossier gratuit dès aujourd'hui. Il vous suffira de renvoyer le Bon ci-dessous au Club Français du Livre, 7, rue Armand-Moisant, 75754 Paris Cedex 15

ou de téléphoner au 734.02.31
(répondeur automatique 24 h sur 24)

La plus grande encyclopédie française
et la plus complète.

* 20 grands volumes (format 21 x 30 cm) habillés d'une élégante reliure
ivoire * 21.760 pages * 19.000 articles * 20.681 illustrations en noir et
en couleurs * Bibliographie internationale (plus de 60.000 ouvrages
références).

Toutes personnes que l'Encyclopaedia Universalis est le seul ouvrage
d'esprit vraiment moderne parmi toutes les autres encyclopédies.
Durée de validité : 1 an à compter de la date de parution.

BON GRATUIT

à renvoyer dès aujourd'hui
au Club Français du Livre, 7 rue Armand-Moisant, 75754 Paris Cedex 15.

Veuillez m'adresser gratuitement, par la poste, mon exemplaire
du magnifique Dossier Universalis en couleurs, sans aucun engage-
ment de ma part.

nom _____ prénom _____
N° _____ rue _____
code postal _____ localité _____
(Offre valable uniquement pour la France Métropolitaine)

778

VIENT DE
PARAITRE

ATLASECO
l'atlas économique et politique
observateur

en vente, 25 F,
chez tous les marchands
de journaux.

(*) Félix Guattari est médecin
psychiatre ; Maria-Antonietta Mac-
ciocchi est professeur à l'université
de Vincennes, ancien député com-
muniste de Naples.

صك: ا من الاصل

AMÉRIQUES

États-Unis

M. Koch a été élu candidat démocrate à la mairie de New-York

De notre correspondant

New-York. — Aux élections primaires pour la désignation d'un candidat démocrate à la mairie de New-York, M. Edward Koch, membre de la Chambre des représentants, a assez nettement devancé M. Mario Cuomo, son principal concurrent. Au cours des dix derniers jours, ces deux hommes ont soumis les New-Yorkais à un véritable tir de barrage publicitaire : les délégués spécialisés voyaient les flashs tressant des guirlandes à chacun des deux candidats, ils suivaient des interviews, des débats et des « tables rondes », où M. Koch et Cuomo exprimaient leurs opinions sur tous les problèmes exceptés ceux qui ont trait à la gestion de la plus grande ville des États-Unis. Les candidats — sept en tout — ont dépensé 5 millions de dollars au cours de ces « primaires », dont un million et demi pour M. Koch et un million pour M. Cuomo.

Sept cent mille New-Yorkais sur les deux millions en âge de voter se sont rendus aux urnes pour ce deuxième tour. Il semble bien que l'appui des juifs, dont M. Koch a bénéficié, a été plus décisif que l'appui des catholiques en faveur de M. Cuomo. Le vote protestant s'est dispersé : le « Silk District » (quartier hippy) et Greenwich Village, c'est-à-dire le haut et le bas de l'échelle sociale, ont voté pour M. Koch, tandis que les classes moyennes (West Side) se ralliaient à M. Cuomo. M. Koch l'a nettement emporté à Brooklyn et dans le Bronx, et a gagné de justesse à Manhattan, tandis que M. Cuomo est arrivé en tête à Queens et à State-Island. Le vote des Noirs et des Portoricains, en-

core faible par rapport au vote des Blancs, a toutefois augmenté ce qui indique que ces deux minorités sont appelées à jouer un rôle croissant dans les affaires de la ville.

La victoire de M. Koch a confirmé, d'autre part, le déclin des « bosses », des « clubs » et des bureaux du parti démocrate. Pour être élu au poste de maire, il devra affronter, en novembre, un candidat conservateur et un candidat républicain, ainsi que M. Cuomo, qui se présentera sous l'étiquette libérale. Compte tenu des traditions politiques de New-York (largement démocrate) et de la marge dont il dispose par rapport à ses rivaux, M. Koch a de très bonnes chances d'être élu.

LOUIS WIZNITZER.

Brésil

LE GOUVERNEMENT A DÉNONCÉ PLUSIEURS ACCORDS DE COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LES ÉTATS-UNIS. — Cette décision fait suite à la rupture, en mars dernier, de l'accord d'assistance militaire avec Washington. Par des confidences recueillies récemment, à Paris et à Jérusalem, des officiers israéliens ont reconnu, pour la première fois, l'engagement de leur pays aux côtés d'Addis-Abeba.

La supériorité de l'aviation éthiopienne n'empêche pas que la situation sur le terrain demeure critique pour Addis-Abeba. Tous les avions de transport et des centaines de camions ont été régulés pour acheminer vers Dide-Ouou les militaires « en retraite » et les « vétérans » ayant répondu à l'ordre de mo-

AFRIQUE

LES COMBATS DANS L'OGADEN

Les Éthiopiens s'efforcent d'enrayer la progression des troupes somaliennes

L'aviation éthiopienne est intervenue en force, lundi 19 septembre, pour tenter d'enrayer l'avance des troupes somaliennes, au nord du Harrar, dans la région de Dire-Dawa, deux villes désormais assiégées. Des chasseurs F-4, de fabrication américaine, et des bombardiers Canberra ont attaqué des unités blindées et des batteries d'artillerie, à proximité de la ville de Jijiga, tombée la semaine dernière, aux mains des forces soutenues par Mogadiscio. Les Éthiopiens, qui affirment, d'autre part, avoir abattu vingt-huit Mig somaliens, disposent, selon des observateurs indépendants, de la maîtrise du ciel. L'assistance que leur fournissent, dans ce domaine, les quelques dizaines de conseillers israéliens, paraît déterminante.

L'aide directe, accordée par Israël à l'Éthiopie (le Monde du 23 juin), malgré le démenti opposé dimanche par le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, est confirmée, aujourd'hui, par différentes sources. L'hebdomadaire *Newweek* soulignait, dans son numéro du 19 septembre, que les F-4 éthiopiens étaient entretenus et entraînés par des techniciens hébreux. Par des confidences recueillies récemment, à Paris et à Jérusalem, des officiers israéliens ont reconnu, pour la première fois, l'engagement de leur pays aux côtés d'Addis-Abeba.

La supériorité de l'aviation éthiopienne n'empêche pas que la situation sur le terrain demeure critique pour Addis-Abeba. Tous les avions de transport et des centaines de camions ont été régulés pour acheminer vers Dide-Ouou les militaires « en retraite » et les « vétérans » ayant répondu à l'ordre de mo-

bilitation générale lancé vendredi soir par les autorités militaires. Jugée « très sérieuse » dans l'Ogaden par M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, la situation militaire paraît également s'aggraver sur le « front » nord, en Érythrée, après la prise récente de la ville d'Agordat par le Front de libération (FLE). Un correspondant de l'agence Reuters, M. Bernd Dornmann, qui a pu visiter récemment les villes conquises par les maquisards érythréens, signale qu'à Keren une épidémie de choléra menace les 840 militaires éthiopiens faits prisonniers.

À Washington, le Département d'État américain a vivement réagi à l'article publié lundi, dans *Newweek* par M. Arnaud de Boregrave. Celui-ci estimait que les États-Unis avaient trompé la Somalie en lui promettant des armes en juillet dernier et en lui laissant entendre que Washington soutiendrait son offensive dans l'Ogaden. Par la suite, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, se déclarant préoccupées par les initiatives militaires de Mogadiscio, avaient décidé d'ajourner leurs livraisons d'armes. Citant un haut fonctionnaire américain, *Newweek* affirmait que cette promesse non tenue constituait un exemple classique de l'incompétence et d'erreurs. Démentant « catégoriquement » qu'une telle promesse ait été faite, le porte-parole du Département d'État a rappelé, lundi soir, que la Somalie avait été clairement prévenue à l'époque que les armes américaines que Washington était « en principe » disposé à livrer devraient être employées uniquement pour défendre ses frontières existantes.

Tunisie

Les milieux financiers démentent qu'il y ait une « crise de confiance »

Correspondance

Tunis. — Les milieux financiers officiels de la place de Tunis manifestent leur surprise à propos d'informations publiées ces derniers temps par quelques organes de presse étrangers, et notamment le *Financial Times*, à propos de la situation financière en Tunisie (le Monde du 17 septembre).

Ces milieux démentent notamment avec force que des « retraits importants » aient été effectués dans les banques. Les dépôts, disent-ils, qui s'élevaient au mois de juillet 1976 à près de 512 millions de dinars (1), atteignent en juillet 1977 quelque 581 millions, soit une augmentation de 13,5 %. Dans le même temps, la monnaie fiduciaire, qui avait cru en juillet 1976 de 16 % par rapport à 1975, n'a augmenté que de 9 % en juillet 1977.

On précise dans les mêmes milieux que si une baisse des réserves de change, en relation avec la progression des importations et la détérioration des prix de certains produits à l'exportation, a effectivement été enregistrée durant le premier trimestre 1977, un renversement de la tendance s'est déjà amorcé avec des augmentations de ces réserves (plus de 10 % pour le mois d'août).

En ce qui concerne le recours aux facilités du F.M.I., le tirage effectué, dit-on, porte sur un montant peu élevé, dont la contrepartie correspond en fait à des facilités de paiement accordées par la Tunisie à certains importateurs étrangers pour l'achat de produits tels que phosphates et dérivés.

La baisse des réserves, affirme-t-on enfin, n'a pas été à l'origine du recours au marché financier international. L'emprunt de 100 millions de dollars qui a été lancé cette année était prévu par le V^e Plan et se justifie par le renforcement notable de l'effort d'investissement. Quant aux taux d'intérêt de cet emprunt, il est de 1 1/8 supérieur au « Libor » et non de 1,5 %.

Les milieux financiers officiels de Tunis relèvent, en revanche, avec satisfaction le commentaire du *Financial Times* affirmant que « depuis son indépendance la Tunisie a accompli un record de développement assez enviable » et que « les raisons traditionnelles de confiance en la Tunisie demeurent valables ». Rien ne permet donc, dit-on, d'évoquer une quelconque « crise de confiance » en Tunisie.

(1) Un dinar tunisien = 11,36 F.

M. MASMOUDI CONFIRME QU'IL RENTRERA À TUNIS « AVANT LA FIN DU MOIS »

« La seule annonce de mon retour en Tunisie a amené contre moi les « éboueurs » toujours en service. Au risque de provoquer de nouveaux leur rage, je précise que je rentre à Tunis, et tout état de cause avant la fin du mois en cours », a déclaré au Monde, lundi 19 septembre (nos dernières éditions datées 20 septembre) M. Mohamed Masmoudi, ancien ministre tunisien des affaires étrangères, limogé après la fusion avortée tuniso-libyenne de Djerba en 1974. « Je regagne mon pays en vue d'y favoriser l'U.G.T.T. et toutes les bonnes volontés qui se déclareront une œuvre de réconciliation », a poursuivi M. Masmoudi.

À l'intérieur, cette réconciliation rendrait à la vie active tous les détenus politiques et réhabiliterait les oppositions déclarées. À l'extérieur elle permettrait à la Tunisie de retrouver le ressort nécessaire pour entreprendre à l'échelle du Maghreb une action de paix préalable à toute organisation méthodique de solidarité régionale.

L'ancien ministre a exprimé sa satisfaction de ce que « le courant de rapprochement avec la Libye » n'ait pas eu à souffrir de « la campagne de dénigrement » lancée contre le secrétaire de l'U.G.T.T. et lui-même. Il a conclu : « Je me réjouirai davantage si le président Bourguiba décide de renforcer ce courant en prenant l'initiative d'un « sommet » maghrébin qui contribuerait au règlement des problèmes en suspens et à la promotion de structures inédites de vie communautaire ».

C'est le 4 septembre que M. Mohamed Masmoudi a annoncé son intention de rentrer en Tunisie. Cette information a été à l'origine d'articles très violents dans la presse tunisienne. « L'Action », quotidien du parti socialiste destituant, écrivait le 11 septembre : « Ce politicien connu pour son ambition démesurée, son affaiblissement et son incompétence s'est découvert une vocation unioniste et des états arabo-musulmans très profitables ».

Maroc

M. MOSTAR OULD DABDAH, chef de l'État mauritanien, devait s'entretenir, ce mardi 20 septembre, avec le roi Hassan II au palais d'Irène, dans le Moyen-Atlas, où le souverain séjourne actuellement. Cette visite serait suivie de la venue du prince Faïd d'Arabie Saoudite. Il est probable que les conversations porteront sur le problème du Sahara. — (U.P.J.)

VIENT DE PARAITRE

ATLASECO
l'Atlas économique et politique
observateur

en vente, 25 F.
chez tous les marchands
de journaux.

Jones rajeunit et ouvre 10 nouvelles boutiques.
Voici la deuxième.



Jones
39, av. Victor-Hugo, Paris 16^e - 727.06.30

Jusqu'au 20 octobre, 15 % de remise sur tous les articles avec la carte Jones.

150 150 150

DIPLOMATIE

A TRAVERS LE MONDE

Tunisie

« Meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

« Les meilleurs financiers démentent une « crise de confiance » »

Pour lutter contre l'apartheid Les Neuf mettent au point un « code de conduite » de leurs entreprises en Afrique du Sud

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis ce mardi 20 septembre au titre de la « coopération politique », ont adopté un « code de conduite » à appliquer par les entreprises de la C.E.E. ayant des filiales, succursales ou représentations en Afrique du Sud.

C'est en juillet dernier que les Neuf avaient exprimé la volonté de traduire par des actes leur condamnation de l'apartheid. Ils avaient alors chargé un groupe de travail d'établir l'inventaire des mesures concrètes à adopter pour amener le gouvernement de Pretoria à modifier sa politique raciale. M. Owen, le secrétaire au Foreign Office, avait alors suggéré la mise au point de ce « code de conduite ». Les experts ont élaboré durant l'été un projet de texte. Il reste quelques phrases, de portée inégale, sur lesquelles l'accord ne s'est pas encore fait. Le plus important de ces passages est sans doute celui qui indique que les entreprises devraient s'abstenir d'effectuer de nouveaux investissements en Afrique du Sud.

Le projet de code de conduite préparé par les experts compte huit points.

● Relations au sein de l'entreprise.

Il est demandé aux entreprises européennes de proclamer leur volonté d'assurer une complète liberté syndicale et de faire savoir régulièrement à leurs employés que des négociations collectives avec des organisations d'employés élus et représentatives font partie de la politique poursuivie par leur entreprise. Si les employés ne décident pas de former un syndicat, l'entreprise ne devrait accepter ce choix. Les employeurs devraient assurer aux Africains la liberté de s'y affilier.

● La main-d'œuvre migrante.

Le système de la main-d'œuvre migrante, qui empêche les Noirs de librement choisir leur travail et de s'installer avec leur famille, est dénoncé comme un instrument de l'apartheid. Il est demandé aux entreprises d'en tempérer les effets.

● Les salaires.

Il est dit notamment que les entreprises de la C.E.E. devraient mener une politique salariale non discriminatoire permettant à tous leurs employés sans distinction de race ou autre de bénéficier d'un niveau de vie décent. Le paragraphe suivant, précisant la responsabilité spéciale des entreprises et soulignant notamment qu'un salaire basé sur le minimum nécessaire pour survivre ne peut être considéré comme suffisant, est un de ceux sur lesquels l'accord n'est pas fait dans le projet soumis aux ministres. Il n'est pas jugé opportun par une ou plusieurs délégations.

● Structures salariales et promotion des travailleurs noirs.

Il est souligné que le principe à travail égal salaire égal implique que tous les emplois soient accessibles à tout travailleur qualifié, sans distinction de race ou autre, et que les salaires correspondent à l'emploi. Les mêmes critères de traitement devraient s'appliquer aux mêmes fonctions. Le principe de l'égalité de salaire serait cependant vide de sens si les Noirs étaient mainte-

nus dans des fonctions inférieures. Les employeurs devraient, par conséquent, mettre au point des programmes de formation de la main-d'œuvre noire et veiller à réduire la dépendance des entreprises à l'égard de la main-d'œuvre blanche.

● Prestations complémentaires au salaire.

Il est demandé aux entreprises de dégrader des ressources pour rendre plus supportable la vie quotidienne de leurs employés africains : logement, transport, santé, assurance contre les accidents du travail, loisirs, assistance judiciaire, retraite, éducation.

● Déségrégation sur les lieux de travail.

Les employeurs devraient mettre tout en œuvre pour éliminer toute pratique de ségrégation, notamment sur les lieux de travail, dans les cantines, les activités sportives, l'éducation, la formation professionnelle.

● Rapports sur l'application du code de conduite.

Il est demandé aux entreprises de publier, chaque année, un rapport détaillé reprenant les sept sujets énumérés et indiquant, outre le nombre d'Africains noirs employés dans l'entreprise, les progrès réalisés dans l'application du « code de conduite ». Il est suggéré aux gouvernements des Neuf d'intervenir auprès des autres pays de l'O.C.D.E. afin qu'ils adoptent également ce code.

Les Neuf entreprendront-ils davantage pour manifester leur volonté de faire usage de leur pouvoir économique afin de contraindre l'Afrique du Sud à modifier sa politique raciale ? On peut en douter. Plusieurs États membres, dont la France, se sont, en effet, montrés très réservés à l'égard de véritables sanctions.

PHILIPPE LEMAITRE.

A Genève UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DISCUTE DE LA SITUATION DES INDIENS DANS LES AMÉRIQUES

(De notre correspondant.)

Genève. — La conférence internationale des Organisations non gouvernementales (ONG) sur la discrimination à l'égard des populations indiennes dans les Amériques, s'est ouverte mardi matin 20 septembre au Palais des Nations, à Genève. La réunion, qui durera jusqu'au 23 septembre, est organisée et dirigée par le sous-comité sur les droits de l'homme, dont le président est M. Romesh Chandra (Conseil mondial de la paix) et le trésorier M. Abderrahmane Youssoufi (Union des avocats arabes) ; la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

Une centaine de chefs spirituels et politiques indiens participent à la rencontre de Genève ; 70 % sont venus d'Amérique du Nord, 30 % d'Amérique latine. Au Palais des Nations, des observateurs diplomatiques se sont demandés si, en donnant une telle importance à la représentation des Indiens de l'Amérique du Nord, on ne veut pas mettre l'accent sur les accusations portées contre l'administration Carter pour violation des droits de l'homme. La faiblesse de la représentation de l'Amérique latine pourrait cependant s'expliquer par le nombre de délégués qui ont été empêchés par leurs gouvernements de quitter leur pays.

La délégation des Indiens des États-Unis — dans les rangs de laquelle se trouvait le chef Hoppi, âgé de cent trois ans — a fait une arrivée spectaculaire. À l'aéroport de Cointrin-Genève, les chefs, afin de faire reconnaître la nation indienne, ont refusé de présenter leurs passeports américains et se sont confectionnés des passeports troquois, que les autorités helvétiques ont fini par accepter.

La conférence s'est donnée pour objectif de préciser les discriminations légales, économiques, sociales et culturelles pratiquées dans les Amériques, ainsi que de formuler un programme d'action.

ISABELLE VICHNIAC.

M. BARRE A RENDU COMPTE DE SON VOYAGE A WASHINGTON AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Raymond Barre a été reçu, lundi 19 septembre, comme chef de la République, auquel il a rendu compte du voyage qu'il a fait à Washington du 14 au 17 septembre. Après cet entretien, qui a duré une heure et trente minutes, M. Jean-Philippe Lest, porte-parole de la présidence de la République, a indiqué que les conversations en tête à tête que M. Barre avait eues avec le président Carter, le 15 septembre, avaient porté principalement sur trois points : la prolifération nucléaire, le désarmement et la recherche de la paix au Proche-Orient. La question de l'admission du Concorde aux États-Unis a été abordée au cours d'échanges élargis aux deux délégations, ajoute-t-on à l'Élysée (1).

M. Lest a indiqué encore que le premier ministre avait examiné avec les responsables de l'économie américaine les perspectives économiques mondiales.

UN CONSEIL RESTREINT SUR LE DÉSARMEMENT SE RÉUNIRA JEUDI A L'ÉLYSÉE

Le président de la République réunit, jeudi matin 22 septembre, au palais de l'Élysée, un conseil restreint consacré au désarmement et composé du premier ministre et de MM. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, et Yvon Bourges, ministre de la défense, a annoncé, lundi 19 septembre, M. André Arnaud, porte-parole de l'Élysée.

Le 24 août dernier, le conseil des ministres avait entendu une communication de M. de Guiringaud dans laquelle le ministre des affaires étrangères annonçait que la France présenterait, « le moment venu, un plan d'ensemble » qui serait soumis au printemps prochain à l'Assemblée générale extraordinaire de l'ONU sur le désarmement. La réunion du 22 septembre sera donc consacrée à l'élaboration de ce plan.

Chine

LES DIPLOMATES représentant l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Pologne, la Hongrie, la R.D.A., la Mongolie et Cuba ont quitté un banquet offert, lundi 19 septembre, à Pékin, en l'honneur du lieutenant-colonel Seyni Kountché, chef de l'État nigérien, en visite officielle en Chine. Ils protestaient ainsi contre la doctrine antisoviétique à laquelle M. Li Hsiang-nien, vice-premier ministre chinois, s'est livré à cette occasion. C'est le cinquième incident de ce genre depuis le début de l'année. — (A.F.P., Reuter.)

Roumanie

UN DÉCRET D'AMNISTIE a été promulgué par le Conseil d'État roumain. Il annule le casier judiciaire des condamnés pour délits pénaux qui ont été graciés, a annoncé lundi 19 septembre l'agence Ager-press. Ces mesures ne concernent pas toutefois les crimes de guerre, les crimes contre la paix et l'humanité, la trahison, l'espionnage et les infractions ayant entraîné la mort d'un tiers et les atteintes au bien public. — (A.F.P.)

Seychelles

MM. JACQUES DUCHEMIN, CHRISTIAN PARIS ET SYLVAIN BARON, les trois Français récemment expulsés des Seychelles après avoir été accusés d'« espionnage » (le Monde daté 18-19 septembre), rejettent ces accusations. Ils ont indiqué lundi 19 septembre qu'ils s'étaient rendus sur l'archipel pour filmer les tortues de mer et souligné qu'ils avaient eu pour ce reportage l'accord verbal du ministre seychellois de l'agriculture, M. Maxime Ferrari, qu'ils avaient rencontré à Paris.

UNE CONFÉRENCE DES PARTIS PROGRESSISTES des pays de l'Océan Indien sera organisée avant la fin de l'année, a annoncé lundi 19 septembre à Victoria M. Paul Beranger, président du Mouvement militant mauricien (M.L.M.). M. Beranger, qui a quitté lundi les Seychelles après une visite de quatre jours, a précisé que cette conférence pourrait se tenir à Tananarive ou à Mahé (Seychelles), et qu'elle regrouperait les partis progressistes de l'Ile Maurice, des Seychelles, de Madagascar et de la Réunion. Les travaux porteront essentiellement sur « la militarisation de l'Océan Indien et l'importance grandissante des bases françaises ». — (A.F.P.)

Zambie

LE PRÉSIDENT KENNETH KAUNDA a levé mardi 20 septembre le couvre-feu décrété le 3 septembre dans quatre villes de Zambie, dont Lusaka, par crainte d'une attaque rhodésienne. — (Reuter.)

A VOTRE AVIS,
QU'EST-CE QUE
LA RÉPUBLIQUE D'IRLANDE
PEUT VOUS OFFRIRE DE PLUS
QUE DE NE PAS PAYER
D'IMPOT CETTE ANNÉE

NE PAS EN PAYER
AVANT 1990

Si vous implantez une usine en Irlande, vos bénéfices à l'exportation seront totalement exonérés d'impôt jusqu'en 1990. Vous pouvez ainsi transférer librement vos bénéfices nets d'impôt sans aucune limitation.

L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus aisée que vous avez affaire à un interlocuteur unique: l'IDA (Irish Development Authority). L'IDA (Irish Development Authority) est une agence gouvernementale de développement industriel de la République d'Irlande.

En dix ans, l'IDA a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en Irlande.

Prenez contact avec Monsieur Terence Brown, Directeur de l'Agence IDA (Irish Development Authority) de Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude de votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.).

IDA (Irish Development Authority) 45, rue Pierre-Charbon 75008 PARIS. Tél. 339 77 67.

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN



مكتبة القرآن الكريم

(PUBLICITÉ)

UN FABULEUX GISEMENT D'ÉNERGIE

En sauvant la chaleur qui fuit à « pleine tuyauterie » une bonne isolation peut rapporter de gigantesques économies

Un tiers seulement des canalisations du chauffage et de l'industrie seraient convenablement isolées, bien calorifugées par des spécialistes... Beaucoup reste à faire !

Il est difficile d'avoir une idée, si l'on n'est pas technicien, de l'énorme déperdition d'énergie provoquée par une isolation insuffisante des tuyaux. Apparemment, c'est d'une importance secondaire : tous les tuyaux d'eau, d'air et de vapeur représentent une si infime partie des surfaces par où la chaleur fuit qu'il semblerait bien plus urgent de veiller à l'isolation des bâtiments.

Là, c'est évident : des centaines de millions de mètres carrés laissent passer la chaleur : les toits, les murs. Les habitants de maisons ont conscience de ce gaspillage : beaucoup ont réalisé l'isolation de leur logement. On le sait : un pavillon bien isolé peut « rapporter » chaque année 2 500 litres de fuel économisé.

Mais ce que tout le monde ne sait pas, c'est que la perte totale d'énergie par les tuyauteries est, en France, du même ordre de grandeur que la perte totale des bâtiments.

Cela mérite une explication...

Une formidable déperdition

Un tuyau, c'est moins gros qu'une maison mais c'est plus chaud. La surface en contact avec l'extérieur est très développée par rapport au volume. Et la déperdition de chaleur croît dans des proportions folles en fonction des températures en jeu, c'est-à-dire de la différence entre l'intérieur (chaud) et l'extérieur (froid) : 10° à 20° C en hiver pour une habitation, 150° C et davantage pour une conduite de vapeur.

Un mètre carré de laine de verre de 10 cm d'épaisseur, sur vos murs ou sous vos toits, « produit » une économie de 3,3 litres de pétrole brut par année. C'est déjà appréciable.

Un mètre carré d'isolant industriel de 5 cm d'épaisseur en laine de verre, sur une tuyauterie à vapeur à 12 kg de pression et 180° C fonctionnant en continu, « produit » une économie annuelle de 2 500 litres de pétrole brut ! (Exemple publié par l'Agence pour les économies d'énergie. « L'énergie facile, c'est fini »).

Isolation-illusion

Le besoin de calorifuger les conduites de chaleur est si évident que les industriels et les chauffagistes n'ont pas attendu 1977 ni

même 1973 pour garnir leurs tuyaux d'isolant. Seulement, ils l'ont fait trop souvent d'une manière empirique. Au commencement de la crise de l'énergie, on s'est mis à isoler les tuyaux et tout ce qui portait l'apparence ou le nom d'isolant a été posé sans qu'aucun spécialiste fut consulté. Aujourd'hui encore, on se contente souvent, par ignorance, par urgence ou par vain souci d'économie, de calorifugesages inadéquats ou négligés. Résultat : une quantité de l'ordre de 70 % de l'énergie qu'on aurait pu récupérer s'en va... Les « super tankers » déblatèrent leur brut à pleines soutes, la Banque de France ses dollars à pleines caves... et tout le monde a bonne conscience.

Bons calorifuges et bons calorifugeurs

Tout comme les hautes tensions électriques, avec lesquelles on ne plaisante pas sur l'isolation, les hautes différences de température provoquent de graves déperditions au moindre « défaut de la cuirasse ». Cette cuirasse, c'est l'isolant — ou le calorifuge.

Il existe des matériaux isolants très spécifiques, de densité, de matière, d'épaisseur bien définies, pour chaque cas rencontré dans le chauffage et l'industrie. Quelques millimètres d'épaisseur en moins compromettent gravement l'isolation. Quelques millimètres en trop augmentent l'investissement inutilement.

La technique et la qualité de la pose interviennent tout autant, dans le rendement obtenu, que le bon choix et la bonne dimension de l'isolant. Les coquilles préfabriquées, calculées pour chaque diamètre de tuyauterie et pour chaque type d'échange thermique (laine de verre ou laine de roche dans quatre cas sur cinq) doivent être fixées de façon parfaitement isolante, serrées par des colliers à bords intermédiaires et recouvertes d'une protection externe en métal (tôle d'acier galvanisé ou d'aluminium) destinée à maintenir solidement le gainage, à le protéger des agressions mécaniques et de l'humidité de condensation en période de non-chauffage.

« Les calorifuges partout ! »

Seuls des calorifugeurs hautement spécialisés peuvent prétendre assurer un calcul parfait — et un travail bien fait, ils devraient être consultés avant chaque projet. Toute réalisation pose des problèmes particuliers, qui ne peuvent être résolus que par des hommes de métier.

Premier commandement du « code des bonnes conduites » : toute canalisation doit être calorifugée dès lors qu'elle véhicule un fluide de température différente de la température ambiante :

— Chauffage par air ou par eau des locaux (température de l'ordre de 100° C au maximum). L'isolation est d'autant plus rigoureuse que les conduites chaudes passent par les « gaine techniques », véritables cheminées à déperditions, et y croissent étroitement les conduites froides, donnant naissance à des échanges thermiques ruineux.

— Conduites de vapeur, dépassant souvent 200° C, l'un des plus vastes domaines du calorifugeage.

— Appareils industriels, fours, chaudières, réservoirs chauds.

— Canalisations de fluides spéciaux à très haute température, jusqu'à 600 ou 700° C, exigeant naturellement des isolants spéciaux.

— Canalisations froides (+ 4° C et au-dessous), destinées à la climatisation ou au génie chimique, chambres froides, etc. Dans ce cas, la difficulté est corrélée par la condensation et l'humidité, soit par son matériau même, soit par une protection externe absolument étanche.

Des chiffres... brûlants

En France, 40 % de l'énergie thermique est consacrée au chauffage de locaux, 15 % aux moteurs de locomotion, 20 % à la production d'électricité, 25 % à l'industrie. Il s'agit de chiffres très approximatifs.

Si l'on considère qu'une partie non négligeable de l'énergie de chauffage se perd par les conduites et que les pertes de l'industrie sont presque entièrement dues aux canalisations et appareils thermiques, c'est donc plus de 30 % de nos économies d'énergie qui doivent faire appel au calorifugeage et aux calorifugeurs.

Les très grandes entreprises — E.D.F., l'industrie pétrolière ou les « supergrands » de la chimie — connaissent et maîtrisent bien cette brûlante question. Mais d'autres industries, ainsi que le chauffage des bâtiments, s'en tiennent trop souvent, par méconnaissance, à une « isolation-illusion » qui coûte en fin de compte, aux intéressés et à la collectivité, un prix exorbitant.

QUELQUES ADRESSES UTILES

Un réseau de vrais professionnels existe, à votre service, organisé, expérimenté, qualifié.

• Les calorifugeurs

Vous reconnaîtrez à leur affiche ceux qui sont adhérents au Syndicat national de l'isolation. Tous les membres de ce syndicat sont qualifiés (qualification O.P.Q.C.B. 5511 et 5512) et vous offrent toutes garanties, qu'ils soient de grandes entreprises ou des artisans.

• Le Syndicat national de l'isolation

10, rue du Débarcadere, Paris-17^e, tél. 756-52-42, vous donnera volontiers leurs noms et leurs adresses.

• L'Agence pour les Économies d'énergie

30, rue Cambroune, 75015 Paris, tél. 578-61-94.

• Les négociants spécialisés en isolants industriels

vous conseilleront sur le bon choix de vos matériaux et — si votre cas l'exige — sur le bon choix d'un spécialiste de sa mise en œuvre.

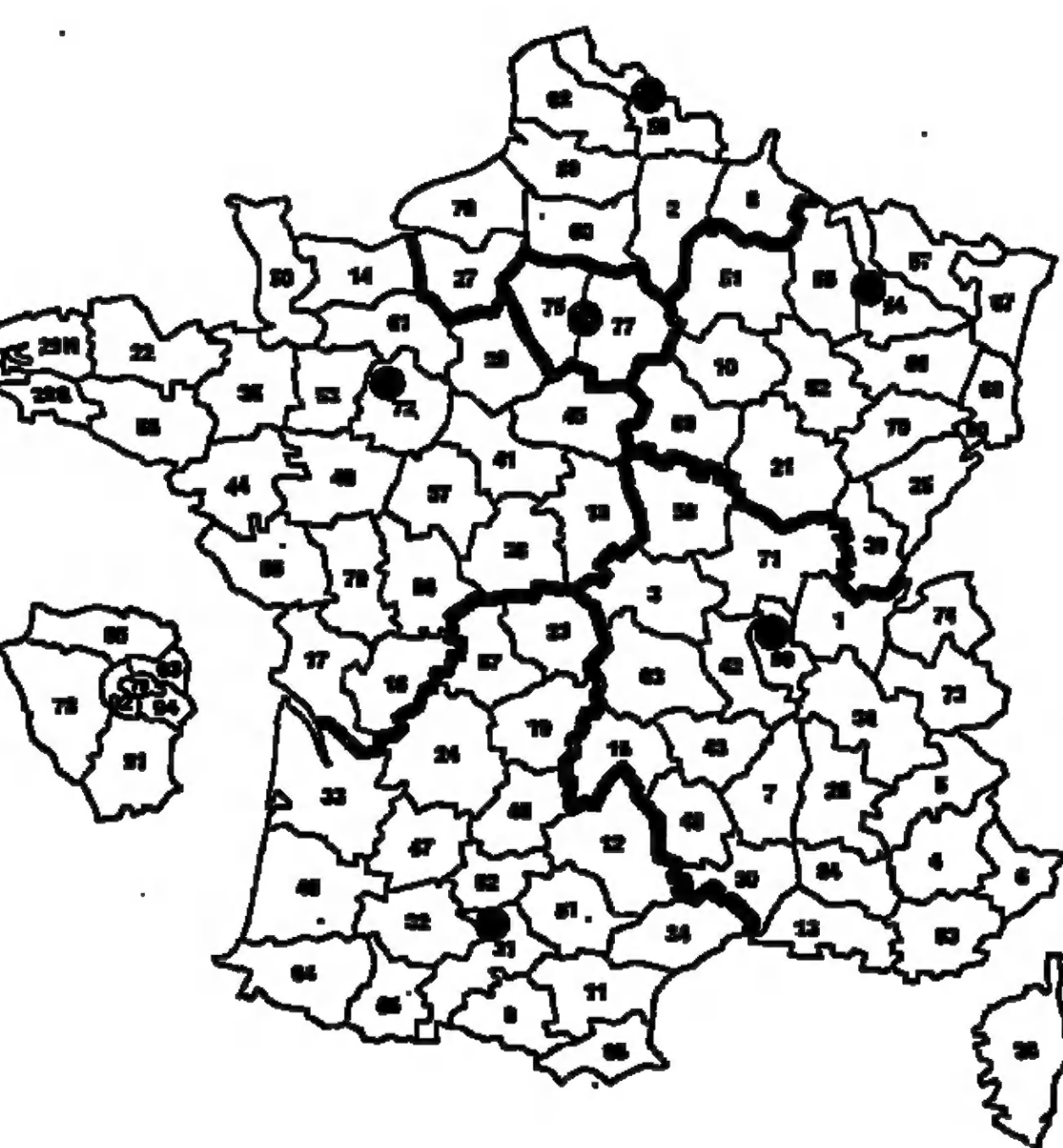
• La société ROCLAINE

Roclaïne est l'un des « grands » de l'isolation, en bâtiment comme en industrie.

Roclaïne distribue une gamme extrêmement étendue d'isolants, en laine de verre, en laine de roche et en matériaux spéciaux.

Son département « Industrie », en particulier, assure en exclusivité le conseil technique et la distribution des matériaux isolants produits par SAINT-GERMAIN-INDUSTRIE pour les canalisations et appareils du chauffage, de la climatisation et de l'industrie.

« Les Roclaïne » forment, avec leur partenaires négociants et applicateurs, un réseau puissant et solidaire, où chacun connaît bien ses responsabilités et son métier. Les bureaux commerciaux régionaux et les ingénieurs technico-commerciaux Roclaïne répondent à toutes vos questions.



clients et applicateurs, un réseau puissant et solidaire, où chacun connaît bien ses responsabilités et son métier. Les bureaux commerciaux régionaux et les ingénieurs technico-commerciaux Roclaïne répondent à toutes vos questions.

54000 Nancy, Mlle Françoise Novak. Tél. : (21) 24-46-90. Tél. 960215.

— Région Sud-Est (03, 04, 05, 06, 07, 13, 15, 26, 28, 31, 33, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95).

— Région Nord (02, 08, 27, 50, 62, 76, 80) :

4, rue Pierre-Dupont, 59000 Lille, Mme Colette Bohin. Tél. : (20) 54-75-48, 54-41-92, 57-05-30. Tél. 110640.

— Région Est (03, 21, 25, 39, 51, 52, 54, 55, 57, 60, 70, 88, 89, 90) :

Boulevard Joffre, immeuble Joffre-Saint-Thibaud, 72070.

— Région Ouest (14, 16, 17, 18, 22, 23, 24, 35, 36, 37, 41, 44, 45, 46, 50, 52, 53, 56, 61, 72, 79, 85, 86) :

234, avenue Jean-Jaurès, 72100 Le Mans, Mme Jeanne-Marie Le Gras. Tél. : (43) 84-27-30, 84-22-17. Tél. 720709.

LES CALORIFUGEURS : ils construisent de leurs mains nos économies d'énergie

LES calorifugeurs existent : j'en ai rencontré. Et pas n'importe qui ! Un orfèvre du métier : M. Stasio, de Griesheim, est probablement le plus ancien, il a cinquante ans de calorifugeage dans le cœur et dans les mains. Qui dit mieux ?

À l'âge de douze ans et demi, quand la profession était moins spécialisée qu'aujourd'hui, il était déjà sur le chantier. Il fallait tout faire : le ramassage et l'entretien des chaudières industrielles, la peinture des cheminées de tôle de 25 à 30 mètres de hauteur, au bout d'une corde à nœuds. On haillait les tuyaux de vapeur, contre les pertes de chaleur, ou les tuyaux d'eau froide, contre le gel, avec les isolants que l'on connaissait alors : kleesguhr, liège aggloméré, briques diatomiques.

Aujourd'hui M. Stasio, médaille d'or 1976 de l'isolation, mérite, m'a-t-on dit, d'être considéré comme l'un des hommes les plus représentatifs de son métier. Il dirige une entreprise artisanale et travaille lui-même sur les chantiers avec ses compagnons.

Solidarité professionnelle

« Il y aurait du fourrage pour dix fois plus... » Le fait est que les entreprises de calorifugeage ne se font pas de mauvaises connaissances. Au contraire, elles sont solidaires pour tenter de faire mieux connaître la profession et les règles du calorifugeage. On diffuse des documents d'information, on organise des manifestations, on convie les industriels, les architectes, les chauffagistes. Évidemment, pour une journée d'information, le préfet était invité et présent. La presse et la télévision étaient là.

L'intérêt de tous rejoint l'intérêt de chacun — et c'est le client, en fin de compte, qui est gagnant. Les grosses entreprises de calorifugeage, de soixante personnes et davantage, comme les entreprises de six à quinze personnes, qui sont cent cinquante environ.

« Nous n'avons pas les mêmes chantiers. La grosse entreprise est bien armée pour exécuter les grands travaux par exemple à l'E.D.F., dans le nucléaire ou dans les industries pétrolières, que les artisans pourraient difficilement assumer sans délaisser leurs clients locaux. Inversement, les « grands » laissent volontiers à leurs confrères régionaux les chantiers moyens ou limités, que l'on rencontre habituellement dans le bâtiment et les industries.

L'amour du bel ouvrage

« Notre travail est fait de calcul et de conseil autant que de main-d'œuvre. L'honneur du métier, c'est de vendre au client de vraies économies d'énergie pour un investissement correct. Confiance oblige. »

Les industriels, les architectes nous laissent déterminer les meilleures solutions. C'est une question d'expérience et d'instinct, mais aussi de données techniques complexes et de raffinement d'exécution.

« Aucun calorifugeage n'est parfait, au moins faut-il qu'il soit bien fait. Ainsi, voyez cette canalisation de vapeur qu'il faut isoler en 80 mm d'épaisseur. Si j'y mets une coquille de 30 mm, les bords joints pourront fuser et ménager une fuite thermique, que l'on sentirait en posant la main sur le gainage. Alors je préfère disposer deux coquilles concentriques de 40, dont les joints ne se superposent pas. Et je fais quatre colliers par mètre ! C'est plus cher... mais le client est bien servi.

« Quelquefois, le client ne nous laisse pas le choix. Dans le bâtiment, on cherche à faire

des économies par tous les bouts... On nous impose par exemple l'isolation des canalisations de chauffage central avec 25 mm d'épaisseur seulement. C'est un non-sens : l'isolation n'aura que 20 ou 30 % de l'efficacité que l'on pourrait obtenir, pour quelques francs de plus par mètre, avec 30 ou 40 mm d'isolant. Parfois ce sont les installateurs eux-mêmes qui font le calorifugeage, sans connaître les règles du métier. N'importe comment ! Cela, il faut le dire et le dire bien haut, pour que les architectes et les bureaux de contrôle interviennent et prennent les mesures qu'il faut ! »

Le travail du calorifugeur est aussi celui d'un tisserand : la gaine métallique de protection externe représente une part importante du coût de la matière et de la main-d'œuvre. Alors il faut qu'elle soit belle, parfaitement alignée, avec des coutures bien tracées (sans que l'efficacité de l'isolant, bien sûr, soit sacrifiée à l'esthétique).

« La centaine de bons ouvriers que nous étions à l'époque de mes débuts s'est multipliée. La profession s'est organisée. Nous avons formé un syndicat, le S.N.I., Syndicat national de l'isolation, qui est en relation avec ses homologues européens et prête actuellement l'organisation chargée des congrès internationaux : le prochain aura lieu en 1980.

« On commence à nous écouter. En France et dans le monde, on sait désormais, parmi les plus hauts responsables, que nous sommes des gens de métier : l'économie de l'énergie est une affaire trop grave pour la confier à n'importe qui. »

« Aujourd'hui — et c'est bien la plus importante — nous avons de vrais spécialistes : ceux que nous avons formés dans nos entreprises et qui ont appris le métier sur le chantier. Et aussi ceux qui nous arrivent, désormais, avec une formation. »

Le Centre d'Orreomet, dans les Yvelines, organise des stages courts dans le cadre de la formation continue.

Le C.F.P. Adultes de Polisy, près d'Amnéville (54), organise des cycles longs de six mois, où les jeunes gens acquièrent une solide formation, théorique et pratique, du calorifugeage. Treize sur quinze en sont sortis avec succès l'an dernier ; quinze sur quinze cette année.

Des matériaux isolants de plus en plus performants

« Nous avons de bons produits. Les fabricants d'isolants ont perfectionné leurs matériaux calorifuges, bien plus diversifiés, plus efficaces, plus faciles à poser que dans le passé. Pour que l'entreprise calorifugeuse soit toujours bien approvisionnée, sans délai et sans se charger elle-même des stocks, elle fait appel au négociant spécialisé en matériaux isolants. Il est sur place. Il est capable de livrer tout, en toutes quantités. Autrement, nous devrions nous fournir directement aux usines, c'était lourd, c'était long. Maintenant... »

Maintenant, on peut travailler vite et bien : on a le besoin ! L'économie d'énergie, c'est urgent : une calorie perdue ne se rattrape jamais. Et si l'on pouvait calculer en tonnes équivalent-pétrole toutes les calories en perdition qu'un vétérinaire du métier a sauvées de ses mains, je suis sûr qu'on lui élèverait des statues !

MARC CHAMBRON.



24, rue de Prony
75017 Paris
Réalisation BRUNOTTE

POLIT

ELECTIONS SENAT

SAOÛT : une situation imprévisible
le bond socialiste des dernières

50 من الأصل

« M. Maurice Soulet, secrétaire de la Fédération communiste de Tarn-et-Garonne, précise, à la suite de l'article que nous avons consacré à la préparation des élections sénatoriales dans le département de Tarn-et-Garonne (15 septembre), que le P.C. n'a aucune querelle entre les socialistes et les radicaux de gauche le P.C. ne saurait « déporter les responsabilités ». Estimant que le succès de la gauche est la seule solution à la crise des choix politiques décisifs, seul susceptible de garantir de véritables changements, il s'oppose notamment que dans le Tarn-et-Garonne le P.C. « fera tout pour faire reculer la réaction, et donc pour empêcher la gauche de s'installer dans des bases électorales et locales ».

La réponse désinvolte du premier secrétaire fédéral, M. Daniel

décembre 1972, date à laquelle
 devait remplace Edouard Le
 délégué régional. Mais le conseil
 a décidé de solliciter le
 renouvellement de son mandat.
 Le conseil général du canton du
 caussent. M. Amic avait perdu
 son mandat aux élections mu-
 nicipales de mars dernier. Cet
 échec ne fut pas étranger à la
 sécession du parti socialiste de
 la mairie. Mais lui donna son invés-
 tissement (le Monde du 8 sep-
 tembre). Estimant injustement
 écarté de la liste du P.S., M. Amic
 présentera « sans étiquette ».

Dans un communiqué la fésa-
 tion a déclaré : « Du fait de
 la candidature, vendus officiels,
 entre les trois candidats dési-
 gnés, rigoureusement démocrati-
 ques, les instances du parti, désignation
 acceptée avec loyauté et discré-
 tion par tous les candidats à la
 candidature. M. Amic est exclu
 de la liste. Les instances du parti
 ont décidé. Le communiqué
 déclare que « toutes les déléga-
 tions, les missions et les responsa-
 bilités que M. Amic détenait au
 parti socialiste sont, dès à pré-
 sent, confiées à son successeur
 élu en dehors du parti et
 de fait, en est exclu. » — C.G.

ALAIN GUICHARD.

Strasbourg. — Outre la liste de la majorité, celle du P.C. et la candidature individuelle de M. Maurice Kuhnler, ancien R.I. (30 ans), ancien conseiller d'action régionale, le conseil municipal de Strasbourg a élu, pour la durée de MM. Michel Kaprielian, maire de Jettswiller, Marcel Kriegel, maire de Barr, Robert Ott (C.D.S.), conseiller général, maire d'CKron. Les suppléants de ces élus sont : M. Louis Schmitt, maire de Marmoutier, M. Albert Glies, maire de Harrisheim, Joseph Logel (C.D.S.), adjoint au maire de Sélestat. Robert Millot, maire d'Ensisheim, et Robert Lincker, maire de Reichshausen.

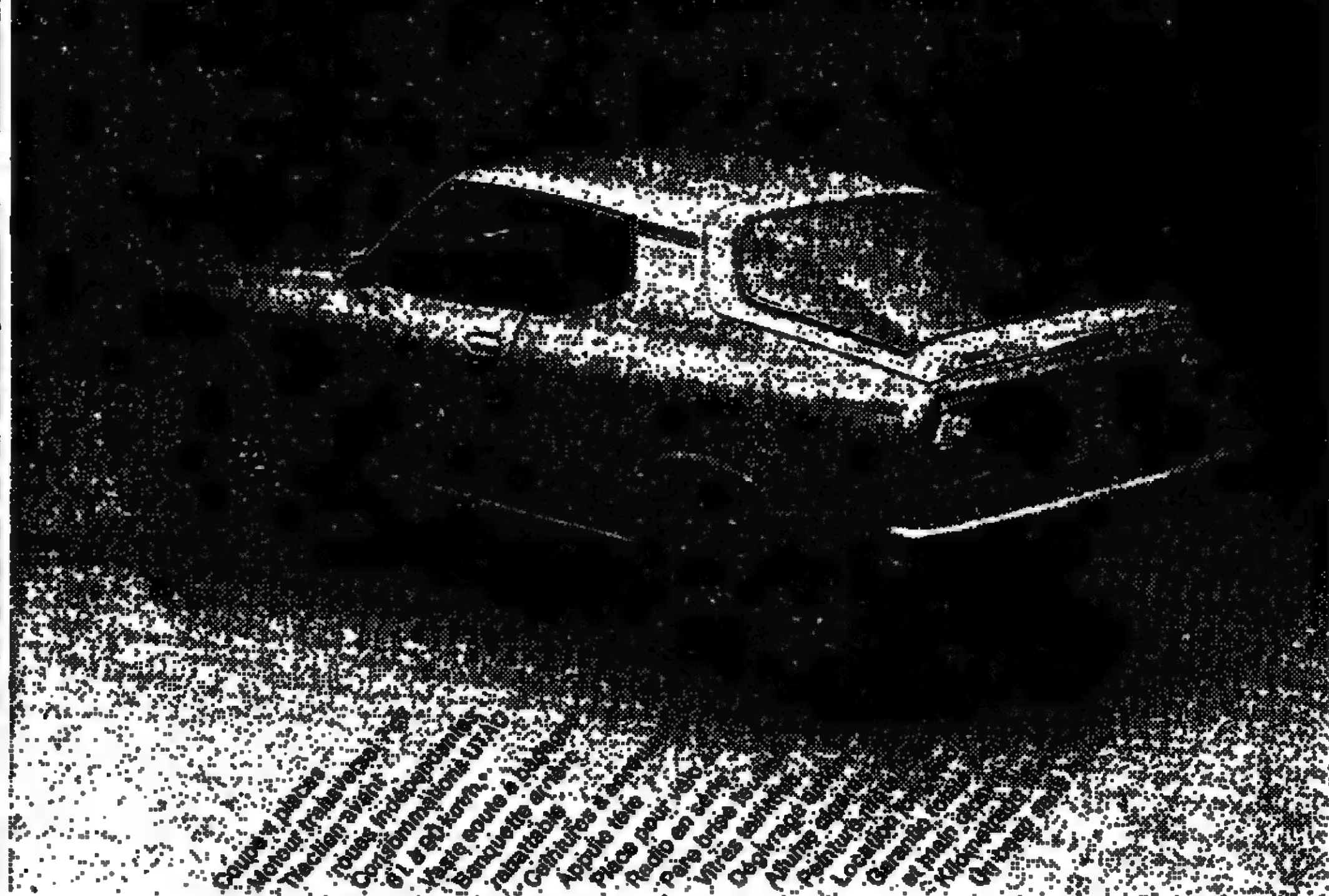
De son côté, le parti socialiste présente une liste composée de M. Raymond Gruber, Lucien Zimmerman, maire de Larem-bach, René Hampe, secrétaire fédéral du P.S., et Jean Jaquinod. Les suppléants de ces candidats sont respectivement Mmes Christiane Natensohn, conseillère municipale de Bischheim, Raymonde Penot, conseillère municipale de Schiltigheim, MME Frédéric Pfle-graff, conseiller municipal de Niederbronn-les-Bains, et Jean-Paul With, conseiller municipal de Blieschwiller.

JEAN-CLAUDE: HN.

TWA

TWA: la compagnie sérieuse qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

Le sans-faute de Datsun



DATSUN F11 COUPÉ

VENTE ET APRES-VENTE SIE RICHARD

21, AV. KLEBER, PARIS 16^e, TEL. 723.86.92 - 46 RUE MOULTOUR, PARIS 15^e, TEL. 330.57.00

DATSUN

INFORMATION SAS RICHARD - 40245 RUE MONTAIGNE, DISTRICTION CHEVIGNY PARIS 7^e, TEL. 361.24.25
300 COURDESSEUR MARSEILLE AGENTS QUAI TONNERRE, LA FRANCE, 13010 BORD OGNANNE

هكذا من الأهل

en vente, 25 F,
chez tous les marchands
de journaux.

M. Giscard d'Estaing présidera, mercredi après-midi 21 septembre, à l'Elysée, un conseil des ministres consacré à l'examen du projet de loi d'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord. Participeront notamment à cette séance M. Giscard d'Estaing, M. Barre, premier ministre, M. Soulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, et Jacques Dominati, secrétaire d'Etat chargé des problèmes des rapatriés. Le président de la République a proposé de recevoir, quelques jours après, les représentants des rapatriés. Il a également décidé de consacrer un second conseil des ministres à la préparation de ce texte, qui devrait être présenté au conseil des ministres au mois

A l'occasion de ses travaux, le comité directeur socialiste a évoqué l'attitude des radicaux de gauche. M. Motchane s'est montré très sévère à l'égard de M. Robert Fabre et de ses amis, se demandant comment la collaboration restait possible au gouvernement. M. Mitterrand lui a répondu que, devant les problèmes, il convient de ne pas oublier que, sans les radicaux de gauche, il risque de manquer trente députés à la gauche.

On ne saurait en conclure que le geste de M. Fabre n'a pas affecté les rapports P.S.-M.R.G. M. Pierre Mauroy a lui aussi des mots sévères à l'égard des radicaux de gauche. La direction du P.S. s'est attachée à calculer très précisément les risques que ferait courir aux socialistes une concurrence généralisée des radicaux de gauche lors du premier tour des élections législatives. Selon ces calculs, les radicaux de gauche seraient menacés de vingt sièges, les radicaux de gauche seraient jugés « gagnables » échapperaient à la gauche.

C'est en fonction de ce danger limité mais réel que le P.S. négociera avec M. Fabre les circonscriptions qu'il abandonnera dès le premier tour au M.R.G.



DU 19 SEPT AU 1^{er} OCT.
SEMAINE DE LA
MESURE
INDUSTRIELLE
MADELIOS

gauche, il ne tient qu'à

[illegible]

هكذا من الأصل

DU « SOMMET » DE LA GAUCHE

POINT DE VUE

Messieurs de la gauche, il ne tient qu'à vous !

par ANDRÉ MANDOUZE (*)

N'ETANT ni communiste, ni radical, ni socialiste, peu m'importent les raisons — tactiques, stratégiques, diplomatiques, internes, externes, etc. — qui, au soir du mercredi 14 septembre, ont pu de fait conduire le « sommet de la gauche » à la fracassante interruption que l'on sait.

Etant en revanche un de ces « pauvres unitaires » (1) qui ne sauraient en aucun cas se résigner à l'échec d'une union de la gauche dont la dynamique a déjà en cinq ans fait ses preuves, je voudrais profiter de cette brève « vacance » du débat décisif pour inviter instamment ses partenaires à ne plus risquer pareille aventure et à mériter d'ores et déjà de devenir effectivement dans six mois les responsables de l'avenir de tous les Français.

La première condition pour éviter un nouveau faux pas — lequel, cette fois, serait fatal, — c'est que les dirigeants des trois grandes parties de gauche ne se laissent pas engluier, par mimétisme, dans les petits jeux de leurs adversaires. Pour redonner l'espoir à notre peuple, il faut innover. Et, pour innover, la gauche ne doit de rompre avec la « politique politicienne » de la majorité.

Après tout, il est bien normal que, sentant la partie perdue au terme de vingt ans d'impunité, la corporation des sortants cherche à masquer l'impressionnante série de ses erreurs d'appréciation politiques, économiques et sociales en en rendant successivement responsable une de ses composantes essentielles. La plus curieuse est tout de même que la plupart de ces dirigeants d'une majorité de plus en plus introuvable ne se soient pas encore rendu compte que — pour leurs électeurs si divers mais tous floués — seul finalement compte le total de l'addition et que ce total disqualifie rétrospectivement tous les marchands d'illusions de la V^e République. A l'incroyable phrase de leur fameux manifeste : « de que nous avons fait garantir le sérieux de nos engagements », ils ont simplement oublié d'ajouter cette précision : «... nos engagements à l'égard de ceux à qui nous avions garanti qu'ils pourraient continuer d'exploiter les Français ».

Mais pourquoi diable les signataires du programme commun n'ont-ils pas encore compris, eux qui veulent précisément mettre fin à cette exploitation, qu'ils doivent cesser de faire de l'électoralisme à la petite semaine et cesser d'essayer misérablement de s'assurer chacun quelques menus avantages sur les parts frères ? Sinon, un certain nombre d'électeurs encore hébétés risquent tout aussi bien — mais en l'occurrence prospectivement — de se mettre à l'abri de nouvelles illusions en réduisant la confiance à la gauche. Nul besoin de souligner pour être sûr que, cette semaine, la crédibilité de la gauche n'a reçu un rude coup.

Pour les dirigeants des partis concernés, la plus grossière erreur de calcul serait d'oublier que, dans chaque circonscription, le total général des adhérents de ces partis est vraiment minime par rapport à la moitié des votants plus un. Immense est, au contraire, la masse des « sans-parti de la gauche » qui vont finalement (le poids des écologistes l'a montré lors des municipales) décider de l'avenir.

Or point n'était besoin du dernier avatar pour se rendre compte que ceux-là en ont assez de voir les leaders confondre la stratégie d'un

Ajouterai-je que, pour vous inciter à changer complètement de méthode et à en venir à des normes indiscutablement démocratiques, vous avez une chance inespérée, dans la mesure où M. Jacques Chirac s'emploie à vous montrer très exactement ce qu'il ne faut pas faire ? Amalgamant en effet les responsabilités qu'il a avec celles qu'il n'a plus et celles qu'il espère, cet activiste-né ne peut s'empêcher de jouer à l'oracle en condamnant tout ce qui n'est pas lui. A croire que la peur du vide — il se connaît — lui a imposé comme devise : « Je critique, donc je suis ».

En effet, son refus d'une « programme de législature » ne trompe personne. Comment en effet la majorité finalisée pourrait-elle envisager maintenant un programme alors qu'elle s'est continuellement attachée, à grand renfort de gadgets, à capter son goût pour les privilèges existants et son allégerie à la justice sociale ? A l'inverse, le programme commun ne saurait être mis à jour par la substitution d'une charte réduite et approximative à la perspective structurée (ce qui ne veut pas dire doctrinaire) d'un projet commun subordonné au bien commun.

En second lieu, puisque — profitant de l'aubaine offerte par ses adversaires et à défaut de pouvoir aménager un programme de la droite — M. Jacques Chirac ne craint pas le ridicule d'expliquer à la gauche (comme s'il en était et y était) qu'elle n'est en fait d'accord sur rien, la gauche n'a que l'alternative du choix pour le convaincre très bientôt de mensonge, et très précisément à propos des problèmes qui, étant les plus difficiles, nécessitent très normalement les mises au point les plus approfondies.

Car un manifeste de droite peut se contenter de quelques fautes de bi-bi-ba, tandis que le programme commun de la gauche doit mettre tous les points sur tous les « i », quitte à faire alternativement mal à chacun des trois partenaires. Mais, encore une fois, l'enjeu dépasse très largement chacun d'eux. Qu'il s'agisse en effet — pour prendre des exemples exploités par M. Chirac, de politique de défense, de calendrier social ou de volume de nationalisations, il importe que les formations de gauche ne fassent pas bon marché des réactions populaires, notamment au sujet de l'atome, des armes et de la paix.

(1) Selon l'expression de R. Barillon. Voir le Monde du 16 septembre.

Dans la presse hebdomadaire

Une rencontre peu commune

Les commentateurs s'interrogent sur les raisons qui ont poussé le président du Mouvement des radicaux de gauche à son « éclat », et ils se demandent où en sont véritablement les relations entre les trois partis de gauche.

Pour Jean Daniel, « l'audace de Robert Fabre aura finalement rendu service à tous ». Il explique dans LE NOUVEL OBSERVATEUR : « Les communistes auraient eu du mal à perdre la face devant les socialistes. Les gauchistes de François Mitterrand ont désormais l'avantage de ne plus passer pour des réformistes et des alliés de la bourgeoisie. Electoralement la partie reste encore tout à fait jouable pour l'union de la gauche. Resterait cependant à continuer de chercher à définir non pas seulement le destin des alliances mais aussi le contenu d'un socialisme. Ce sera la seule manière d'amener l'opinion à comprendre que l'union de la gauche n'est pas une simple coquille vide, mais une volonté d'actions communes, moins d'allocutions familiales, un SMIC moins élevé, etc., mais à vouloir autre chose ».

Parlant de « la mutation du programme de la gauche », il conclut : « L'union de la gauche, en un redon-

table négociateur, si ce n'est en une « vedette », André Lénouir écrit, dans VALSORS ACTUELS :

« Du point de vue des intérêts globaux de la gauche, on peut imaginer que le ou les initiateurs de cette crise ont tenu la raisonnablement : toute querelle qui donne aux éléments non communistes de la gauche l'occasion de prouver leur capacité de résistance au P.C. est payante. Elle permet, en effet, de rassurer ceux qui ne redoutent la gauche qu'à cause de la présence des communistes. Ainsi est-il démontré depuis jeudi qu'il n'y a pas de flanc mou dans la gauche non communiste. Cette tactique est subtile. Mais elle a ses limites, et, à l'extrême, peut se révéler dangereuse ».

Sous le titre « Au-delà de la pétite », Raymond Aron note, dans L'EXPRESSION : « Les négociations ne sont pas rompues, elles reprendront. Les socialistes s'interrogent, et l'imaginaire de la gauche doit être réajusté. La suite logique de la rupture : le P.S. se présenterait seul devant les électeurs, sans programme commun, comme le fit Mario Soares, avec une chance réelle de recueillir plus de 35 % des voix et d'accéder au gouvernement. Mais Jean-Pierre Chevènement a écrit : plutôt Jacques Chirac que

Mario Soares. L'agonie de l'unité de la gauche du programme commun a commencé, elle peut durer longtemps ».

Pierre Mouyès estime, dans LA VIE FRANÇAISE - L'OPINION : « Par leur excès, leur totalitarisme congénital, leur prétention incontestable à la seule vérité, les communistes sont les vrais responsables de cette rupture de la négociation sur l'actualisation du programme commun. Le risque est qu'ils se redressent après cet échec et s'efforcent encore la gauche libérale de ce pays ; la chance serait qu'ils abandonnent enfin à gauche que capitalisme, libertés et progrès social ne sont en rien incompatibles ».

Avant d'en conclure que « tout cela, c'est beaucoup de bruit pour pas grand-chose (J.), en tout cas du point de vue des intérêts des classes transmissibles », Georges Kalay assure dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, que « les positions des uns et des autres ne sont nullement inéconciliables et portent en fait sur des chocs mineurs ».

Dans LE POINT, qui s'interroge en couverture sur « qui cède ? », André Châteaubriand analyse « les vraies raisons de la fêure » dans l'union de la gauche. Il observe : « Plus que les arrière-pensées de François Mitterrand, les motifs de Georges Marchais ou les écarts de Robert Fabre, c'est cette pression insaisissable mais formidable de l'histoire qui, peu à peu, a mis en danger leur stratégie, accentué leurs contradictions et provoqué finalement cette pathétique situation où la gauche, aux portes du sanctuaire, traîne, claudique et ne sait plus si elle doit aspirer au pouvoir ou le redouter ». André Châteaubriand relève que « la crise économique, qui devait échouer d'abattre l'actuel pouvoir — et qui l'a fait échouer en effet — joue aussi comme un sceau qui met à nu les contradictions de la gauche au moment même où elle peut l'emporter. Pendant ce temps, les Français, singulièrement sages, font le gros dos, hument l'avenir et s'y préparent à l'insouciance en soupçonnant que l'union de la gauche ne leur ait fait perdre la politique devraient bien se méfier de ce silence de la nation ».

Kervé Hannon n'est pas loin de faire la même remarque. Il souligne, dans POLITIQUE HEBDO : « Le programme commun ne nous dit rien, ne peut rien nous dire de grand et en ce moment dans les marges, et dont le courant écologiste n'est que l'écluse, que l'indice, d'ailleurs socialiste, typé. L'extrême gauche a été trahie à ce point par ces énergies. Des « débordements » se préparent, qui se révéleront inédits, inclassables. Le mouvement a dû en être surpris, mais il est trop tard pour le réajuster. Les institutions en seront ébranlées, et les partis aussi. Les bouillottes d'adrenaline de M. Fabre sont, en regard de l'importance restreinte. Un « bon » programme commun, selon l'expression des communistes, est un point de passage obligé, mais seulement un point de passage. Il ne commettrait une même erreur soit en traitant à la légère, avec dédain, les débats de la gauche, soit en y réduisant le champ d'investiture qui s'offre à nous ».

La campagne électorale ne commence pas comme les autres, constate Jacques Duquesne dans LA VIE hebdomadaire chrétienne d'actualité, car, dit-il, si les partis se divisent et s'affrontent, c'est sur des questions capitales pour notre avenir. Il ajoute : « Chaque problème débattu, qui concerne l'économie, la défense, les rapports sociaux, entraîne des choix fondamentaux, nous invite à choisir entre plusieurs types de relations entre les hommes, entre plusieurs types de société. Quel formidable enjeu ! Si les disputes actuelles ont un mérite, c'est bien de le mettre en évidence et de poser les vraies questions ».

Reste qu'il y a de vraies questions. Il peut exister plusieurs « vraies réponses ». Les partis de gauche auront à trouver une réponse commune. — A. Ch.

M. BOYON NOMMÉ DIRECTEUR DU CABINET DE M. BOURGES

Au cabinet de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, M. Jacques Boyon, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé directeur du cabinet civil et militaire en remplacement de M. Dupuch. M. Jean-Claude Riquelme, contrôleur des armées, directeur des affaires administratives, juridiques et contentieuses est nommé directeur adjoint du cabinet du ministre en remplacement de M. Boyon.

● Au cabinet de M. Raymond Barre, M. Michel Dupuch, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé chargé de mission auprès du premier ministre.

● Au cabinet de M. Alain Peyrefitte, M. William Studer, sous-directeur au ministère de l'Intérieur, est nommé conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice.

19 SEPTEMBRE 1977: UN NUMERO DU NOUVEL OBSERVATEUR...

Au sommaire de ce numéro :

ON NE M'AURA PAS DEUX FOIS : YVES MONTAND un entretien pathétique

POURQUOI LA DROITE REPREND ESPOIR ? par Georges Mamy

LES DESSOUS DU SOMMET DE LA GAUCHE par F.-O. Giesbert

LÉON BLUM par Jean Lacouture

ARAGON ET LA VIEillesse par Michel Cournot

LA CHINE AUJOURD'HUI par K.-S. Karol

ÊTES-VOUS PRÊT A VIVRE AUTREMENT ? par Josette Alia et Jacques Julliard

UNE SÉRIE DE BANDES DESSINÉES par Claire Brétécher

L'ÉDITORIAL de Jean Daniel

Le Nouvel Observateur, chaque semaine, tente de vous présenter l'actualité et ce qui la dépasse. La vieillesse d'Aragon, n'est-ce pas aussi important que le dernier discours de Chirac ?

L'histoire de la Chine aujourd'hui nous concerne. Mais l'étrange est que nous connaissons mieux l'itinéraire de Mao que celui de Blum.

Les humeurs de Marchais, les perplexités de Mitterrand doivent-elles effacer dans notre esprit les choix d'un grand acteur connu : Yves Montand ?

Le Nouvel Observateur n'est pas rive aux événements fugitifs du jour. Il cherche à faire la part des choses. A voir ce qui se joue d'essentiel derrière le fracassant.

Chaque semaine, il vous donne à lire, avec le seul souci de l'honnêteté, des textes qui vous permettent, à vous-mêmes, à vous seuls de dire : cela compte et cela non.

LE NOUVEL observateur

DU 19 SEPT. AU 1^{er} OCT.

QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE
MADELIOS
PLACE DE LA MADELINE - PARIS

محکمات الملک

هكذا من الأصل

ÉCONOMIQUES ET SOCIAL
TAIL ET ÉPOUVANTAIL

POSÉES PAR LA RÉACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Les nouvelles propositions du P.S. sur les nationalisations

Le souci d'aboutir à un compromis avec le parti communiste et les radicaux de gauche sur le sujet des nationalisations a conduit le comité directeur du P.S. à retenir trois principes en la matière.

Il a jugé, d'abord, que l'opinion comprendrait qu'une appropriation par la puissance publique des filiales à 98 % (ou plus) des neuf groupes

nationalisables inscrits en 1972 dans le programme commun ne constituait pas, de sa part, un changement d'attitude, mais une simple conséquence logique de son choix d'il y a cinq ans; les 1 ou 2 % du capital de ces filiales n'appartenant plus à la maison mère correspondent en effet, la plupart du temps, à des actions remises à des amis — voire à des collaborateurs — pour justifier leur présence en tant qu'ac-

tionnaires au conseil d'administration de la filiale. Faire suivre à ces filiales (soixante-sept, dit-on au P.S.) le sort de leur groupe n'est pas une modification de l'option initiale.

Le P.S. a, d'autre part, répété que, puisqu'il s'en tenait à la liste fixée en 1972, les groupes concernés qui ont changé leur structure entre-temps, doivent voir nationalisées les firmes issues de ce changement; cela concerne notam-

ment C.I.L. Honeywell-Bull, Roussel-Uclaf et Alsthom-Atlantique. Seule extension réelle, aux yeux du P.S., de son choix de 1972 : quatre sociétés, jugées par lui stratégiques, sont ajoutées à la liste initiale : Thomson-C.S.F., C.I.T.-Alcatel, Pharmuka et Comurhex. Le cas de deux autres firmes a été envisagé, mais non retenu pour l'instant : la Compagnie générale de radiologie et l'Institut Mérieux.

I. — Les filiales à plus de 98 %

● SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON.

Sur 75 filiales contrôlées par le groupe, celles qui le sont à 98 % ou davantage sont les suivantes : — Saint-Gobain Industrie (vitrage, isolation, verre) 13 700 salariés (99,9 %), qui contrôle 99,9 % de TRIPLEX (vitrage feuilleté), 99,9 % de SOVIT (verre trempé), 99,8 % de SAMIN (carrières de sable), 99 % de SODISIVE (gestion de bris de verre), 98,7 % de PÉRIERRE (plastique pour l'habitat); — EVERITTURE (99,3 %) (construction), 2 800 salariés; — Pont-A-Mousson S.A. (canalisations, mécanique, compteurs, robinetterie) (98 %), 12 654 salariés, qui contrôle elle-même 98,8 % des Ateliers de construction de Compiègne (240 salariés), 98,8 % de S.M.T.P. (Société de machines de transformation des plastiques) (300 salariés); — Société générale pour l'emballage (S.G.P.E.) (100 %), société holding, qui détient les principales participations françaises du groupe pour le secteur de l'emballage : 99,4 % de Saint-Gobain des Jonquères (flacons en verre), 4 000 salariés; 99,9 % de Saint-Gobain Emballage (emballage verre), 5 000 salariés; 99,9 % de Vertes; — SOCCA eau et assainissement (98,4 %) (pose de canalisations, collecte, fordrures ménagères), 5 300 salariés; — C.F.C.E. (Compagnie française des conduites d'eau), pose de canalisations, 1 100 salariés; S.C.T. (engineering), 400 salariés (99,9 %); — VEGLA - G.M.B.H. (R.F.A.) (100 %), glace, dalles polies, Sécurité (7 000 salariés), qui détient de nombreuses participations dans de petites sociétés suédoises-allemandes (Kinnon, Bessac, etc.); — Halberghütte (R.F.A.) (100 %) par Pont-A-Mousson S.A. (tuyaux et raccords en acier, pièces moulées), 4 300 salariés; — Fabbria Pizana (Italie) (100 %) par Saint-Gobain Industrie (pièces en acier et verre coulé), 3 200 salariés; — SEIE S.A. (Espagne), société holding (99 %).

● PECHINEY-UGINE - KUHL-MANN.

Le groupe contrôle à plus de 98 % 29 filiales dont : — Produits chimiques Uguine Kuhlmann (100 %); — Aluminium Pechiney (100 %), 6 000 salariés environ; — Cebal (articles de conditionnement) (100 %), 3 800 salariés; — Cefilac (tubes et profilés en acier inoxydable) (99 %), 1 725 salariés; — Cegedur Pechiney (laminares de tôles et bandes en aluminium) (100 %), 6 700 salariés environ; — Cuivres et Alliages (demi-produits) (99 %), 1 700 salariés; — Forges de Crans (laminares de tôles et bandes en alu) (100 %); — Seal (deuxième transformation de l'aluminium) (100 %), 5 200 salariés; — Société des électrodes et réfractaires (pâtes, électrodes, cathodes) (100 %), 1 694 salariés; — Sofrem (ferro-alliages, sbrsifs) (100 %); — Tréfilatours (demi-produits en cuivre) (100 %), 11 000 salariés environ; — Uguine Aciers (aciers spéciaux) (100 %), 3 200 salariés environ.

● COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ.

Sur cent cinquante filiales, les plus importantes contrôlées à plus de 98 % sont les suivantes : — La Compagnie européenne pour l'équipement ménager (C.E.M.) (99,9 %), 590 millions de francs de chiffre d'affaires, deux mille neuf cents salariés, matériels électro-ménagers; — Les Câbles de Lyon (99,9 %), 14 milliard de francs de chiffre d'affaires, sept mille cinq cents salariés, fils et câbles électriques; — Société auxiliaire marseillaise de gestion (SAMAG) (99,9 %), société holding qui détient notamment 99,9 % de l'entreprise de travaux publics Mo-

● RHONE-POULENC.

Sur cent cinquante filiales du groupe, les plus importantes contrôlées à plus de 98 % sont : Rhône-Poulenc Industries (100 %), 34 230 salariés, pétrochimie, chimie fine; — Rhône-Poulenc Textiles (100 %), 19 270 salariés; — La Cellulose (48,5 %), films; — Laiterie Fils (99,98 %), chimie fine; — A.E.C. - Adrian - Marinier (100 %), laboratoires; — Speda (99 %), laboratoires; — Thérapix (99 %), laboratoires.

● THOMSON-BRANDT.

Le groupe contrôle 130 filiales dont 18 à plus de 98 %, parmi lesquelles : — Continental Edison (99,8 %), 280 salariés, télévisions; — Esaverit (99,5 %), 980 salariés, matériel électroménager; — L'Unité hermetique (100 %), 2 080 salariés, moteurs pour l'électroménager; — Bonnet (99,7 %), 1 150 salariés, gros matériel réfrigérant; — Sodetex (98,3 %), 2 500 salariés, ingénierie en France et à l'étranger.

● ROUSSEL-UCALF.

Sur vingt-deux filiales principales, celles qui le sont à plus de 98 % sont les suivantes : — Laboratoires Roussel (99,9 %), 310 salariés, laboratoire Diamant (99,9 %), 200 salariés; — Laboratoires Cassenne (99 %), 450 salariés; — Société d'applications scientifiques et médicales (S.A.S.) (99,9 %), 300 salariés; — Usiphar (99,9 %), 1 200 salariés, fabrication et conditionnement des produits; — Sopha (99,9 %), produits diététiques (30 salariés); — Laboratoires Latisa (99,9 %), cosmétiques, 60 salariés; — Procidia - Saint-Marcel (98,8 %), produits phytosanitaires (vétérinaires, etc.), 1 770 salariés; — Distivet (98,5 %), alimentation.

● L.I.T.

Sur vingt-six filiales, on compte contrôlées à 98 % ou plus les firmes suivantes : — Compagnie générale de constructions téléphoniques C.G.C.T. (99 %), matériels de télécommunication, 1 milliard de francs de chiffre d'affaires, 10 400 salariés; — Claude (100 %), détenu par la C.G.C.T., fabrication de lampes, 1 800 salariés.

● GROUPE DASSAULT-BREGUET.

Au total, le groupe compte dix

II. — Les groupes qui ont modifié leurs structures depuis 1972

Deux groupes industriels — Roussel-Uclaf et Honeywell-Bull — figurant sur la liste des nationalisables dans le programme commun ont vu leurs structures se modifier considérablement. En février 1974, deux ans après la mort de M. Jean-Claude Roussel, les laboratoires pharmaceutiques Roussel-Uclaf sont entrés dans l'orbite du groupe allemand Hoechst qui contrôle un peu plus de 50 % de leur capital par l'intermédiaire de la société holding Chimio.

La société Honeywell-Bull a fusionné, de son côté, avec la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.) pour donner naissance à C.I.L. Honeywell-Bull, dont le capital est réparti entre la Compagnie des Machines Bull (53 %) et Honeywell Information Systems (H.I.S.), la division informatique du groupe américain Honeywell.

Une troisième entreprise, contrôlée par l'un des groupes

III. — Les sociétés « stratégiques » supplémentaires

● THOMSON-C.S.F. : 60 000 salariés.

La Compagnie générale de télégraphie sans fil (C.S.F.), créée en 1918, a été longtemps considérée comme le laboratoire de l'industrie électronique française. Mais les efforts de recherche pèsent à la solidité financière de l'entreprise, au point que, dans les années 80, les pouvoirs publics et les milieux bancaires (Paribas notamment), cherchent à « booster » le trou financier de la C.S.F. C'est ainsi que Thomson-Brandt prend une participation prépondérante de 48 % dans la C.S.F., portée aujourd'hui à 51 %. Mais si les liens financiers et humains entre les deux branches de Thomson sont importants, il reste que les activités entre elles sont bien séparées. Thomson-C.S.F. (7,8 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé en 1976, dont 43 % à l'exportation, soixante mille salariés, dont sept mille chercheurs) est spécialisée dans l'électronique professionnelle. Le quart de son chiffre d'affaires est consacré à des dépenses de recherche et de développement. Ses activités sont réparties au sein de six grandes divisions : informatique; détection avionique; système; radiocommunications; transmission; diffusion; composants et tubes électroniques; téléphone; divers. Thomson-C.S.F. possède notamment 88 % de la société Le Matériel téléphonique et 33,38 % de la Française des téléphones Ericsson. Thomson-C.S.F. comprend également une division internationale très active et réalise une part non négligeable de son chiffre d'affaires avec les ventes de systèmes d'armement. Après le décès de M. Paul Richard, en juin 1976, son président-directeur général est M. Jean-Pierre Bouysse.

● C.I.T.-ALCATEL : 23 000 personnes.

C.I.T.-Alcatel est sans aucun doute l'un des plus beaux fleurons de la Compagnie générale d'électricité, qui a été la plus grande partie de son activité à la production de câbles et de tubes, dans laquelle il a acquis une notoriété mondiale. Citons le vaccin contre la méningite, qui avait été fourni massivement au Brésil lors de l'épidémie de 1974, et celui contre la fièvre aphteuse, exporté dans le monde entier. Le chiffre d'affaires a atteint 360 millions de francs en 1976, et le bénéfice net 32 millions de francs. Coté en Bourse, l'Institut Mérieux apparaît aujourd'hui à 51 % à Rhône-Poulenc, la famille Mérieux lui ayant cédé sa majorité en 1968, tout en restant un important actionnaire, et en se maintenant à la tête de l'affaire. Depuis dix-huit mois, les rumeurs les plus diverses, toujours démenties, ont couru sur la possibilité d'un accord entre l'Institut Mérieux et l'autre grand laboratoire français spécialisé dans les vaccins et sérum, l'Institut Pasteur. L'Institut Mérieux contrôle l'IFPA-CRÉDO (recherche, 99,9 %), l'Institut français d'un muco-polio (recherche, 98,2 %), l'IPREX (recherche, 98,8 %), l'I.S.T. (sérothérapie, 96,4 %), Meril S.A. (98,8 %), Laboratoire des Sclérothérapies (199,9 %), S.I. Grande Croix (immobilier, 99 %).

● PHARMUKA : le secteur « pharmacie » de P.U.K.

La société holding Pharmuka est la division pharmacie de la branche chimie du groupe Pechiney-Uguine-Kuhlmann (P.U.K.). Il résulte du rassemblement de deux sociétés pharmaceutiques françaises d'origine familiale, avec l'activité pharmaceutique créée il y a plus de cinquante ans, par les établissements Kuhlmann. Son capital est réparti à raison de 60 % pour le groupe P.U.K. de 19 % pour le Crédit lyonnais et de 21 % pour divers autres actionnaires. Les effectifs totaux du groupe dépassent deux mille personnes et le chiffre d'affaires est supérieur à 400 millions de francs, dont 22 % à l'exportation. Il comprend les sociétés suivantes : Laboratoires Fournier Frères, Sodapac, Société d'applications pharmaceutiques, Société chimique Pointet Girard, Laboratoires Siret-Maehring, Arnour-Montagu filiale commune avec le groupe américain Arnour, ainsi que plusieurs filiales étrangères en Europe et au Brésil. Parmi ses principales spécialités figurent les sels de bismuth, de quinine et d'iode, des antibiotiques et des produits opothérapiques.

● COMURHEX : un mailloin de la chaîne nucléaire.

La société pour la conversion de l'uranium en métal et hexafluorure (COMURHEX) est une filiale commune du groupe Pechiney-Uguine-Kuhlmann (51 %), du Commissariat à l'énergie ato-

● L'INSTITUT MERIEUX : sérum et vaccins.

Créé en 1897 par Marcel Mérieux, ancien collaborateur de Louis Pasteur et du docteur Roux, l'Institut Mérieux consacre la plus grande partie de son activité à la production de sérum et vaccins, dans laquelle il a acquis une notoriété mondiale. Citons le vaccin contre la méningite, qui avait été fourni massivement au Brésil lors de l'épidémie de 1974, et celui contre la fièvre aphteuse, exporté dans le monde entier. Le chiffre d'affaires a atteint 360 millions de francs en 1976, et le bénéfice net 32 millions de francs. Coté en Bourse, l'Institut Mérieux apparaît aujourd'hui à 51 % à Rhône-Poulenc, la famille Mérieux lui ayant cédé sa majorité en 1968, tout en restant un important actionnaire, et en se maintenant à la tête de l'affaire. Depuis dix-huit mois, les rumeurs les plus diverses, toujours démenties, ont couru sur la possibilité d'un accord entre l'Institut Mérieux et l'autre grand laboratoire français spécialisé dans les vaccins et sérum, l'Institut Pasteur. L'Institut Mérieux contrôle l'IFPA-CRÉDO (recherche, 99,9 %), l'Institut français d'un muco-polio (recherche, 98,2 %), l'IPREX (recherche, 98,8 %), l'I.S.T. (sérothérapie, 96,4 %), Meril S.A. (98,8 %), Laboratoire des Sclérothérapies (199,9 %), S.I. Grande Croix (immobilier, 99 %).

● L'INSTITUT MERIEUX : sérum et vaccins.

Créé en 1897 par Marcel Mérieux, ancien collaborateur de Louis Pasteur et du docteur Roux, l'Institut Mérieux consacre la plus grande partie de son activité à la production de sérum et vaccins, dans laquelle il a acquis une notoriété mondiale. Citons le vaccin contre la méningite, qui avait été fourni massivement au Brésil lors de l'épidémie de 1974, et celui contre la fièvre aphteuse, exporté dans le monde entier. Le chiffre d'affaires a atteint 360 millions de francs en 1976, et le bénéfice net 32 millions de francs. Coté en Bourse, l'Institut Mérieux apparaît aujourd'hui à 51 % à Rhône-Poulenc, la famille Mérieux lui ayant cédé sa majorité en 1968, tout en restant un important actionnaire, et en se maintenant à la tête de l'affaire. Depuis dix-huit mois, les rumeurs les plus diverses, toujours démenties, ont couru sur la possibilité d'un accord entre l'Institut Mérieux et l'autre grand laboratoire français spécialisé dans les vaccins et sérum, l'Institut Pasteur. L'Institut Mérieux contrôle l'IFPA-CRÉDO (recherche, 99,9 %), l'Institut français d'un muco-polio (recherche, 98,2 %), l'IPREX (recherche, 98,8 %), l'I.S.T. (sérothérapie, 96,4 %), Meril S.A. (98,8 %), Laboratoire des Sclérothérapies (199,9 %), S.I. Grande Croix (immobilier, 99 %).

● L'INSTITUT MERIEUX : sérum et vaccins.

Créé en 1897 par Marcel Mérieux, ancien collaborateur de Louis Pasteur et du docteur Roux, l'Institut Mérieux consacre la plus grande partie de son activité à la production de sérum et vaccins, dans laquelle il a acquis une notoriété mondiale. Citons le vaccin contre la méningite, qui avait été fourni massivement au Brésil lors de l'épidémie de 1974, et celui contre la fièvre aphteuse, exporté dans le monde entier. Le chiffre d'affaires a atteint 360 millions de francs en 1976, et le bénéfice net 32 millions de francs. Coté en Bourse, l'Institut Mérieux apparaît aujourd'hui à 51 % à Rhône-Poulenc, la famille Mérieux lui ayant cédé sa majorité en 1968, tout en restant un important actionnaire, et en se maintenant à la tête de l'affaire. Depuis dix-huit mois, les rumeurs les plus diverses, toujours démenties, ont couru sur la possibilité d'un accord entre l'Institut Mérieux et l'autre grand laboratoire français spécialisé dans les vaccins et sérum, l'Institut Pasteur. L'Institut Mérieux contrôle l'IFPA-CRÉDO (recherche, 99,9 %), l'Institut français d'un muco-polio (recherche, 98,2 %), l'IPREX (recherche, 98,8 %), l'I.S.T. (sérothérapie, 96,4 %), Meril S.A. (98,8 %), Laboratoire des Sclérothérapies (199,9 %), S.I. Grande Croix (immobilier, 99 %).

● L'INSTITUT MERIEUX : sérum et vaccins.

Créé en 1897 par Marcel Mérieux, ancien collaborateur de Louis Pasteur et du docteur Roux, l'Institut Mérieux consacre la plus grande partie de son activité à la production de sérum et vaccins, dans laquelle il a acquis une notoriété mondiale. Citons le vaccin contre la méningite, qui avait été fourni massivement au Brésil lors de l'épidémie de 1974, et celui contre la fièvre aphteuse, exporté dans le monde entier. Le chiffre d'affaires a atteint 360 millions de francs en 1976, et le bénéfice net 32 millions de francs. Coté en Bourse, l'Institut Mérieux apparaît aujourd'hui à 51 % à Rhône-Poulenc, la famille Mérieux lui ayant cédé sa majorité en 1968, tout en restant un important actionnaire, et en se maintenant à la tête de l'affaire. Depuis dix-huit mois, les rumeurs les plus diverses, toujours démenties, ont couru sur la possibilité d'un accord entre l'Institut Mérieux et l'autre grand laboratoire français spécialisé dans les vaccins et sérum, l'Institut Pasteur. L'Institut Mérieux contrôle l'IFPA-CRÉDO (recherche, 99,9 %), l'Institut français d'un muco-polio (recherche, 98,2 %), l'IPREX (recherche, 98,8 %), l'I.S.T. (sérothérapie, 96,4 %), Meril S.A. (98,8 %), Laboratoire des Sclérothérapies (199,9 %), S.I. Grande Croix (immobilier, 99 %).

La querelle du SMIC

(Suite de la première page.)

On objectera sans doute qu'il s'agit là d'objectifs à moyen ou long terme devant être atteints par étapes progressives. Peu importe. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la signification même du SMIC et donc du débat sur son montant changent du tout au tout selon qu'il s'agit uniquement d'un plancher applicable aux gains, aux revenus primaires de quelques centaines de milliers de travailleurs (et se répartissant sur ceux de diverses autres catégories moins désistées) ou bien d'un plancher commun aux gains des salariés et aux revenus sociaux d'une dizaine de millions de personnes âgées, auxquelles il faudrait inévitablement joindre les handicapés. Bref, parle-t-on d'un salaire minimum ou d'un revenu minimum ?

Personnellement, nous ne voyons pas de seconde option qu'il soit concevable — en l'état actuel des sensibilités nationales — de garantir un revenu minimum identique à des personnes qui travaillent (et dans les conditions du smicard) et à des personnes qui ne travaillent pas; l'alignement nous paraît être pure vue de l'esprit.

Rassurez-vous !

Lorsqu'un salarié reçoit 100 francs, son employeur verse (en moyenne) 50 francs de charges sociales diverses (1). Ce qui signifie qu'actuellement le coût d'un « smicard », pour l'entreprise, est de l'ordre de 150 francs. Sur les 100 francs environ sont prélevés pour être affectés à diverses dépenses sociales. Dans l'hypothèse maximale du SMIC à 2 000 francs, le coût global serait porté au voisinage de 4 000 francs — augmentation considérable (3 500 francs), qui risque fort d'être difficile à supporter pour bon nombre d'entreprises et de se retourner brutalement contre les catégories de salariés ou de demandeurs d'emplois les moins « performants ».

Dans les énormes prélèvements sociaux actuels, le régime général de la Sécurité sociale prend la part du lion, avec — est-il besoin de le rappeler ? — un système de plafond (2) destiné à limiter la contribution des plus riches : pour les salariés au-

dessus du plafond de cotisation, la contribution aux dépenses du service public est dégressive. Au cours d'une séance particulièrement tumultueuse de l'Assemblée nationale, on entendit M. Durand, alors ministre du travail, crier à la majorité : « Rassurez-vous, on ne touchera pas au plafond ! ». En clair : « Rassurez-vous, les pauvres continueront de payer plus que les riches ! ». Et ceci, pour un prélèvement parafiscal plus de trois fois supérieur à l'impôt sur le revenu.

Même si tous les ministres s'en disent — à voix basse — personnellement scandalisés, la droite ne modifiera jamais sérieusement cet état de choses. D'ailleurs, après avoir maintes fois évoqué un « grand débat public », le gouvernement n'a même pas osé publier le fameux rapport Granger sur le financement de la Sécurité sociale. Personne ne s'en étonnera.

Plus regrettables dans le fond, les ambiguïtés de la gauche, qui se montre fâcheusement vague sur ce problème gigantesque, et en

définitive semble toujours insaisissable le sens d'un alourdissement pur et simple sous une forme ou sous une autre, des charges de l'entreprise. Constance dans l'erreur, car l'entreprise doit à tout prix rester aussi compétitive que possible : c'est au niveau des individus auxquels elle redistribue salaires ou bénéfices qu'il faut refouler au maximum le prélèvement fiscal et parafiscal; mais l'augmenter alors de façon progressive. Il conviendrait ainsi de détacher aussi largement que possible les plus bas salaires, comme ils le sont en matière fiscale, du reste de la masse — et à l'inverse, imposer de façon progressive les hauts revenus, et ce par des cotisations personnelles et non par des cotisations de l'entreprise. Cette imposition devrait alors être si pesante qu'elle suffirait à entraîner un resserrement drastique de l'éventail des salaires sans qu'aucun demandeur ne puisse en contester sérieusement l'équité.

Un tel renouvellement des conceptions et des habitudes est sans doute difficile en matière d'assurance-vieillesse, compte tenu des rôles respectifs impartis au régime général et aux régimes complémentaires, notamment à celui des cadres. En revanche, il n'est nullement impensable pour la répartition du coût de l'assurance-maladie, c'est-à-dire de la politique de la santé. Un système d'imposition progressive des revenus individuels est, en tout cas, le seul cohérent en matière de politique familiale, la notion d'assurance n'y ayant aucune part.

En définitive, la hausse autoritaire des revenus primaires les plus faibles, frappant de plein fouet des entreprises dont les réserves risquent d'être fâcheuses pour l'emploi, constitue une démarche délicate. L'amélioration de la situation des plus déshérités passe surtout, sinon plus, par la réforme profonde du financement des transferts sociaux. Cette réforme ne pourra se faire en un jour, c'est vrai. Mais il appartient à la gauche d'amorcer un renversement du cours actuel des choses. Personne ne le fera à sa place.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

(1) Notes et arguments, C.N.F.P.P., juillet 1976.
(2) 3 610 F par mois actuellement.

VIENT DE PARAITRE

ATLASECO
l'atlas économique et politique
observateur

en vente, 25 F,
chez tous les marchands
de journaux

سكربت الأصل

ASSURANCES, PLACEMENTS, AFFAIRES FAMILIALES, VIE QUOTIDIENNE...

Toutes les informations pratiques indispensables pour défendre vos intérêts...



... dans **Le Patrimoine**

ENCYCLOPÉDIE PRATIQUE DE LA DÉFENSE DE VOS INTÉRÊTS
ÉDITÉE PAR ROBERT LAFFONT

Êtes-vous de ceux qui comprennent les clauses en tout petits caractères proposées par les compagnies d'assurance? qui n'ignorent rien de leurs droits vis-à-vis du Trésor Public, ou de leur propriétaire? qui connaissent tous les rouages compliqués des administrations.

Êtes-vous sûr de toujours réaliser le meilleur placement possible, en Bourse comme dans l'immobilier? de toujours effectuer le meilleur achat possible, dans une galerie d'art comme à l'Hôtel des Ventes?

En bref, êtes-vous de ceux qui ne perdent jamais le moindre centime, parce qu'ils disposent toujours du renseignement qu'il leur faut, au moment précis où ils en ont besoin?

Parlons franc : ces hommes, ces femmes, en avez-vous jamais rencontré?

**Enfin, à portée de votre main,
toutes les informations qui vous
aideront à défendre vos intérêts.**

Avec LE PATRIMOINE sont réunies pour la première fois toutes les informations nécessaires à la bonne gestion de vos affaires personnelles, et à la défense de vos intérêts.

Que devez-vous attendre de votre Caisse de retraite? Comment vous assurer au meilleur prix? Où placer au mieux votre capital? Comment régler votre succession?

Tout ce qui contribue à augmenter vos revenus, à réduire vos dépenses, à assurer votre sécurité, à vous faire gagner temps et argent, est traité dans LE PATRIMOINE. En profondeur. Et sous tous les aspects : pratique, financier, fiscal, social, juridique...

Un ouvrage de référence permanent.

La conception du PATRIMOINE en fait un instrument de consultation permanent. Son objectif n'est pas de fournir des informations ponctuelles, rapidement dépassées, telles que le cours du franc Giscard, ou le dernier indice Dow Jones. Mais plutôt de vous exposer clairement tous les principes qui vous permettront d'exploiter, au plus vite et au mieux, toutes les données de l'actualité : que faire quand la Bourse est à la baisse, que répondre à votre assureur lorsqu'il vous propose de troquer votre contrat-vie contre un nouveau contrat, comment réagir à l'imposition des plus-values.

**Huit volumes complets,
clairs et précis, plus un index
pour vous guider.**

LE PATRIMOINE est une encyclopédie pratique. Comme tel, il aborde la totalité des problèmes qui peuvent se poser à vous chaque jour dans la conduite de vos affaires, et les étudie point par point, dans leur ensemble. Chaque étude proposée fait ainsi le tour de la question, et vous apporte des solutions concrètes.

En fin de collection, un volume-guide précis et complet vous aidera à cerner le thème qui vous préoccupe, à formuler précisément votre question et à obtenir ainsi une réponse parfaitement adaptée à votre cas.

**Voici ce que vous trouverez
dans LE PATRIMOINE**

• Ce que peut vous apporter la collectivité. Quelle protection vous apporte notre système social? Quels services vous pouvez en attendre, pour votre famille, votre emploi, vos revenus? Comment calculer et préparer votre retraite?

• La protection de vos biens : un jeu de hasard? Contre quoi devez-vous être assuré? A quoi vous engage votre assurance auto? Votre contrat multirisques? Que faire en cas de sinistre? Quels sont les différents types de contrats? Leur statut fiscal? Etc.

• La Bourse, un théâtre où vous pouvez tenir un rôle. Quelles sont les valeurs cotées en Bourse? Qui y rencontre-t-on? Comment s'établissent les cours? Comment participer? Rentier, investisseur mobile, spéculateur : comment choisir sa politique?

• Votre patrimoine et les placements de tradition.

Comment choisir vos placements immobiliers? De quelles aides pouvez-vous disposer? Pouvez-vous acheter en multipropriété? Quel est l'avenir de l'immobilier? Choisir entre terre et pierre? Les placements à revenu fixe sont-ils une bonne formule? Faut-il préférer l'or? Les devises étrangères?

• Investissez dans l'agrément. Peut-on concilier plaisir et placement? La valeur des collections? Comment reconnaître une œuvre d'art destinée à prendre de la valeur? Quelles garanties devez-vous exiger du vendeur? Pouvez-vous vraiment collectionner les timbres ou les

autographes? Les pierres précieuses sont-elles un bon placement?

• Faites respecter vos droits.

Comment payer moins d'impôts légalement? Comment faire une donation? Savoir discuter avec le fisc? Etc.

• La stratégie de votre vie quotidienne.

Équilibrez votre budget : comment réduire vos dépenses courantes, acheter au meilleur compte? Comment accroître vos revenus? Est-il prudent d'emprunter? Où trouver les meilleurs taux?

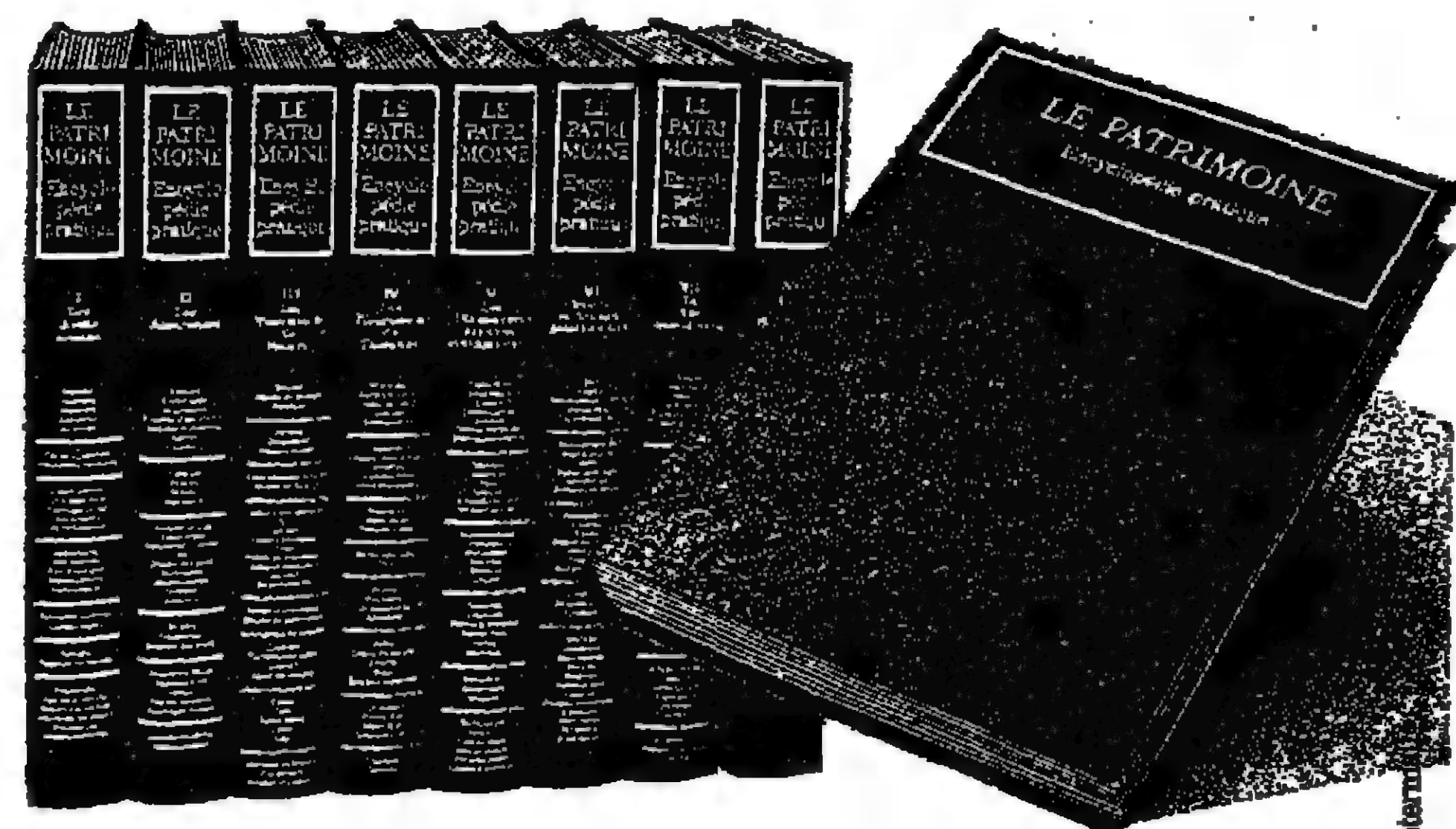
**L'auteur : un spécialiste
des intérêts privés.**

A 40 ans, Pierre-Marie Guillon, auteur du PATRIMOINE, figure parmi les meilleurs spécialistes de la gestion privée. Ancien "Sciences Po", licencié et diplômé d'Études Supérieures de Droit, il a depuis longtemps attiré l'attention des milieux financiers par la qualité de ses travaux.

Il ne lui a pas fallu moins de cinq ans pour mener à bien LE PATRIMOINE avec le concours d'une équipe de spécialistes.

**Dès maintenant, LE PATRIMOINE
vous est indispensable.
Constatez-le en bénéficiant
d'une information personnelle.**

Quels que soient vos revenus, votre profession, votre situation sociale, vous avez besoin du PATRIMOINE. Parce que vous vivez en collectivité, et que vous entretenez nécessairement des rapports avec elle. Parce que vous gagnez ou gérez de l'argent, et que vous devez en tirer le meilleur parti. Parce que vous avez des droits, et que vous devez les faire respecter. Découpez et retournez-nous aujourd'hui même la "Demande de documentation" ci-dessous. Faites-le tout de suite. Autrement, vous courez le risque d'égarer ce journal. Et vous le regretteriez.



GRATUIT : DEMANDE DE DOCUMENTATION
à retourner au CFED, 31, rue Falguière 75725 Paris Cedex 15.

Je désire bénéficier, sans engagement de ma part, d'une documentation gratuite et complète sur LE PATRIMOINE, encyclopédie pratique de la défense de mes intérêts.

Je souhaite aussi connaître les conditions exceptionnelles de souscription actuellement consenties.

NOM _____

Prénom _____

Adresse complète _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____

Exclusivité CFED

مكتبة الأمل

PADRE PADRONE

ROBERTO ROSSELLINI
PRÉSIDENT DU JURY / CANNES 77

**dernier texte écrit
le jour de sa mort**

Soudain, après tant d'années, j'ai eu l'occasion de réexaminer de près le cinéma.

Au mois de février dernier, Furio La Best m'a demandé de présider le jury du 30^e Festival cinématographique de Cannes. Cette offre m'a un peu surpris, mais je n'ai pas voulu perdre l'occasion. Je suis, par expérience, que nous, les hommes, sommes portés à vivre d'impressions plutôt que de connaissances directes. Un chemin une fois emprunté, nous finissons par y construire des convictions qui deviennent des limites à l'extérieur desquelles trouver une orientation. Dans ces limites se réalisent une certaine consolation et une foi inébranlable qui conditionnent toutes nos actions. Pour avoir des notions précises il faut, au contraire, prendre du champ. Mon détachement du « cinéma », comme on le concevait habituellement, durait désormais depuis trop longtemps, et alors, pour résumer mes quinze ans de réflexion, j'ai pensé qu'il était indispensable de faire cette expérience.

Cannes m'a incité à revoir par la pensée toutes les expériences passées. Le cinéma, quand j'ai commencé à m'en occuper, était considéré comme le moyen souverain de divertissement ; les recettes d'un film étaient l'unique critère valable pour en apprécier la valeur. Aujourd'hui encore, ce mode d'évaluation est prépondérant.

Nous, les néophytes, nous nous sommes mis à penser, il y a quarante ans, que le « cinématographe » (c'est-à-dire l'image en mouvement) pouvait servir à plus que cela. C'est alors qu'apparaît et commence à se développer l'idée du film d'auteur.

En bien, à quoi a abouti cette évolution ?

C'est une des choses que j'ai pu vérifier à Cannes. Une certaine presse française parle de « nouvelle vague ». Beaucoup de films dits d'auteur sont de purs exercices d'un vain esthétisme, schizophréniquement personnels.

Ce phénomène absurde et aride est, malheureusement, fort répandu. Des admirateurs passionnés et bruyants l'exaltent et le théorisent.

Pour d'autres « auteurs », la caractéristique est la désocialisation à tout prix. Ces « réalisateurs » ont un impact sur un vaste public qui semble tellement s'immerger à leurs exercices de destruction.

tion. Mais, entendons-nous bien, à mon avis, ils ne font qu'opérer sur la trivialité.

De cette attitude est issu tout le cinéma de la violence, de l'érotisme, etc.

Telles ne paraissent être les principales lignes directrices du cinéma moderne. Il y a aussi les films dits politiques. En général, ils ne servent pas à développer l'art de se gouverner, parce qu'ils se limitent à exciter les passions. Ils deviennent alors, sans avoir, vecteurs d'aliénation parce qu'ils font s'écrouler des mondes, qu'ils construisent des fétiches au lieu de contribuer au développement de la conscience.

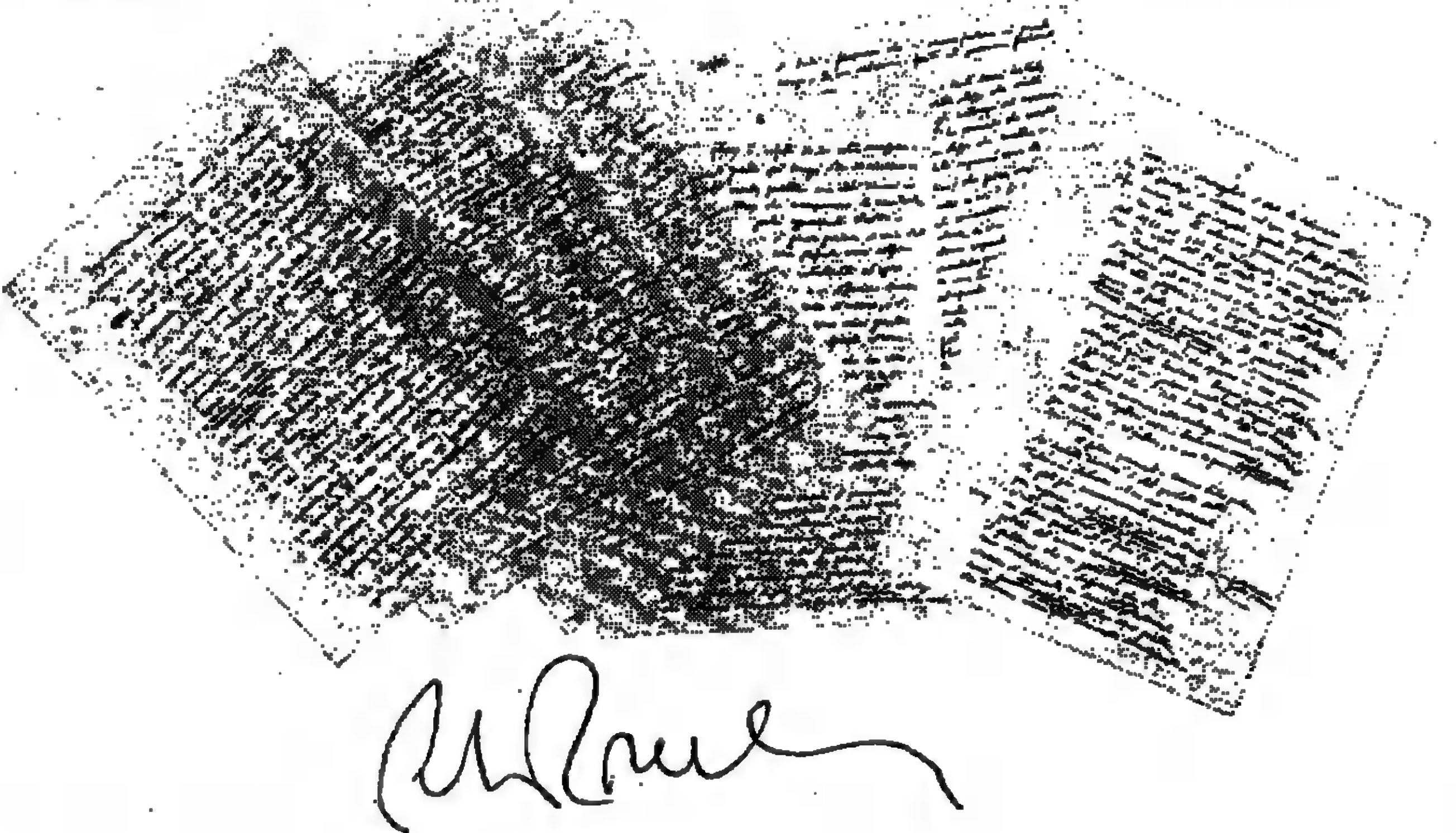
Un autre phénomène important est le suivant : le public qui fréquentait les salles de cinéma, maintenant les déserte. Les gens de cinéma parlent de crise. Mais le bouleversement aussi est anormal. En effet, le monde d'aujourd'hui, à travers la télévision, est devenu un immense consommateur de films.

Première donnée : la fréquentation des salles a terriblement diminué. Voici quelques éléments statistiques : les salles françaises pouvaient compter jusqu'à ces dernières années sur une fréquentation annuelle de six cents millions de spectateurs ; aujourd'hui à peine cent quatre-vingts millions.

L'Angleterre, qui comptait un milliard et demi de spectateurs, en a maintenant à peine plus de deux cents millions. Un phénomène de même ampleur s'est vérifié au Japon. En Allemagne, il n'y a pas — ou je le ignore — de statistiques, mais l'on s'accorde à dire que le cinéma est mort.

Le cinéma américain lui-même, le plus parfaitement industrialisé, et même le seul qui soit vraiment industriel, est en crise. En effet, comment expliquer le fait que les compagnies associées à la M.P.A.A. (Motion Picture Association of America), qui produisaient autrefois plus de cinq cents films par an, en font maintenant moins de cent ? Il semble que cette année leur nombre ne dépasse pas soixante-cinq.

Telles sont les données de ce que, communément, on appelle « le cinéma », c'est-à-dire ce moyen particulier de produire, de distribuer et de diffuser les films à travers les salles de cinéma. Ce sont les nouvelles méthodes



qui se sont développées depuis le temps de l'invention de l'image en mouvement, le cinématographe, breveté par les frères Lumière le 15 février 1895.

Mais le second facteur, dont il faut tenir compte, c'est qu'en réalité le public qui voit les films a augmenté démesurément. Il ne le fait plus à travers les canaux traditionnels, mais à travers ce nouveau moyen de diffusion que constitue la télévision. Le public des films est, en fait, dix, vingt fois supérieur — et même davantage — à celui de l'âge d'or du cinéma.

Pour satisfaire ce public, on a remis en circulation une quantité de films qui remplissaient les cinémathèques et qui étaient vus par un petit groupe de cinéphiles passionnés.

Dans ces conditions, est-il juste de parler de crise du cinéma ? Certes, une profonde crise frappe certains producteurs qui s'attachent à agir selon des méthodes de production et de diffusion largement périmées.

Par une grossière erreur de vision ou de prospective, beaucoup appellent crise ce qui, en réalité, est un « boom ». Dans ce même contexte productif cinématographique, on dit — mais je crois que c'est vrai — que les acteurs célèbres aux U.S.A. sont payés trois, quatre, cinq fois plus que les stars archi-payées de l'âge d'or du cinéma. Comment commenter ce phénomène ? Qu'est-ce qui a déterminé cette forte hausse des salaires alors que le nombre des films produits a diminué de façon vertigineuse ?

Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre avec logique.

Lorsqu'on m'a demandé de présider le jury du Festival, j'ai posé comme condition à mon acceptation l'organisation d'un colloque qui aurait pour thème l'engagement social et économique du cinéma. Ce colloque devait se dérouler en deux journées : il a duré, au contraire, dix jours. Il a provoqué un échange d'idées très

riche. Ces idées pourront être mieux précisées et l'enquête approfondie davantage grâce au bureau de liaison que nous avons créé afin d'élargir les connaissances de tous les phénomènes qui se manifestent dans ce domaine. On en verra les fruits au prochain Festival de Cannes.

Durant le colloque, parmi les nombreux thèmes abordés, celui des lois qui beaucoup souhaitent pour accroître le développement du cinéma.

A ma grande stupeur, j'ai constaté que beaucoup rêvent d'une loi que je qualifierai de « nourricière ». En effet, ils rêvent d'une « nourrice » (bien sûr, une nourrice, protectrice) capable de nourrir toute velléité. Mais peut-on y arriver ? On répond : par le biais des commissions spéciales. L'expérience, assez grande en la matière, nous apprend que de tels systèmes suscitent des intérêts corporatifs, radicalisent la lutte des classes, donc, pulvérisent les forces. Evidemment, une nourrice n'est utile qu'aux nourrissons. Convient-il d'entreprendre une action quelconque en se donnant dès le départ le rôle de nourrice ? Des hommes mûrs pourraient être bien plus utiles à la communauté. Mais on ne peut être adulte si l'on n'est pas décidé à dépasser le seul capital dont chacun peut disposer s'il a un bon prétexte à atteindre : le courage. Quand je faisais ces objections, certains me regardaient avec suspicion et même avec commisération. Il y eut même un quelqu'un qui, horrifié à l'idée de considérer le cinéma et la télévision comme des moyens complémentaires de diffusion, a reparlé spécifiquement de film et de télévision.

Examinons maintenant la télévision. Je me limiterai à parler de la télévision européenne, et principalement de l'italienne et de la française. Là où il y a

monopole d'Etat, la télévision a le privilège d'encadrer chaque année des sommes énormes, qu'elle dépense ensuite en partie pour faire des programmes.

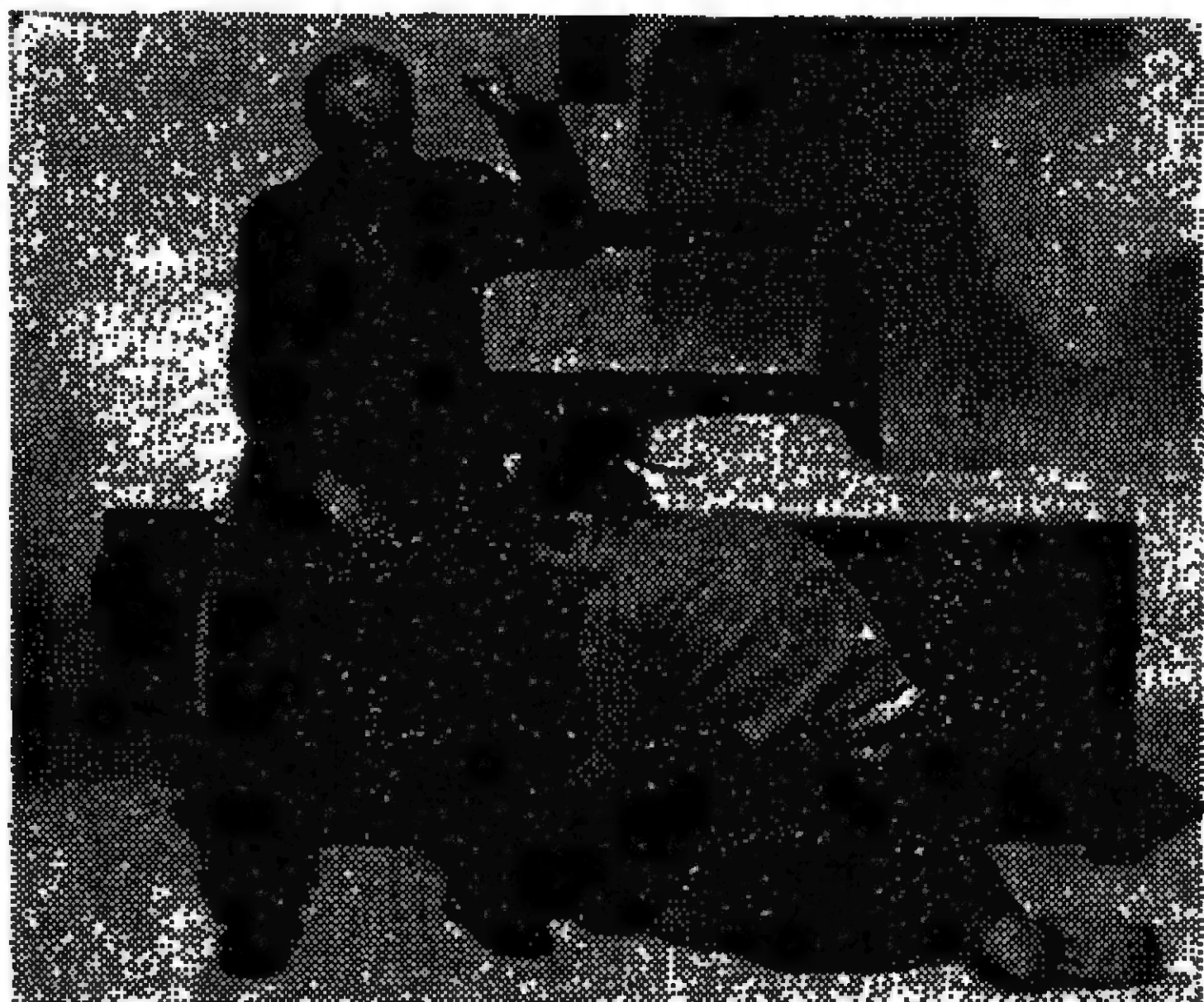
Une donnée : la télévision française (monopole d'Etat) a doublé ses recettes de 1966 à 1976, mais diminuées de 50 % ses productions.

Qu'indique ce phénomène ? Que le bien-être, l'opulence, vivre comme on dit au du vealot, partent à la pousse. La paresse porte à l'obéissance, qui coupe le souffle, réduit la vitalité, provoque la somnolence, éteint donc la créativité. Le danger de l'obéissance et ses conséquences menacent ce type d'organisations.

Seuls les individus qui y opèrent peuvent corriger ces tendances. Il faut, pour bien utiliser les privilèges dont jouissent ces organismes, suivre à la lettre ce qui est dit dans leurs lois institutionnelles : ils doivent concourir au développement social et culturel de leurs pays respectifs. Il suffit d'avoir le courage de les amener à respecter, s'ils ne le font pas spontanément, ce devoir qui est le leur.

Le film intitulé à Cannes Padre Padrone, des frères Taviani, a été produit par la télévision italienne. Il représente la partie la plus avancée, la plus rigoureuse et cohérente, la plus ambitieuse socialement et culturellement, du cinéma italien. C'est la première fois que, dans un Festival comme celui de Cannes, triomphe un film produit en dehors des groupes de pouvoir du cinéma commercial. Le problème qui se pose, en termes démocratiques, est celui de sa circulation. Nous savons que la censure de marché s'exerce avec une telle force qu'un film comme celui des Taviani risque d'être maintenu à l'écart.

ROBERTO ROSSELLINI



UN FILM DE PAOLO ET VITTORIO TAVIANI

PADRE PADRONE

PALME D'OR

FESTIVAL DE CANNES 77

DEMAIN

DISTRIBUTION : MK 2 DIFFUSION

MARIGNAN PATHÉ v.o. - ELYSÉES LINCOLN v.o. - HAUTEFEUILLE v.o. - QUARTIER LATIN v.o. - 14 JUILLET PARNASSE v.o. et v.f. - 14 JUILLET BASTILLE v.o.

GAUMONT RICHELIEU v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f.

Périphérie VF : TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - GAUMONT Evry - MULTICINÉ PATHÉ Champigny - VÉLIZY II - FRANÇAIS Enghien - PARLY II

مكتبة الأمل

ÉDUCATION

CENT CINQUANTE-CINQ MILLE ÉTUDIANTS PROVINCIAUX ET ÉTRANGERS A PARIS

La course à la « piaule »

A l'approche de la rentrée universitaire, des milliers d'étudiants ont commencé à chercher un logement : problème particulièrement aigu dans les académies de la région parisienne (Paris, Créteil, Versailles), où plus de la moitié de la population étudiante (54,8 %) est composée de provinciaux (soit six mille) et d'un nombre croissant d'étudiants étrangers (quarante-neuf mille).

Elisabeth, étudiante en médecine, venue de Poitiers à Paris pour ses études, exprime son inquiétude : « Je cherche, depuis deux mois, une chambre avec coin cuisine, au loyer maximum de 350 francs. Je désire être près de l'hôpital de la Salpêtrière, où je travaille à mi-temps. Je me suis adressée à de nombreuses agences, mais elles proposent des logements à des prix beaucoup trop élevés pour mes moyens. Malheureusement, je fais les petites annonces et ne trouve rien. »

L'évaluation du coût de la vie n'épargne pas les loyers des chambres pour étudiants. Aujourd'hui, on ne trouve, exceptionnellement, que des chambres à 250 francs. Selon une étude réalisée par le Centre national des œuvres universitaires (CNOU), le prix moyen des chambres a été de 150 francs en 1965 et de 350 francs en 1975. Cette année, celui de la chambre meublée « type », chez l'habitant, est de 400 francs, électricité non comprise ; celui de la chambre indépendante, avec toilettes sur le palier, de 500 francs. Le loyer d'un studio atteint couramment 900 francs. Les prix excessifs sont fréquents. Une propriétaire du onzième arrondissement, qui propose une chambre dans son appartement à 700 francs par mois, se justifie

soit une place pour vingt et un étudiants, Parisiens compris. Seuls sont admis dans les résidences du CROUS à Paris, les étudiants en quatrième année d'études. Les demandes des autres sont donc systématiquement transférées vers les résidences de banlieue. « En province, nous sommes presque tous le monde, mais à Paris, derrière le pont Neuf, constate M. Yves Lardigue, sous-directeur du CNOU, Grèce aux résidences de banlieue, nous arrivons cependant à satisfaire la quasi-totalité des demandes des étudiants français. »

L'académie de Créteil ne dispose que de cinq cent cinquante places, mais celle de Versailles en possède sept mille trois cent trente-sept, dont trois cent cinquante appartements ELA pour jeunes ménages.

Une agence immobilière

L'admission en résidence se fait selon une combinaison de critères sociaux et universitaires : situation de la famille, plafond de revenus personnel de 28 800 francs par an, pas plus d'un redoublement. La demande réelle est bien supérieure à la demande formelle. Selon la période, on déconseille les étudiants à déposer un dossier, car on sait qu'ils n'ont aucune chance, explique un responsable du CROUS. Nombreux d'étudiants étrangers ne peuvent être admis dans les résidences, où la priorité est donnée aux boursiers du gouvernement français. La proportion d'étrangers, qui est limitée globalement à 15 %, atteint 27 % à Nanterre.

Les œuvres universitaires, outre les résidences, organisent un service logement qui fonctionne comme une agence immobilière gratuite. L'an dernier, mille cent étudiants ont ainsi trouvé une

d'agence a permis de réaliser une économie moyenne de 313 francs par étudiant. Le marché de la chambre d'étudiant est marqué, selon les dirigeants de l'UPEL, depuis un an, par « un alignement des prix de tous les arrondissements sur ceux du quartier Latin. C'est-à-dire les plus chers. »

Confort minimum

La qualité des logements proposés connaît une amélioration sensible. La chambre de bonne avec eau sur le palier devient plus rare ; le confort minimum (eau, électricité, chauffage et, éventuellement, douche ou coin cuisine) tend à être la règle. Mais les étudiants logés chez l'habitant n'ont souvent pas accès à la cuisine, car des propriétaires n'hésitent pas à dire que lorsqu'on est étudiant on peut manger des sandwichs ou se contenter du resto. Un des abus fréquents. Elles ne sont acceptées par les services logement que si elles sont garanties : au-delà de deux heures de travail par jour, le logeur doit rémunérer les services rendus.

Autre caractéristique de ce marché : les trois quarts des chambres non indépendantes sont réservées aux seules filles, alors que les garçons représentent la majorité des demandeurs. Sur-

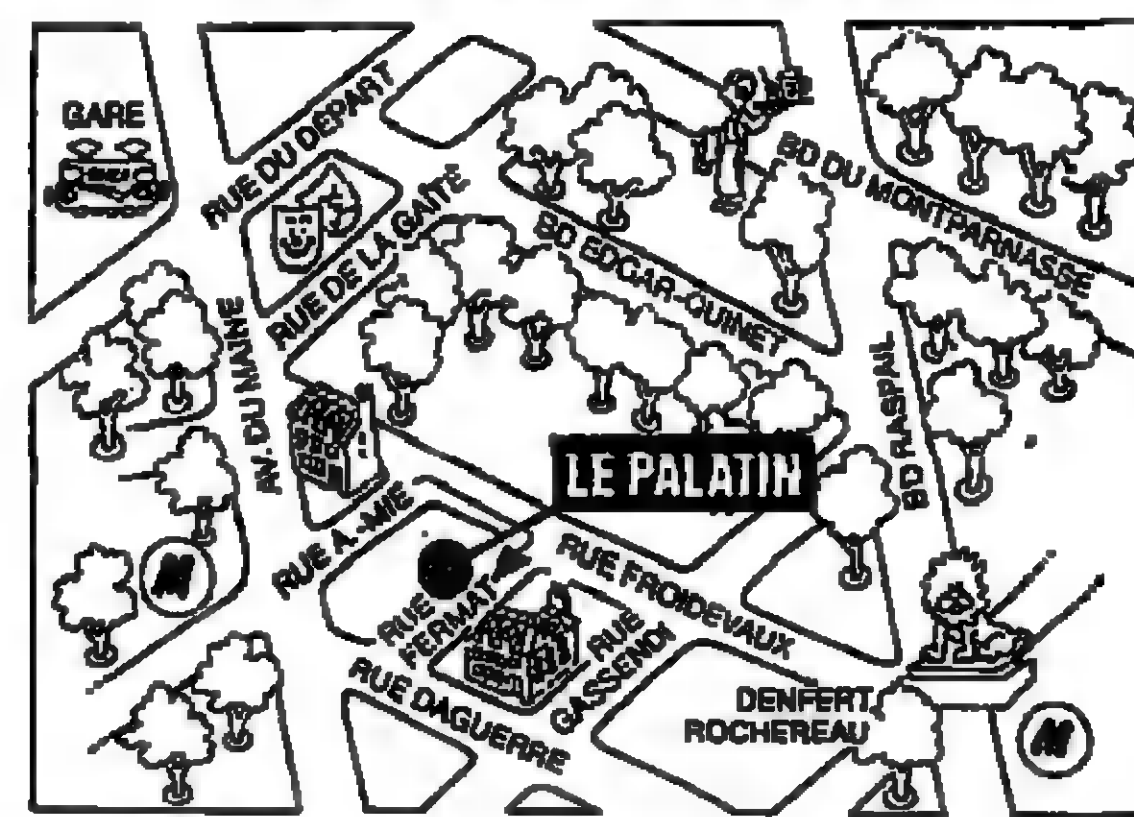
tout, les étudiants étrangers de couleur essuient de nombreux refus. La noblesse avec les propriétaires, qui sont souvent des personnes âgées désirant une compagnie et une aide, provoque parfois des conflits. La chambre avec entrée indépendante est, pour cette raison, très demandée. Les étudiants cherchent d'abord des logements proches de leur université, ce qui explique sans doute que le quartier Latin ne soit plus le seul à attirer les jeunes provinciaux. Le confort est la seconde priorité. Les étudiants sont aussi de plus en plus enclins à partager un appartement à plusieurs, mais on ne dispose d'aucune statistique à ce sujet.

Les services spécialisés ne pouvant satisfaire toutes les demandes, l'étudiant en est souvent réduit au porte-à-porte, aux petites annonces ou à s'adresser aux agences immobilières, qui demandent une commission représentant 10 % du loyer annuel. En désespoir de cause, beaucoup passent les premiers mois de l'année universitaire chez des amis complaisants ou des membres de leur famille, changeant de gîte plusieurs fois.

Les associations d'étudiants réclament, en vain, l'établissement d'un barème des loyers pour étudiants qui limiterait les offres abusives. On voit mal, toutefois, comment une réglementation pourrait les protéger, et eux seuls, des lois du marché.

LE PALATIN

à MAINE-MONTPARNASSE
studios, 2, 3, 4 et 5 pièces



à quelques minutes de la gare, votre pied-à-terre pour la rentrée.

4/6 rue Fernat

Bureau de vente tous les jours sur place de 14 h à 19 h 30.

766.13.14

39 rue de Courcelles, 75008 Paris.

A qui s'adresser avant et après ?

Les étudiants de la région parisienne qui cherchent un logement en ville et ne désirent pas s'adresser aux agences immobilières peuvent contacter les services suivants :

CROUS DE PARIS : 39, avenue Georges-Bernanos, 75231 Paris. Tél. : 325-07-45.

CROUS DE CRETEIL : 31, rue du Pont-de-Créteil, 93100 Saint-Maur. Tél. : 385-05-55.

CROUS DE VERSAILLES : lycée Marcel-Raby, 6, rue Girard-Tessier, B.P. 120, 78193 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 373-40-30.

C.I.D.J. (Centre d'information et de documentation jeunesse) : 101, quai Branly, 75740 Paris. Corder 15. Tél. : 564-40-20. — Le C.I.D.J. fournit une documentation gratuite sur les résidences universitaires, les lieux d'étudiants et les centres d'hébergement temporaire. **CENTRE CATHOLIQUE RI-CHELIEU** : 4, place de la Sorbonne, 75006 Paris. Tél. : 633-36-36.

Associations d'étudiants : UPEL (Union parisienne des étudiants locaux) F.N.E.F. : 122, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 633-36-76. UNEF : 25, rue Bourré, 75019 Paris. Tél. : 235-76-30 et 235-40-49. U.G.E.L. (Union des grandes écoles) : 71, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél. : 236-06-06. F.N.A.G.E. (Fédération nationale des associations d'étèves en grandes écoles) : 15, rue Dauphine, 75006 Paris. Tél. : 325-07-43.

Les étudiants qui louent une chambre chez un particulier doivent prendre les précautions suivantes :

CONTRAT DE LOCATION : la responsabilité des services logement n'est pas engagée en cas de litige survenu entre l'étudiant et le propriétaire. Il est préférable de signer un contrat stipulant l'état des lieux, la durée de location, les délais de préavis de part et d'autre, et l'assurance que le loyer n'excède pas le cours de l'année.

ASSURANCE : l'étudiant doit vérifier si l'assurance du propriétaire couvre son responsabilité contre le recours des voisins. S'informer au Centre de documentation et d'information de l'assurance : 2, rue Châteauneuf, 75009 Paris. Tél. : 325-40-49. **EN CAS DE LITIGES** (rupture du contrat, non-remboursement de la caution), les étudiants peuvent s'adresser aux organismes suivants : (consultation juridique gratuite). **CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT** : 9, rue Montparnasse, 75012 Paris. Tél. : 734-11-51. **UNION CENTRALE DES LOCATAIRES DE FRANCE** : 55, rue Madolesse, 75015 Paris. Tél. : 734-01-04.

AVANTAGES FISCAUX : Les propriétaires qui louent une chambre ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour le loyer qu'ils perçoivent, à condition que ce loyer soit « raisonnable », c'est-à-dire la chambre soit meublée et située dans leur résidence principale.

ainsi : « Cette chambre est spacieuse et dispose d'une suite de bain particulière. J'estime ce prix raisonnable, car j'ai besoin d'argent pour m'aider à payer les charges. »

Le logement en ville coûte bien plus cher qu'une chambre en résidence universitaire (250 francs à 347 francs, dans les académies de la région parisienne). Mais la majorité des deux cent vingt mille étudiants de l'académie de Paris n'ont pas le choix, car le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ne dispose que de mille trois cent cinquante-neuf places dans la capitale. Les loyers d'étudiants de deux mille huit cent quatre-vingt-cinq et la Cité internationale de six mille,

chambre, mais ils étaient quatre fois plus nombreux à avoir fait une demande. D'autre part, le C.I.D.J. (Centre d'information et de documentation jeunesse) affiche chaque jour dans son hall d'accueil vingt à quarante offres nouvelles de logement.

Plusieurs associations d'étudiants ou d'élèves de grandes écoles ont, depuis des années, leur propre service de logement, dont l'efficacité n'est pas négligeable, même si, selon l'UNEF, « le problème de l'insuffisance des moyens du CROUS demeure entier ». L'Union parisienne des étudiants locaux (UPEL) et l'UNEF, par exemple, fournissent l'an dernier deux mille huit cent quarante-trois logements. L'absence de frais

Message réservé aux clients de Jean de Bonnot.

En première absolue : Rimbaud

avec 349 illustrations des maîtres graveurs de l'époque.

En un seul volume prestigieux toute l'œuvre d'Arthur Rimbaud

“l'enfant maudit” de la poésie.

“Je suis jeune, tendez-moi la main” clame Rimbaud à Verlaine.

Il est jeune, il est vrai. « J'ai dix-sept ans », écrit-il. Il n'en a pas seize. Un an auparavant, il a publié son premier poème. Quatre ans après, le 2 janvier 1873 exactement, il termine le dernier : « Une Saison en Enfer ». Il a juste dix-neuf ans et il n'écrit plus jamais.

Il a fallu quatre ans à Rimbaud pour composer la poésie la plus violente du XIX^e siècle. Si violente qu'elle marque encore la littérature contemporaine de son empreinte, car Rimbaud est tout ce qu'on veut, sauf rien.

Son œuvre parle toute seule, clairement, comme si l'encre était encore fraîche. Pas une ride. Dans mille ans, on lira Rimbaud comme Villon ou Ronsard maintenant. Une même jeunesse indestructible.

Après son dernier poème, il a encore dix-sept ans à vivre. C'est peu.

C'est à partir de ce moment qu'il court les routes du monde : il s'engage dans l'armée coloniale hollandaise, déserte et revient en France. La Belgique, Vienne, Hambourg. En attendant d'entrer dans la marine américaine, il travaille dans un cirque et puis, de nouveau, prend la route. La

Suède, le Danemark, Marseille, Alexandrie, l'Italie et encore Hambourg et la Belgique. Il traverse les Vosges et le Saint-Gothard à pied. Gènes, l'Égypte, Chypre, l'Arabie. Il travaille dans un comptoir colonial. C'est la stabilité, ou presque, mais le démon du voyage resurgit.

C'est maintenant l'Afrique inconnue. Il est le premier à mettre les pieds à Bubassa et à traverser l'Ogaden. Il vend des armes au roi du Choa, Ménélik. Il explore des régions ignorées. Dans une factorerie, à Harar, il est atteint d'une tumeur au genou. On l'embarque pour Marseille où on l'ampute de la jambe droite. Il est trop tard. La maladie progresse toujours. Il meurt à l'âge de trente-sept ans.

Un livre fait de main d'ouvrier.

Mon but est de vous présenter notre édition qui, en un seul volume, recueille toute l'œuvre et toutes les pensées de cet homme misérable et merveilleux.

En créant ce livre, j'ai essayé de faire, moi aussi, de la poésie à ma manière. Nous avons travaillé, mes compagnons et moi, avec amour : mission étrange et chatoyante que de toucher à cette œuvre extravagante et mystique.

Le texte comporte les variantes souhaitées par le Poète. Il est imprimé dans une couleur toute en nuances vert automne. Les caractères et les illustrations (349 au total) sont de l'époque. Le papier est notre vergé

chiffon fabriqué, selon l'ancienne méthode de la « forme ronde », dans une papeterie des Vosges qui date de 1590. Papier délicat, aux « vergeures » précieuses, papier chaleureux que l'on aime à regarder à contre-jour, comme le faisaient nos ancêtres.

En pleine peau de mouton, coupée d'une seule pièce, décorée à l'or véritable avec des fers gravés à la main par Maurice Chancier, une reliure raffinée habille cet ouvrage précieux.

Je vous prête avec grand plaisir ce volume pendant 10 jours,

afin que vous puissiez vous rendre compte, par vous-même, et décider en toute tranquillité, si vous n'êtes pas séduit, n'hésitez pas à me le renvoyer dans son emballage d'origine. S'il vous enchante, et seulement dans ce cas, vous le gardez et m'en paierez le prix, soit 74,50 francs (+ 5,80 francs de participation aux frais de port). Comparez, par curiosité, ce prix avec celui des livres ordinaires.

De plus, pour vous démontrer ma confiance dans cet ouvrage, je me déclare prêt à vous le racheter, au même prix, même dans plusieurs années, si, un jour, vous désirez vous en séparer.

Votre bien dévoué,

Jean de Bonnot

Se perfectionner, en apprenant la langue anglaise au séminaire

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec supports audio et vidéo

Documentation gratuite :

EDITIONS DISQUES BSCM

8, rue de Berri - 75008 Paris

CLUB ANGLAIS

ENGLISH SPEAKING CLUB

Séances internationales, cours et conversations avec professeurs d'origine et FILLES PARLANTES, aux vacances (et toute l'année) séjours d'études en Angleterre, Espagne, Allemagne, Italie.

TARIF SPECIAL, JEUNES

25, rue des Fossés-St-Bernard

Paris - 50-033-01-72. Ligne A 483

سكنا من الأصل

Le Monde

DE LA MÉDECINE

Hormones cérébrales et régulation des comportements: les cybernines

La décennie prochaine sera très vraisemblablement placée, pour la médecine, sous le signe des hormones polypeptidiques. Ces substances, formées de juxtapositions d'acides aminés, détiennent manifestement la clé des systèmes de régulation et de communication de l'organisme. Elles représentent le pont jeté entre deux disciplines jusqu'à présent fort écartées: la neurobiologie et l'endocrinologie. Secrétées par les cellules nerveuses, elles prouvent que le cerveau dispose de moyens les plus subtils pour équilibrer à distance les métabolismes et les comportements, et cela soit par des actions directes sur les organes cibles, soit en stimulant ou en freinant les productions hormonales.

En moins de sept ans, plus de dix mille

publications scientifiques ont été consacrées à ces peptides, et il ne se passe pas de jour sans que les grandes revues scientifiques et médicales mondiales annoncent à leur sujet de nouvelles découvertes.

L'effervescence actuelle ne peut être comparée qu'à la période située entre 1945 et 1960 et que l'on appelait « l'âge d'or des stéroïdes ». A cette époque, la liste des nouveaux composés hormonaux naturels ou artificiels identifiés s'allongeait chaque année de plusieurs unités, et la thérapeutique s'est, coup sur coup, enrichie durant ces quinze ans de toutes les cortisones et de toutes les hormones stéroïdiennes ouvrant la voie à la contraception orale et à une véritable révolution thérapeutique.

La découverte selon laquelle le cerveau est lui aussi... une glande endocrine a d'ores et déjà modifié profondément nombre de concepts majeurs concernant notamment le diabète, la contraception, la stérilité, la douleur, la toxicomanie, et de manière plus générale, l'ensemble des disciplines couvrant les maladies métaboliques, les maladies mentales et celles du système nerveux.

L'importance des perspectives cliniques et thérapeutiques ainsi ouvertes par ce nouveau âge d'or justifiait que le quarante et unième congrès français de médecine, réuni à Paris du 12 au 14 septembre sous la présidence du professeur Claude Laroché, ait consacré aux « neuro-hormones hypothalamiques » l'une de ses séances les plus passionnées.

Cinq millions de cerveaux: un milligramme de peptides

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

L'EXPLOSION actuelle de données remarquables concernant le système neuro-endocrinien a été permise essentiellement, a souligné le professeur Christian (Montréal), par l'extraordinaire développement technologique permettant, avec des quantités infimes de matériel, de déterminer rapidement la composition et la séquence des acides aminés des protéines et des polypeptides.

On peut, aujourd'hui, déterminer la structure et synthétiser des molécules dix fois plus grosses et plus complexes que celle de l'oxytocine (hormone de l'hypophyse) en dix fois moins de temps qu'il n'en avait fallu en 1952 à l'Américain Du Vigneaud, à qui ce travail de bénédictin valut le prix Nobel.

Le fait que les substances secrétées par le système nerveux sont extrêmement actives et ne se trouvent dans les tissus étudiés qu'à des doses infimes (de l'ordre du nanogramme: 1/1000 000 000 de gramme) a néanmoins conduit à la manipulation de quantités colossales de cerveaux animaux (cinq millions de cerveaux de mouton pour le groupe de Guillemain, au Texas, soit 50 tonnes d'hypophyses) pour l'isolement à l'état pur de 1 milligramme de ces peptides.

Le professeur Guillemain (Etats-Unis), qui quitte la France en 1965 faute de pouvoir y conduire ses travaux, isolait, en 1968, la première de ces hormones cérébrales, facteur de libération de l'hormone thyroïdienne (ou TRF), qui règle les fonctions de la glande thyroïde et de la prolactine (hormone de la lactation). La structure (un tripeptide) de cette substance était si simple que le groupe de La Jolla (Californie), songeant à l'extrême complexité des hormones connues jusqu'alors, crut s'être trompé. Obtenue par synthèse, elle est aujourd'hui utilisée dans le monde entier pour explorer les affections de l'hypophyse.

Peu après (1971), un deuxième peptide simple sécrété par l'hypothalamus (zone située à la base du cerveau et jouxtant l'hypophyse) était isolé: le LRF commande l'équilibre hormonal de la femme et connaît, d'ores et déjà, des usages thérapeutiques pour la stérilité.

La préparation, par manipulations de sa formule chimique, soit d'analogues plus ou moins actifs de ce facteur, soit d'antagonistes (qui, bloquant ses récepteurs, pro-

duisent l'effet inverse), ouvre des perspectives très passionnantes pour la gynécologie (comme l'abortif précoce médicamenteux) ou la cancérologie (inhibition de la croissance des cancers du sein, dont beaucoup sont stimulés par les hormones féminines).

Croissance et diabète.

Initialement, en 1972, d'un troisième peptide hypothalamique, la somatostatine, qui inhibe la production d'hormones de croissance, devait soulever un considérable intérêt. En effet, on découvrit, coup sur coup, comme l'a montré le docteur Assau (Paris) :

● Que la somatostatine agit aussi sur le pancréas et peut s'ajouter à l'insuline pour le traitement des diabètes ;

● Qu'elle inhibe la production de plusieurs hormones du système digestif ;

● Qu'elle a des effets précis sur le comportement ;

Et qu'elle est produite non seulement dans les cellules nerveuses mais aussi dans des organes digestifs, et cela pour des motifs tenant à l'origine commune de ces tissus au moment de la formation de l'embryon.

Cette constatation pourrait apporter des lumières d'un très grand intérêt sur les maladies prétendument psychosomatiques, qui se traduisent à la fois par des troubles moteurs ou des lésions des organes digestifs et une symptomatologie dite nerveuse.

L'importante diversité des actions de la somatostatine et de ses lieux de production incite à penser qu'elle joue, en réalité, un rôle de régulateur très général, vraisemblablement en agissant sur les transports d'ions (calcium) qui se produisent au travers des membranes cellulaires au moment des sécrétions soit d'hormones, soit de neuro-transmetteurs.

Tous ces peptides, chargés des régulations fondamentales, ne sont actifs que très brièvement avant d'être détruits par des enzymes circulantes. C'est pourquoi ils sont libérés à proximité des cellules qu'ils influencent. Et c'est pourquoi aussi se déplace une véritable effervescence chez les pharmacologues, qui, en manipulant leur formule chimique, cherchent à exalter leur action tout en les rendant inaccessibles à ces dégradations enzymatiques.

Pour les différencier des hormones, qui leur ressemblent diamétralement mais circulent longtemps dans le sang sans être dégradées et peuvent donc agir à distance, le professeur Guillemain a proposé au congrès de nommer ces peptides des cybernines.

Mais il est frappant de constater que la définition de ce terme correspond également à toute la famille des neuro-transmetteurs, qui sont le support des transmissions nerveuses et sont libérés au niveau des connexions entre les cellules cérébrales.

Le fait que les peptides hypothalamiques modifient le comportement ainsi que les effets de substances telles que la morphine, la strychnine ou les barbituriques, et paraissent sécrétées en réalité un peu partout dans le système nerveux central, montre, s'il en

était besoin, le rôle majeur que jouent dans les années à venir les études à leur sujet, et cela pour la compréhension des maladies nerveuses et mentales, et pas seulement des déséquilibres hormonaux.

La découverte récente des peptides, dont l'action est proche de celle de la morphine (endorphines ou enéphalines), sécrétées par les cellules nerveuses, mais n'agissant pas par l'intermédiaire de l'hypophyse, incite à penser, a dit notamment le professeur Guillemain, que « l'équilibre entre ces peptides serait à la base de la normalité du comportement (1) ».

Il provient, tout en effet, d'une même protéine (ou bêta-lipotrophine) isolée dès 1964 dans l'hypophyse et qui n'a pas elle-même d'activité biologique.

Un autre peptide (nommé substance P) récemment isolé semble responsable de la transmission de la douleur; un antagoniste des endorphines; un anasthésique (anesthésique) régule la tension artérielle et le métabolisme du sucre.

Enfin, on a découvert de croissance, découvert tout dernièrement dans le cerveau et dans l'hypophyse possède l'extraordinaire capacité de stimuler la croissance de tous les tissus isolés: il régénère complètement la patte amputée des amphibiens; il active aussi les cultures cellulaires et la prolifération cancéreuse.

L'aube d'une révolution

Le dosage de tous ces facteurs (que permettent les méthodes modernes, remarquablement précises, de radio-immunologie) constitue une voie d'approche entièrement nouvelle et prometteuse pour l'étude des maladies mentales et nerveuses, qui, pour l'instant, « ignorent totalement leur existence » (professeur Guillemain).

Des recherches sont en cours également, comme l'ont montré les équipes québécoises du laboratoire d'endocrinologie moléculaire de Laval, pour préciser le méca-

nisme d'action de ces peptides au niveau de leurs cibles: identification des récepteurs spécifiques de membranes cellulaires sur lesquels ils se fixent, élucidation des processus chimiques ainsi déclenchés au sein des cellules par l'intermédiaire du « médiateur » universel qu'est l'A.M.P. cyclique (le Monde du 5 mai 1971).

Ainsi le concept de neurosécrétion se traduit-il peu à peu en termes biochimiques précis, impliquant tous les développements pharmacologiques que l'on devine, par la manipulation des formules, des structures, des mécanismes ainsi étudiés. Une ère nouvelle s'ouvre dès lors pour les médicaments non plus artificiels mais naturels, non plus découverts au hasard de l'empirisme ou de la chance, mais selon les lois du fonctionnement normal de l'organisme.

Par-delà ces perspectives thérapeutiques et les premières applications cliniques commentées (pour l'hormone de croissance) par les équipes canadiennes, françaises et belges, par-delà les perplexités sémiotiques que suggèrent les termes d'hormones, de neurohormones, de cybernines, de neuro-transmetteurs, de médiateurs ou de neurophysines, traduisant vraisemblablement tous les aspects divers d'une même fonction, c'est à un événement exceptionnel dans l'histoire des sciences qu'appartient la participation du congrès de médecine.

Cet événement, c'est la naissance d'un système explicatif unique, cohérent, autorisant la synthèse de notions incommensurables et disparates, trouvant sa source au plus lointain de la phylogénèse, et dont les médecins présents étaient tous conscients qu'il constitue pour la connaissance, pour la clinique et pour la thérapeutique les fondements d'une véritable révolution.

(1) Le Monde des 8 février 1974, 27 octobre 1976, 7 février et 7 septembre 1977 a traité des perspectives ouvertes par ces recherches en plein développement pour le traitement de la douleur physique ou mentale, les toxicomanies, les schizophrénies et les psychoses dépressives.

QUAND LES FEMMES DEVIENNENT CHAUVES

Un phénomène dont la fréquence et la gravité ne cessent de croître préoccupent sérieusement les dermatologistes. Il s'agit de l'alopecie féminine (ou perte des cheveux), voire de la calvitie qu'elle peut entraîner, et pour lesquelles une cliente de dermatologue sur cinq vient aujourd'hui consulter.

Il y a une quinzaine d'années, lorsque l'augmentation des alopecies féminines commençait à devenir sensible, il paraissait tentant de l'attribuer au mode de vie « masculin » de la nouvelle génération de femmes au travail. C'est-à-dire au surmenage, à l'anxiété, aux sollicitations incessantes que subissent les habitantes des villes en raison du rythme de vie qui est le leur.

Les travaux conduits depuis ces dernières années ont permis d'éclaircir et finalement de rejeter, pour une part, ces hypothèses.

Un « terrain prédisposé »

Toutes les femmes (pas plus que les hommes) ne deviennent pas chauves. La notion d'un « terrain prédisposé » héréditaire, d'une fragilité hormonale particulière, paraît donc s'affirmer. Et la rôle important que joue le déséquilibre neuro-végétatif s'expliquerait par les perturbations hormonales qu'il peut entraîner.

Les études anciennes (Dr Sidé ou récentes (Dr Chert-Chelch - Dr Hincly) mettent en évidence une cause hormonale précise dans un tiers des cas, les conséquences d'une cure d'hormones dans un cas sur dix, et un déséquilibre neuro-végétatif chez près de la moitié des femmes qui viennent consulter.

La nature exacte de ces perturbations hormonales est mal précisée; en effet, chez l'homme, c'est l'hormone mâle (ou androgène) qui est le facteur déterminant de l'alopecie et de la séborrhée (cheveux gras) qui la provoque.

Des raisons mystérieuses

Pour des raisons encore mystérieuses, la testostérone fait tomber les cheveux, mais stimule la pousse des poils partout ailleurs sur le corps. Les surrénales, les ovaires, sécrétant de petites quantités d'androgènes, et l'influence massive du système hormonal sur la chevelure est évidente lorsque l'on considère les liens étroits entre les poussées de séborrhée, la perte de cheveux et les épisodes de la vie génitale féminine.

C'est à la puberté que se déclenche ce trouble, que réduit considérablement la grossesse, qui s'aggrave à la ménopause et qui se voit activée par l'administration d'hormones mâles.

Mais les travaux qui se sont accumulés ces dernières années incitent à la mise en cause d'un autre facteur de calvitie, étranger à la physiologie hormonale, et qui est, celui-là, mécanique.

Il s'agit des shampoings modernes, tous fabriqués à base de détergents synthétiques, les alkylsulfates et les alkyléthersulfates. Moussant facilement, laissant les cheveux souples et non rêches à la façon des savons liquides d'avant guerre, dépourvus d'effets irritants apparents, ces shampoings, apparus à la fin des années 40, ont conquis tout le marché occidental (1).

Or un certain nombre d'épreuves cliniques incitent les dermatologistes à soupçonner leur action nocive sur la séborrhée. Ces soupçons semblent se confirmer amplement par les expériences conduites chez l'animal, notamment par le docteur Hincly (Paris).

Les shampoings coupables

Appliquant régulièrement sur le dos de lapins pour moitié un shampoing du commerce spé-

cialement conçu, prétendait le fabricant, « pour éviter et traiter les états séborrhéiques du cuir chevelu » et pour l'autre moitié une décoction d'extraits secs de bois de Panama, l'équipe du docteur Hincly a constaté au bout de trois mois une excellente tolérance pour le produit au bois de Panama et une réaction de vive irritation avec augmentation des glandes sébacées (grasses) accolées aux poils pour le prétendu shampoing traitant. Les lésions apparurent dès la première semaine de l'application de ce shampoing.

Des tests cliniques ont alors été conduits chez cent personnes (quatre-vingt-douze femmes et huit hommes) souffrant toutes de séborrhée et d'alopecie. Quarante-quatre de ces patients avaient suivi, parfois de manière prolongée, des traitements gynécologiques divers, accompagnés de l'utilisation de shampoings pour bêtes ou de shampoings divers dits anti-séborrhéiques et anti-pelliculaires. Aucun n'avait observé la moindre amélioration.

Tous les malades furent soumis à un traitement de base unique et identique, à savoir l'utilisation exclusive pour le lavage des cheveux de préparation à base de bois de Panama (qui substitue aux alcools gras sulfonés des shampoings classiques).

DU SAVON DE MARSEILLE AU JAUNE D'ŒUF...

— Décoction de bois de Panama: 30 grammes par litre; faire bouillir dix minutes; passer la solution.

— Deux jaunes d'œuf avec 2 cuillères à soupe de rhum dans un peu d'eau chaude.

— Savon de Marseille fondu, Rinsage à l'eau vinaigrée.

siècles de simples saponines végétales). Un mélange de jaune d'œuf et de rhum ou le simple savon de Marseille étaient autorisés à titre de substitut.

Après un an, 87 % des patients ont vu leur séborrhée nettement améliorée, voire (dans un tiers des cas) supprimée. Chez 55 % d'entre eux, l'amélioration de l'aspect de la chevelure a été importante et la chute des cheveux s'est interrompue. Les malades qui, après ce traitement, réutilisent les shampoings classiques, même épisodiquement, ont souffert d'une rechute très rapide.

Le retour au bois de Panama

Il apparaît donc que la suppression absolue de tous les shampoings détergents (y compris ceux qui sont présentés comme dotés de vertus anti-séborrhéiques ou anti-pelliculaires) est un préalable à toute entreprise de traitement de l'alopecie séborrhéique.

Les autres mesures d'ordre général viendront le cas échéant s'ajouter à cette prescription de base. Il s'agit essentiellement de thérapeutiques vitaminées (vitamine B5, H et E) ou d'ordonnances diverses tenant compte de l'état local et de la situation particulière (hormonale) des patientes.

Si l'alopecie séborrhéique est une manifestation à commande héréditaire et à mécanisme hormonal, ses conséquences, allant jusqu'à la calvitie, sont donc considérablement aggravées par des facteurs locaux.

Et le véritable responsable de la montée spectaculaire des calvities féminines observée depuis trente ans paraît bien être la mise au point de ces shampoings et non les stress de la vie moderne.

Dr E.-L.

(1) Les shampoings pour bébé contiennent aussi des détergents, à moindre concentration, et ils doivent être formellement interdits aux femmes atteintes de séborrhée et d'alopecie.

Le Monde de l'éducation

NUMÉRO DE SEPTEMBRE

RÉFORME HABY :

Ce qui change à la rentrée

FRANÇAIS AU BAC :

La liste complète des sujets de 1977

Le n° 1 S.F.

EN VENTE PARTOUT

5, rue des Filles, 75007 PARIS

Cedex 10

SEUIL

L'angoisse fait vendre...

HENRI PRADAL

Le marché de l'angoisse

Par l'auteur du Guide des médicaments. 192 pages 35 F

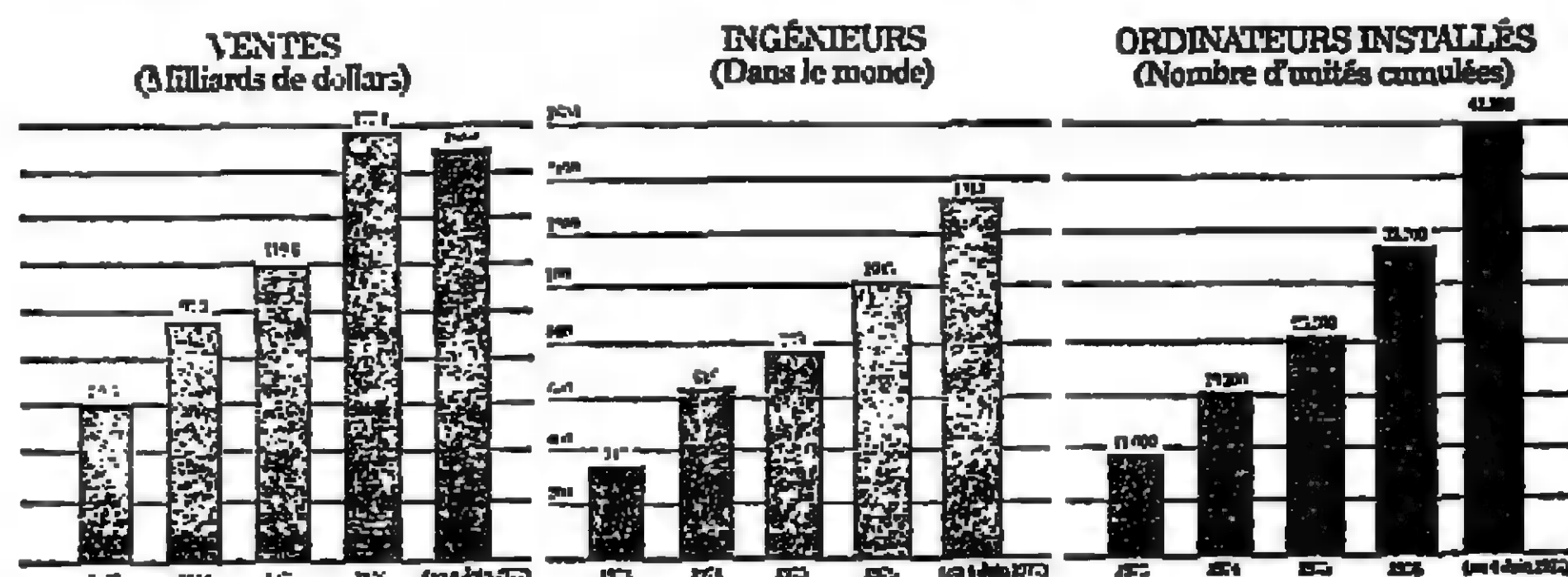
سكربتات الحاصل

Data General

6 raisons pour faire un achat anti-spontané.

Raison n° 1

Data General est l'un des constructeurs d'ordinateurs qui a le taux de développement le plus rapide, et la rentabilité la plus élevée. Plus de 42.000 systèmes dans 33 pays. En 1977, 168,5 millions de dollars pour 9 mois d'exercice. N° 3 dans l'installation de systèmes. En 1976, nous avons augmenté nos capacités de production de 80% et notre personnel de 76%.



Raison n° 2

Nous consacrons à la recherche et au développement, une part de nos revenus plus importante que n'importe quelle autre société. Résultat? Un nouveau produit à technologie avancée toutes les 3 semaines.

Raison n° 3

Nous avons été les premiers à concevoir et construire un ordinateur 16 bits sur un chip. Les premiers à fournir aux gestionnaires un COBOL ANSP74 de haut niveau. Tout en augmentant les performances et diminuant les coûts.

Raison n° 4

Nous sommes les seuls à fabriquer et à vendre une gamme de produits compatibles aussi vaste. Tout, des chips microNOVA aux ordinateurs NOVA 16 bits, en passant par les grands systèmes ECLIPSE. Bénéficiant tous du support Data General dans le monde entier.

Raison n° 5

Nous vous offrons des systèmes qui accompagnent votre croissance, qui vous informent immédiatement pour prendre vos décisions journalières plus vite et avec plus d'efficacité, enfin des systèmes qui, nous le croyons fermement, offrent le meilleur rapport prix/performance.

Raison n° 6

Vous devez de connaître aussi bien la société que l'ordinateur que vous achetez. Dans le monde entier, des dirigeants avisés ont lu notre Rapport Annuel. Ils ont été impressionnés, aussi bien par notre société que par les services que peuvent leur apporter nos produits.

Pour recevoir notre Rapport Annuel et notre brochure "Data General fait la différence", envoyez le coupon ci-joint ou, plus simplement, votre carte de visite.

Data General France, BP 78 - La Boursidière - 92380 Le Plessis-Robinson ou 105-107 rue de Créqui - 69006 Lyon.

Envoyez-moi votre Rapport Annuel et la brochure "Data General fait la différence".

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____ Tél. _____

Data General

SICOB Stand 3605. Niveau 3. Zone F

COLLOQUES ET CONGRÈS

La recherche sur le cancer : une guerre d'usure

Un certain malaise existe dans les milieux responsables de la recherche sur le cancer dans tous les grands pays. En effet, le public, les gouvernements et les chercheurs eux-mêmes espèrent depuis plusieurs années qu'une découverte décisive interviendrait, laquelle permettrait tout à la fois de comprendre le phénomène cancer, de le guérir, puis, très vite, de le prévenir. Or c'est une guerre d'usure

qui prévaut contre cette maladie, chaque mètre de terrain gagné étant le fruit d'efforts importants, humains et financiers.

La réunion de l'Association européenne de recherche sur le cancer, qui s'est tenue récemment à Lyon, a permis de faire le point dans certains domaines et de mesurer l'importance de l'approche multidisciplinaire dans la lutte contre cette maladie.

par le docteur
GUY BLAUDIN DE THÉ (*)

au Vietnam, en Thaïlande, en Malaisie, etc. Le taux d'anticorps contre ce virus permet d'établir un pronostic pour ces malades et devrait faciliter la détection de la masse avant l'apparition du cancer.

Les cancers sont, pour 80 à 90 %, liés, directement ou indirectement, à l'environnement et sont théoriquement évitables, nous a dit le docteur Higginson, directeur du CIIRC, qui a été un des premiers cancérologues à insister sur l'urgence des recherches analytiques pour connaître les risques cancérogènes prévisibles liés à l'environnement. Trop souvent, on voit l'effet nocif *a posteriori*, tels les cancers liés à l'amiante ou au polychlorure de vinyle. Il est nécessaire de surveiller notre environnement et de mettre en place un système d'alerte qui puisse prévenir et non pas constater les effets cancérogènes. Notre environnement est lié, d'une part, à notre type de société et à ses pollutions multiples de l'eau, de l'air, de la nourriture, et, d'autre part, à notre mode de vie personnel : l'abus de tabac, d'alcool et une mauvaise hygiène alimentaire (trop de graisses d'origine ani-

male et manque de fibres) seraient responsables de 30 % des cancers chez la femme et de 45 % chez l'homme. Si l'on ajoute l'effet du soleil pour les cancers de la peau et de l'hygiène sexuelle pour les cancers génitaux, on voit que la prévention, au niveau individuel, est potentiellement très importante.

Le besoin de mesurer le « risque chimique » dans notre environnement est souligné par tous les responsables de la santé publique, et la notion d'« équivalent-rad » (1), qu'a présentée le docteur Latarjet, de l'Institut du radium, pourrait devenir cette unité de mesure. Les cancérogènes chimiques ont des propriétés voisines des radiations sur les cellules, que l'on peut mesurer, et le docteur Latarjet peut donner des « équivalents-rad » pour certains polluants atmosphériques ou pour la fumée de cigarette : c'est ainsi qu'il a calculé qu'un paquet de cigarettes par jour équivaut « à 3 500 millirads par an », soit vingt fois la dose acceptable. Cette notion et ses applications législatives seront développées au cours d'un prochain colloque, organisé conjointement au début de décembre, par l'INSERM et le CIIRC, sur « Les risques cancérogènes et la stratégie d'intervention ».

(*) Centre international de recherche sur le cancer.

(1) Le rad est une unité de dose de radiations.

A Marseille

Le nouveau visage des maladies respiratoires

Plus de quatre cents médecins français et étrangers ont participé du 15 au 17 septembre, à Marseille, aux travaux du dix-huitième Congrès national des maladies respiratoires et de la tuberculose.

« Si la tuberculose existe encore (22 339 cas nouveaux en France en 1975) et mérite notre vigilance, a précisé le professeur Charpin (Marseille), elle ne représente plus que 2 263 des 60 000 décès annuels dus aux maladies respiratoires. En revanche, les tumeurs malignes provoquent un tiers des décès, et les maladies respiratoires non tuberculeuses (asthme, bronchite chronique, etc.) causées par le tabagisme, les conditions de vie, la pollution atmosphérique, les facteurs climatiques et génétiques (terrain et antécédents) sont responsables de 37 585 des 60 000 décès enregistrés en 1976 en France. Ce qui a permis au professeur Charpin d'affirmer que « les bronchites chroniques ont pris — dans les préoccupations du pneumologue — la succession de la tuberculose. Comme la tuberculose autrefois, les bronchites chroniques frappent avec prédilection les classes défavorisées. Elles s'attaquent aux travailleurs de la métallurgie, aux mineurs, aux dockers et — favorisées par la précarité des conditions de vie — aux travailleurs immigrés. »

Leur traitement est difficile, dit encore le professeur Charpin, plus que ne l'était celui de la tuberculose, car ces affections prennent des formes multiples : cancers primitifs ou secondaires, infections, allergies graves, insuffisances respiratoires, et font de la pneumologie « une spécialité nouvelle » qui nécessite des connaissances solides en physiopathologie, immunologie, immunologie, endocrinologie, radiologie. »

Le congrès de Marseille aura été l'occasion de réviser le caractère spécifique d'indicateur social, professionnel et écologique.

de ces maladies respiratoires. Leur évolution et leur multiplication reflètent l'impact du milieu de travail sur la santé.

Dans l'inventaire des agents cancérogènes bronchiques, les virus arrivent loin derrière les facteurs aggravants que sont les règles de vie transgressées (tabagisme) ou les conditions de vie imposées (pollution du milieu de travail ou du lieu de résidence : vie urbaine, pollution ménagère par les aérosols, conditions climatiques, etc.).

La mortalité par tumeurs malignes de l'appareil respiratoire s'est accrue de 31,8 % entre 1968 et 1976, passant de 19 339 à 25 208 ; mortalité qui — chez l'homme — a presque triplé en vingt ans. Le responsable numéro un a été dénommé comme étant le tabac. Des relations sont nettement établies entre quantités consommées et taux de mortalité (docteur Flaminiau, Paris). L'agression est telle qu'un fumeur repend qui cesse d'inhaler son poison quotidien court, quinze ans après sa décision, deux fois plus de risques de mourir d'un cancer du poulmon qu'un non-fumeur de même tranche d'âge. Responsable principal, le tabagisme potentialise les effets des cancérogènes que constitue, selon les professeurs Chénou et R. Massé, l'inhalation des divers aérosols chimiques (métaux sous forme de sulfates, chlorures, oxydes, poussières, résidus d'hydrocarbures).

Si les résultats de la chirurgie présentés par le docteur H. Le Brégand permettent un espoir de guérison dans 40 % des cas, plusieurs intervenants ont constaté leurs rapports aux résultats obtenus par la chimiothérapie, la vaccination et l'immunothérapie.

5 milliards de francs

Les maladies respiratoires coûtent très cher à la collectivité. La perte liée aux arrêts de travail représente quarante et une mille journées par an, et exige la dépense de 5 milliards de francs. L'évolution de la pathologie respiratoire, avec l'accroissement spectaculaire et inquiétant des bronchites chroniques, qui atteignent deux millions deux cent mille personnes en France (1), soulève la question de la réorientation des moyens matériels et humains traditionnellement voués à la lutte antituberculeuse (dispensaires, notamment). Ainsi que l'a exposé le professeur F. Denolx, directeur général de la santé, la prévention doit mériter une attention nouvelle, d'où la nécessité d'une information du public dans laquelle médecins de famille, du travail, d'hygiène sociale ont un rôle prépondérant à jouer.

JEAN CONTRUCCI

(1) Nombre annuel s'ajoutant six cent mille asthmatiques.

(PUBLICITE)

ERGONOMIE

Etude des accidents de travail
Amélioration des conditions de travail
STAGE à l'intention des techniciens, ingénieurs, responsables du personnel, transporteurs sociaux, médecins du travail.
Du 17 au 23 octobre 1977 (40 heures d'enseignement).
Inscriptions : Université de Paris-VIII, Sec de la Formation Permanente, Route de Taverny, 93711 PARIS CEDEX 12.
Tél. : 374-12-50, poste 338 et 374-22-26.

(PUBLICITE)

NOËL EN INDE

voyage accompagné par une conférencière

du 17 décembre 1977 au 2 janvier 1978

Renseignements :
Association Française des Amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna
75116 PARIS - Tél. : 723-64-85.

Permanence du lundi au vendredi, de 14 h. 30 à 18 h. 30.
Le samedi de 10 h. à 12 h.

L.C. 242 A.

هكذا من الأصل

LES NOUVEAUTÉS AUX ÉDITIONS SOCIALES

Hors collection

- Entretien de Louisette Blanquart avec P. Boccara, Ph. Herzog, A. le Pors et C. Quin**
B. di Crescenzo et J. Giard
René Merle
J. Dumont et J. Latouche
Palmiro Togliatti
Jean Jaurès
Jean Baudry
Jean Girault
Marcel Caillé
- Changer l'économie, 3 clefs et un calendrier**
1 vol. 20 F.
- Les cadres aussi... Face à la crise, mais aussi aux perspectives démocratiques, les cadres.**
1 vol. 39 F.
- Culture occitane "per avançar"**
Un peuple témoin d'une culture vivante, partie intégrante du patrimoine national.
1 vol. 45 F.
- L'hospitalisation malade du profit**
1 vol. 29 F.
- Sur Gramsci**
1 vol. 50 F.
- L'armée nouvelle**
Préface de Louis Baillet.
1 vol. 45 F.
- 1848 et la 2^e République**
1 vol. 40 F.
- Sur l'implantation du parti communiste français dans l'entre-deux guerres**
1 vol. 55 F.
- Les truands du patronat**
Préface de Georges Séguin.
65^e mille.
1 vol. 36 F.

Collection "Notre Temps"

- Jean Marnane
Mireille Bertrand et Collectif
Gustave Ansart
J.P. Lizio
J. Fabre, F. Hinccker et L. Sève
- L'armée de la France démocratique**
1 vol. 20 F.
- Prendre soin de la santé**
Propositions du Parti communiste français.
1 vol. 13 F.
- De l'usine à l'Assemblée Nationale**
1 vol. 20 F.
- La mafia du médicament**
1 vol. 20 F.
- Les communistes et l'Etat**
50^e mille. 1 vol. 20 F.

Collection "Travaux du C.E.R.M."

- E. Balibar, G. Besse, J.P. Cotten, P. Jaegle, G. Labica et J. Texier
- Sur la dialectique**
1 vol. 50 F.

Collection "Ouvertures"

- Jour Lotman
- Esthétique et sémiotique du cinéma**
1 vol. 40 F.

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

CULTURE

Le «Petit Robert» a dix ans

LES RAISONS D'UN SUCCÈS

(Suite de la première page.)
Celui-ci approche des quatre-vingt mille exemplaires vendus, et la progression des ventes continuera à peu près régulièrement pendant cent cinquante mille par an. Au total, c'est un million et demi de «Petit Robert» qui ont ainsi pris place sur le marché, dont près du quart à l'exportation.
Il est certain que ce grand et rapide succès doit beaucoup à l'attente du marché : en nombre (accroissement de la population scolaire et jeune), et surtout en qualité, puisque Larousse pouvait lancer, à peu près en même temps que le Robert en un volume, le «Dictionnaire du français contemporain» qui lui aussi apportait à la lexicographie du français quelque chose de neuf et d'intelligent.
Mais la rédaction d'un dictionnaire de format moyen, quel que soit par la suite son destin commercial, est d'abord une entreprise artisanale, menée par une équipe restreinte et homogène. Elle suppose à la fois des compétences précises et une connaissance intuitive de la langue décrite. C'est cette connaissance qui, rencontrant celle des lecteurs et s'accordant à elle, définit un dictionnaire beaucoup plus que le nombre des mots recensés ou l'abondance des illustrations. C'est elle qui, en définitive, lui assure un public.
Les résultats de dix ans ont montré que l'équipe de rédaction du «Robert» en un volume possédait au plus haut degré ces qualités. Son animateur, M. Alain Rey, est, en même temps qu'un praticien du dictionnaire, un linguiste et un lexicographe de réputation internationale (I). Mme Josette Rey-Debove est, elle aussi, connue par un travail théorique important, l'«Etude linguistique et sémantique des dictionnaires français» (Mouton, 1971) ; leur collaborateur le plus proche, M. Henri Cottet, est un lexicographe chevronné. Le public lui du moins l'utilisateur assidu du dictionnaire, qui en est le meilleur agent de vente) devine un peu confusément, der-

rière les apparences neutres du dictionnaire l'ordre identique, nomenclature de même importance, des descriptions fort différentes (et personnalisées) de la langue et donc de la réalité sociale.

Il suffit pour s'en convaincre de comparer, dans les trois ou quatre dictionnaires en un volume les plus usuels, les définitions données à des mots formant un groupe sémantique, ainsi : «féminisme», «viol», «machisme», «sexisme», «phallocratie».

En quoi la nouvelle édition du Robert (la seconde en dix ans) est-elle beaucoup plus qu'une simple «mise à jour» annuelle ? D'abord par un accroissement très sensible du nombre de mots recensés : près de cinq mille, à la fois par un apport externe (nouvelles du vocabulaire scientifique et technique) et interne : mots très familiers ou tabous jusqu'ici non acceptés, mots de Belgique et du Canada, etc.

Ensuite, par une refonte d'ensemble de bon nombre d'articles et l'apport de plus de quinze mille citations, venues (c'est une innovation) pour une bonne part du dépouillement des journaux. Enfin, par l'extension du nombre des emplois ou des formes mentionnés, et par l'amélioration constante des notices étymologiques et historiques. Le spécialiste notera en particulier le recul de nombreuses «dérivations», rendu possible par le dépouillement systématique de revues scientifiques du siècle dernier.

JACQUES CELLARD.

* Le «Petit Robert», dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, par Alain Rey, sous la direction de J. Rey et J. Rey-Debove, 2 172 p., Société du Nouveau Littéraire, 158 F.

(1) Alain Rey, docteur en lettres, chargé de cours (sémantique) à Paris-III, a notamment publié, aux Editions Klincksieck, la *Lexicologie* (1 vol., 323 p., 1970) ; *Théorie du signe et du sens* (vol. 1, 299 p., 1973 ; vol. 2, 408 p., 1976) ; chez Gallimard, *l'Étymologie et les mots* (1971) ; et très récemment chez Armand Colin, *Le Lexique : images et modèles, du dictionnaire à la lexicologie* (301 p., 1977).

Jusqu'à fin janvier 1978, grande exposition - vente des milliers de **TAPIS D'ORIENT** d'origine, noués main, parmi les plus beaux, à des prix particulièrement intéressants

AUX ENTREPOTS Atighetchi

1, rue Yves-Toudie (place République) 208.89.90 du lundi au samedi - 9 à 12 h et 13 à 18 h 30

CREDIT GRATUIT* pour achat minimum 3.000 F : 30% comptant, le solde sur 6 mois maximum *après acceptation du dossier

éditions sociales

orthovert
n'hésitez plus sur l'orthographe!

315^e MILLE.

UN VOLUME 638 PAGES 89 FRANCS

pour la première fois 3 livres en un seul !
mieux qu'un dictionnaire

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

NOUVEAUX VENUS AU «PETIT LAROUSSE»

Raymond Barre et Jimmy Carter

Si les télespectateurs américains n'ont pas assisté cette semaine à un face-à-face Raymond Barre-Jimmy Carter, ces deux nouveaux venus au Petit Larousse 1976 y sont désormais en voisinage permanent : à une lettre d'écart dans l'ordre alphabétique (en réalité une cinquantaine de pages). Ils se retrouvent en compagnie des hommes politiques qui font parler d'eux : James Callaghan, Jean-Claude Duvalier, Rambo Ennes, Huo Kuo-feng, Samphan Khieu, René Lévesque, Moisés Simons Machel, Agostinho Neto, Itzhak Rabin, Mario Soares, et le général Al-Husayn et le petit Baath pour la Syrie. Il y a aussi, en dépit de leurs dissidences, les partis frères : saluez la mutation d'un substantif en adjectif. De quel clavier la lecture des journaux et les conversations courantes. Un dictionnaire mis à jour n'est-il pas le langage miroir de l'actualité, de l'histoire en train de se faire, des mœurs, des sciences et des arts en mouvement, de l'accès à la notoriété de maints personnages ?

L'évolution de la langue procède à la fois de la culture savante et de la vulgarité. Exemples : on accuse la société son laxisme (laissez-aller moral) de contribuer à marginaliser les individus sous la dépendance de l'herbe, voire à motiver les dragageurs, tandis qu'indifférents aux pictogrammes de la rue réfugiés dans un abri, d'autres ne sont pas fous de profiter d'un créneau dans leur emploi du temps pour lire un poche. M. Larousse s'est enrichi de 123 mots, 57 acceptions, 50 expressions, 39 noms propres. Maintenant les pures pas trop déshumanisés pourront plastifier leurs parquets, s'offrir une yaourtière, jouer au joto, et, au volant, éviter de se faire prendre en sandwich. Avec ou sans l'aide d'un grouillot, M. Pangel aura le droit de réunir une discographie et les cartophiles d'adopter une thématique. Une civilisation démentielle, besoin d'antibruit, quand elle ne pousse pas par réaction les contestataires à trouver refuge dans un ashram. Autre phénomène révélateur : on ose appeler un chat un chat, et par leur nom un diaphragme (contraceptif), une serviette ou un tampon hygiéniques et localiser les zones érogées. Il est vrai que les Larousse des années précédentes avaient été plus audacieux encore.

On vous fait grâce des nouveautés techniques et des noms de leurs géniteurs. Les mathématiciens pourtant ont le pari trop belle pour être passés sous silence : les Henri Cartan, Paul Joseph Cohen, Laurent Schwartz, Jean-Pierre Serre, Stephen Smale, méritent cet honneur. Et ceux qui luttent contre la déprime et autres affections mentales : le grand Bruno Bettelheim, Erich Fromm, Donald Winnicott.

Les écrivains, naguère moins bien traités, reviennent en force. On en dénombre vingt-cinq, sans compter les philosophes, comme Gilles Deleuze ou Paul Ricœur. Qu'ils nous pardonnent de n'être pas tous cités. Tout de même, voici René-Guy Cadou, René Daumal, Michel de Ghelderode, Lawrence Durrell, Malraux, Lowry, Ossip Mandelstam, Vladimir Nabokov, André Nin, George Orwell, Leonardo Soler, Philippe Sollers. Ajoutons-y un hommage à Jarry, avec l'épithète abusive.

Pour leur part, les arts plastiques sont mal servis, sans doute parce que les «somnams» émergent plus, même au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, qui ne pouvait être omis, lui. Pas un seul nom, sauf, mais ce sont des dessinateurs, ceux de Crumb et de Topor, et celui, mais c'est un historien de l'art, de P. P. K. La photo, en revanche, bénéficie d'une sorte de réhabilitation, avec Algis, Bresson, Kertész... et avec le terme technique d'inversion, qui n'a rien à voir avec l'uranisme, lorsque s'assument les mâles atteints de transsexualisme.

Place au cinéma, à Robert Altman, Kubrick, Oshima (sans omettre l'Empire des Sens), Arthur Penn, Sydney Pollack et l'indien Satyajit Ray. Quant aux étoiles de la danse, Bortoluzzi, Makarova, Nourelov, Pilsetskale, elles montent sur le firmament lexical. Le jazz, à ne pas confondre avec la folie, est représenté par des idoles terribles : Billie Holiday, Ella Fitzgerald, Prez Young. Marque Elvis Presley, défilé trop tard pour la mise en pages.

Mais le sport ? Personne, même chez les pongistes. Personne, à part le skipper Eric Tabarly. On n'a pas tous les ans un Eddy Merckx à se mettre sous la dent.

JEAN-MARIE DUNOYER.
* Tous les ajouts du Larousse sont en italique.

VIENT DE PARAITRE

LA NOUVELLE RAY-BAN

AVEC VERRES
AVANT OU APRÈS
SANS ENTOURAGE

J.P. Coffignon OPTICIEN
81, Bd. MALESHERBES 75008 PARIS

Préparation d'été ou annuelle
entrée 1^{re} ou 2^e année

SC.PO

sur place (3 centres à Paris)
ou par correspondance

CEPES Groupement libre de professeurs
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Haillvy
722.94.94 ou 745.03.10

UNIQUE ! VOITURES CD-TT non exportées

TOUTES MARQUES de 0 à 10000 km

RENAULT CITROEN SIMCA-CHRYSLER PEUGEOT et étrangères

GRAND CHOIX DE COULEURS

SEDAX 3 bis, Rue SCHEFFER 75016 PARIS T. 1 553 23 51 Metro. TROCADERO.

Parce qu'el
les Peugeot
des éconon

Nouvelle garantie
222 - Kilométrage
Pièces main-d'œuvre, dépannage.

Liberté du choix Peugeot
Liberté de la forme de la machine
Liberté de la couleur
Liberté de la puissance
Liberté de la vitesse
Liberté de la consommation
Liberté de la maintenance
Liberté de la sécurité
Liberté de la tranquillité
Liberté de la sérénité
Liberté de la joie
Liberté de la vie

Peugeot sont compétitifs

Berline 604 SL
Berline 504 L 10 CV
Berline 604 T

Les Diesel Peugeot. Toute

Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel
Peugeot Diesel

3000 concession
vous font bénéf

سكوا من الأمل

Parce qu'elles sont robustes les Peugeot vous font faire des économies intelligentes.

Nouvelle garantie Peugeot un an - Kilométrage illimité.

(Pièces, main-d'œuvre, dépannage, remorquage.)

C'est nouveau, depuis le 1^{er} septembre, les acheteurs d'une Peugeot année modèle 78 seront les premiers à profiter de cette nouvelle garantie et des avantages qui s'y rattachent.

En effet, Peugeot garantit votre voiture, pièces et main-d'œuvre, sans limitation de kilométrage, pendant un an à compter du jour de sa première mise en circulation effective.

Les incidents entrant dans le cadre de la garantie sont couverts de la manière suivante :

① Échange des pièces reconnues défectueuses ou leur remise en état dans l'un des

ateliers du réseau Peugeot.

② Gratuité des frais de main-d'œuvre.

③ Remboursement des frais de dépannage ou de remorquage jusqu'au concessionnaire ou agent Peugeot le plus proche, que l'incident survienne en France, ou en Allemagne Fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse.

Il y a plus de 3 000 panon-
ceaux Peugeot en France.

Il y a donc toujours un point de service Peugeot qui applique la garantie près de chez vous.



les Peugeot simplifient leur entretien.

(SUR LES MODÈLES ESSENCE.)

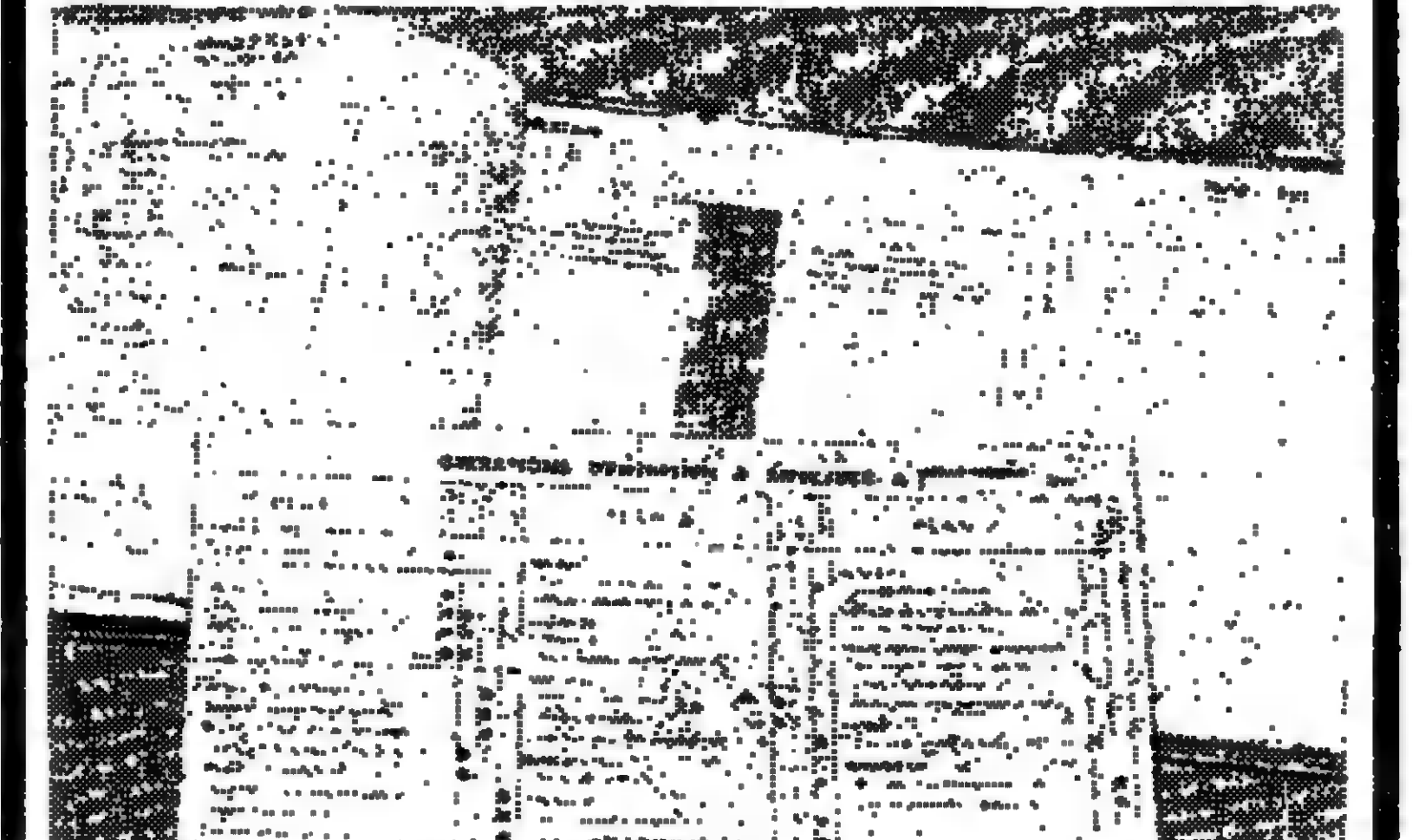
Cet automne, Peugeot vous permet de profiter davantage de votre voiture (modèle essence) en réduisant son temps d'entretien.

① Vidange tous les 7.500 km au lieu de 5.000 km. Economie de temps et 50 % de kilométrage en plus.
② Vérification tous les 15.000 km au lieu de 10.000 km. Là aussi, économie de temps et 50 % de kilométrage en plus. Au total, des économies pour les propriétaires de Peugeot (modèle essence).

③ Nouveau carnet d'entretien. Peugeot remet avec chaque véhicule année-modèle 78 un nouveau carnet d'entretien.

Si vous désirez encore plus d'informations à ce sujet adressez-vous au concessionnaire ou agent Peugeot le plus proche.

Nouveau carnet d'entretien pour juger en toute liberté.



les Peugeot sont compétitives dès l'achat.

Les Peugeot sont robustes, fiables et confortables. Elles sont conçues pour dépenser peu de carburant, et elles sont d'un prix très raisonnable. Voulez-vous des preuves ?

Berline 104 GL 5 CV
5 places, 5 portes, 954 cm³,
44,5 ch/DIN, 135 km/h.
Essence ordinaire. Consom-
mation* : 6,1 - 8,5 l - 8,7 l.
Banquette arrière rabattable.
Ceintures-avant à enrou-
leur.
Capacité de remorquage :
800 kg (1).
Prix (2) : 21.100 F

Consommation* : 6,61-8,91-
9,5 l.
Dossiers avant inclinables.
Ceintures-avant à enrouleur.
Lunette arrière chauffante.
Capacité de remorquage :
1.000 kg (1).
Prix (2) : 24.450 F

Ceintures-avant à enrouleur.
Lunette arrière chauffante.
Capacité de remorquage :
1.300 kg (1).
Prix (2) : 28.800 F

Berline 604 SL 15 CV
Prix (2) : 46.500 F

Berline 604 TI 15 CV
5 places, 4 portes, 2.664 cm³,
144 ch/DIN, 185 km/h.
5 vitesses.
Moteur injection 6 cylin-

dres. Allumage électro-
nique.
Consommation* : 8,51-10,81-
16,8 l.
Direction assistée. Lunette
arrière chauffante.
Lève-vitres électriques.
Ceintures-avant à enrouleur.
Glaces teintées. Condam-
nation centralisée des 4
portes.
Capacité de remorquage :
1.500 kg (1).
Prix (2) : 52.500 F

Berline 304 GL 7 CV
5 places, 4 portes, 1.290 cm³,
65 ch/DIN, 150 km/h.

Berline 504 L 10 CV
5 places, 4 portes, 1.796 cm³,
79 ch/DIN, 154 km/h.
Essence ordinaire. Consom-
mation* : 7,9 l - 10,5 l - 12,8 l.
Dossiers avant inclinables.

Les Peugeot gardent la cote

D'un bout de l'année à l'autre, les Peugeot d'occasion sont toujours appréciées.

Principale raison : tout modèle Peugeot assure par sa robustesse un usage prolongé.

Principale résultante : on revend bien sa Peugeot et plus facilement.

Aujourd'hui ces éléments comptent pour beaucoup dans la décision d'acheter une voiture neuve et constituent pour vous des facteurs complémentaires d'économie.

Les Diesel Peugeot. Toute une gamme pour rouler à tarif réduit.

La rentrée automobile est une période où l'on aime s'informer. Profitez-en pour vous faire présenter la gamme des Diesel Peugeot 78.

Les Peugeot Diesel 78. De grandes routières qui sont aussi de bonnes tractrices.

La gamme 78 comprend six modèles Diesel de 5 à 9 CV : la Berline et le Break 304 5 CV (capacité de remorquage : 700 kg (1)); la Berline et le Break 504 8 CV (capacités respectives de remorquage : 1.200 kg (1) et 1.500 kg (1)); la Berline et la Familiale 504 9 CV (capacités respectives de remorquage : 1.300 kg (1) et 1.500 kg (1)).

Toutes ces grandes routières Diesel ont ceci de particulier qu'elles sont

toutes de très bonnes tractrices. Pourquoi ? Elles ont une bonne endurance en côte et leur grande souplesse permet de changer de vitesse, moins souvent.

Êtes-vous intéressé par le Diesel ?

Souhaitez-vous faire des économies de carburant ? Aimez-vous vous déplacer dans une grande routière à la fois robuste et confortable ? Voulez-vous disposer d'un vaste réseau de spécialistes pour l'entretien de votre véhicule ? Si vous répondez oui à ces 3 questions, le Diesel est fait pour vous et vous devez essayer dès maintenant les 304 ou les 504 Diesel Peugeot. Voici la marche à suivre : Consultez le tableau

ci-contre. Fixez un rendez-vous à votre concessionnaire PEUGEOT en précisant le (ou les) modèle(s) que vous désirez essayer. Il le (les) tiendra à votre disposition.

Le Diesel. Peugeot peut vous en parler. Savez-vous que Peugeot construit des Diesel depuis 18 ans, et qu'il est le seul constructeur français à offrir une telle expérience ? Les chiffres sont éloquentes.

En 1977, pour les 6 premiers mois, plus de 63 % des voitures Diesel vendues en France ont été des Peugeot. L'ensemble du réseau PEUGEOT-FRANCE représente plus de 3.000 spécialistes Diesel, dont un se trouve près de chez vous.

BERLINE 304 GLD	BREAK 304 GLD	BERLINE 504 LD
5 CV, 5 places, 4 portes prix (2) : 28.700 F	5 CV, 5 places, 5 portes prix (2) : 28.750 F	8 CV, 5 places, 4 portes prix (2) : 33.600 F
BERLINE 504 GLD	BREAK 504 LD	FAMILIALE 504 D
9 CV, 5 places, 4 portes prix (2) : 38.250 F	8 CV, 5 places, 5 portes prix (2) : 35.750 F	9 CV, 7 places, 5 portes prix (2) : 40.700 F

* Consommation à vitesse stabilisée : 90 km/h - 120 km/h et en ville (modèles boîte manuelle). (1) Dans la limite du Poids Total Roulant. (2) Prix clés en main au 4.7.77.

3000 concessionnaires et agents Peugeot vous font bénéficier de ces économies.

Peugeot fait confiance à

محرك من الأصيل

JUSTICE

A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Quatre autonomistes corses sont inculpés après un attentat furtif

Gardes à vue depuis le 14 septembre et transférés le 19 septembre à Paris pour être déférés devant la Cour de sûreté de l'État, les quatre autonomistes corses, MM. Jean Nicolai, José Stromboli, Louis Acquaviva et Louis Sarrochi, ont été inculpés par M. Jacques Seguin, juge d'instruction, d'atteinte à l'intégrité du territoire national et d'usage sans autorisation d'une station radio-électrique privée. MM. Nicolai et Acquaviva ont en outre été inculpés de détention et de port d'armes. MM. Nicolai et Stromboli ont été écroués. MM. Acquaviva et Sarrochi ont été remis en liberté et placés sous contrôle judiciaire.

Bien qu'ils aient été interpellés le 14 septembre après la fusillade qui avait eu lieu devant la villa du procureur général de Bastia, ces quatre hommes ne sont pas poursuivis pour l'acte de violence, comme on a pu le croire pendant plusieurs jours (le Monde daté 16, 18 et 19 septembre). Il apparaît aujourd'hui que non seulement il n'y a pas eu d'attentat contre le domicile de M. Alain Bernard, mais encore que la fusillade serait le fait des deux C.R.S. chargés de garder la villa. Il semble, selon les derniers éléments de l'enquête, qu'en attendant un bruit suspect le premier C.R.S. a saisi son pistolet-mitrailleur et a tiré — accidentellement — une rafale. Alerté par ces coups de feu, l'autre gardien, placé de l'autre côté du bâtiment, a, à son tour, tiré un coup de feu. Le premier C.R.S. a été légèrement blessé à une main par une balle, vraisemblablement l'une de celles tirées par son arme. Seules des douilles des armes des deux C.R.S. ont été retrouvées sur les lieux.

Alors que l'on croyait à un attentat, des barrages de police ont été placés sur les routes à proximité de Bastia. C'est lors de ces contrôles que MM. Nicolai, Acquaviva et Stromboli ont été interpellés. Dans leurs véhicules ont été retrouvés un revolver, une publication du F.L.N.C. (Front de libération national corse) et un poste de radio permettant d'écouter les messages des services de police. Mais l'on indique à présent à Bastia que les quatre personnes interpellées n'ont aucun rapport avec la fusillade et que les poursuites engagées à leur encontre viseraient

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

La peine de mort

Comment l'homme qui, en 1974, annonçait publiquement son « aversion profonde » pour la peine de mort en est-il arrivé, pour la troisième fois, à refuser sa grâce à un condamné à mort ? Pourquoi cette nouvelle application de la peine capitale alors que le rapport « Réponse à la violence », présenté récemment par l'actuel ministre de la justice, préconise son abolition ? Ce sont les questions que se pose l'ensemble de la presse après l'exécution, le 10 septembre, à la prison des Baumettes, à Marseille, de Hamida Djandoubi.

André Frossard, dans le Point, demande à M. Alain Peyrefitte « quelques éclaircissements » sur la phrase suivante du garde des sceaux : « Qu'un juge condamne à mort un criminel ou qu'un criminel perpétue son crime est également criminel. » « J'avoue ne pas très bien comprendre », écrit André Frossard. Aucun juge en France ne pourra prononcer une condamnation à mort et, celle-ci n'étant pas même prononcée par le jury, qui se borne à répondre à un questionnaire, seule en l'occurrence la loi est coupable, si culpabilité il y a. La loi, donc le législateur, dans chacun d'eux nous... En attendant que la loi soit changée, si elle doit l'être, il conviendrait par conséquent de n'arrêter personne ou d'arrêter tout le monde, y compris la garde des sceaux.

Le Syndicat de la magistrature interroge le garde des sceaux

Le Syndicat de la magistrature a quitté lundi 19 septembre la séance de la commission permanente d'études, qui réunit au ministère de la justice les services de la chancellerie et les organisations syndicales de magistrats. Refusant de continuer à participer à ces travaux, le Syndicat de la magistrature a précisé, dans un communiqué qu'il ne peut accepter qu'un crédit limité à la prétendue volonté de concertation du garde des sceaux sur les libertés syndicales, au moment même où celui-ci renforce le

contrôle du pouvoir exécutif sur le choix des juges. En effet, le ministre de la justice a exclu deux personnes de la liste des candidats au concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature (le Monde des 8 et 17 septembre 1977). « Il a refusé de révéler les motifs de ces exclusions, se contentant de faire dire que l'appartenance de l'un d'eux au parti socialiste n'était pas la raison retenue. »

Le Syndicat de la magistrature dénonce les contradictions entre les déclarations libérales du ministre de la justice et les nouvelles pratiques répressives qui se développent à la chancellerie. « Le Syndicat de la magistrature », conclut le communiqué, « subordonne sa participation aux travaux de la commission permanente d'études à la réponse du garde des sceaux aux questions suivantes : Quel est le nombre de candidats écrits cette année de la liste d'inscription au concours d'entrée à l'école nationale de la magistrature ? Quel sont les motifs des exclusions de MM. Raoult et Mulsant, alors que ceux-ci avaient été admis à se présenter aux épreuves d'admission ? Quelles sont les directives données par la chancellerie, par les parquets et services chargés de recueillir les renseignements sur les candidats ? Quels sont les renseignements ou les fautes sur lesquels se fondent les décisions du ministre ? »

(On indique à la chancellerie que sur mille sept cent vingt-cinq candidats au concours de l'E.N.M., seuls deux ont été « ajoutés », non pas en raison de leur appartenance politique, « qui ne figure pas au dossier », mais « en raison de leur comportement caractéristique ».)

On précise que les ajournements ont les motifs suivants : pour M. Christian Raoult, le fait d'avoir été condamné à un an de prison pour un délit de violence, le fait d'avoir, en 1974, séquestré le directeur des services juridiques de l'université de Paris, et, en 1976, des reprises, un professeur de l'université de Nanterre ; pour le troisième, le fait d'avoir été condamné pour vol.)

Faits et jugements

Deux incarcérations dans l'affaire des Flanades

Deux personnes ont été placées sous mandat de dépôt, lundi 19 septembre pour avoir utilisé frauduleusement des prêts consentis à un hôtel du centre commercial des Flanades (Val-d'Oise). Une troisième est en fuite. M. Gérard Phuyette, juge d'instruction à Fontainebleau, a fait écrouer à Versailles Mme Jeanne Goble-Bouquet, conseiller juridique, qui fut conseiller municipal (U.D.R.) à Sarcelles de 1959 à 1965 et, à la prison de Fontainebleau, M. René Teboul. Tous deux sont d'anciens porteurs de parts et associés de l'hôtel Viviana, installé aux Flanades. M. Roland Lattrebeu, ancien gérant de cet hôtel, a pris la fuite avant l'arrivée de la police.

Après un contrôle fiscal, en septembre 1976, une enquête de la section financière de la police judiciaire a progressivement établi que la comptabilité de l'hôtel reposait en partie sur de fausses factures et que les devis des travaux, qui n'ont d'ailleurs pas été complètement effectués, avaient été sur-évalués. 2 millions de francs de T.V.A. et 900 000 F de prêts à la construction ont été ainsi manipulés, disparu de la comptabilité de l'hôtel Viviana. Une information avait révélé, au début du mois d'avril (le Monde des 8, 9, 11 et 12 avril), de graves et multiples irrégularités dans l'obtention et l'utilisation des prêts consentis, notamment par une filiale et une sous-filiale de la Caisse des dépôts et consignations, pour la construction et l'installation du vaste centre commercial des Flanades (70 000 mètres carrés).

Les fiches informatiques du parquet de Nanterre

A propos de l'utilisation faite, par le parquet de Nanterre, d'une fiche informatique de renseignements annexée aux dossiers pénaux, utilisation dénoncée dans le Monde, le fait d'avoir été condamné pour vol.)

France (le Monde du 20 septembre 1977). M. Christian Le Guénec, directeur des affaires criminelles et des grâces, indique que la chancellerie, saisie sur l'intervention récente de M. Mollat-Vieville, bâtonnier de l'ordre à Paris, a demandé qu'un rapport lui soit adressé. L'adjonction au dossier pénal de la fiche de renseignements établie au bureau d'ordres — fiche informatisée comme à Nanterre, ou manuelle comme dans les autres tribunaux — ne procède pas de l'habitude, mais indique-t-on d'une initiative du parquet local.

Initiative maladroite, initiative heureuse ? Précisant que, avant tout rapport, la doctrine de la chancellerie n'est évidemment pas définie. M. Le Guénec souligne cependant que la pratique du parquet de Nanterre pourrait s'avérer « heureuse et souhaitable ».

Dans la mesure où l'on rendrait publique cette fiche, on permettrait à la personne poursuivie et surtout à son avocat de l'utiliser au mieux pour la défense. M. Le Guénec rappelle que jusqu'à aujourd'hui cette fiche pouvait être consultée avant audience au bureau d'ordres par le représentant du ministère public, qui risquait ainsi de s'en trouver influencé dans ses réquisitions, sans contrepartie ni contestation publiques.

L'initiative du parquet de Nanterre pourrait donc « conduire à plus d'honnêteté », à condition que cette fiche informatisée le rapport des faits ayant bénéficié de l'amnistie.

● Les Français retenus à Kaboul. — L'ambassadeur d'Afghanistan, M. Akram, a été reçu lundi 19 septembre par M. Chayot, directeur des affaires consulaires au ministère des affaires étrangères. L'entretien a porté sur le sort de trois Français retenus à Kaboul après le meurtre, le 28 août, d'une touriste française, Mlle Dominique Cusin : M. Joël Marin, vingt-huit ans, professeur au lycée de Bourg-en-Bresse, et deux autres enseignants, Miles Croc et Seignour. On estime à Paris, le fait d'avoir été condamné pour vol.)

SPORTS

FOOTBALL

Manchester a fait appel de sa disqualification en Coupe d'Europe

La décision prise par la commission de contrôle et de discipline de l'U.E.F.A. (Union européenne de football association) de disqualifier l'équipe de Manchester United de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (« le Monde » du 20 septembre) a suscité de très nombreux commentaires en France comme en Angleterre. Des deux côtés de la Manche, les avis sont partagés, les uns estimant que le club britannique a été trop sévèrement sanctionné et jugeant anormal qu'il paye pour ses supporters les autres arguant qu'il n'y a pas d'autre solution si l'Union européenne ne veut plus se laisser déborder par les événements. « A moins de renoncer à la Coupe d'Europe,

voire d'accepter la mort du football, il n'est pas douteux que des mesures draconiennes devaient être prises », écrit notamment Edouard Seidler dans « l'Equipe ».

Sans s'opposer à cette affirmation, la plupart des observateurs britanniques espèrent toutefois que la commission d'appel, à laquelle s'est adressé Manchester United, saura atténuer la sanction. Si l'on en croit les déclarations officielles qui parviennent de Saint-Étienne, la manuscrite en appel — envers les footballeurs britanniques ne serait pas désapprouvée, à condition qu'elle ne soit pas synonyme de faiblesse.

Des commentaires nuancés à Saint-Étienne

Saint-Étienne. — « Manchester United paie la note de ses supporters », titre en page une la Tribune-le Progrès de Saint-Étienne dans son numéro du 20 septembre. Les dirigeants du club anglais a provoqué un réel étonnement dans les milieux sportifs de la ville, témoins d'un certain embarras parmi les supporters de l'Association sportive de Saint-Étienne. On estime qu'une sanction s'imposait sans être pour autant d'une telle sévérité.

« C'est très dur. Je pensais simplement que le match retour se disputerait sur un terrain neutre », a déclaré au cours d'une conférence de presse le président du club, M. Roger Rocher. La décision de l'U.E.F.A. le gêne un peu : « Nous avons l'habitude de nous qualifier sur le terrain », souligne-t-il. Quelques heures auparavant, M. Joseph Sanguedolce (P.C.), maire de Saint-Étienne,

De notre correspondant

avait exprimé un avis semblable : « C'est une déception regrettable que l'équipe ne puisse gagner la coupe », a-t-il dit. M. Sanguedolce a ajouté : « Afin d'assurer une situation trop passionnée où le championnat anglais est en jeu, il est intolérable et où les impératifs financiers prévalent à un tel degré, il est indispensable de revoir ce problème dans son ensemble et à tête reposée. »

L'équipe de Manchester méritait de meilleurs supporters, a reconnu le président de l'A.F.F.F., avant d'ajouter qu'il fallait écarter le public : « C'est difficile, mais pas impossible. » Il a semblé à M. Ro-

cher qu'au soir du 14 septembre « les dirigeants britanniques étaient installés dans une sorte de fatalisme, sans doute parce qu'ils sont habitués aux violences à Paris quand ils défilent, ignorant qu'ils ne sont à la place de Manchester, ce doit être terrible pour les dirigeants », a-t-il ajouté. Il avait dit d'ailleurs : « Je ne suis pas sûr que la Coupe d'Europe lui fasse peur ». Cinq jours après les incidents du stade Geoffroy-Guichard, M. Rocher affirmait : « Ce qui arrive fera réfléchir tous les dirigeants. Il faut faire confiance à la morale sportive des spectateurs, à condition de faire le nécessaire à partir des clubs. »

Le fonctionnement de l'UEFA

L'Union européenne de football association (U.E.F.A.), qui a son siège à Berna (Suisse), regroupe les trente-quatre fédérations nationales européennes, dont les délégués se réunissent en congrès tous les deux ans. Le premier congrès s'est tenu en mars 1965, à Vienne (Autriche). Les délégués élisent un comité exécutif de onze membres. Celui-ci délègue une partie de ses pouvoirs à un comité d'urgence, qui siège en cas de nécessité, ainsi qu'à une quinzaine de commissions parmi lesquelles figure celle de contrôle et de discipline.

Un jury d'appel peut annuler les décisions de la commission de contrôle et de discipline s'il est saisi dans les quatre jours qui suivent le verdict de la commission. Le jury est com-

posé de trois membres : un président permanent et deux membres choisis sur une liste de neuf représentants des fédérations nationales. Aucun délai n'est fixé pour la convocation du jury, une fois saisi, le président étant seulement invité à faire diligence. Les décisions du jury d'appel ne sont susceptibles d'aucun autre recours.

L'U.E.F.A. — dont les finances sont assurées par un prélèvement de l'ordre de 3 % sur les recettes des rencontres européennes et sur les droits de télévision — voit, d'année en année, croître ses responsabilités. Au cours de la saison 1976-1977, le nombre des spectacles pour l'ensemble des coupes européennes, s'est élevé à six millions six cent mille.

D'un sport à l'autre...

BASKET-BALL. — Battue par Israël 96 à 82, la France a perdu toute chance de se qualifier pour la phase finale du championnat d'Europe, qui se dispute en Belgique. Il lui reste à remonter l'U.R.S.S. qu'elle ne peut espérer vaincre, malgré la défaite inattendue de celle-ci devant l'Italie 95 à 87.

TENNIS. — Les premiers matches du tableau final de la coupe Forde ont commencé le lundi 19 septembre à Paris sur les courts de la Croix-Catelan. Christophe Roger-Vasselin (Fr.) a battu Sedjko Prandzic (Youg.) en deux manches (7-5, 6-3).

Paris-Montréal: 1 800 F. Prix raccourcis chez les Air Canadiens.

Des prix raccourcis qui se nomment Apex.

Un tarif spécial.

Les Air Canadiens peuvent faire profiter tout le monde de leur tarif Apex. C'est l'un des tarifs les plus bas de l'Atlantique Nord, sur ligne régulière. Un tarif valable sur tous les vols réguliers d'Air Canada.

Du 1^{er} octobre 1977 au 31 mars 1978 :
● aller-retour Montréal : 1 800 F
● aller-retour Toronto : 1 925 F
● aller-retour Calgary/Edmonton : 2 250 F
● aller-retour Vancouver : 2 410 F

Départs et arrivées en toute liberté.

Apex est applicable au départ des grandes villes de province aussi bien que de Paris. Pour les 31 destinations au Canada et les 10 destinations aux États-Unis que vous offre Air Canada. Et Apex vous permet d'arriver dans une ville et de repartir d'une autre.

Tous les avantages d'une ligne régulière.

Des avantages que vous ne retrouverez jamais avec les charters. Un service de haute qualité dans nos Boeing 747, des films, de la musique stéréophonique. Et l'accueil chaleureux des Air Canadiens, qui parlent français.

Des conditions minimum.

Pour profiter du tarif Apex, il suffit de peu de choses :
● Séjourner au Canada de 14 à 45 jours.
● Faire votre réservation et acheter votre billet au moins 2 mois à l'avance.
● Si vous êtes intéressé, contactez votre agent de voyages ou renvoyez-nous le coupon à : Air Canada, Service Tourisme. Paris : 24, boulevard des Capucines tél : 273.84.00
Lyon : 63, rue Edouard-Hériot tél : (78) 42.43.17.

Envoyez-moi SVP votre dépliant Apex.

Nom :

Adresse :

AIR CANADA

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

هكذا من الأصل

ANNO

Stob international

INDUSTRIE ET POPULAIRE

DE LA MISE EN VALEUR

DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU NATIONAL

TUBES HYDROTECHNIQUES

INGÉNIEURS - INFORMATIENS

MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES

INGÉNIEUR CONSEIL - EXPORT FRANCE

CHRYSLER FRANCE

ingénieurs débutants

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	46,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR
DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU NATIONAL D'ÉTUDES HYDROTECHNIQUES

UNITÉ CENTRE DE CALCUL

RECHERCHE

INGÉNIEURS - INFORMATIENS

GESTION : Les candidats sélectionnés auront une bonne maîtrise des points suivants :

- Conception et Analyse
- Programmation et système EXEC 8 (UNIVAC)
- Langages évolués (COBOL, PL/I, FORTRAN)
- Organisation des fichiers.

EXPÉRIENCE : 10 ans

Et ayant géré de vastes projets informatiques.

INFORMATIQUE - MATHÉMATIQUE APPLIQUÉE :

Ayant une bonne expérience dans le domaine du Dessin Automatique (Matériel KONGSBERG)
Spécialisés dans l'utilisation des Packages de :
Calcul d'ouvrages Hydrauliques, de Génie Civil, de Cartographie, etc.

EXPÉRIENCE : 5 ans

SYSTÈME D'EXPLOITATION :

Ayant une expérience d'au moins 7 années sur le système d'exploitation EXEC 8.
Les candidats (de toutes nationalités, mais ayant une bonne maîtrise de la langue française) devront écrire avec C.V., références et prétentions au Bureau National d'Études Hydrotechniques Unité Centre de Calcul (ex : Grand Séminaire Kouba - ALGER).

IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE ALGÉRIENNE

recherche

pour l'implantation de son système d'information de gestion

CONSEILLERS EN ORGANISATION ET SYSTÈMES COMPTABLES

PROFIL :

- Expertise comptable - L.O.G. - ESSEC ou équivalent ;
- Expérience d'au moins 5 ans dans les domaines suivants :
 - Comptabilité analytique,
 - Budget,
 - Comptabilité générale,
 - Stocks.
- Une expérience dans la mise en place de systèmes comptables dans l'industrie pétrolière (forage et transport d'hydrocarbures) sera appréciée ;
- Bonnes connaissances en informatique de gestion.

ILS AURONT POUR MISSION :

- d'analyser les ordres nationaux chargés de l'application des systèmes ;
- d'implanter le système comptable analytique et budgétaire dans des unités spécifiques ;
- de participer à la conception d'un guide comptable analytique spécifique à chaque unité.

IL EST OFFERT :

- de bonnes conditions de travail ;
- un contrat de 2 ans renouvelable ;
- un logement ;
- une rémunération intéressante.

Les demandes, qui devront être reçues au plus tard le 7 octobre 1977, devront être accompagnées de C.V., indiquant le numéro de téléphone pour contact et porter sur l'enveloppe la mention "CONSEILLERS".

Les candidats seront convoqués pour interview du 16 au 18 octobre 1977.

Revenir sous le n° 7571 à "Le Monde" Publiété, 3 rue des Italiens, 75247 PARIS (9^e), qui transmettra.

GRUPE INTERNATIONAL T.P. BATIMENT ROUTES

19.300 personnes - CA. 3,17 milliards

recherche pour chantier très important en

AFRIQUE
directeur
travaux

Ingénieur Centrale, Ponts, Mines, T.P. ...

pour gestion totale du secteur TUNNELS

Une expérience complète d'une dizaine d'années

au moins de travaux souterrains est indispensable.

Une connaissance de l'Outre-Mer sera appréciée.

Rémunération élevée liée aux avantages de l'expatriation - Logement meublé - Scolarisation possible jusqu'en Terminale.

Envoyer CV détaillé et prétentions sous réf. 384 à :

FOUGEROLLE Service Recrutement 3, rue Morane-Saulnier 78140 VELIZY

IMPORTANTE FIRME DE MATERIEL INDUSTRIEL

recherche

Pour supervision de montage tuyauteries inox et matériel usine alimentaire en Pologne

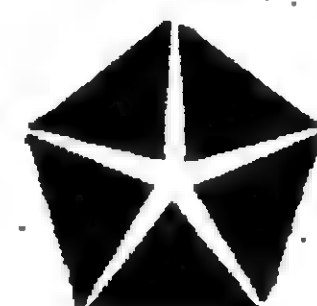
CHEF DE CHANTIER expérimenté

Durée : 12 mois environ.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 7608, "Le Monde" Publiété, 3, rue des Italiens, 75247 PARIS-9^e, qui transmettra.

offres premier emploi

offres premier emploi



CHRYSLER FRANCE



POISSY

recherche pour 1er emploi

ingénieurs débutants

(LIBÈRES OBLIGATIONS MILITAIRES)

Ces candidats retenus seront diplômés d'une école d'ingénieurs (Arts et Métiers - INSA - ESME ou équivalent) et auront bonne connaissance de la langue anglaise. Ils posséderont le goût du travail en équipe et l'aisance dans les contacts humains.

Durant une période d'environ 2 ans, des affectations successives leur permettront d'acquérir une expérience pratique en vue d'accéder à des postes de responsabilités dans l'un des secteurs suivants :

- FABRICATION
- ORDONNANCEMENT
- METHODES OU INSTALLATIONS
- QUALITE

Adresser dossier de candidature manuscrit (C.V. + photo) à : CHRYSLER FRANCE Administration du Personnel Cadres et ATAM, 45 rue J.P. Timbaud 78307 POISSY.

Grande entreprise internationale de travaux publics recherche pour premier emploi

INGENIEURS

X, Centrale, Mines Paris, P et C, ETP, Sup Elec, Sup Aero

CADRES ADMINISTRATIFS

HEC, ESSEC, ESC

Après formation (stages et terrain) nous offrons à moyen terme des postes de chefs d'agence ou responsables administratifs dans le cadre de nos nombreuses implantations en France et à l'Étranger.

Nous demandons aux candidats (libérés OM) :

- une grande disponibilité géographique pour des affectations tant en France qu'à l'Étranger, condition indispensable à toute évolution de carrière dans le groupe.
- des qualités d'homme d'action et de futurs managers plus attirés par les problèmes de gestion et la direction des hommes que par la technique pure.

Envoyer CV, photo et prétentions avec lettre décrivant poste recherché et principales motivations sous référence 14 238 à :

S.N.P.M. - PA - 100 Av. Charles de Gaulle 92522 Neuilly Cédex

analyste programmeur confirmé

NOUVELLE CALÉDONIE - réf. 3255 LM

Nous sommes un groupe minier et métallurgique français et proposons à un A.P. confirmé de participer au développement de nos applications de gestion, en rejoignant notre service informatique équipé d'un 370-145/OS-V51. C'est un IUT ayant acquis, en cinq ans, une solide pratique du COBOL (même sous DOS) et rodé à l'analyse organique. Il s'est frotté à DJI et, si possible, à PL1.

Le contrat est de trois ans, renouvelable. La rémunération, attractive, est assortie d'un logement meublé.

jeune ingénieur informaticien - réf. 3259 LM

Une entreprise multinationale anglo-saxonne réalisant des fabrications mécaniques de série désire confier à un jeune ingénieur informaticien après une formation appropriée, les fonctions, au niveau européen, de REGIONAL SYSTEMS MANAGER Administration/Finance.

Basé dans les "Midlands" (centre de la G.B.), mais intervenant auprès des usines et des sociétés de distribution en Europe, il est l'un des collaborateurs du staff "organisation et informatique". Il peut ensuite, dans sa carrière, recevoir des responsabilités opérationnelles partout où l'entreprise intervient. Nous cherchons un ingénieur d'au moins 28 ans, ayant fait ses premières armes en entreprise ou en SSCI, bilingue français-anglais.

Écrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, en précisant la référence.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

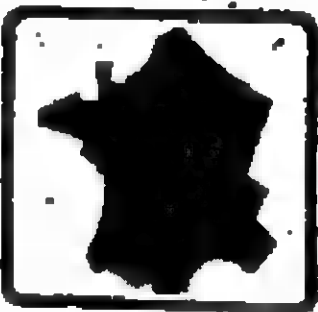
مكتبة من الأهل

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le Monde	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

heuliez.

située dans les DEUX-SEVRES
(à 88 kms du bord de mer)
l'un des premiers carrossiers français
1600 personnes

un(e) responsable de formation

de préférence IUT ou BTS en construction mécanique ou licencié(e) en psychologie.
Cette personne, 30 ans minimum, devra posséder une expérience en usine et de préférence dans la fonction « Personnels ».
Elle se verra confier :
- la formation cadres, employés, ouvriers
- les études de postes
- les essais professionnels.
Le goût du contact, l'esprit pédagogique sont des atouts nécessaires pour réussir.
Les candidats intéressés sont priés d'adresser C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée à M. Le Directeur du Personnel (sous pli personnel), boîte postale No 9 79140 CERIZAY.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Filiale française d'une puissante Société Européenne spécialisée dans la fabrication d'outillage mécanique en carbure pour l'industrie du bois.
Recherche :
- Sous la responsabilité du Directeur-Général de la Société, il aura pour objectif de développer et surveiller l'activité commerciale de la Société : animation, distribution des produits, contrôle des prix et des ventes.
- Age : minimum 32 ans
- Formation : Niveau Grandes Ecoles, Technique ou Commerciale.
- Homme de gestion, il sera motivé par une véritable politique de marketing, d'expansion commerciale et de résultats.
- Nous recherchons pour ce poste un véritable Manager, homme de terrain et Concepteur, habitué au travail en équipe.
- Rémunération : 120 000 F par an + voiture de fonction.
- Possibilité de la fonction d'animateur.
- Adresser curriculum vitae très détaillé et photo, plus lettre manuscrite, sous référence 71058 A à :
OREB SECE 11, Allée de Robertau 67000 STRASBOURG

GROUPES BOSSARD

PS Conseil

Un établissement de notoriété nationale, spécialisé dans le financement des entreprises (bâtiment, travaux publics et industries annexes), crée, au sein de sa délégation Rhône-Alpes, deux nouveaux postes de :

CONSEILLERS FINANCIERS

Sous l'autorité du délégué régional, et dans le cadre d'une large autonomie, ils seront entièrement responsables d'une importante clientèle qu'ils développeront dans une zone géographique déterminée. Ils conseilleront les entreprises en matière de financement, instruiront l'intégralité des dossiers de crédit et assureront les relations avec les banques. Ces postes intéressent des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur pouvant justifier, si possible, d'une première expérience professionnelle dans le domaine de l'étude des crédits spéciaux par exemple. La rémunération de départ est motivante et les possibilités d'évolution sont réelles.
Adresser C.V. et prétentions sous réf. B/7044M à :
PS CONSEIL
9, rue Jacques Moyron - 69006 Lyon
Discrétion assurée

CROUZET

recherche pour département spécial

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

débuteurs ou 2 ans d'expérience pour :
- Conception et suivi d'équipements embarqués, expériences analogiques et logiques appréciées.
- Conception et suivi d'équipements de test, expériences mini-calculateur appréciées.
Adresser C.V., réf., prétentions à CROUZET, B.P. 1014, 26010 VALENCE

Le Centre communal d'Action sociale de BESANCON

rech. pour relais sociaux, handicapés, assistés C.A.D.R.E. Arts et Métiers ou simil., chargé d'étude complète, technique, sociale, Contrat min. 6 mois, poss. direction techn. futur Centre. Candi. avec C.V. avant 30 septembre : Centre communal d'Action sociale, 4 bis, rue Nivernais, 25028 BESANCON CEDEX. Téléphone 82-05-67. Se prés. mercredi, de 14 h. à 16 h. Autre jour, de 17 h. à 18 h.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

Le Monde

INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un emploi, nous publions à nouveau quelques informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

PRÉPARATION DES ENTRETIENS - N° 1

Suivant la progression du recrutement et le mode de sélection utilisé par l'employeur, vous aurez peut-être des entretiens avec différents interlocuteurs : responsable du poste à pourvoir, directeur et chef de personnel, directeur général, consultant de cabinet de sélection.

Ces rencontres avec l'entreprise peuvent permettre d'obtenir des informations suffisantes pour vous engager en connaissance de cause. Bien entendu, vous mettrez en évidence les aspects de votre formation et de votre expérience professionnelle qui sont susceptibles d'intéresser les responsables du recrutement.

Ces échanges d'informations doivent être préparés car ils sont souvent trop courts, et le candidat anxieux oublie de poser les questions les plus utiles.

offres d'emploi

Responsable des Services Commerciaux

(Pharmacie)
- Il devra avoir de sérieuses références dans l'industrie pharmaceutique à un poste similaire.
- Sous la responsabilité directe du Directeur Général, il devra concevoir et mettre en œuvre la politique commerciale et assurer l'administration des ventes.
- Ce poste exige de bonnes connaissances de la législation pharmaceutique.
- Anglais (écrit et parlé) souhaité.
- Discret et assuré.
Envoyer C.V. + photo au 329, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour deux de ses divisions en expansion

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX confirmés

REF. 204A
diplômés d'une GRANDE ÉCOLE polyvalente option chimie ou de CHIMIE.
Leur mission déterminante dans la division - la vente de produits chimiques industriels, en France et à l'étranger - comporte aussi un rôle de développement et d'assistance technique.
REF. 205R
Pour la vente de produits chimiques à l'industrie du pétrole, et assistance technique auprès des raffineries et des champs de production.
2 ans d'expérience souhaités.

DEPLACEMENTS FREQUENTS
Connaissance de l'ANGLAIS indispensable.
Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé en indiquant rémunération souhaitée à No 27.981 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

etap

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ALIMENTAIRE - LEADER DANS SON MARCHE - CA SUPÉRIEUR À 1 MILLIARD DE FRANCS - SOUHAITE ENRICHIIR SON ENCADREMENT COMMERCIAL ET OFFRE DEUX POSTES DE :

DIRECTEUR RÉGIONAL ADJOINT

POUR NANCY
Ecrire sous référence CV 168 AM.

POUR ROUEN

Ecrire sous référence EX 168 AM.

CES POSTES QUI IMPLIQUENT L'ANIMATION D'ÉQUIPES DE VENTE ÉTOFFÉES, NÉCESSITENT :

- une formation commerciale supérieure ;
- une expérience (de 5 ans minimum) de la vente et de l'animation d'équipes, dans un secteur produit grand public ;
- des qualités marquées d'homme de terrain ;
- la capacité d'évaluer, au sein de l'entreprise, vers des responsabilités plus importantes.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 110.000 F. +

TRÈS IMPORTANTE GROUPE INDUSTRIEL PARIS LA DÉFENSE - RECHERCHE

JEUNE EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ

Ce poste conviendrait à un candidat, ayant quelques années d'expérience à dominante fiscale, acquise en Cabinet ou Groupe Industriel.

COLLABORATEUR DU DIRECTEUR DE COMPTABILITÉ
Il se verra confier des missions lui permettant d'acquérir une connaissance approfondie du groupe et d'y évoluer.
Rémunération : 110.000 F

Ecrire sous référence RH 168 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE APPAREILLAGES TRÈS GRANDE SÉRIE POUR AUTOMOBILES - PARIS

RECHERCHE POUR SECONDER DIRECTEUR TECHNIQUE

INGÉNIEUR A.M. OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE

32 ans minimum, disposant bonne expérience industrielle études - labo - fabrication. Il s'agit d'un

POSTE ÉVOLUTIF PERMETTANT ACCÉSSION RAPIDE À RESPONSABILITÉS

pour candidat capable assimiler rapidement techniques variées et disposant qualités marquées de commandement et désir de se réaliser au sein d'un groupe en plein développement.
Ecrire sous référence GZ 178 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS LEADER EUROPÉEN DANS SON DOMAINE

ÉTUDE ET RÉALISATION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT (CHAUDRONNERIE ET MÉCANIQUE)

RECHERCHE POUR SON USINE DE VALENCIENNES

INGÉNIEUR DÉBUTANT

POUR POSTE DE FABRICATION

Ce poste peut convenir à un candidat diplômé (STI mécanique), il commencera sa carrière en assurant la direction d'un atelier de 20 personnes, réalisant des fabrications diverses.

Poste intéressant et évolutif pour candidat attiré par la technique, les réalisations concrètes et l'animation de personnel.
Ecrire sous référence BU 165 AM

écrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS discrétion assurée

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS CONSTRUCTION DE MATÉRIELS INDUSTRIELS DE HAUTE RENOMMÉE

grande ville universitaire Sud-Est, recherche

LE DIRECTEUR DE SES FILIALES INDUSTRIELLES A L'ÉTRANGER

Il s'agit d'un poste important directement rattaché au Directeur Général qui peut convenir à :

INGÉNIEUR DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

ayant acquis dans une firme internationale une solide expérience pratique et capable :

- initier et conduire une politique de production, rationalisation et industrialisation ;
- assurer la gestion d'établissements à l'étranger ayant personnalité propre.

Connaissance anglaise indispensable, espagnol souhaité.
Age minimum 38 ans.

QUALITÉS MARQUÉES DE « FÉDÉRATEUR » ET D'ANIMATEUR.
Ecrire sous référence FY 168 AM.

IMPORTANTE PAPETERIE FRANÇAISE - VILLE SUD-EST FRANCE OFFRE POSTE DE

DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING

Ce poste peut convenir à un candidat BEC ou ESSEC (+ MBA si possible) ayant solide expérience commerciale acquise dans secteur papeterie, capable :

- de définir la politique et la stratégie commerciale ;
- d'animer personnellement les ventes sur le terrain.

SITUATION TRÈS INTÉRESSANTE POUR CANDIDAT AYANT À LA FOIS DES QUALITÉS DE COMMERÇANT ET DE GESTIONNAIRE.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 150.000 F

Ecrire sous référence WP 161 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMÉCANIQUES GRANDE SÉRIE POUR AUTOMOBILES PARIS

RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT

ATTACHÉ À DIRECTION EXPORTATION

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE OU ÉQUIVALENT.

Situation intéressante et avenir pour Cadre 28 ans min., disposant 4 à 5 ans d'expérience venue à l'export de produits industriels, capable analyser marchés, négociations, contrats et suivi commercial. Bonne connaissance anglaise parlée et écrite indispensable, allemand apprécié.
Ecrire sous référence AI 171 AM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PARIS LA DÉFENSE - RECHERCHE

CADRE SERVICE ACHATS

Ce poste peut convenir à un ingénieur, ayant une solide expérience achats biens d'équipement (et si possible matières premières, énergie, ...), capable de négocier et de gérer des contrats importants.

SITUATION STABLE ET D'AVENIR POUR CANDIDAT TRÈS QUALIFIÉ

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 80.000 F

Ecrire sous référence ZS 163 AM.

etap

ASSISTANT DE GESTION

Le Centre d'Études et de Recherches de la Région de Paris recherche pour son service de gestion un assistant de gestion expérimenté, capable de gérer les aspects administratifs et techniques de la gestion d'un service. Il devra avoir une expérience en gestion d'un service et être capable de travailler en équipe. Rémunération : 120 000 F par an + voiture de fonction. Adresser C.V. détaillé et photo à : M. Le Directeur du Personnel, boîte postale No 9 79140 CERIZAY.

CHIEF D'ÉTUDE

Le Centre d'Études et de Recherches de la Région de Paris recherche pour son service de gestion un chef d'étude expérimenté, capable de gérer les aspects administratifs et techniques de la gestion d'un service. Il devra avoir une expérience en gestion d'un service et être capable de travailler en équipe. Rémunération : 120 000 F par an + voiture de fonction. Adresser C.V. détaillé et photo à : M. Le Directeur du Personnel, boîte postale No 9 79140 CERIZAY.

Le juridique et le financier

Le Centre d'Études et de Recherches de la Région de Paris recherche pour son service de gestion un chef d'étude expérimenté, capable de gérer les aspects administratifs et techniques de la gestion d'un service. Il devra avoir une expérience en gestion d'un service et être capable de travailler en équipe. Rémunération : 120 000 F par an + voiture de fonction. Adresser C.V. détaillé et photo à : M. Le Directeur du Personnel, boîte postale No 9 79140 CERIZAY.

UN CADRE CONFIE

CLIENTÈLE PARTICULIÈRE

Le Centre d'Études et de Recherches de la Région de Paris recherche pour son service de gestion un chef d'étude expérimenté, capable de gérer les aspects administratifs et techniques de la gestion d'un service. Il devra avoir une expérience en gestion d'un service et être capable de travailler en équipe. Rémunération : 120 000 F par an + voiture de fonction. Adresser C.V. détaillé et photo à : M. Le Directeur du Personnel, boîte postale No 9 79140 CERIZAY.

CHIEF D'ATELIER

Le Centre d'Études et de Recherches de la Région de Paris recherche pour son service de gestion un chef d'atelier expérimenté, capable de gérer les aspects administratifs et techniques de la gestion d'un service. Il devra avoir une expérience en gestion d'un service et être capable de travailler en équipe. Rémunération : 120 000 F par an + voiture de fonction. Adresser C.V. détaillé et photo à : M. Le Directeur du Personnel, boîte postale No 9 79140 CERIZAY.

CHIEF D'AGENCE

Le Centre d'Études et de Recherches de la Région de Paris recherche pour son service de gestion un chef d'agence expérimenté, capable de gérer les aspects administratifs et techniques de la gestion d'un service. Il devra avoir une expérience en gestion d'un service et être capable de travailler en équipe. Rémunération : 120 000 F par an + voiture de fonction. Adresser C.V. détaillé et photo à : M. Le Directeur du Personnel, boîte postale No 9 79140 CERIZAY.

AGENCE D'URBANISME

ville importante de l'OUEST, recherche

Sociologue

Mission :
- Participation à la définition et l'élaboration d'études au sein d'une équipe pluridisciplinaire.
- Prise en charge de l'intervention de l'agence visant à présenter aux élus locaux une vision réaliste des conséquences sociales des politiques urbaines envisagées.

Profil :
- 25 ans minimum.
- 2 ans au moins d'expérience professionnelle.
- Homme de terrain : autant qu'homme de réflexion.

Envoyer lettre, C.V. et prétentions à M. HÉVE (mentionnée sur l'enveloppe) à :
Publi-Concept EMPLOIS & CARRIÈRES 30, rue Vaugelas, 75006 PARIS

IMPORTANT CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Service Banques (Région Sud-Est) recherche son

Chef du Département EXPLOITATION

PROFIL :
Ingénieur, 35 ans minimum, ayant déjà une expérience d'encadrement et d'animation d'un service important.

MISSION :
Responsable de toute la production, il participera aux décisions concernant matériel et personnel (22 personnes) et préparera la mise en place de nouveaux travaux.

Matériel : BI-PROCESSEUR CHB 86/60 (300 terminaux)

Adresser votre C.V. sous réf. 3684 à :

GAMMA SELECTION

6, place d'Estienne d'Orvet 75009 Paris

Société de constructions mécaniques région RHONE-ALPES, spécialisée dans matériel de mines et de maintenance, recherche son

CHEF DE SERVICE CONTROLE QUALITÉ

Le candidat de formation ingénieur devra avoir une expérience de dix années minimum dans la fabrication de produits lourds à l'unité ou en petite série.

Adresser lettre candidature accompagnée de C.V., photo et prêt. s/n° 3627 à P. LICHOU S.A. 10, rue Louvois 75003 PARIS CEDEX 02 qui tr.

Nous occupons une place importante sur le marché normand dans la vente et la distribution de matériel électrique.

Nous recherchons pour animer notre équipe (55 personnes)

CHEF D'AGENCE

ayant une expérience de la fonction. Le niveau des connaissances techniques aidera au choix définitif.

Envoyer CV (réf CB sur l'enveloppe) au :
Hébert conseil Poissonnière Building 11 Fbg Poissonnière 75009 Paris

محکم دلائل سے مزین

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	43,19	OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
IMMOBILIER	30,00	34,32	DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
AUTOMOBILES	30,00	34,32	IMMOBILIER	20,00	22,88
AGENDA	30,00	34,32	AUTOMOBILES	20,00	22,88
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52	AGENDA	20,00	22,88

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

Vous avez une formation supérieure. Complétez-la chez IBM

Votre titre de jeune diplômé d'une Grande École (scientifique, commerciale...) ou d'une université équivalente atteste votre capacité de maîtriser les techniques informatiques et commerciales.

La formation complémentaire, que nous vous proposons de suivre, est indispensable à votre réussite dans les fonctions d'

Ingénieur commercial (Division des Systèmes de Grande Diffusion)

Au terme de cette formation de 10 mois environ, votre rôle consistera, à l'intérieur d'un secteur géographique ou économique, à mettre à la disposition des utilisateurs les moyens humains et techniques d'IBM.

Les problèmes qu'il vous sera demandé de résoudre concerneront souvent l'aspect des entreprises. Vous serez donc amené à vous adresser à :

— généralement des dirigeants de P.M.E. — le bien-fondé des solutions proposées et à les convaincre.

Les responsabilités attachées à cette fonction sont considérables. Les femmes et les hommes qui

auront su faire la preuve de leur aptitude à les assumer disposeront d'ailleurs leur ouvrant de larges perspectives de carrière et de rémunération.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature, accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo récente, sous référence JP, à :

IBM FRANCE - Monsieur J.-P. JOUBERT

Système Grande Diffusion

Tour Berkelevy - Cedex 10

92081 PARIS-14 DÉFENSE.

IBM

vallourec

1er Transformateur d'Acier en France Ingénieur Promotion

Promouvoir, avant prise de commande, des produits de haute technicité destinés au FORAGE du PETROLE. Conseiller techniquement les décideurs : Sociétés Pétrolières, Sociétés d'Équipement de puits de pétrole. Contacts à haut niveau, voyages fréquents.

Expérience indispensable de 3 à 5 ans comme Ingénieur Pétrolier à l'étranger. Excellent anglais, même technique. Nationalité indifférente. 1ère affectation à Paris. Possibilité transfert pays étrangers ultérieurement.

(Réf. 51.76 A)

Ingénieur ou Assimilé pour Assistance Clientèle Pétrole sur Chantier

Assurer la présence de Vallourec sur les chantiers de forage par des visites périodiques pour assister et former techniquement les utilisateurs des produits tubulaires à haute technicité. Expérience pétrole ou mécanique (type mécanicien de la marine) serait appréciée. Anglais parlé nécessaire. Autres langues seraient un avantage. Nationalité indifférente. Résidence en usine, 2 heures de Paris (logement assuré). Nombreux déplacements, courte durée.

(Réf. 52.76 A)

Adresser lettre man + CV + photo + rém. act. sous référence correspondante à Mme Varéne.

vallourec 7, Place du Chancelier Adenauer - 75116 PARIS



FUTURS CADRES COMMERCIAUX

Jeunes Gens, minimum 23 ans, libérés des obligations militaires, ayant quelques années d'expérience commerciale ou cherchant une première situation. Intéressés et motivés par les fonctions que peut offrir, à court ou moyen terme, une Société de distribution internationale et moderne.

Les candidats devront avoir une formation d'études supérieures (commerciale ou économique), une culture générale solide, parler et écrire couramment l'Anglais et l'Allemand, ou du moins l'une de ces deux langues.

La formation des candidats retenus sera assurée par des stages à l'issue desquels des fonctions à responsabilité progressive pourront leur être confiées.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
C. & A. Direction Générale
Cedex 12
92801 Paris-La Défense.

Responsable de l'Administration Commerciale

Le Directeur Général de l'un des grands de la haute couture crée le poste de responsable de l'administration commerciale de son département « Boutiques ». Principales attributions : établir les prévisions, les prix et les statistiques de ventes, préparer les budgets d'achats, gérer les stocks, contrôler les livraisons et les créances, s'occuper d'une petite équipe, et en liaison avec les différents services de la société. Le poste, offert à Paris, convient à un cadre disposant de solides connaissances et d'une expérience pratique en administration commerciale, soucieux du respect des délais, de la qualité des services rendus, et désireux de travailler en équipe dans une entreprise prestigieuse, bien gérée, et dont le climat social est excellent.

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23485/M à M. J. FOURNIAT - Sète-CEGOS 33, quai Guiliémi 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

seis GEGOS

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE grande banlieue NORD DE PARIS recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN DIPLOMÉ

pour travail dans une équipe dont la vocation est d'améliorer et d'innover dans le domaine des MÉTHODES et FABRICATION MÉCANIQUE.

Des connaissances en informatique appliquées à ce domaine sont indispensables.

La préférence sera donnée au candidat ayant des connaissances en :

— Méthodes de fabrication ;

— Exploitation des machines à commande numérique ;

— Utilisation des langages de commande numérique ;

— Écriture de post-procédés (APT, IPAPT) ;

— Utilisation du Basic ou Fortran ;

— Utilisation d'ordinateur de bureau de type HP 30 ou Wang 2200.

Anglais souhaité.

Adress. C.V. photo et prêt. n° 37.874, COMTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Association tourisme social pour terrain de camping

HOMME D'ENTRETIEN

à l'année, logé, apte à diriger et prendre responsab. nat. souh. 50, rue 7 08112 M. Ruy, Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

AUTOPHON

RECHERCHE

AGENTS TECHNIQUES

NIVEAU BTS, BEI ou expérience professionnelle équivalente.

Spécialités : circuits logiques microprocesseurs.

Connaissance langue allemande appréciée.

Ecrire ou téléphoner à M. K. REINHARDT, AUTOPHON, 6, rue Barbès, 92011 LEVALLOIS.

Tél. : 757-80-00. (M. Anaisie-France).

CABINET D'EXPERTISE ET REVISION COMPTABLE PARIS 7^e recherche

REVISEURS COMPTABLES

NOMMES CONFIRMES Niveau N. 3, 2 ans de pratique dans la fonction exigée.

Env. C.V. et prêt. n° 27.583, COMTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

FORMATION A LA CARRIÈRE D'INSPECTEURS D'ASSURANCES

Compagnie d'Assurances Incendies - Accidents Risques Divers - Accueille à PARIS

dans le cadre de sa politique d'expansion

DEUX DÉBUTANTS

LICENCE DROIT

PRIVÉ. SCIENCES ÉCO

OU E.S.C.

Libérés O.M. pour STAGE DE FORMATION commerciale et administrative d'environ 15 mois (à PARIS et sur le terrain) : en une année en classe de poste d'INSPECTEUR contribuant et assistant 25/30 AGENCES d'un SECTEUR de PROVINCE (4 à 6 départements). Responsabilités rapidement.

Lettre manuscrite, C.V. et photo (réf.) sous réf. 52.88 à

se sélection conseil 6, place Marchais Jules 75017 Paris

Important groupement professionnel équipé d'un I.S.M. 30/145 sous D.O.S./V.S. recherche

AGENT D'EXPLOITATION (manutentionnaire) niveau S.E.P.C.

PROGRAMMEUR d'applications, minimum 3 ans d'expérience, langage P.L.I., O.P.T. et/ou R.P.G. II.

Les candidats doivent être diplômés des O.M. Envoyer C.V. détaillé, photo et salaire annuel souhaité au Chef du personnel A.G.S.A., 118, rue de l'Épicerie, 75003 PARIS CEDEX 17.

Ville de CORBEIL-ESSONNES recrute son Centre municipal de santé

DIRECTEUR ADMINISTRATIF emploi assimilé à Chef de bureau, URGENT. Adr. cand. avec C.V. à M. le Député-Maire de CORBEIL-ESSONNES au téléphone pr rendez-vous 496-12-00, poste 230.

Pour service entretien d'une grande usine métallurgique.

INGÉNIEUR T.P. ET BATIMENT ou CHEF DES TRAVAUX

Il sera affecté à la sous-traitance des travaux d'entretien.

— Choix sous-traitant. — Même expérience souhaitée.

Envoy. C.V. détaillé + photo à M. J. P. LEBLANC, 75002 PARIS, 6, L.

400 PERS. 50 MF/AN INDUSTRIE PRODUITS PHARMACEUTIQUES PROCE BANLIEUE NORD PARIS, recherche

Adjoint du Directeur administratif

POUR SUPERVISER SERVICES GÉNÉRAUX ENTRETIEN BÂTIMENTS/Matériels (6 pers.). GESTION du PERSONNEL (3 pers.). Par la suite, ACHATS et certains travaux comptables.

EXPERIENCE INDISPENS. des mêmes fonctions dans une P.M.E./P.M.E.

JEUNE (ou vue meilleure future) avec formation comptable et DISPENSABLE même si pas de pratique.

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire s/réf. 3 490 à

se sélection conseil 6, place Marchais Jules 75017 Paris

INGÉNIEUR T.P.E. Connaissances V.R.D. Lieu de travail

HOTEL DE VILLE

Env. C.V. et prétentions, G. P. 11 bis, rue Langlois, Paris-5^e.

industrie alimentaire MAINTENANCE INDUSTRIELLE

Nous sommes parmi les "Majors" dans le groupe des multinationales de l'Alimentation. En France, où produisons sur nos marchés, nous anticipons un bon développement, nous avons des plans d'investissements très importants pour les années à venir.

Nous recherchons de ce fait nos équipes industrielles et recherchons des hommes de potentiel (nos promotions vers des postes de responsabilité sont généralement rapides).

chef du service entretien travaux neufs

Rattaché au Directeur de l'une de nos usines parisiennes (Nord-Est) :

• Il maintient au moindre coût l'outil de production au parfait état.

• Il contribue en permanence à améliorer la productivité et les conditions de travail : transformation des outils, aménagement de l'espace, formation technique du Personnel.

Ce poste sera confié à un homme immédiatement opérationnel ayant l'expérience de la fonction "maintenance". Il sera techniquement compétent en mécanique, électricité, thermique, "pour ne pas s'en laisser conter" mais ne passera pas des heures sur la planche à dessin. Il dirigera d'abord son équipe et stimulera son imagination, sa rigueur et son sens des responsabilités. Il sera à l'aise en anglais et ambitionnera les postes de responsabilités opérationnelles de production que nous prévoyons pour son développement.

Envoyer C.V. photo et lettre manuscrite (ou style "pense sans guide lignes) sous réf. 1240-M, I.C.A., tel. 75.00.00.

I.C.A. International Classified Advertisin 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

ABBOTT, un des principaux groupes internationaux dans le domaine de la santé, recherche pour son siège européen à Paris, un ANALYSTE FINANCIER CONFIRME

Ce poste s'adresse à un candidat ambitieux, d'une grande mobilité, et désireux d'occuper un poste au développement rapide au sein d'une société internationale très performante.

Le candidat retenu justifiera d'une expérience d'au moins 3 ans dans des fonctions « COMPTABILITE - FINANCES » au sein d'une compagnie américaine multinationale et possèdera en outre une solide formation financière.

Il s'agit d'un poste clé au sein d'un département financier caractérisé par un esprit d'équipe dynamique et un niveau de qualification exceptionnel.

Adresser votre C.V. au :

DIRECTEUR DU PERSONNEL ABBOTT AREA HEADQUARTERS 127, avenue Charles de Gaulle - 92201 NEUILLY

Il sera traité confidentiellement

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Information-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir. Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Banques - Assurances. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | <input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation. |
| <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. | <input type="checkbox"/> Cadres débutants. |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité. | |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
10 semaines	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50	52	54	56	58
20 semaines	60	64	68	72	76	80	84	88	92	96	100	104	108	112	116
30 semaines	90	96	102	108	114	120	126	132	138	144	150	156	162	168	174

Le tarif de l'abonnement est en correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 3, rue des Hautes, 75008 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-63 Paris) - STRANGER envoi aérien : + 1F par fonction et par semaine.

21 SEPTEMBRE 1977

ANNONCES

Le meilleur essais de laboratoire

Ingénieur d'études

AUCHAN

REGION PARISIENNE - NORMANDIE CONTROLEURS DE GESTION

Ingénieur Consultant

CEG - TIMSHARE

سكزا من الأمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	45,10
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UNE SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT AUTOMOBILE
LEADER DANS SON DOMAINE

recherche
POUR L'UNE DE SES DIRECTIONS TECHNIQUES
(50 INGENIEURS)
située en Région Parisienne

Un ingénieur essais en laboratoire

Agé de 25 ans minimum, le candidat, diplômé ENSI ou équivalent, aura des connaissances dans le domaine de la mécanique et de l'hydraulique automobile.

Il sera chargé du suivi des essais mécaniques, hydrauliques et pneumatiques des produits destinés à des constructeurs allemands.

Bonne pratique de l'allemand technique parlé et écrit appréciée.

Un ingénieur d'études

Chargé de l'aboutissement de projets et de liaisons avec des constructeurs allemands.

Agé au minimum de 30 ans, le candidat diplômé ENI ou équivalent possédant une expérience de 5 années en mécanique et hydraulique automobile.

Une connaissance parfaite de l'allemand écrit et parlé est indispensable.

Pour ces deux postes une formation complémentaire à nos techniques et méthodes sera donnée au sein de notre direction technique.

Envoyer C.V., photo, références et présentations en indiquant le poste choisi sous No 5532 à P. LICHANUS A.B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

POUR IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
GRANDS ENSEMBLES ELECTROMECHANIQUES

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

HAUT NIVEAU
adjoint au directeur commercial
120.000 / 150.000 F an

35 ans min., parlant couramment anglais. Il dispose d'une bonne expérience de la vente de biens d'équipements lourds à l'étranger. Une bonne formation de base en physique est nécessaire. Il viendra en appui auprès des chefs de zones export et devra voyager environ 1/3 de son temps.

Envoyer CV sous référence 528
110 rue de Sévres 75015 Paris
Discrétion absolue et réponse assurée par consultant

COOPERATIVE D'ETUDES
EN COURS DE CREATION

INGENIEUR
TECHNIQUE

Haut établissement antipollution. Ecrire avec C.V. à : 11000 LA REGIE-PRESSE 85 bis, r. Raymond Paris-30.

Niveau PUBLIC RELATION pour situation grand standing. EC, n° 277 ORGANISATION et PUBLICITE, 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra.

PARIS PROVINCE

Nous cherchons à promouvoir un certain type d'opérations financières.

Vous avez des contacts personnels ou des relations d'affaires d'un h.t. financier.

Vous recherchez un emploi permanent ou une activité complémentaire pr. accréditer vos revenus, devenez notre

COLLABORATEUR (TRICE)

Présentation impeccable et sérieux références exigées.

Possibilité rémunération importante pour les candidats sérieux de faire leurs preuves. Envoyer lettre + C.V. + photo. MANN-CONSULT, 7, rue du Pelican, 75001 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE INSTALLATIONS ELECTRIQUES CITE ET INSTRUMENTATION Siège social : Paris recherche

INGENIEUR INFORMATIEN

Spécialiste instrumentation et calculateur temps réel. Ayant déjà participé à la réalisation jusqu'à son démarrage d'une installation de TELETRANSMISSION.

FREQUENTS DEPLACEMENTS PAYS DE L'EST

Adresser C.V. sous n° 57 à R.P. 54, rue de la Fontaine-au-roi, 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour son établissement de la banlieue Nord de Paris

un ingénieur électricien

Placé sous l'autorité du responsable du service électricité, il aura pour missions de définir les schémas électriques directeurs d'unités de 4 M.W. à 100 M.W. ainsi que les spécifications techniques d'achat de matériels : machines tournantes, alternateurs, moteurs, tableaux électriques, etc.

En outre, il aura à suivre les études d'exécution et les fabrications confiées à la sous-traitance.

Diplômé d'une Grande Ecole, le candidat devra justifier d'une solide expérience dans le domaine des courants forts.

La sensibilité développée des contacts, celui de l'animation des hommes, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont les conditions indispensables pour occuper efficacement le poste proposé.

Des déplacements de courte durée à l'étranger sont à prévoir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 28293 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

GFC

SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES NOUVEAUX
110 rue de Sévres 75015 Paris

POUR PRODUCTEUR MONDIAL DE GAZ INDUSTRIELS - DEPARTEMENT RECHERCHE ET APPLICATIONS

CHEF DU SERVICE GAZOMETALLURGIE

125.000 / 145.000 F an

33 ans min., ingénieur grande école, il dispose d'une expérience de 6 à 15 ans dans la métallurgie (avec de préférence un passage en production). Doué d'un sens naturel du commandement, à la fois technicien, créatif et homme de contact, il anime une équipe d'une quinzaine de personnes dont 8 ingénieurs. Evolution possible dans un groupe dynamique.

Siège Banlieue PARISIENNE réf 524

POUR IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRAVAUX ELECTRIQUES ET INSTRUMENTATION INTERVENANT FORTEMENT A L'ETRANGER

INGENIEUR ELECTRICIEN

CHEF DU SERVICE PREPARATION DES CHANTIERS
100.000 / 120.000 F an

Adjoint direct du Patron de l'ensemble des chantiers, il sera l'interface entre les ingénieurs d'affaires et les chefs de chantiers.

Il est indispensable d'avoir pour ce poste des qualités de rigueur, d'organisation et de commandement ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Siège Banlieue PARISIENNE réf 519

POUR GRANDE DIVISION D'UN GROUPE INDUSTRIEL MAJEUR

PATRON DES SERVICES COMPTABLES

120.000 / 150.000 F an

35 ans min., c'est d'abord un homme de commandement qui aura à diriger une équipe de 60 personnes. Son expérience couvre l'ensemble des problèmes comptables, les questions de trésorerie et de gestion des contrats export. Anglais souhaité.

Siège Banlieue PARISIENNE NORD réf 516

POUR GRANDE SOCIÉTÉ D'ELECTRICITE INDUSTRIELLE

INGENIEUR COMMERCIAL

HAUT NIVEAU chargé des relations avec le C.E.A.

120.000 / 140.000 F an

33 ans min., c'est un logicien et un technicien qui dispose d'une bonne expérience du milieu nucléaire.

Siège Banlieue PARISIENNE réf 527

POUR INDUSTRIE LOURDE

INGENIEUR D'ENTRETIEN CONFIRME

110.000 / 130.000 F an

33 ans min., il dispose d'une solide expérience de l'entretien et de la maintenance d'importants équipements électromécaniques (moteurs, pompes, vannes, tuyauterie, chaudières, etc.).

Siège Banlieue PARISIENNE réf 529

POUR LA DIVISION ETUDES ET DEVELOPPEMENT D'UNE SOCIÉTÉ REPUTÉE EN AUTOMATISMES ET REGULATION

Siège Banlieue PARISIENNE

INGENIEUR CONFIRME HARDWARE

85.000 / 100.000 F an

28 ans min., c'est un spécialiste de la mise au point de circuits numériques qui dispose déjà d'une bonne expérience en conception de micro-calculateurs et de systèmes de transmissions de données.

réf 506

Basé à Paris (N.O.), responsable du DEVELOPPEMENT DES VENTES : prospective et vente aux CONSTRUCTEURS avec l'appui du S.E. et l'aide d'ingénieurs - Agents exclusifs locaux.

(A) Italie - Yougoslavie - Pays du COMECON - Pologne - France.

(B) Allemagne - Autriche - Suisse - Benelux - Pologne - France.

INGENIEURS MECANIC. : E.C.P., A.M. ou équiv.

EXPER. INDISPENSABLE : Vaste matériel technique à des constructeurs et conseils millier engins T.P. et sous-traitants (diagnostique des véhicules).

(A) Anglais courant.

(B) Allemand courant + bonne connaissance anglaise.

Déplacements 20 %.

Lettre manuscrite, CV détaillé, photo, 3000 F (préciser poste A ou B)

sélection conseil 6, place Marchal Juin 75017 Paris

Importante Sté rech. PROGRAMMEURS ANALYSTES PL 1 et BASES de DONNEES TEL. 26-17-65 et envoyez C.V. à Leas-Infor, 61, r. Blanche, 9

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

55.000 / 75.000 F an

C'est un ingénieur qui dispose d'une à deux années d'expérience en analogie basse fréquence ou éventuellement un débutant à fort potentiel.

réf 523

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

296-15-01

AUCHAN

22 hypermarchés C.A. 1976 : 4 milliards
Progression annuelle C.A. 40 % depuis 10 ans

recherche
pour son expansion RÉGION PARISIENNE et NORMANDIE

CONTROLEURS DE GESTION

Le poste, après formation appropriée, suppose responsabilité d'une équipe comptable de 8 à 10 employés mais débordant largement le cadre comptable traditionnel pour être orienté vers le conseil et l'assistance à la gestion de l'équipe de direction des magasins ainsi que la liaison avec les services informatiques.

Il conviendrait particulièrement bien à des jeunes diplômés : E.S.C., H.E.C., Licence Sciences Économiques, D.E.C.S., possédant ou non quelques années d'expérience comptable mais ayant :

- le goût du travail en équipe,
- le désir et la capacité d'assumer des responsabilités étendues,
- une personnalité suffisamment forte pour conseiller utilement, participer efficacement et animer des réunions,
- la possibilité de changer de domicile.

Il est offert :

- une rémunération en rapport avec les responsabilités du poste, complétée par prime d'intéressement ainsi que participation aux bénéfices,
- un travail passionnant dans des équipes jeunes et dynamiques,
- de réelles possibilités de promotion pour des candidats réussissant pleinement à ce poste-clé.

Envoyez curriculum vitae, lettre manuscrite et photo à :
P. DUPOSSÉ - HYPERMARCHÉ AUCHAN
C.D. 110 - BURELAY - 92304 MANTES-LA-JOLIE

Ingénieur Consultant

CEGI TYMSHARE

Filiale commune du Crédit Lyonnais, de Tysshare et de Cegos, leader dans son domaine, forte expansion européenne, time sharing vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time sharing au sein des plus grandes entreprises nationales et internationales, dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation. Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, personnel, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 40 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France et à l'étranger.

Ce poste convient à un diplômé GRANDE ECOLE, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience des langages de programmation. Formation complémentaire de gestion appréciée.

● Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire.

● La formation au time sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence M 7856, à CEGOS TYMSHARE (N° 602-70-12), 106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

Adjoint du Directeur Administratif et Comptable

PARIS 100/120 000 F

Une Société familiale française de conditionnement et de distribution de produits chimiques industriels tant au plan national qu'à l'exportation crée le poste d'Adjoint du Directeur Administratif offrant dès à présent des perspectives de carrière intéressantes.

Dépendant de la Direction Générale, il prendra en charge la préparation et la gestion des dossiers du Conseil d'Administration ; il assurera la rédaction des rapports, études, correspondances ou contrats dans les domaines comptable, juridique et fiscal ; il participera aux décisions concernant la gestion administrative et financière de l'Entreprise et assurera la coordination de leur mise en œuvre.

Ce poste sera confié à un Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (Option secrétariat général) ou équivalent, 30 ans minimum, justifiant dans ces domaines d'une expérience confirmée. Anglais souhaité.

sélé CEGOS

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 6065/N à Fr. ROUSSEAU - S&C-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

INSTRUMENTS S.A. DIVISION JOBIN YVON

RECRUTE POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE SON DEPARTEMENT PHYSIQUE

UN COORDINATEUR des actions commerciales

Ce sera nécessairement un homme dynamique et efficace qui a le sens du management.

Il devra justifier d'une expérience commerciale réussie de 5 ans minimum dans un poste de responsabilité, de préférence, dans le domaine de L'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE.

Initialement chargé de missions spécifiques, il pourra en cas de succès, se voir confier la responsabilité complète de l'action commerciale du département.

UN CHEF DE PRODUIT systèmes optiques

Ce poste requiert un INGENIEUR d'expérience technique indiscutable dans l'étude et la réalisation d'instruments d'optique fondés sur la SPECTROSCOPIE.

Cet ingénieur devra en outre justifier d'une expérience commerciale réussie de 2 ans min.

CES DEUX POSTES REQUIERENT DES INGENIEURS DIPLOMES D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU TITULAIRES D'UNE MAITRISE DE PHYSIQUE.

Adresser C.V. détaillé et photo à :
Monsieur DER AGOBIAN
JOBIN-YVON
16-18, rue du Canal - 91160 LONGJUMEAU

CONSTRUCTEUR D'ENSEMBLES MECANIQUES POUR ENGINES T.P. ET MANUTENTION

LEADER DES FABRICANTS EUROPEENS dans sa spécialité 250 personnes

rech. pour son Département ENGINES TP et MANUTENTION

2 JEUNES Ingénieurs d'affaires

A) SUD EUROPE B) CENTRE EUROPE

Basés à Paris (N.O.), responsables du DEVELOPPEMENT DES VENTES : prospective et vente aux CONSTRUCTEURS avec l'appui du S.E. et l'aide d'ingénieurs - Agents exclusifs locaux.

(A) Italie - Yougoslavie - Pays du COMECON - Pologne - France.

(B) Allemagne - Autriche - Suisse - Benelux - Pologne - France.

INGENIEURS MECANIC. : E.C.P., A.M. ou équiv.

EXPER. INDISPENSABLE : Vaste matériel technique à des constructeurs et conseils millier engins T.P. et sous-traitants (diagnostique des véhicules).

(A) Anglais courant.

(B) Allemand courant + bonne connaissance anglaise.

Déplacements 20 %.

Lettre manuscrite, CV détaillé, photo, 3000 F (préciser poste A ou B)

sélection conseil 6, place Marchal Juin 75017 Paris

Importante Sté rech. PROGRAMMEURS ANALYSTES PL 1 et BASES de DONNEES TEL. 26-17-65 et envoyez C.V. à Leas-Infor, 61, r. Blanche, 9

مكتبة الأمل

ANNO

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

directeur succursale

deuxième laboratoire homéopathe de France, CA 45 M, 450 personnes, recherche un collaborateur capable de diriger son établissement de Paris (effectif : 80 personnes). Sa mission consiste à gérer le budget de fonctionnement de la succursale, d'organiser et contrôler le personnel. En collaboration avec un pharmacien et un coordinateur il devra assurer la fabrication et la délivrance des produits de son secteur. Age d'au moins 30 ans, le collaborateur doit avoir une expérience réussie de gestion d'un centre de distribution (succursale, agence, Direction régionale) de produits à rotation rapide. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 709289/M (à mentionner sur l'envoie). Le secret absolu des candidatures est garanti par : **BERNARD KRIEF CONSULTANTS** 1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

GIRAM

entreprise tous corps d'état, leader dans son activité (400 personnes - C.A. : 20 millions) CREZ DANS LE CADRE DE SON EXPANSION LE POSTE DE :

DIRECTEUR du DÉPARTEMENT PEINTURE ÉTANCHÉITÉ VERTICALE

En relation directe avec le Président du Directeur, il bénéficiera d'une large autonomie pour organiser et gérer son Département. Il dirigera une équipe de 120 personnes (dont 15 cadres et agents de maîtrise), qui augmentera de 25 % dans un proche avenir. En relation fonctionnelle avec les autres Départements, il sera le maître d'œuvre des interventions pour les clients, dont il aura la responsabilité. Une bonne expérience (environ 10 ans) dans le bâtiment (entreprises ou industries) est indispensable. Une formation d'ingénieur (A, et M, ou E.T.P., ou équivalent) sera appréciée. Veuillez écri., en précis. votre rémunérat., actuelle, à : Richard Benoitou, GROUPE BNC CONSEIL, 51, rue Vivienne, 75003 PARIS, sous réf. 77-030/R. Discretion et réponse rapide assurées. Une journée d'échange et de sélection est prévue le 19 octobre.

une téléphonie très spécifique...

Notre d'élite élaborée par un Groupe Multinationale, leader dans plusieurs secteurs, recherche pour la Région Parisienne plusieurs Télécommunicateurs :

directeur d'agence

Responsable de son unité, il construira, formera et animera une équipe de vente performante et supervisera l'après-vente, installations, réparations, maintenance. Une expérience réussie de gestion d'un centre de distribution de télécommunications sera appréciée. (Réf. 1275 21)

promoteur commercial

Responsable des grands comptes, il visitera, négociera, conclura et suivra les ventes. Il devra être capable de la négociation commerciale à haut niveau et il aura pratiqué dans les télécommunications. (Réf. 1235 21)

promoteur produits

Devant former et motiver les vendeurs, il assurera les ventes, négociera, conclura et suivra les ventes. Il devra être capable de la négociation commerciale à haut niveau et il aura pratiqué dans les télécommunications. (Réf. 1237 21)

Envoyer C.V. et photo en précisant le poste qui vous intéresse à I.C.A. ou Transmex.

ICA International Classified Advertising 9, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Leader dans son secteur d'activités (petite mécanique) recherche pour un de ses importants départements **INGÉNIEUR** ayant acquis une solide formation complémentaire en informatique. — Il aura à prendre en charge progressivement l'ensemble de la fonction ordonnancement, approvisionnement matériel, lancement en fabrication des composants et sous-ensembles, gestion de stocks, etc.). — Il poursuivra et développera l'information des procédures avec l'assistance des services spécialisés. — Le poste conviendrait à un ingénieur ayant déjà une expérience similaire de 2 à 3 ans avec un passage en fabrication. — Il devra posséder de bonnes capacités de négociation tout en étant à même de faire preuve d'autorité par ses compétences et de conserver en permanence un sens aigu du service clients. Lieu de travail : VAL-DE-MARNE (94). Env. C.V. man., photo et prêt. n° 28.008 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmet.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE

recherche POUR SA DIVISION INTERNATIONALE

- CHEF DE GROUPE

- Minimum 3 années de Marketing des produits de grande consommation.
- Bonnes connaissances pratiques et théoriques des problèmes publicitaires, promotionnels et d'études de marché.
- Connaissance courante (parlé, écrit) de l'espagnol et/ou de l'anglais.

- ATTACHÉ COMMERCIAL (VENTES)

- Expérience minimum de 2 à 3 années dans un réseau de ventes de produits de grande consommation.
- Connaissance pratique du merchandising, de l'organisation de réseau et de la distribution physique.
- Homme de terrain capable de communiquer de façon précise et concise tant oralement que par écrit.
- Espagnol courant nécessaire.

- ATTACHÉ COMMERCIAL DÉBUTANT (MARKETING)

- Formation Études Universitaires Commerciales.
- Stages d'études à l'étranger souhaités.
- Anglais et espagnol impératifs.

Lieu de travail : PARIS avec déplacements fréquents. Faire demande manuscrite avec C.V. et photo en précisant salaire actuel, prétentions et poste recherché. Ecrire sous n° 12802 B à :

bleu 17, rue du Docteur Lata, 93300 VINCENNES qui transmettra.

Établissement financier de dimension internationale recherche un

adjoint au contrôleur de gestion

chargé de concevoir et de mettre en place un système de comptabilité analytique. Le candidat recherché doit posséder :

- un diplôme d'Études Supérieures Scientifiques ou Commerciales
- un minimum de 2 ans d'expérience de la gestion d'entreprise.

Adresser CV + photo + salaire actuel sous référence AR 79

CARRIÈRES SERVICES - R.R. DE LA PAIX 1, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PLUS DE 10.000 PERSONNES - PARIS - RECHERCHE

CADRE FORMATION EXPERTISE COMPTABLE ou ÉQUIVALENT

Au sein du département financier et comptable, le titulaire du poste assurera le chef de service dans la direction d'un service de 35 personnes chargé de :

- la comptabilité clients et fournisseurs.
- la centralisation,
- les prévisions, la gestion de trésorerie, etc.

Une expérience de 10 ans minimum acquise à un poste de responsabilité dans une Direction Comptable d'une grande entreprise est souhaitée. Rémunération **100.000 +** Ecrire sous référence B4 172 CM

4, rue Massenet, 75016 Paris, discrétion absolue

RESPONSABLE MARKETING

ILE DE FRANCE - 80 Kms de PARIS - Nous sommes un laboratoire pharmaceutique, filiale d'un important groupe américain. Notre chiffre d'affaires qui est de 60 millions de F. doit doubler dans les 5 prochaines années.

Le Responsable Marketing dépendra du Directeur Commercial, et sera responsable, pour une gamme de produits, des études de marchés, des campagnes de publicité et de promotion, des argumentaires et de la coordination des différents services de la société impliqués dans la réalisation du plan marketing qu'il aura lui-même élaboré.

Votre âge, 30 ans minimum, votre formation commerciale supérieure et votre connaissance de toutes les techniques de marketing, acquises de préférence dans l'industrie pharmaceutique ou chimique, vous incitent à postuler pour ce poste.

Envoyez aux Consultants de SERIFO (téléphone 3866 X) à qui nous avons confié cette recherche.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION 22, rue de L'ÉTOILE - 75008 PARIS

TUYAUTERIES INDUSTRIELLES

Jeune ingénieur A&M, après quelques années de pratique dans le domaine des tuyauteries industrielles (bureau d'études ou chantier), les techniques d'installation vous attirent. Nous aurons vous consulter.

L'importance et la spécificité de nos réalisations dans le domaine de l'ingénierie nucléaire doivent vous intéresser.

Après une formation de 6 mois, nous avons prévu de vous intégrer à l'une de nos équipes projet chargées de la construction de centrales.

La mission que nous vous confierons alors, consistera à gérer un marché de réalisation de tuyauteries (qualifications et montage) en relation avec nos fournisseurs et leurs sous-traitants. De bonnes connaissances de l'Anglais sont souhaitées.

Le poste est basé à Paris avec de courts déplacements sur chantiers en France et éventuellement à l'étranger. Adresser votre candidature manuscrite et votre CV (réf. 9173 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

La filiale française du groupe CAPAROL

(l'un des plus importants fabricants européens de peintures, enduits, revêtements pour le bâtiment) recherche pour son siège social et usine de MONTEBELL (77130) son

GÉRANT

Fondé de pouvoir de l'entreprise, le candidat idéal aura :

- une expérience réussie dans la gestion et le marketing, acquise au sein d'entreprises de la même branche d'activité ;
- une connaissance approfondie du marché français ;
- un esprit dynamique capable de motiver son équipe ;
- l'habitude des contacts techniques et commerciaux dans le domaine de la peinture et des enduits ;
- des références solides dans la gestion des entreprises ;
- la connaissance de la langue allemande. Cette condition est vivement souhaitée, mais non déterminante en elle-même.

Responsable vis-à-vis de ses mandants, le candidat idéal bénéficiera :

- de la possibilité de développer, sur un marché peu saturé, des produits qui ont déjà fait leurs preuves ;
- de l'appui du groupe dans les domaines financier, administratif et technique ;
- d'une rémunération en rapport avec les responsabilités et les résultats obtenus.

Les candidats dont le profil correspondrait à cette offre sont priés d'envoyer tout document détaillé, photo, curriculum vitae, à : 1970, COPAP, 44, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

(250 personnes - 450 de C.A. - Filiale d'un groupe international de 120.000 personnes - Stable dans son organisation et ses résultats bénéficiaires) recherche en vue de renforcer sa

DIRECTION DE PRODUCTIONS A POISSY UN CHEF DE SERVICE MÉTHODES CENTRALES

Etudes sur la politique industrielle de la Société à moyen et long terme. Ce poste s'adresse à un ingénieur-mécanicien (A.M. ou équivalent), de 35 ans maximum, ayant autant que possible une bonne expérience professionnelle de l'industrie automobile, des méthodes et de la fabrication des machines-outils. Une forte personnalité, des qualités de contact, ainsi que la volonté de réussir sont également indispensables. Anglais nécessaire. Rémunération attractive.

Adresser C.V. man., prêtent, et photo à n° 27.561, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra. Discretion absolue assurée.

vous êtes BACHELIER

vous orientez vers la **GESTION D'ENTREPRISE**

ipag Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion. Établissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'État (association loi 1901)

recrute sa nouvelle promotion **FORMATION EN 3 ANS alternant STAGES ENTREPRISE ET ÉTRANGER ÉTUDES À L'INSTITUT** avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps professoral issu de l'entreprise et un matériel didactique moderne (terminaux d'ordinateur, magnétoscope, laboratoire de langues).

LES INSCRIPTIONS SONT PRISES JUSQU'AU **25 SEPTEMBRE 1977** Information ou inscription à l'IPAG 194, Boulevard Saint Germain 75006 PARIS Téléphone 222.06.58

vous sommes un des meilleurs magazines érotiques de France

et nous cherchons un

RÉDACTEUR EN CHEF EXPÉRIMENTÉ

Apportant des idées neuves et des relations. Anglaise, allemande souhaitées. Téléphone : 538-06-37.

Importante Société recherche pour BAGNEUX - 92

assistant (e) du service juridique

Il est demandé :

- 2 à 3 ans d'expérience en service juridique (contrats commerciaux, assurances, fiscalité, Droit des Sociétés).
- Bonne connaissance de l'Anglais (français écrit).

chef comptable

Il est demandé :

- DEC ou équivalent.
- 2 à 3 ans d'expérience comptabilité générale, bilan, très bonne connaissance comptabilité analytique et comptabilité américaine.
- Anglais indispensable l'écrit et l'oral.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : C. BOYER, 1 Avenue Louis Pasteur, 92220 BAGNEUX.

RESPONSABLE DE MARCHÉ FRANCE

DIVISION D'UNE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE, doublant ses ventes tous les 3 ans, commercialisant des produits à base de polymères conducteurs ou thermorétractables, particulièrement utilisés pour le trappage, la protection anticorrosion et les joints de tuyauterie.

Nous recherchons un **INGÉNIEUR** diplômé, capable de s'intégrer à une équipe jeune et dynamique, parlant couramment l'anglais, ayant quelques années d'expérience de vente de produits industriels. BASE à PARIS, il sera chargé de développer en France les contacts avec les Sociétés d'Engineering et les filiales françaises des Grands Groupes Internationaux des industries chimiques et pétrochimiques.

Le candidat retenu recevra une formation complète dans les divers unités du groupe en Europe et aux États-Unis (Californie). Rémunération au-dessus de la moyenne, voiture de fonction.

Env. C.V. et photo sous le n° 37475 à CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmet.

telesystemes

Société de Services spécialisée en Télé-informatique, recherche :

ANALYSTE-PROGRAMMEUR SYSTEME

La fonction proposée comporte l'étude et la réalisation de systèmes frontaux de télécommunications sur mini-ordinateurs.

Les candidats auront :

- au moins trois années d'expérience
- une solide connaissance des systèmes temps réel
- le goût de l'initiative personnelle.

Ref. APS Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence du poste chargé à TELESYSTEMES, Direction des Services Réseau, 10, rue de Verdun 92100 Boulogne.

IMPORTANTÉ BANQUE PRIVÉE

recherche pour son Département Immobilier

ATTACHÉ DE DIRECTION

- connaissant bien le montage et le suivi des crédits promoteurs ;
- possédant un très bon niveau d'anglais ;
- désireux de compléter son expérience bancaire au sein d'un établissement à vocation internationale.

Adresser lettre + C.V. détaillé sous réf. n° 11.883 à BLEU PUBLICITE, 17, rue Lebel à VINCENNES, qui transmettra. Discretion assurée.

GERG

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

450 INSPIC DES IM

■ Ingénieur diplômé en Mécatronique, Électronique, Automatique, ou équivalent.

■ 2 à 3 ans d'expérience dans un service technique (contrats commerciaux, assurances, fiscalité, Droit des Sociétés).

■ Bonne connaissance de l'Anglais (français écrit).

Envoyer C.V., photo et prétentions à : C. BOYER, 1 Avenue Louis Pasteur, 92220 BAGNEUX.

jeunes diplômés ESC

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

UN MÉDECIN

RECHERCHONS UN MÉDECIN DES TIGRIS MÉDECIN MÉTHODOLOGIE ET MÉTAPHYSIQUE ET MÉTAPHYSIQUE ET MÉTAPHYSIQUE

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

ingénieurs ou cadres technico-commerciaux

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

INGÉNIEURS INSA - ENSIMAG

ANALYSTES PROGRAMMEUR

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

SYSTÈME

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

LA DIRECTION DE LA RECHERCHE RECRUTE PAR COM

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	46,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CARITATUX	80,00	87,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Le n°/col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CERG

société de services informatiques leader dans les produits programmes de gestion immobilière

recherche pour PARIS NORD des candidats de valeur désirant se joindre à un groupe dynamique

ingénieur grande école pour diriger

l'un de ses centres informatiques. Son expérience lui permettra d'assumer de façon autonome la responsabilité de projets d'études, de l'exploitation (IBM 135 OS) et de l'animation de son équipe (15 personnes). Il devra également assurer le développement commercial de son agence.

chef d'exploitation

pour PILOTER un large réseau de time-sharing. Il aura la responsabilité de la gestion d'un gros système, du suivi des exploitations services-bureau et temps partagé, l'encadrement des équipes des salles machines. Une expérience de 2 ans, dans un poste similaire, est nécessaire, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais et une pratique hardware de télé-informatique.

commercial

pour la prospection et la vente d'informatique immobilière.

Il sera un homme de terrain ayant le sens de la vente, un diplôme et de bonnes connaissances en gestion, et le goût de l'immobilier.

Les rémunérations sont importantes et stimulantes. Adr. lettre manuscrite et C.V. à M. DRAPEAU, direction du personnel, CERG - Tour d'Asnières - 92008 ASNIERES.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS RECRUTE PAR CONCOURS

450 INSPECTEURS DES IMPÔTS

- Formation rémunérée
- Fonctions et responsabilités variées
- Accès aux emplois supérieurs
- Stabilité de l'emploi

Date des épreuves : 4-5-6 janvier 1978. Inscription jusqu'au : 3 octobre 1977.

Les candidats doivent être âgés de moins de 30 ans au 1^{er} janvier 1978, titulaires d'un diplôme satisfaisant un second cycle d'études supérieures ou autorisés à s'inscrire en deuxième année en vue de l'obtention du DEUG de droit, sciences économiques, A.E.S., mathématiques appliquées et sciences sociales et certaines sections de sciences.

Renseignements et inscriptions :

- pour les départements de la région Île-de-France : Centre d'études et de formation professionnelle 19 rue Serlio, 75008 PARIS CEDEX 08. Tél. 742-42-80, poste 336 ;
- pour les autres départements : Direction des Services Fiscaux

jeunes diplômés ESC...

Le Marketing vous intéresse et vous voulez y faire carrière : vos études vous ont orienté vers le grand commerce et si vous connaissez l'anglais, nous serions heureux d'accueillir l'un de vous comme ASSISTANT CHEF DE PRODUIT dans nos équipes de Marketing. Nous sommes une importante Société française (C.A. 850 Millions), leader sur son marché (grande consommation) rattachée à un puissant groupe international.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération souhaitée sous la référence 709288/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75253 PARIS CEDEX 06

Les Laboratoires WYETH-BYLA

recherchent

UN MEDECIN

POSSÉDANT UNE EXPÉRIENCE DES ESSAIS THÉRAPEUTIQUES (MÉTODOLOGIES ET TESTS STATISTIQUES) ET CERTAINES CONNAISSANCES EN PHARMACOLOGIE ET EN PHARMACOCINÉTIQUE

Une excellente pratique de l'Anglais écrit est indispensable.

En étroite collaboration avec le Directeur Médical, il participera à la recherche des experts et à l'élaboration des protocoles, au suivi des expérimentations. Nombreux déplacements en Province à prévoir. Ce poste conviendrait à un candidat, même débutant, particulièrement dynamique et désireux faire carrière dans l'industrie pharmaceutique.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et présentations à Laboratoires WYETH-BYLA, Direction Médicale B.P. 402 - 75026 PARIS CEDEX 13

informatique

INGÉNIEURS (INSA - ENSIMAG...)

- 2 à 3 ans de gestion, développement et encadrement projets informatiques.
- Paris ou étranger. (réf. 16/10)

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- IUT expérience 2 ans (ICIS-DI.1 appliqué), Travail Paris. (réf. 16/10)
- Travail Province, étranger. (réf. 17/10)

Tous ces candidats devront connaître COBOL et/ou PL.1

Adresser C.V., photo, présentations, détail de disponibilité, sous référence correspondant à Mamrègies qui transmettra.

mamrègies

3, rue d'Hauteville - 75010 Paris

SYSTEC

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

pour études Hard et Soft de systèmes temps réel à base de microprocesseur.

Écrire avec C.V. à M. Jean-Jacques, 6120 MONTBOUGE.

ACCESSOIRES AUTOMOBILE ET EQUIPEMENTS MOTEURS DIESEL

Une société française, siège à Paris, entreprises moyennes, mais leader mondial dans sa spécialité cherche

DIRECTEUR EXPORTATION

Salaire 150.000 F + selon expérience

- Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé et dynamique, âgé d'au moins 40 ans, de formation supérieure, ayant une excellente maîtrise de l'anglais et de l'allemand, de préférence un ingénieur ou assimilé connaissant les moteurs Diesel et essence.
- Il aura à animer et développer un réseau d'agents en place dans 22 pays.
- Il s'agit d'un poste offrant d'excellentes perspectives d'évolution dans une société en pleine expansion.

Adresser C.V., présentations et photo, réf. 824 à : SWEEKS B.P. 259, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

Burroughs

Constructeur Mondial en Informatique RECRUTE

JEUNES DIPLOMÉS

de l'enseignement supérieur commercial pour PARIS et la PROVINCE

Votre Mission :

- Analyser des situations et conseiller les Directions d'Entreprises dans leurs problèmes d'organisation et de gestion.
- Réaliser la commercialisation et la mise en place des équipements adaptés à leurs besoins.

Nous vous assurons :

- Une Formation importante (7 % de notre masse salariale) dès votre entrée, et tout au long de votre carrière ;
- De réelles possibilités de carrière à des postes de responsabilité et de management pourvus par promotion interne ;
- Des rémunérations attractives.

Envoyer lettre, C.V., photo sous référence 146 à : M. Louis-Marie BOLIN - BURROUGHS S.A. 320-322, av. Laurent-Coty, 92221 Gennevilliers Cedex.

IMPORTANT MAÎTRE D'OUVRAGE

recherche

UN ADJOINT AU RESPONSABLE de son SERVICE TRAVAUX

Âgé de 35 ans minimum, le candidat de formation ingénieur ou technicien supérieur devra posséder une connaissance approfondie des techniques de construction et d'équipement ainsi qu'une expérience de plusieurs années acquise dans une entreprise générale de Bâtiment ou une société d'ingénierie.

Il lui sera proposé de coordonner et d'animer, tant sur le plan technique qu'administratif, les activités de plusieurs secteurs chargés de l'équipement de locaux d'exploitation adaptés aux exigences des techniques modernes de gestion.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V. détaillé et présentations à : Mme A. Cartier, 78, avenue Albert Bartholomé, 75015 Paris, qui garantira une totale discrétion.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (mécanique moyenne, grande série) fournisseurs de l'industrie automobile recherche

CONSULTANT APPROX/GESTION de STOCKS

pour repenser complètement, puis mettre en place le nouveau système de gestion informatisée (IB 4240) de la société : achats-approvision et gestion de stocks/valorisation comptable. Totalement responsable de ce projet envers la D.G., il interviendra pour cette mission de durée limitée (10 à 12 mois) en liaison avec tous les utilisateurs concernés. Rémunération élevée pour un spécialiste de haut niveau.

Écrire C.V. sous réf. CAG/M/RE à T.A.S. 77, rue de la Folie, PARIS-13^e.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER EN FORTÉ EXPANSION

recherche

cadre commercial

Homme de contact, habitude aux négociations au plus haut niveau. 2 à 3 ans d'expérience bancaire requise. Formation E.S.C. ou licence sciences éco souhaitée.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 1771 à INTER P.A. B.P. 508 75066 Paris cedex 02 qui transmettra.

La Division machines automatiques de contrôle de SAINT GOBAIN TECHNIQUES NOUVELLES (90% du C.A. à l'exportation) se développe et crée un nouveau poste d'ingénieur technico-commercial

sa mission sera double

- Traiter les affaires avec la clientèle internationale (industriels du verre creux)
- Étudier les nouvelles possibilités d'utilisation de ce type de machines dans des industries voisines (embouteilleurs par exemple).

Nous souhaitons rencontrer : un ingénieur, mécanicien ayant également de bonnes notions en électronique et qui a déjà une courte expérience internationale de marketing et de vente de matériel technique très élaboré. Connaissance de l'allemand indispensable. Autre (si langue (s) souhaitée (s)). Déplacements fréquents dans le monde entier.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence 4202 C

5, rue Meyerbeer 75009 Paris

Heineken

ALSACIENNE DE BRASSERIE

recherche pour PARIS

ASSISTANT CHEF de PRODUITS

Cadre HEC - ESSEC - SUP de CO. - fortement motivé pour le marketing d'un produit de grande consommation de réputation internationale. Anglais indispensable, mais débutant dans la fonction possible.

Adresser C.V., photo et présentations à Monsieur A. HAUSS

112, Avenue J.B. Clément 92100 BOULOGNE

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Conditionnement cosmétique parfumerie 80.000+ Banlieue Sud

Filiale d'un groupe international britannique une Société française (C.A. 150 millions F. - 1000 personnes) spécialisée dans la fabrication et commercialisation d'articles de conditionnement pour cosmétiques, parfumerie et produits entretien, recherche un Cadre Commercial. Sous l'autorité du Directeur des Ventes, de la Division Emballages Cosmétiques, le titulaire sera le responsable du service exportation de cette division. Il assurera la coordination des problèmes commerciaux avec la direction de l'usine et la liaison avec les sociétés sœurs en Europe. Le candidat retenu sera de préférence un HEC - ESSEC - Sup de Co, ayant une très bonne connaissance des langues anglaise et allemande. Une expérience commerciale acquise à un poste comparable serait souhaitable. Écrire MINET PUBLICITE sous réf. 3550/S 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

recherche

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Formation

Études Supérieures niveau Maîtrise

Une première expérience professionnelle est souhaitable.

Lieu de travail : banlieue SUD.

Adr. C.V. et présent. n° 28.119 CORTESSE Publ. 30, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DÉBUTANT

pour laboratoire central d'évaluation de circuits intégrés et semi-conducteurs destinés à être utilisés dans études d'équipements des différents unités du groupe.

Contacts avec concepteurs d'équipement et fabricants semi-conducteurs.

Adr. C.V., photo et prêt. à THOMSON-CSF, Serv. Recrutement - B.P. 10 - 91401 ORSAY.

مكتبة الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

propriétés propriétés

.....

VENTE SUR SAISIE IMMOB. AU PALAIS DE JUSTICE DE VERSAILLES
LE MARDI 11 OCTOBRE 1977 à 10 heures

UNE PROPRIÉTÉ sise à SAINT-CLOUD
(HAUTE-DE-SEINE)
5, rue de Bezeval
7 pièces principales, salle de bains, cave. 1.615 m².
MISE A PRIX : 500.000 FRANCS

S'adresser à M^r RAVIART, avoué, 13 bis, avenue de Saint-Cloud,
VERSAILLES - Tél. : 950-03-12.

RÉGIONS

L'avenir du régionalisme

VÉRITÉ AU-DELA DES PYRÉNÉES...

ALORS que pendant des siècles c'est vers les États anglo-saxons et scandinaves qu'il fallait tourner les yeux pour prendre des leçons de démocratie et de progrès, la France, toujours centralisatrice et jacobine, ferait bien aujourd'hui de s'inspirer — malgré les différences évidentes qui existent entre les deux pays — de ce qui se passe au-delà des Pyrénées, entre Madrid et Barcelone.

En acceptant de rétablir la Généralité de Catalogne, l'Espagne de l'après-franquisme ne satisfait pas seulement des revendications populaires et « nationalistes », elle se donne aussi, en exemple à une Europe qui voudrait bien, un jour, former une confédération, et singulièrement à la France, trop fidèle à un centralisme d'un autre âge.

Allergie à toute réforme politique

En dépit de la loi de juillet 1972 sur les régions et de quelques retouches qui lui ont été apportées, notamment dans le domaine économique, en dépit aussi des initiatives du président de la République, qui a confié à M. Olivier Guichard une mission d'étude sur la réforme des collectivités locales, puis qui a lancé une vaste consultation auprès des maires, le pouvoir reste fondamentalement allergique à toute réforme politique qui déboucherait sur un accroissement des responsabilités des régions et des départements. La tutelle préfectorale demeure particulièrement vigilante, tandis que la marge de manœuvre des élus régionaux reste dérisoire, puisque les recettes fiscales dont ils peuvent disposer sont impitoyablement limitées à 35 francs par habitant.

On comprend d'une certaine manière l'immobilisme, et pour parler comme M. Pierre Mauroy, l'« attitude litigieuse » du pouvoir. Pourquoi M. Giscard d'Estaing se lancerait-il dans une réforme régionale hardie, alors que dans les profondeurs du pays le moins que l'on puisse dire est que le besoin ne s'en fait guère sentir avec urgence ? Le danger de détruire à l'explosion des centres des impôts en Bretagne ou de réunir sur les hauteurs de Bastia une conférence de presse mystérieuse, s'il réveille une malaise certaine, voire une exaspération contre la bureaucratie parisienne, ne suffit pas à constituer un projet cohérent de redistribution des pouvoirs entre l'État et les collectivités locales.

Les forces politiques établies ne sont pas davantage crédules que les autonomistes. Ce n'est pas en effet en faisant le tour

des préfectures pour s'informer des problèmes de l'emploi que M. Barre convaincrira qu'il veut décentraliser. Ce n'est pas non plus en traquant dans le parc de La Courneuve, pendant la fête de l'humanité, des avenues du Lot et du Cambrésis, ou des places de Brière et de Sologne, ou bien en dressant des stands de produits régionaux, que le parti communiste démontrera qu'on peut être à la fois partisan du centralisme démocratique et de la régionalisation. Enfin, en Alsace, dans le Languedoc, en Aquitaine ou en Bretagne, les élus régionaux sont loin d'être unanimes et décidés à obliger le gouvernement à lâcher du lest.

Il y a eu des propositions de loi, répliquées-les à gauche comme à droite. Mais que font maintenant leurs auteurs pour défendre ces textes et rallier autour d'eux les appuis nécessaires ? La manifestation de la majorité ne contient, au chapitre de la Société de responsabilité, que trois lignes d'une étonnante pauvreté sur le sujet. Quant au programme commun, plus complet il est vrai, pourquoi les trois partis de gauche n'ont-ils pas voulu le mettre à jour sur ce point et lui donner du même coup un nouveau lustre ? C'est pourtant de bonne tactique pour occuper le terrain au moment où le président de la République jette auprès des trente-six mille cinq cents maires une vaste opération « information-dialogue » dont l'utilité d'ailleurs est contestée par beaucoup.

Deux phénomènes surprenants

La comparaison immédiate avec l'Espagne étant faite, facilitée par la présence à chaque extrémité des Pyrénées de régions frontalières, il faut qu'un jour prochain les économistes et les historiens expliquent deux phénomènes surprenants :

— Y a-t-il des rapports directs entre le régime plus ou moins fédéral d'un pays et sa puissance économique ? La capacité de résistance d'un État à la crise et à la déflation de l'emploi est-elle d'autant plus grande que les structures politiques ou financières de cet État sont décentralisées ?

— Comment expliquer qu'en Espagne les mouvements autonomistes se soient développés essentiellement en Catalogne et au Pays basque, c'est-à-dire dans les deux régions les plus industrialisées de la péninsule ibérique, alors qu'en France c'est dans les zones défavorisées et rurales comme la Bretagne, la Corse ou le Languedoc occidental qu'ils rencontrent la plus chaleureuse résonance ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

CONTESTATION EXEMPLAIRE A TOULON

Faute de ports, les bateaux peuvent se contenter de garages

Une controverse, encore fœbrale, se développe à Toulon. Aux deux mille trois cent cinquante postes déjà occupés par des bateaux de plaisance, il est question d'ajouter cinq cents anneaux en construisant un nouveau port à l'extrémité est des plages de Mourillon. Mais les écologistes mettent en garde la municipalité de Toulon sur les inconvénients d'un tel projet.

« Une hérésie maritime et écologique... Associée au bétonnage du littoral, cette opération reproduit, avec dix ans de retard, les erreurs catastrophiques aujourd'hui dénoncées sur toute la Côte d'Azur. Rallie à l'envasement des bateaux-poussoirs, inutilisés trois ou quatre jours par an ! » Les adversaires du projet, parmi lesquels les habitants du littoral, les défenseurs des sites et la commission extra-municipale d'écologie marine (Ecomar), présentent les objections habituelles soulevées par les fameuses « restructurations » des côtes. Ils ne manquent pas d'arguments :

« Les endiguements, les plages alvéolaires et leurs sables divergents ont déjà détruit la plus grande part du récif-barrière, l'ultime garant de la vie des fonds et de la salubrité de l'eau. La

construction du nouveau port porterait, selon les écologistes, le coup de grâce à une flore et à une faune marines d'une richesse exceptionnelle.

« L'admirable site que forment les criques, bordées par le sentier des douaniers et agrémentées d'une végétation préservée et rare, serait irrémédiablement défigurée.

« Nullement hostiles à la démocratisation de la navigation de plaisance, les écologistes préconisent l'extension des « batotels », tel celui de Pointe-Rouge à Marseille. L'utilisation de coques en plastique qui peuvent être tirées à terre, permettrait de généraliser ces « garages à bateaux ».

« Les partisans du projet insistent de leur côté, sur trois points principaux :

« Les nouveaux postes répondront à peine à la demande sans cesse accrue ;

« L'emplacement jouxtant les plages, le petit port de pêche du Fort-Saint-Louis, l'école de voile et les terrains d'animation, permettra de compléter un remarquable ensemble de loisirs, ouvert à tous ;

« Le développement des activités nautiques, créatrices d'emploi, est nécessaire à l'économie locale, fragile et peu diversifiée. Interrogé sur ce projet, M. Maurice Arreckx, maire de Toulon, s'est montré rassurant : « Nous continuons seulement le pro-

gramme prévu. Il s'agit de libérer au bénéfice des baigneurs la dernière anse artificielle en ouvrant un abri à l'école de voile et au club nautique, lesquels ne sont nullement réservés à des privilégiés.

« La concession d'endiguement actuelle ne permet pas, indique encore le maire, la construction d'un nouveau port. Pour ce faire il faudrait donc la modifier, ce qui entraînerait l'ouverture d'une enquête publique. Toutefois, tout comme les nouvelles plages — gratuites — étaient indispensables à la population sans cesse croissante, le besoin de cinq cents anneaux nouveaux est évident. Personnellement, et tenant compte de l'avis défavorable de certaines de mes commissions, je donnerais la priorité à la recherche d'emplacements non plus au Mourillon mais à l'intérieur de la rade-abri. » Il s'agit de la rade fermée, de 20 kilomètres de pourtour, qui héberge déjà les navires de guerre, l'arsenal maritime, les chantiers navals de La Seyne, le port marchand, la gare maritime de croisières et plusieurs ports de plaisance.

Une telle solution, qui exigerait diverses négociations, pourrait donner satisfaction au plus grand nombre des opposants. La commission Ecomar n'y serait pas hostile mais demande d'être consultée.

JEAN RAMBAUD.

D'UNE PROVINCE A L'AUTRE

CINQ MILLIONS POUR LES SINISTRÉS DES INONDATIONS

Pour venir en aide aux sinistrés de la région Midi-Pyrénées, victimes des inondations de juillet dernier, le conseil régional vient de voter un emprunt de 5 millions de francs. C'est le Gers qui se voit attribuer la plus grande partie des crédits avec 4 millions 200 000 francs, le reste étant réparti entre la Haute-Garonne, le Lot-et-Garonne, le Lot, les Hautes-Pyrénées et le Tarn.

M. Alain Savary, président (P.S.) du conseil, a souligné l'insuffisance de l'aide gouvernementale. Les communistes, de leur côté, ont trouvé trop faible l'emprunt, à quoi il fut répondu que la régionalisation ne permettait pas au conseil régional d'engager de plus grandes dépenses. L'assemblée a souhaité le vote, au cours de la prochaine session d'un nouveau crédit qui devrait permettre l'aménagement des berges et la création de retenues sur les rivières de la région.

LIMOGES LIBÈRE SES LIONS

Ils sont quatre, taillés dans le granit, et qui remontent à l'époque gallo-romaine. Deux se trouvent sur le parvis de l'église Saint-Michel dont le clocher domine la ville et qui leur doit son nom : Saint-Michel-de-Lions. Un autre a pris ses inviolables au musée municipal. Lui, le quatrième — ou peut-être le premier — a été déposé récemment des murs qui l'emprisonnaient place du Prédial, à l'angle des rues Haute et de la Comédie, au cœur du vieux

Limoges. Cette libération il la doit à la restauration de l'hôtel Mallet de Savignac où sont installés les services de la conservation régionale des antiquités historiques et qui offre maintenant aux habitants du Limouzin et aux touristes ses colonnades fraîchement vernissées et un élégant porche du dix-septième siècle.

Toute libération, surtout quand la dévotion a été longue, ne va pas sans quelques problèmes. Le lion est sorti plutôt pâli de son corset de pierre séculaire. Un peintre, qui colore à petites touches précises et farvertes, est chargé de lui redonner ses couleurs originales : en granit rose.

LES CHAMPIONS DU TÉLÉPHONE

La région Languedoc-Roussillon est passée, en trois ans, du dix-septième rang au premier pour la croissance de l'équipement téléphonique, avec un taux annuel de 26 %, a annoncé M. Maurice Lambert, préfet de région.

De 1974 à 1977, les autorisations de programme ont augmenté de 450 %. Le nombre annuel des raccordements d'abonnés a progressé de vingt-cinq mille par an à quatre-vingt mille. Grâce à cet effort, le délai moyen d'attente a été réduit de treize à cinq mois.

Les trois cent mille abonnés de la

région bénéficieront, à la fin de l'année, de l'automatisation totale de leur réseau avec la disparition du téléphone manuel, encore en service dans la circonscription de Pont-de-Montvert, en Lozère.

CONVERSION CHARBONNIÈRE ET RÉNOVATION IMMOBILIÈRE

L'association des communes minières qui regroupe cent quatre-vingt communes du bassin houillier du Nord et du Pas-de-Calais a réélu à sa présidence M. André Delaite (P.S.), député et maire de Lens. Le nombre total des logements rénovés atteindra sept mille à la fin de l'année 1977, alors qu'il convient d'en rénover quelque soixante mille. En outre, l'assainissement indissociable des voies et réseaux divers qui doit accompagner et même précéder la rénovation, tarde aussi, faute de crédits. Il ne sera donc guère possible d'achever en dix ans l'assainissement de tous les quartiers.

La question est posée de savoir comment la rénovation se poursuivra dans quelques années lorsque les houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais cesseront leur exploitation. Les maires souhaitent que l'ensemble du patrimoine immobilier des houillères soit géré de façon autonome, ce qui supposerait la création d'un nouvel organisme composé, selon eux, des représentants de l'administration, des communes, des houillères et des syndicats.

UN LOTISSEMENT DANS LE BERCEAU DU FÉLIBRIGE

Le château de Pont-Ségogne, dans le Vaucluse, berceau du Félibrige, est-il condamné ? Il est, du moins, très menacé par un projet de lotissement qui en ruinerait définitivement les abords immédiats. Ce château, à la vérité, n'en est pas un. C'est un petit manoir campagnard, sans grand style, du dix-neuvième siècle, mais auquel les adeptes de culture provençale tiennent beaucoup : c'est là, en effet, qu'un dimanche de mai 1854, Frédéric Mistral, Joseph Roumanille, Théodore Aubanel et quatre de leurs amis créèrent le Félibrige, cette association littéraire dont la gloire et l'influence devaient, sur les terres méridionales, atteindre celles de la Pléiade sur les bords de la Loire. Le château se dresse à la périphérie du village de Châteaufort-de-Gadagne (Vaucluse), non loin d'Avignon. Il est inscrit à l'inventaire départemental des sites par arrêté du 10 septembre 1947.

Le Félibrige, par la voix de son « capoulié » (président), M. René Jouveau, a demandé le classement du château comme monument historique « afin de sauver avec lui le paysage dont il fait partie et auquel les gens du pays aiment que tous les Provençaux sont particulièrement attachés ».

Du côté de Vesoul

Il y aura toujours des alambics

La campagne 1977 de distillation vient de commencer en Haute-Saône, le fief des bouilleurs de cru.

En Haute-Saône, les congrès départementaux des bouilleurs de cru se suivent et se ressemblent comme deux gouttes d'eau, de vie « blanche ». Devant les mêmes spectateurs, les mêmes discours. Ainsi, bon an mal an, les derniers crus, « Moisey 1975 », « Vesoul 1976 », « Chassagnette 1977 », offriront-ils à la postérité des millésimes également prestigieux.

Il est vrai que la situation n'a guère changé depuis les décrets Mendès France et les ordonnances Debré, qualifiés de « lois socialistes » : d'un congrès à l'autre, le syndicat des bouilleurs de cru attend toujours que les trois propositions de loi pour rétablir le droit de distiller en franchise de toute taxe soient inscrites à l'ordre du jour des deux Assemblées parlementaires. L'heure du temps n'a pas démentie pour autant le syndicat haut-saônois, présidé par M. Henri Jacquot (quatre-vingt ans), qui, à la faveur d'une intense campagne de recrutement, affirme être passé, depuis 1974, de mille deux cents à six mille cinq cents adhérents, sur douze mille bouilleurs déclarés dans le département.

Ces troupes constituent donc un précieux réservoir de clientèle politique dans ce département rural. D'ailleurs, il n'est pas un congrès annuel sans qu'un député ou un secrétaire d'État ne sorte de sa poche une fraîche lettre, tantôt du ministre des finances, tantôt du ministre de l'Agriculture, annonçant qu'on est prêt de « sortir du tunnel ».

« L'alambic » reste au demeurant la règle d'or, sans cesse réitérée, du mouvement revendicatif. Il a néanmoins des relents de « combat d'arrière-garde », de « combat de la dévotion », de « qui ont provoqué la sécession », fait, de la plupart des récalcitrants à philosophie plus radicale ou socialiste. C'est que, entre le drapeau tricolore mis en berne sur la tribune et la gerbe déposée au monument aux morts, les orateurs des congrès haut-saônois distillent souvent de savoureux propos : « Les bouilleurs de cru ? Ce n'est pas un problème politique mais parlementaire ; à l'Assemblée nationale, ils n'y croient pas parce qu'ils ne connaissent pas le problème » (M. Brucier, vice-président du syndicat national, député promu secrétaire d'État) ; « En tant que médecin, je dis que le bouilleur de cru n'est pas le pourvoyeur de l'alcoolisme » (M. Pierre Lecal, député C.D.S.).

Et encore ces extraits de congrès haut-saônois : « Dans les ordonnances de 1960, supprimant la transmission par héritage du droit de bouillir, on était vraiment en bonne compagnie, puisque les trois autres « fléaux sociaux » visés sont l'homosexualité, la prostitution et la drogue. Ce n'est pas un hasard si, par exemple, le nombre d'appareils à jus de fruits non alcoolisés (pasteurisation ou distillation) est loin d'atteindre en Haute-Saône celui des alambics implantés par le syndicat des bouilleurs de cru. »

ANDRÉ MOISSE.

La détermination de la campagne des bouilleurs haut-saônois n'a d'égal, finalement, que la singularité de leur revendication : l'exonération fiscale. Préoccupé par la nouvelle bataille à mener maintenant à Bruxelles au niveau européen, et par les vistes domestiques des brigades de surveillance, le syndicat des petits distillateurs ne table guère sur ce qu'on peut appeler les droits des petites gens, tels le grappillage, le gignage, la confection de sa biisson, de son alcool, de son pain, la commercialisation des produits du terroir... Aussi, ce n'est pas un hasard si, par exemple, le nombre d'appareils à jus de fruits non alcoolisés (pasteurisation ou distillation) est loin d'atteindre en Haute-Saône celui des alambics implantés par le syndicat des bouilleurs de cru.

ANDRÉ MOISSE.

MEDECINE

• Encadrement annuel
• Année préparatoire « O »
IPEC
40, bd Saint-Michel
933.81.23 / 933.45.87
Enseignement Supérieur Privé

Offrez-vous le Tour du Monde

La Flota Lauro vous propose d'effectuer un fabuleux Tour du Monde. La croisière se déroulera à bord de l'Achille Lauro, navire prestigieux de 24 000 t équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, nightclub, salles de jeux, orchestre, gastronomie, animation, services médicaux. Nous avons prévu 28 escales et de très nombreuses excursions : Gênes, Naples, Port-Saïd, Bombay, Colombo, Singapour, Bangkok, Hong-Kong, Kobe, Yokohama, Honolulu, San Francisco, Los Angeles, Acapulco, Curaçao, Guadeloupe, Barcelone, etc. Embarquement à Gênes le 7 janvier 1978, retour à Gênes ou Cannes le 5 avril 1978. Prix : de 32 400 F à 62 300 F.

flota lauro Demandez notre brochure à votre agence de voyage ou à : **CIT** 5, bd des Capucines, 75002 Paris Tél. : 266.46.30

La Pompadour

NOUVELLE COLLECTION
MANTEAUX

robes ville et habillées
tailleurs, ensembles, impers, etc

FEMMES FORTES
du 42 au 60

32 bis, Bd HAUSMANN
N° Chausée d'Antin

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRECA
présente toutes ses
nouvelles literies chez

CAPELOU
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e M^{étro} Perreuil
Tél. 557.46.35

B M W

GAP
WAGRAM

Concessionnaire
DEJÀ LES MODÈLES 1978
ET LES NOUVELLES
BERLINES 728-733
Location longue durée
à prix compétitifs.

25, rue Cardinet, 75017 PARIS.- T. 267.31.00

RÉGIONS

Conseil de Paris

Saint-M

DÉFENSE

proteste contre la taxation par la C.E.E.
des pièces détachées d'avions
importées des États-Unis

MEDECINE

• Encadrement annuel
• Année préparatoire « O »
IPEC
40, bd Saint-Michel
933.81.23 / 933.45.87
Enseignement Supérieur Privé

سكزا من الأصل

ÉQUIPEMENT

ENVIRONNEMENT

Pour protéger les sites et faire participer les usagers

Va-t-on organiser en France des « auditions publiques » à l'anglo-saxonne ?

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, étudie depuis le début de l'été un projet de loi instituant une nouvelle procédure d'audition publique inspirée des « hearings » anglo-saxons. Ce texte a été élaboré par une commission de quatorze personnes animée par M. Louis Fougère, conseiller d'Etat.

Celui-ci avait été chargé de cette tâche par le gouvernement il y a dix-huit mois. Le document qu'il a mis au point prévoit que tous les projets de travaux et de construction qui ne sont pas actuellement soumis à enquête publique pourront désormais donner lieu à une procédure similaire bien qu'allégée.

Alors que le gouvernement s'apprête à publier le décret rendant obligatoire, pour tous les grands aménagements, une étude préalable d'impact sur l'environnement (le Monde - du 13 septembre), une nouvelle réforme est donc en gestation pour que soit assurée une meilleure protection de l'environnement et du cadre de vie.

Le problème est simple : la plupart des grands travaux sont précédés d'une enquête publique, et les constructions d'importance sont soumises à une enquête dite de « commodo et incommodo » qui permettent aux citoyens de faire connaître leurs objections. Mais une multitude de constructions plus modestes ne donnent lieu à aucune consultation.

Ainsi en est-il des cinq cent mille bâtiments auxquels chaque année on accorde un permis de construire. Et aussi de tous les équipements qui sont réalisés sur le domaine public, comme les ports et les parkings souterrains. La voie express vive gauche, à Paris, avait été lancée sans enquête publique, puis l'Etat a dû intervenir à l'expatriation. Echappent encore à toute consultation du public les carrières, les campings, certaines zones industrielles, les lotissements Or, l'effet de ces aménagements sur le voisinage peut être aussi grave que la présence d'une autoroute ou d'une usine polluante.

Cette situation est d'autant plus choquante que des pays comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont institué depuis des années des procédures d'enquête largement ouvertes à la participation des citoyens. Ainsi, en Grande-Bretagne, tout lieu, chaque année, environ dix mille séances publiques ou « hearings » au cours desquelles les citoyens sont entendus sur le projet de leur quartier. Le public pose des questions, on produit des témoignages et les citoyens intervenant, comme dans un mini-procès, l'administration est tenue d'y répondre. L'administration est tenue d'y répondre. L'administration est tenue d'y répondre.

Après dix-huit mois de travail, le projet de loi instituant des « hearings » en France a été élaboré. Il est soumis à la Commission de l'Environnement. Le projet de loi instituant des « hearings » en France a été élaboré. Il est soumis à la Commission de l'Environnement. Le projet de loi instituant des « hearings » en France a été élaboré. Il est soumis à la Commission de l'Environnement.

Obstacles politiques

Le projet de loi élaboré par la commission Fougère comble une lacune évidente et va dans le sens de cette participation des citoyens à la gestion de leur cadre de vie souhaitée par le président de la République. Elle se heurte néanmoins à une vive opposition à la fois de l'administration et des élus qui redoutent que leurs projets ne soient contestés sur la place publique. Cet obstacle politique, ajouté aux délais de mise au point, explique que le projet de loi ne sera pas voté avant les prochaines élections.

Si elles étaient instituées, les consultations publiques avec leurs auditions contradictoires entraîneraient inévitablement une réforme des enquêtes publiques, dont le formalisme a été souvent dénoncé. En effet, au cours de ces procédures, si les citoyens peuvent consulter les projets, les registres et même les formuler oralement devant les commissaires enquêteurs aucun dialogue n'est prévu. Le maître d'ouvrage se contente de répondre par des objections, et le tout est transmis au préfet ou au Conseil d'Etat sans que le public en ait connaissance.

On comprendrait mal que de simples permis de construire donnent lieu à des auditions contradictoires, alors que d'immenses ouvrages, comme le canal Rhin-Rhône, resteront soumis à l'enquête d'Etat. Mais c'est justement cette dynamique de la participation qui semble effrayer nombre d'élus et l'administration.

M. A. R.

CIRCULATION

L'écroulement du tunnel du ROVE SERAIT DU A UN VICE DE CONSTRUCTION ET A UN DÉFAUT D'ENTRETIEN

(De notre correspondant.)

Marseille. — D'après un rapport d'expertise qui vient d'être déposé auprès du tribunal administratif de Marseille, il apparaît que l'écroulement du tunnel du Rove, long de 7 kilomètres et inauguré en 1927, qui assurait jusqu'à 1600 véhicules par jour, est dû à un vice de construction et à un défaut d'entretien.

Le tunnel, construit par la Compagnie des Chemins de fer de la Provence, présente de graves défauts de construction, notamment une mauvaise répartition des charges et une absence de ventilation adéquate. De plus, l'entretien a été négligé pendant de nombreuses années, ce qui a aggravé l'état de dégradation de l'ouvrage.

RÉGIONS

GRANDS CHANTIERS

Saint-Michel sauvé des sables

Après quatre années d'études, les ingénieurs savent enfin comment on pourrait sauver le Mont-Saint-Michel du péril qui le menace. M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a examiné, mardi 20 septembre, à Maisons-Alfort, la maquette sur laquelle les spécialistes du laboratoire central d'hydraulique de France ont mesuré l'ensemble des progrès réalisés de la baie et testé les dispositifs propres à l'enrayage.

Le Mont-Saint-Michel, curieuse géométrie d'architecture et de symbolisme, est un site unique au monde. Après le Louvre, c'est le monument le plus visité de France. Un million six cent mille touristes et pèlerins y affluent chaque année. Sur ce roc de granit sorti des sables et que la marée isole chaque jour, les premiers emboîtements chrétiens d'habitat, il y a mille deux cent soixante-dix ans. Depuis, la génération après génération, les hommes n'ont cessé d'y élever, toujours plus haut, les falaises de pierre d'une abbaye fortifiée.

Malgré treize incendies, plusieurs sièges - en règle et d'innombrables violences dont la moindre ne fut pas sa transformation en Anlier, le Mont a toujours résisté.

Mais, comme la plupart des anses, la baie du Mont-Saint-Michel se colmate. Le flot y apporte chaque année un million et demi de mètres cubes de vase que le jusant ne ramène pas en totalité. Ainsi, autour des remparts, les fonds s'ensablent depuis des siècles au rythme de trois millimètres par an. En élevant des digues pour gagner des polders, on construisait un remblai pour accéder au Mont, en barrant le Couesnon, la rivière qui lésait le rocher, les hommes, au siècle dernier, ont accédé à un phénomène géologique irréversible.

Dès 1870, la demande même des « familles » du Mont, inquiètes pour leur avenir touristique, et sous la pression des admirateurs du site, des études furent lancées. Elles visèrent à achever. Mais si le diagnostic est posé - il en a coûté deux millions de francs - le traitement sera long, complexe et fort coûteux.

Deux ans, 10 millions de francs

Les hydrauliciens d'aujourd'hui proposent de défaire en partie ce que leurs prédécesseurs du siècle dernier avaient édifié. Pour nettoyer les abords du monument, il faut successivement rendre libre aux trois rivières venant de Bretagne et de Normandie - le Couesnon, la Sélune et la Sée - et renforcer les courants de marée. Ce sont plusieurs kilomètres de digues en enrochements qui devraient être enlevés le long du cours de la Sélune et du Couesnon. C'est la digue-croix qui, au Mont, est le seul obstacle à la circulation de la mer. Elle doit être remplacée par un pont sur 400 mètres. C'est le barrage sur le Couesnon qu'il serait bon d'aménager pour qu'il amasse le maximum d'eau à marée haute et qu'il la libère deux heures plus tard. Ce sont encore deux réservoirs artificiels creusés au fond de la baie qui en se remplissant et en se vidant, joueraient leur effet de chasse d'eau à celui du Couesnon. La maquette de Maisons-Alfort a montré qu'il faut deux ans pour l'effet conjugué de ces travaux, une bonne partie des prairies et des bancs de vase qui environnent le Mont serait balayés.

MARC AMBERO-RENDU.

TRANSPORTS

CONCORDE AUX ETATS-UNIS

Le juge fédéral critique l'attitude des autorités portuaires de New-York

La cour d'appel de New-York, le 19 septembre, a critiqué sévèrement les responsables de l'aéroport Kennedy pour leur attitude vis-à-vis de Concorde. Elle a toutefois réservé pour l'instant sa décision.

Le juge Irving Kaufman a souligné que les autorités portuaires qui sont responsables de la gestion de l'aéroport Kennedy n'avaient pas seulement fait preuve d'une prudence excessive, mais aussi d'intransigence, en refusant de se prononcer sur la question de savoir si le super-sonique répondait aux normes de bruit en vigueur à l'aéroport.

Cette prise de position est intervenue au cours d'une « audition » d'une heure et demie devant la cour. Celle-ci avait à décider s'il fallait ou non donner suite à un recours déposé par les autorités portuaires contre la décision, rendue par une juridiction inférieure, d'autoriser le Concorde à atterrir à New-York.

Le juge a ajouté que les autorités portuaires cherchaient à éviter de prendre une décision en raison des fortes pressions dont elles font l'objet. « Les gens n'aiment pas prendre de décision. Ils préfèrent se remettre aux tribunaux », a-t-il dit.

L'avocat des autorités portuaires a affirmé que les responsables de l'aéroport avaient besoin de davantage de temps pour analyser les vibrations provoquées par Concorde.

Un autre événement important pour l'avenir de Concorde est attendu cette semaine. L'administration américaine qui a autorisé l'appareil super-sonique à se poser sur l'aéroport fédéral de Washington-Dulles pour une période d'essai de seize mois à compter du 1^{er} mai 1976, doit décider, dans les prochains jours, du sort qu'elle lui réserve définitivement.

Le président Carter dispose d'un dossier énumérant les huit ou neuf options préparées par le secrétaire aux transports, M. Brock Adams. Elles vont de l'interdiction totale de l'appareil aux Etats-Unis à une autorisation sans réserve. Selon une des possibilités le plus souvent citées, le Concorde serait autorisé à se poser sur une douzaine d'aéroports américains sous réserve que leurs responsables l'acceptent. On s'attend à une décision pour la fin de la semaine.

220 millions de déficit

Le directeur général d'Air France, M. Gilbert Pérol, souligne l'enjeu commercial que représente l'éventuel atterrissage à New-York de Concorde, dans une interview accordée au New York Times. En 1976, indique-t-il, les deux Concorde d'Air France ont totalisé deux mille cinq cents heures de vol avec un coefficient de remplissage moyen de 61,3 %. Leur service s'est soldé par un déficit de 44 millions de dollars (220 millions de francs environ), soit près de la moitié du déficit total d'Air France en 1976.

La compagnie, à laquelle le gouvernement a imposé d'acheter deux autres Concorde, doit maintenant, pour équilibrer financièrement le service des quatre super-soniques, parvenir à onze mille heures de vol annuelles avec un coefficient de remplissage moyen de 65 %. C'est pourquoi New-York est tellement important pour nous », conclut-il.

le-de-France

Il y aura toujours des travaux du Conseil de Paris

L'aménagement de la voie Vercingétorix

Le téléphone gratuit pour les personnes âgées

Les séances du Conseil de Paris ont repris, lundi 19 septembre, avec l'examen et le vote de divers textes relatifs notamment à l'aménagement de la voie Vercingétorix et à la mise en place du téléphone chez les personnes âgées invalides (le Monde - daté 19 septembre). A ces délibérations qui ont été adoptées à l'unanimité, s'ajoutent les premières mesures de financement du programme de construction de dix mille logements sociaux. Ce projet, que l'opposition dénonce comme démagogique, est voté avec M. Henri Fiszbin (P.C.) qui - pas une seule H.L.M. de plus - serait construite à Paris cette année - pourrait être le premier d'une politique d'ensemble de la capitale. Celle-ci est en cours d'élaboration. Elle devrait être définie à l'occasion de la réévaluation et du vote du budget de la Ville.

Après les protestations des ouïes de l'opposition qui assument que les dossiers leur sont arrivés trop tardivement, la séance s'ouvre, lundi matin, par la communication sur les projets scolaires faite par M. François Collet (R.P.R.), adjoint chargé de l'éducation. Celui-ci annonce que la rentrée scolaire est faite à Paris dans de bonnes conditions. Il reconnaît toutefois la présence de listes d'attente aux écoles maternelles qui excellent cette année scolaire. Il précise que, compte tenu de l'ouverture de classes nouvelles, l'effectif moyen est nettement inférieur à trente-cinq par classe et que les listes d'attente aux écoles maternelles seront supprimées. M. Collet ajoute : « Des classes nouvelles ont été créées pour faire face aux besoins du 20^e arrondissement. » Il estime enfin que dans le collège la réforme se met en place. M. Collet présente ensuite un rapport relatif à une autorisation.

1 627 EXPULSIONS EN CINQ MOIS

Le préfet de police, M. Pierre Sonveaux, a indiqué, au cours de la séance du Conseil de Paris, que mille six cent vingt-sept expulsions ont été ordonnées à Paris entre le 1^{er} avril et le 31 août, dont mille deux cent quarante-deux pour non-paiement de loyer.

Répondant à une question orale des élus communistes, le préfet a précisé que cent soixante-quatre de ces expulsions ont été faites en présence d'un commissaire de police, mais sans le concours des forces de l'ordre, alors que ces dernières sont intervenues pour quarante-sept d'entre elles.

Enfin le Conseil de Paris approuve, à l'unanimité, la délibération permettant la mise en place gratuite du téléphone chez les personnes âgées et invalides qui vivent isolées et qui bénéficient de l'allocation de la Ville de Paris. Cette mesure comporte la mise en place de 5 millions de francs et concerne environ six mille personnes. Mme Michèle Camous est intervenue, au nom du groupe communiste, pour condamner le caractère « élitiste » de cette mesure et pour demander l'élargissement des critères d'attribution. Sa proposition n'a pas été retenue.

L'examen des délibérations concernant l'aménagement de la place de l'Hôtel-de-Ville et la mise en valeur de l'esplanade des Invalides a été reporté à une prochaine séance.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

DÉFENSE

Belgique proteste contre la taxation par la C.E.E. des pièces détachées d'avions importées des Etats-Unis

De notre correspondant

Bruxelles. — Le gouvernement belge proteste avec véhémence contre l'attitude de la commission exécutive de la C.E.E. qui a, le 16 septembre, décidé, à l'unanimité, un règlement sur les taxes douanières, stipulant qu'un terme de six mois de Rome II est interdit, exempter de droit de douane les pièces détachées importées des Etats-Unis destinées à la fabrication d'avions en Europe (le Monde du 16 septembre). A la suite de cette taxation, la fabrication en Belgique du chasseur Mirage F10 pourrait se révéler onéreuse que prévu.

Le ministre de la défense belge, M. Paul Vanden Boeynants, déclare que cette prise de position est inadmissible. « Je n'estime pas que les Etats-Unis ont le droit de taxer les pièces détachées importées des Etats-Unis destinées à la fabrication d'avions en Europe », conclut le ministre belge de la défense.



حکومت پاکستان

هكذا من الأصل

ATLAS
l'atlas
DU NOUVEAU
obs
EDITION 1987

POUR CHAQUE

Affresco donne à l'économiste et au géographe des statistiques commentées richement illustrées par des analyses originales.

• ORGANISATION POLITIQUE



SON GÉNÉRAL

1987 - 1988 - 1989 - 1990 - 1991 - 1992 - 1993 - 1994 - 1995 - 1996 - 1997 - 1998 - 1999 - 2000 - 2001 - 2002 - 2003 - 2004 - 2005 - 2006 - 2007 - 2008 - 2009 - 2010 - 2011 - 2012 - 2013 - 2014 - 2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019 - 2020 - 2021 - 2022 - 2023 - 2024 - 2025 - 2026 - 2027 - 2028 - 2029 - 2030 - 2031 - 2032 - 2033 - 2034 - 2035 - 2036 - 2037 - 2038 - 2039 - 2040 - 2041 - 2042 - 2043 - 2044 - 2045 - 2046 - 2047 - 2048 - 2049 - 2050 - 2051 - 2052 - 2053 - 2054 - 2055 - 2056 - 2057 - 2058 - 2059 - 2060 - 2061 - 2062 - 2063 - 2064 - 2065 - 2066 - 2067 - 2068 - 2069 - 2070 - 2071 - 2072 - 2073 - 2074 - 2075 - 2076 - 2077 - 2078 - 2079 - 2080 - 2081 - 2082 - 2083 - 2084 - 2085 - 2086 - 2087 - 2088 - 2089 - 2090 - 2091 - 2092 - 2093 - 2094 - 2095 - 2096 - 2097 - 2098 - 2099 - 2100 - 2101 - 2102 - 2103 - 2104 - 2105 - 2106 - 2107 - 2108 - 2109 - 2110 - 2111 - 2112 - 2113 - 2114 - 2115 - 2116 - 2117 - 2118 - 2119 - 2120 - 2121 - 2122 - 2123 - 2124 - 2125 - 2126 - 2127 - 2128 - 2129 - 2130 - 2131 - 2132 - 2133 - 2134 - 2135 - 2136 - 2137 - 2138 - 2139 - 2140 - 2141 - 2142 - 2143 - 2144 - 2145 - 2146 - 2147 - 2148 - 2149 - 2150 - 2151 - 2152 - 2153 - 2154 - 2155 - 2156 - 2157 - 2158 - 2159 - 2160 - 2161 - 2162 - 2163 - 2164 - 2165 - 2166 - 2167 - 2168 - 2169 - 2170 - 2171 - 2172 - 2173 - 2174 - 2175 - 2176 - 2177 - 2178 - 2179 - 2180 - 2181 - 2182 - 2183 - 2184 - 2185 - 2186 - 2187 - 2188 - 2189 - 2190 - 2191 - 2192 - 2193 - 2194 - 2195 - 2196 - 2197 - 2198 - 2199 - 2200 - 2201 - 2202 - 2203 - 2204 - 2205 - 2206 - 2207 - 2208 - 2209 - 2210 - 2211 - 2212 - 2213 - 2214 - 2215 - 2216 - 2217 - 2218 - 2219 - 2220 - 2221 - 2222 - 2223 - 2224 - 2225 - 2226 - 2227 - 2228 - 2229 - 2230 - 2231 - 2232 - 2233 - 2234 - 2235 - 2236 - 2237 - 2238 - 2239 - 2240 - 2241 - 2242 - 2243 - 2244 - 2245 - 2246 - 2247 - 2248 - 2249 - 2250 - 2251 - 2252 - 2253 - 2254 - 2255 - 2256 - 2257 - 2258 - 2259 - 2260 - 2261 - 2262 - 2263 - 2264 - 2265 - 2266 - 2267 - 2268 - 2269 - 2270 - 2271 - 2272 - 2273 - 2274 - 2275 - 2276 - 2277 - 2278 - 2279 - 2280 - 2281 - 2282 - 2283 - 2284 - 2285 - 2286 - 2287 - 2288 - 2289 - 2290 - 2291 - 2292 - 2293 - 2294 - 2295 - 2296 - 2297 - 2298 - 2299 - 2300 - 2301 - 2302 - 2303 - 2304 - 2305 - 2306 - 2307 - 2308 - 2309 - 2310 - 2311 - 2312 - 2313 - 2314 - 2315 - 2316 - 2317 - 2318 - 2319 - 2320 - 2321 - 2322 - 2323 - 2324 - 2325 - 2326 - 2327 - 2328 - 2329 - 2330 - 2331 - 2332 - 2333 - 2334 - 2335 - 2336 - 2337 - 2338 - 2339 - 2340 - 2341 - 2342 - 2343 - 2344 - 2345 - 2346 - 2347 - 2348 - 2349 - 2350 - 2351 - 2352 - 2353 - 2354 - 2355 - 2356 - 2357 - 2358 - 2359 - 2360 - 2361 - 2362 - 2363 - 2364 - 2365 - 2366 - 2367 - 2368 - 2369 - 2370 - 2371 - 2372 - 2373 - 2374 - 2375 - 2376 - 2377 - 2378 - 2379 - 2380 - 2381 - 2382 - 2383 - 2384 - 2385 - 2386 - 2387 - 2388 - 2389 - 2390 - 2391 - 2392 - 2393 - 2394 - 2395 - 2396 - 2397 - 2398 - 2399 - 2400 - 2401 - 2402 - 2403 - 2404 - 2405 - 2406 - 2407 - 2408 - 2409 - 2410 - 2411 - 2412 - 2413 - 2414 - 2415 - 2416 - 2417 - 2418 - 2419 - 2420 - 2421 - 2422 - 2423 - 2424 - 2425 - 2426 - 2427 - 2428 - 2429 - 2430 - 2431 - 2432 - 2433 - 2434 - 2435 - 2436 - 2437 - 2438 - 2439 - 2440 - 2441 - 2442 - 2443 - 2444 - 2445 - 2446 - 2447 - 2448 - 2449 - 2450 - 2451 - 2452 - 2453 - 2454 - 2455 - 2456 - 2457 - 2458 - 2459 - 2460 - 2461 - 2462 - 2463 - 2464 - 2465 - 2466 - 2467 - 2468 - 2469 - 2470 - 2471 - 2472 - 2473 - 2474 - 2475 - 2476 - 2477 - 2478 - 2479 - 2480 - 2481 - 2482 - 2483 - 2484 - 2485 - 2486 - 2487 - 2488 - 2489 - 2490 - 2491 - 2492 - 2493 - 2494 - 2495 - 2496 - 2497 - 2498 - 2499 - 2500 - 2501 - 2502 - 2503 - 2504 - 2505 - 2506 - 2507 - 2508 - 2509 - 2510 - 2511 - 2512 - 2513 - 2514 - 2515 - 2516 - 2517 - 2518 - 2519 - 2520 - 2521 - 2522 - 2523 - 2524 - 2525 - 2526 - 2527 - 2528 - 2529 - 2530 - 2531 - 2532 - 2533 - 2534 - 2535 - 2536 - 2537 - 2538 - 2539 - 2540 - 2541 - 2542 - 2543 - 2544 - 2545 - 2546 - 2547 - 2548 - 2549 - 2550 - 2551 - 2552 - 2553 - 2554 - 2555 - 2556 - 2557 - 2558 - 2559 - 2560 - 2561 - 2562 - 2563 - 2564 - 2565 - 2566 - 2567 - 2568 - 2569 - 2570 - 2571 - 2572 - 2573 - 2574 - 2575 - 2576 - 2577 - 2578 - 2579 - 2580 - 2581 - 2582 - 2583 - 2584 - 2585 - 2586 - 2587 - 2588 - 2589 - 2590 - 2591 - 2592 - 2593 - 2594 - 2595 - 2596 - 2597 - 2598 - 2599 - 2600 - 2601 - 2602 - 2603 - 2604 - 2605 - 2606 - 2607 - 2608 - 2609 - 2610 - 2611 - 2612 - 2613 - 2614 - 2615 - 2616 - 2617 - 2618 - 2619 - 2620 - 2621 - 2622 - 2623 - 2624 - 2625 - 2626 - 2627 - 2628 - 2629 - 2630 - 2631 - 2632 - 2633 - 2634 - 2635 - 2636 - 2637 - 2638 - 2639 - 2640 - 2641 - 2642 - 2643 - 2644 - 2645 - 2646 - 2

LOGEMENT

...à six mois pour faire la loi
...du P.L.M. de la région parisienne

Le premier Salon où l'on cause...
...de création d'entreprises

C'est l'époque des salons. Celui qui s'ouvre ce 20 septembre sur les bords du lac de Vassivière, à l'initiative de l'établissement public régional de la Limousin et du Commissariat à l'Industrie et à l'Énergie, a le privilège de l'originalité. Pour la première fois est organisé un Salon de la création d'entreprises.

Qui dit salon dit souvent concours. Un concours sera donc organisé qui mettra en compétition une vingtaine de projets de création d'entreprises, présentés par leurs auteurs, le meilleur étant primé.

Opération de promotion du Commissariat à l'Industrie et à l'Énergie ? Oui sans doute. Reste que l'on aurait pu choisir un thème moins intéressant, car s'il est un sujet d'actualité, c'est bien celui-ci. Tous les experts, de droite ou de gauche, en sont aujourd'hui convaincus : seul un développement socialisé des créations d'entreprises est en mesure de répondre à la double revendication si souvent exprimée : trouver un emploi et vivre au pays.

C'est bien en effet un enjeu de France chaque année ? Répondra à cette question l'un de la gauche, tant les chiffres sont impitoyables au dire même de ceux qui les collationnent. Les spécialistes sont pourtant tous d'accord : cette « natalité » d'un genre bien particulier, traversée une crise grave, les naissances ne compensent pas les départs.

Les raisons de la crise sont connues. Les candidatures à l'ouverture — car c'en est une — sont moins nombreuses qu'il y paraît. Les sondages font bien apparaître que beaucoup de Français souhaitent être leur « patron » ; mais peu tentent de transformer leur rêve en réalité. N'est-ce pas significatif de constater que fort

peu nombreux sont finalement les diplômés de grandes écoles commerciales ou de gestion à se porter volontaires ? Jusqu'à une date récente, il est vrai, on ne facilitait guère la tâche des candidats. Contraints de se débattre dans un inextricable maquis administratif, ceux-ci rencontraient de surcroît les plus difficiles pour trouver des financements. Les pouvoirs publics ont tenté d'améliorer les choses. En amplifiant les procédures par la création d'un guichet unique ; en consentant un effort financier. Ainsi les sociétés de développement régional (S.D.R.) lorsqu'elles prennent une participation dans le capital d'une entreprise naissante, reçoivent-elles de l'Etat une prime équivalente à 80 % du montant de leur participation. Dans la mesure où les spécialistes estiment généralement qu'un tiers environ des firmes naissantes « capotent », cette prime couvre théoriquement le risque encouru.

C'est dans ce domaine que les responsables de l'Industrie et de l'Énergie du Massif Central tentent une expérience originale avec la création de la SOFIMAC. Cette société, dont le capital sera détenu en majorité par des industriels des régions concernées, et, pour le solide, par des institutions financières et bancaires, a pour objet « exclusif » l'apport de fonds propres dans les petites firmes qui se créent dans le Massif Central, notamment au milieu rural. Elle bénéficie des mêmes avantages que les S.D.R. (prime, transparence fiscale). En bref, il s'agit de « régionaliser » plus encore l'aide à la création d'entreprises.

L'expérience de la SOFIMAC sera suivie avec intérêt. Si elle réussit, on prête à M. Raymond Barre l'intention de l'étendre à d'autres régions.

PHILIPPE LABARDE.

ÉCONOMIE - SOCIAL

BILLET

Le premier Salon où l'on cause... ...de création d'entreprises

C'est l'époque des salons. Celui qui s'ouvre ce 20 septembre sur les bords du lac de Vassivière, à l'initiative de l'établissement public régional de la Limousin et du Commissariat à l'Industrie et à l'Énergie, a le privilège de l'originalité. Pour la première fois est organisé un Salon de la création d'entreprises.

Qui dit salon dit souvent concours. Un concours sera donc organisé qui mettra en compétition une vingtaine de projets de création d'entreprises, présentés par leurs auteurs, le meilleur étant primé.

Opération de promotion du Commissariat à l'Industrie et à l'Énergie ? Oui sans doute. Reste que l'on aurait pu choisir un thème moins intéressant, car s'il est un sujet d'actualité, c'est bien celui-ci. Tous les experts, de droite ou de gauche, en sont aujourd'hui convaincus : seul un développement socialisé des créations d'entreprises est en mesure de répondre à la double revendication si souvent exprimée : trouver un emploi et vivre au pays.

C'est bien en effet un enjeu de France chaque année ? Répondra à cette question l'un de la gauche, tant les chiffres sont impitoyables au dire même de ceux qui les collationnent. Les spécialistes sont pourtant tous d'accord : cette « natalité » d'un genre bien particulier, traversée une crise grave, les naissances ne compensent pas les départs.

Les raisons de la crise sont connues. Les candidatures à l'ouverture — car c'en est une — sont moins nombreuses qu'il y paraît. Les sondages font bien apparaître que beaucoup de Français souhaitent être leur « patron » ; mais peu tentent de transformer leur rêve en réalité. N'est-ce pas significatif de constater que fort

peu nombreux sont finalement les diplômés de grandes écoles commerciales ou de gestion à se porter volontaires ? Jusqu'à une date récente, il est vrai, on ne facilitait guère la tâche des candidats. Contraints de se débattre dans un inextricable maquis administratif, ceux-ci rencontraient de surcroît les plus difficiles pour trouver des financements. Les pouvoirs publics ont tenté d'améliorer les choses. En amplifiant les procédures par la création d'un guichet unique ; en consentant un effort financier. Ainsi les sociétés de développement régional (S.D.R.) lorsqu'elles prennent une participation dans le capital d'une entreprise naissante, reçoivent-elles de l'Etat une prime équivalente à 80 % du montant de leur participation. Dans la mesure où les spécialistes estiment généralement qu'un tiers environ des firmes naissantes « capotent », cette prime couvre théoriquement le risque encouru.

C'est dans ce domaine que les responsables de l'Industrie et de l'Énergie du Massif Central tentent une expérience originale avec la création de la SOFIMAC. Cette société, dont le capital sera détenu en majorité par des industriels des régions concernées, et, pour le solide, par des institutions financières et bancaires, a pour objet « exclusif » l'apport de fonds propres dans les petites firmes qui se créent dans le Massif Central, notamment au milieu rural. Elle bénéficie des mêmes avantages que les S.D.R. (prime, transparence fiscale). En bref, il s'agit de « régionaliser » plus encore l'aide à la création d'entreprises.

L'expérience de la SOFIMAC sera suivie avec intérêt. Si elle réussit, on prête à M. Raymond Barre l'intention de l'étendre à d'autres régions.

PHILIPPE LABARDE.

PATRONAT

« LES DOSSIERS DE L'ÉCONOMIE DE LIBERTÉ » Un manuel du combattant à l'usage des ultra-libéraux

En préfacant les Dossiers de l'économie de liberté et en donnant à sa présentation un éclat certain, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., a pris un risque majeur : celui de donner l'image d'un patronat figé sur ses conceptions de combat.

Ce livre de 188 pages, publié en éditions France-Empire et édité par un groupe de « cadres entrepreneurs de toutes tailles », semble plus, en effet, à un manuel du combattant à l'usage des ultra-libéraux qu'à un véritable dossier. Chaque chapitre est divisé en deux parties : dans la première sont exposés les avantages de l'économie de liberté ; dans la seconde, appelée « Discussion », sont évoquées les questions les plus souvent posées par les adversaires de l'économie de liberté et les réponses qu'il convient de fournir.

La réponse du berger à la bergère

Munis de ce vade-mecum, les artisans du libéralisme devraient se sentir en mesure de tenir la dragée haute à leurs adversaires dans toutes les discussions, qu'elles aient lieu dans l'entreprise ou au sein du Commerce. On n'a pas le droit dans la maison. Le choix est clair. D'un côté, une économie qui s'appuie sur la liberté individuelle, la concurrence et le marché, possédant et la souplesse nécessaire pour faire face aux fluctuations qu'elle rencontre ; de l'autre, des économies collectivistes, caractérisées par la rigidité, le manque de responsabilité, l'inefficacité. D'un côté, une économie qui, parce qu'elle a besoin de la liberté pour fonctionner, conduit à garantir toutes les autres libertés fondamentales ; de l'autre, un système dont la logique conduit au totalitarisme, etc. Bref, le libéralisme se trouve paré de toutes les vertus. Ainsi, « la crise actuelle a commencé en 1973 avec la hausse du prix du pétrole et a atteint la gravité et l'urgence de celle des années 30. C'est bien la preuve que l'économie de marché, constamment en mouvement et en évolution, s'adapte sans cesse ». De même « c'est sur l'entrepreneur et pour l'entrepreneur qu'il n'existe aucune garantie Le salarié, lui, bénéficie d'une contrepartie permanente et terminée (le salaire) pour le travail et la responsabilité qu'il accepte ».

Bien sûr, tout n'est pas de même eau. La polémique le dit parfois à l'argumentation, et certaines démonstrations paraissent alors adroites. Reste que,

A L'ÉTRANGER LE DIRECTEUR DE LA FAO LANÇE UN APPEL A L'AIDE ALIMENTAIRE EN FAVEUR DES PAYS DU SAHEL

(De notre correspondant.)
Rome. — Une nouvelle famine menace le Sahel en raison d'une grave sécheresse qui affecte en ce moment la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, le Cap-Vert et certaines parties du Mali et de la Haute-Volta.

Landi 19 septembre, à Rome. M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a lancé un pressant appel aux pays riches : « Les résultats définitifs des récoltes sont encore assez incertains. Cependant, il est d'ores et déjà évident que la zone sahélienne va devoir affronter un déficit alimentaire notablement plus grave que celui des deux dernières années ».

Selon les estimations provisoires de la FAO, ce déficit serait malheureusement inférieur à celui de la grande crise de 1973. Mais les pays concernés devront se procurer au moins 200 000 tonnes de céréales supplémentaires s'ils veulent éviter une grave pénurie.

« Certaines zones particulièrement affectées devraient être secourues dans les délais les plus brefs. Si l'on considère qu'il faut normalement trois ou quatre mois pour organiser et transporter l'aide alimentaire aux ports d'arrivée, il est évident que la Communauté internationale devra prendre immédiatement des mesures pour préparer un programme coordonné de secours. » — R. S.

Belgique.
A l'ouverture de la Foire internationale de Gand, M. Eyskens, secrétaire d'Etat au budget, a déclaré que « depuis le début de la crise, il fallait que le gouvernement se considère comme un cabinet de guerre socio-économique ». Le nombre des personnes actives n'est plus que de 37 % de la population totale du pays. En juin, la capacité de production en Belgique n'était plus que de 73,7 %, contre 76,8 % en juin 1976. — (Corresp.)

Etats-Unis.
La production industrielle a diminué de 0,5 % en août, pour la première fois depuis janvier. L'indice, qui avait progressé de 0,5 % en juillet, est en augmentation de 0,5 % par rapport à août 1976. Les baisses touchent aux congés payés, est toutefois à rapprocher de la diminution de la production de l'industrie globale de l'activité économique. — (Jeft.)

Le revenu personnel net a augmenté de 8 milliards de dollars en août (+ 0,5 %) pour atteindre en niveau annuel 1 547 milliards de dollars. Cette augmentation est inférieure à celle de juillet (1,9 milliards), mais à peu près en ligne avec celles des mois précédents. En août, les salaires et traitements ont progressé de 2,2 % pour s'élever à 95 milliards de dollars. — (Aefel.)

Koweït.
Le gouvernement a pris le 19 septembre le contrôle à 100 % de la société pétrolière américaine Amnoll (American Independent Oil Company), qui produit actuellement 800 000 barils par jour et deviendra la Compagnie pétrolière koweïtienne de Waris. — (A.F.P.)

L'ÉVOLUTION DES COMPTES DE LA NATION

	1976	1977	1978
Résultats (en %)	Prévisions initiales (sept. 1976)	Prévisions révisées (sept. 1977)	Prévisions (en %)
● RESSOURCES DE LA NATION			
— Produit intérieur brut marchand	5,2	6,8	4,5
— Importations de biens et services	18,5	7,1	7,1
● EMPLOI DE CES RESSOURCES			
— Consommation finale des ménages	5	4,1	3
— Formation brute de capital fixe	4,4	2,5	2,9
— Sociétés et entreprises individuelles	5,5	3,1	2,2
— Ménages	1,4	0,5	0,7
— Administrations publiques	5,4	2,7	2,2
— Exportations de biens et services	9,5	9,3	6,8
— Variation de stocks (en millions de F)	+ 10 800	+ 20 000	+ 10 515
● HAUSSE DES PRIX A LA CONSOMMATION			
— Moyenne annuelle	9,5	8	7,8
— De décembre à décembre	9,5	6,5	6,7
● HAUSSE DES SALAIRES (aux heures)			
— Moyenne annuelle	14,5	10,3	12,4
— De décembre à décembre	15,1		11,1
— Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête :			
— En moyenne annuelle	3	1,1	2,1
— En glissement (juillet à décembre) (évaluation)	4	0	1

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNDEL

L'assemblée générale ordinaire réunie le 15 septembre 1977 pour examiner les comptes de l'exercice 1976-1977 et le 20 septembre 1977 a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées.



IMMOFFICE

Au cours des six premiers mois de l'exercice 1977, l'activité d'immobilier s'est poursuivie favorablement. Les investissements réalisés se sont élevés à 24 millions de francs hors taxes, dont 19,5 millions de francs pour des immeubles en location simple et 4,5 millions de francs pour des opérations de crédit-bail.

Le conseil d'administration a décidé de modifier la politique d'amortissements de la société et d'aligner sur celle pratiquée par la plupart des autres Sociétés d'immobilier. L'amortissement financier est désormais appliqué pour les opérations de crédit-bail tel qu'il résulte du contrat avec le locataire ; les immeubles en location simple sont amortis linéairement. Le conseil a jugé inutile de maintenir l'excédent d'amortissement résultant de la politique précédemment pratiquée par la société.

Les bénéfices des six premiers mois de l'exercice 1977 s'élevaient à 3 078 324,45 F, auxquels il convient d'ajouter la reprise des excédents d'amortissements pour 4 478 924,25 F, soit un total de 7 557 248,70 F, contre 5 millions 823 870 F l'an dernier.

Le bénéfice par action, qui s'élevait à 22,7 F l'an dernier, a atteint 21 F pour l'année entière, en hausse sensible par rapport à l'année précédente. En raison de la croissance normale des résultats que de l'incidence de la reprise des excédents d'amortissements. Au cours des années suivantes, le dividende devrait continuer à croître comme par le passé.

FINSIDER

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire le 3 octobre 1977 à 10 h 30 à l'auditorium de l'I.T.E.I., Institut pour la reconstruction industrielle, via Vittorio Veneto 29 B. En vue de débiter sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Rapport du conseil d'administration et du collège directeur ;
- 2) Proposition d'augmentation du capital social ;
- 3) Modification de l'article 5 des statuts ;
- 4) Dispositions relatives à l'opération ;
- 5) Contrôle des pouvoirs nécessaires pour la réalisation de la résolution 2.

Le conseil d'Administration et la Direction de la N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ (Royal Dutch) ont décidé de distribuer, à valoir sur le dividende de l'exercice 1977, un acompte de fl. 5,- par action ordinaire.

Sous déduction de l'impôt néerlandais de 25 % et contre remise du coupon No. 162 des certificats d'action au porteur munis de coupons, ce dividende intérimaire sera payable en France à partir du 27 septembre 1977 auprès de :

Lazard Frères & Cie
5, rue Fillet-Wil
Paris, 9e.

Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10 %) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration "Inkomstenbelasting" No. 92F ou No. 95F, prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende intérimaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne se compose pas de coupons de dividende séparés (dits titres CF), ceux qui, le 16 septembre 1977, à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende intérimaire sera versé le 27 septembre 1977, sous déduction de l'impôt néerlandais sur ce dividende, au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Administration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10 %) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, le ou les déclarations "Inkomstenbelasting" No. 92F ou No. 95F.

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15 % effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & Cie tiendront à la disposition des intéressés des instructions précises les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage. Sur demande, le dividende peut être payé en une autre monnaie. L'établissement payeur fournit tous renseignements.

La Haye, le 15 septembre 1977

LA DIRECTION

emprunt 11%

garanti par l'Etat
date d'émission 19 septembre 1977
400 000 obligations de 1000 F nominal par obligation
amortissement en 12 ans
à partir du 12 septembre 1979, durée : 14 ans
taux de rendement actuariel brut 11,03 %



RATP

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE BANQUE

Clôture de l'O.P.A.

Messieurs les actionnaires de la Société française de banque ont jusqu'au 30 septembre 1977 pour répondre à l'offre publique d'achat en restituant à leur banquier ou à leur agent de change habituel un engagement de vente et en faisant déposer leurs actions par son intermédiaire auprès de la Chambre syndicale des agents de change.

Il est rappelé que cette offre publique d'achat, qui est présentée par la Banque Transatlantique pour son propre compte, est faite au prix de 150 F par titre contre un dernier cours coté avant l'offre de 145 F, et sera sur toutes quantités d'actions, sous réserve qu'une quantité minimale de 14 400 titres lui soit proposée.

La note d'information qui a reçu le visa n° 77-101 en date du 2 août 1977 de la Commission des opérations de Bourse est tenue à la disposition des actionnaires au siège de la Banque Transatlantique.

SOCIÉTÉ DE CREDIT ET DE BANQUE DE MONACO

SOCRÉDIT

Société anonyme monégasque

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qui s'est tenue le 9 septembre 1977, à 10 heures, au siège social, a approuvé la proposition qui lui a été faite par le conseil d'administration, de porter le capital social de 20 millions de francs à 50 millions de francs par souscription en numéraire.

Cette augmentation de 30 millions de francs sera réalisée dès l'obtention des autorisations demandées aux autorités de tutelle.

COMPAGNIE DES COMPTEURS

Il est rappelé que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie des compteurs du 26 juin 1977 a décidé la mise au nominatif obligatoire des actions actuellement au porteur.

Les titres doivent être déposés pour conversion, coupons n° 15 et suivants attachés, aux guichets de la Banque de Paris et des Pays-Bas ou de la Banque nationale de Paris.

Les actions peuvent encore être négociées jusqu'au 3 novembre 1977 sous la forme au porteur. Au-delà de cette date, les négociations s'effectueront uniquement sous la forme nominative.

N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ

(Royal Dutch)

Le conseil d'Administration et la Direction de la N.V. KONINKLIJKE NEDERLANDSCHE PETROLEUM MAATSCHAPPIJ (Royal Dutch) ont décidé de distribuer, à valoir sur le dividende de l'exercice 1977, un acompte de fl. 5,- par action ordinaire.

Sous déduction de l'impôt néerlandais de 25 % et contre remise du coupon No. 162 des certificats d'action au porteur munis de coupons, ce dividende intérimaire sera payable en France à partir du 27 septembre 1977 auprès de :

Lazard Frères & Cie
5, rue Fillet-Wil
Paris, 9e.

Les actionnaires ayant leur domicile fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10 %) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration "Inkomstenbelasting" No. 92F ou No. 95F, prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende intérimaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne se compose pas de coupons de dividende séparés (dits titres CF), ceux qui, le 16 septembre 1977, à la fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende intérimaire sera versé le 27 septembre 1977, sous déduction de l'impôt néerlandais sur ce dividende, au "Centrum voor Fondsenadministratie B.V." (Centre pour l'Administration de Valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10 %) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du "certificat de coupon" délivré par Sicovam, le ou les déclarations "Inkomstenbelasting" No. 92F ou No. 95F.

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15 % effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & Cie tiendront à la disposition des intéressés des instructions précises les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en francs français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage. Sur demande, le dividende peut être payé en une autre monnaie. L'établissement payeur fournit tous renseignements.

La Haye, le 15 septembre 1977

LA DIRECTION

محکمات الاصل

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'hydraulique,
de la mise en valeur des terres et de l'environnement

AVIS DE PRÉCONSULTATION

Le Ministère de l'hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement entreprend la construction d'un barrage sur l'Oued BOU-HAMDANE (Wilaya de GUELMA).

Les travaux préparatoires du barrage situé à 25 km à l'Ouest de Guelma et à 85 km au Sud-Ouest d'ANNABA doivent débuter au cours du printemps 1978. L'Appel d'Offres correspondant à cette première phase de travaux sera lancé avant la fin de l'année en cours.

La construction du barrage et de ses ouvrages annexes (évacuateurs de crues, vidange de fond, prise d'eau) est envisagée pour l'automne 1978.

Les travaux consistent essentiellement en l'exécution :

- d'une digue en terre de près de 5 millions de mètres cubes de remblais ;
- de deux galeries d'évacuation de crues de 9 mètres de diamètre intérieur et de longueur totale 1.175 mètres entièrement revêtues, dont l'une devant servir en phase travaux de dérivation provisoire ;
- d'une galerie de vidange de fond de 5,50 m de diamètre intérieur, de longueur 700 mètres entièrement revêtue, avec prises d'eau aménagées.

L'ensemble totalisant 110.000 mètres cubes de béton et 700.000 mètres cubes d'excavations en terrains meubles et rocheux.

Les entreprises de travaux publics intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à faire connaître leur candidature avant le 30 octobre 1977 auprès de la DIRECTION DES PROJETS ET DES REALISATIONS HYDRAULIQUES (OASIS SAINT-CHARLES BIRMANDREIS ALGER).

Les entreprises soumissionnaires devront faire accompagner leur démarche de références sur leur capacité technique et leur faculté d'organisation.

Les entreprises retenues dans un premier choix recevront un dossier dit de « Préconsultation » afin de leur permettre de confirmer leur candidature.

Après un deuxième choix, les entreprises définitivement retenues seront appelées à répondre aux appels d'offres des travaux qui seront lancés au printemps et à la fin de l'année 1978.

Reservation : 225.99.06+

IRAN AIR

Orly Sud

PARIS-TEHERAN.

BOEING 747 SP : Mardi Samedi 13 h 30.
Mercredi 15 h 00.

BOEING 707 : Dimanche 15 h 00.

Vos affaires à Copenhague ? Traitez-les dans la journée.

Départ : Charles de Gaulle 9 h 30*
Copenhague 10 h 15

Retour : Copenhague 20 h 05
Charles de Gaulle 22 h 55*

Un vol spécial

par ses horaires.

Vous partez

les premiers

et, sur place,

vous disposez

de plus de temps

que vos concurrents.

Un vol spécial

par DC 9.

Vous profitez

du confort

d'un avion moderne,

rapide.

Des sièges profonds,

de l'espace, du silence.

Un vol spécial

par ses repas.

A l'aller,

nous vous servons

un solide petit déjeuner.

Au retour,

un vrai dîner

chaud et soigné.

SAS

742.06.14

* A partir du 25 septembre, ces horaires sont avancés d'une heure.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Retour au calme après un été agité

L'été 1977 a été particulièrement fertile en événements monétaires : chute du dollar, qui a fait craindre le renouvellement de la grande plongée de l'année 1973, et convulsions du « serpent » européen, qui a encore perdu un de ses anneaux, avec la sortie de la couronne suédoise. Après le calme du premier semestre, qui avait ramené une certaine confiance, est-ce à nouveau le règne de la confusion et de l'impuissance ?

Certes non ! Malgré le trouble psychologique causé par ces désordres, la recherche mondiale de la stabilité continue. Elle se manifeste notamment par la réaction en souplesse des banques

centrales. Dans un premier temps, elles ont été surprises par la dégringolade du dollar, encore amplifiée par la spéculation et par les déclarations contradictoires américaines de M. Michael Blumenthal, secrétaire au Trésor et Arthur Burns, président de la Banque de réserve fédérale. Elles se sont ensuite ressaisies pour trouver de nouveaux niveaux d'équilibre : ni trop haut, ni trop bas, avec un dosage calculé entre le soul de compétitivité, d'exportation et d'activité d'une part, et celui d'assainissement et de limitation de l'inflation d'autre part.

Même les États-Unis semblent s'être ralliés — en attendant — à un dollar fort, bien qu'en baisse.

Comme le montre la comparai-

son de nos deux derniers tableaux monétaires, ces manœuvres se sont conclues début septembre par les ajustements suivants par rapport au dollar : hausse de 1,5 % pour le D.M., de 4 % pour le yen, de 0,5 % pour le franc. Faut-il remarquer que le nouveau qui confirme le soul général d'assainissement : même la livre, qui d'ordinaire suivait le dollar, s'est cette fois-ci désolidarisée de lui. Certes dans un premier temps la Banque d'Angleterre avait profité de la faiblesse de la monnaie américaine pour augmenter encore ses réserves, qui sont : record de 16 milliards de dollars. Mais elle a laissé ensuite la livre monter de 1,72 à 1,74 dollar.

Le reflux des taux européens continue

Cette stratégie d'assainissement continue à se traduire par quel-

ques succès pour les grands pays européens. C'est ce que montre notre tableau économique : baisse des taux d'inflation surtout en Grande-Bretagne et en Italie (10 et 13 %), réduction des déficits budgétaires exprimés en pourcentages des produits nationaux bruts en Allemagne (2,9 %) et en France (2,5 %), diminution des déficits commerciaux avec un excédent en juillet pour l'Italie, décelération des salaires en Grande-Bretagne et en France.

Ces évolutions favorables et il faut bien le dire aussi, la faiblesse des demandes de crédits, permettent aux taux d'intérêt à court terme de continuer leur

reflux général sans mettre en danger les monnaies. On l'observe d'abord pour les taux au jour le jour qui sont descendus à 12 % en Italie, à 8,5 % en France, à 7 % en Grande-Bretagne et à 4 % en Allemagne.

Les taux d'escompte diminuent eux aussi : en Grande-Bretagne avec plusieurs réductions succes-

sives du M.L.R. (Minimum Lending Rate) de 8 à 7 %, puis à 6,5 % et 6 %, en Italie de 15 à 13 %, puis à 11,5 %. Même la France s'y met avec une diminution d'un point de 10,5 % à 9,5 %.

Evolution en baisse aussi pour les prime rates, en tant qu'à court terme consentis aux meilleurs clients. On espère ainsi influencer sur les taux à long terme sur

l'épargne, et sur les investissements, en favorisant une reprise.

Il faut signaler ici le plus récent ajustement italien qui d'après le communiqué du 22 août comporte notamment l'augmentation d'un avoir fiscal l'instauré de ce qui a déjà été pour l'Allemagne.

De fait les bourses italiennes aussi anglaise, allemande et

haute, bien qu'avec quelques hésitations et reculs. Mouvements

ses étonnantes qui se produisent au moment même où les ta-

croissance fléchissent à nouveau en Europe, comme aux États-

L'exemple de ce dernier devrait inciter à la prudence

montrant qu'il ne suffit pas de partir de bonnes conditions financières pour une reprise. S'il faut-il maintenir celles-ci,

bien ce à quoi s'efforcent les États-Unis pour calmer les

siens entraînés par un rythme d'activité très fort. Ils sont

le moment encore obligés à contresens des pays européens de

avec des taux d'intérêt en hausse : plus de 6 % au jour le

prime rate à 7 %, et même depuis peu. Est-ce à dire qu'il

taux vont monter encore coup plus ? Non pas, dans la

sure où les autorités arrivent à nouveau à reprendre le con-

monétaire, au besoin en accé-

une certaine pause dans la hausse. Malheureusement ce

pas encore le cas, comme le

tre le récent gonflement de la

masse monétaire américaine.

MAURICE BOMMENSAL

LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

	CROISSANCE (1)		RESPECT DES ÉQUILIBRES ÉCONOMIQUES			TAUX D'INFLATION
	Taux industriels	Investissements	Taux salaires (1)	Déficit budg. (2)	Solde balance commerc. (2)	
États-Unis	7 %	8 %	6,5 %	- 2,5 % (- 45 Md)	- 2 % (- 20 Md)	6,5
Allemagne fédérale	- 3 %	3 %	7 %	- 2,9 % (- 35 Md)	+ 2,7 % (+ 2,7 Md)	4 %
France	- 2 %	4 %	11 %	- 2,5 % (- 12 Md)	- 3,2 % (- 3,2 Md)	11 %
Grande-Bretagne	0 %	3 %	6 %	- 5,5 % (- 7 Md)	- 3,2 Md (- 0,32 Md)	10 %
Italie	3 %	3 %	20 %	- 8,8 % (- 1 300 Md)	- 1,6 % (- 234 Md)	12 %

(1) Exprimés en rythmes annuels : croissance industrielle et investissements en volume, salaires de nominalisés.

(2) Exprimés en valeurs nationales (milliards de dollars, de D.M.) et en pourcentage du produit national brut.

Pour le solde balance commerciale, nous avons indiqué entre parenthèses le chiffre mensuel moyen des trois derniers mois calculé FOB-CAP.

LES CHIFFRES MONÉTAIRES ET FINANCIERS

	MASSE MONÉTAIRE (1) taux (%) de croissance annuelle	TAUX D'INTERÊT		POSITIONS DE CHANGE PAR RAPPORT		BOURSE tendances mensuelles (écarts 12r)
		jour le jour	prime rate (2)	au dollar (3)	à un panier de monnaies (4)	
Dollar	10 % (8)	6 1/8 %	7 1/4 %	—	100,8 (101,7)	- 2,1 (- 12)
Deutschmark	11 % (8)	4 %	6,5 %	2,326 (- 0,1)	113,7 (113,1)	- 1,7 (+ 1)
Franc français	6,5 % (10)	8 1/2 %	9,3 %	4,53 (- 0,4)	81,9 (82,2)	+ 3,9 (- 12)
Livre	15 % (13)	7 %	7 %	1,743 (+ 0,2)	86,5 (86)	+ 10,9 (+ 32)
Lire	— (19)	12 1/2 %	17 %	883,4 (+ 0,1)	78,1 (78,5)	+ 15 % (- 13)

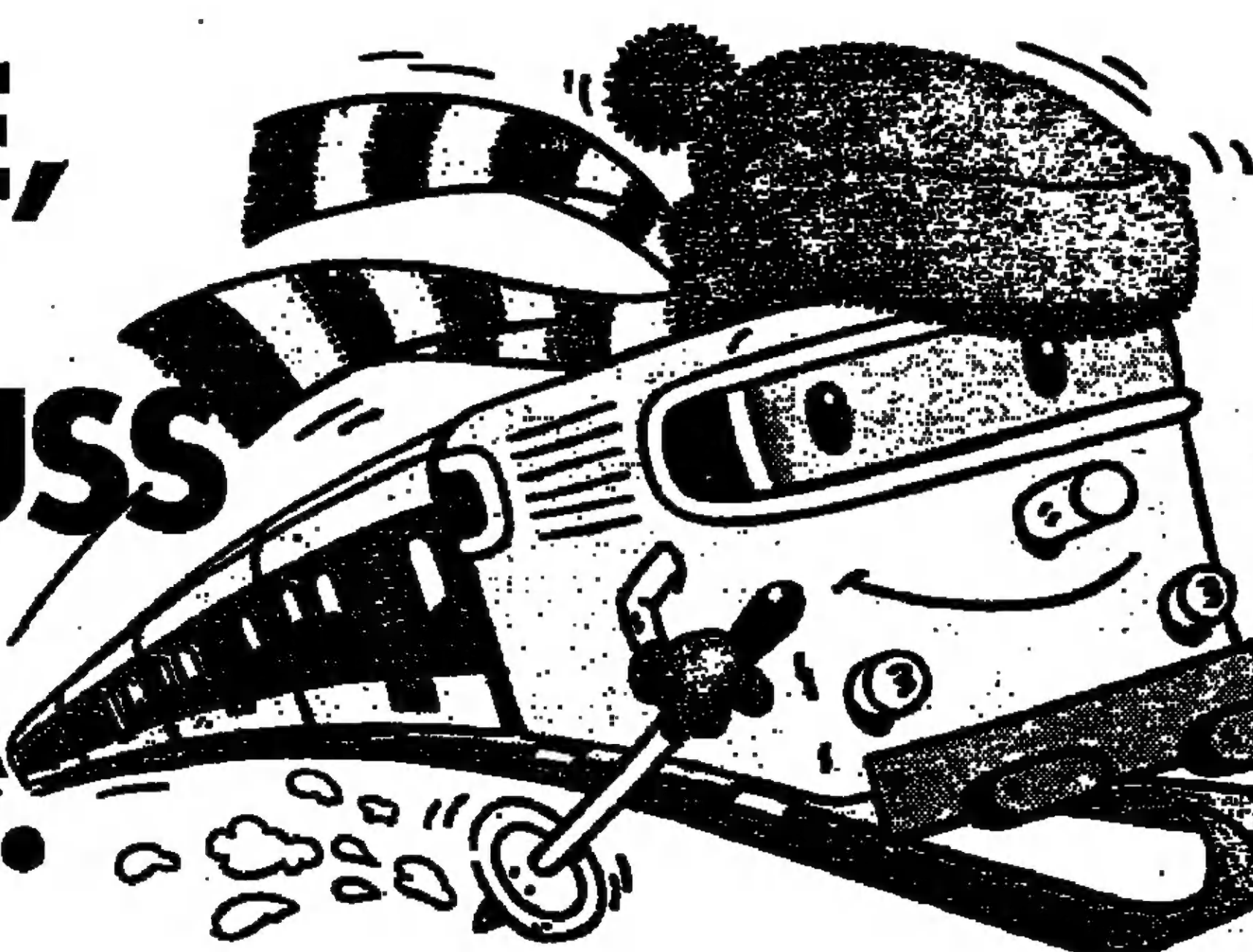
(1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dite M1, corrigée des variations saisonnières, croisée sur trois mois ramené en rythme annuel (et entre parenthèses sur douze mois).

(2) Le « prime rate » est le taux à court terme consenti aux meilleurs clients.

(3) Position récente et tendance mensuelle en %.

(4) Le panier comprend les cinq monnaies plus le yen. L'indice 100 correspond à fin décembre 1975. Entre parenthèses : valeurs du mois précédent.

**LA NEIGE,
ALLEZ-Y
TOUT SCHUSS
AVEC
LE TRAIN.**



Trains directs de Paris
vers Évian, Saint-Gervais-les-
Bains, Bourg-Saint-Maurice,
Modane, Grenoble, Briançon.

Couchettes ou voitures-
lits 1^{re} et 2^e classes dans
tous les trains de nuit.

SNCF
REDECouvrez LE TRAIN.

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
 - Le point de vue de René Lenoir : « La démocratie des temps difficiles ».
 - « Les grilles du temps : un entretien avec Georges Friedmann » (II).
3. ETRANGER
 - La diplomatie américaine et les conflits du Proche-Orient
- 4 à 7. EUROPE
 - POINT DE VUE : « Au-delà du compromis historique », par Félix Guattari et Maria-Anastasia Macciacchi.
 - « Les Grecs au seuil de l'Europe » (II), par André Fontaine.
8. AMERIQUES
- AFRIQUE
9. DIPLOMATIE
 - Pour l'inter contre l'apartheid, les Neuf mettent au point un « code de conduite » de leurs entreprises en Afrique du Sud.
- 11 à 15. POLITIQUE
 - La préparation des élections sénatoriales.
 - AVANT LA REPRISE DU « SOMMET-DE LA GAUCHE » : « Messieurs de la gauche, il ne tient qu'à vous ! », point de vue par André Mandouze.
- 16 à 20. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : la Chambre de l'étranger.
- 21-22. EDUCATION
22. SOCIÉTÉ

LE MONDE DE LA MEDECINE
PAGES 23 à 24

- Hormones cérébrales et régulation des comportements : les cybertermes.
- Quand les femmes deviennent chauves.
- La recherche sur le cancer : une guerre d'usure.
- Le nouveau visage des maladies respiratoires.

25. SCIENCES
28. JUSTICE
- SPORTS
- 40-41. REGIONS
 - Vérité au-delà des Pyrénées.
- 44 à 46. ECONOMIE-SOCIAL
 - LOGEMENT : la Cour des comptes a six mois pour faire la lumière sur la gestion de l'Office H.L.M. de la région parisienne.
 - EUROPA : la conjoncture monétaire et financière.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (35)
Annonces classées (29 à 38) :
Aujourd'hui (32) ; Carnet (43) ;
« Journal officiel » (23) ; Météo-
rologie (22) ; Mots croisés (23) ;
Bourse (47).

Le numéro du « Monde »
daté 20 septembre 1977 a été
tiré à 561 116 exemplaires.

(Publié)

Dale Carnegie :



**Sachez parler
en public en
14 soirées**

EXPRIMEZ VOS IDEES
Développez assurance et facilité
de contact.

Votre vie personnelle, profession-
nelle et sociale sera dynamisée par
la méthode Carnegie, 100 % pratique,
enseignée dans 13 pays.

Des ateliers du cours Dale Car-
negie vous renseigneront à la confé-
rence d'information gratuite.

Jeu. 22 sept. 19 h.

Réel Sébastien.
19, rue du Cdt-Archambault, 75014 Paris
(métro Montparnasse)

Sessions dans 33 villes en France
Renseign. : G. Weyne, (1) 954-61-06

A B C D E F G

En Grande-Bretagne Le gouvernement marque des points sur le front social

De notre correspondant

Londres. — La grève des cin-
quante-sept mille ouvriers bou-
langers, qui durait depuis dix
jours, a pris fin lundi soir
19 septembre, après une longue et
difficile négociation. Une prime de
10 livres sera versée aux ouvriers
qui n'avaient pas travaillé le
20 août, jour férié. Le règlement
de la profession ne prévoit pas, en
principe, le versement de salaires
les jours de fête. Des négociations
devront ultérieurement régler ce
point litigieux.

Les ouvriers boulangers
n'avaient pas eu le soutien du
public, qui, en fait, n'avait pas
souffert exagérément de la grève,
étant donné les efforts des bou-
langers indépendants pour assurer
un minimum d'approvisionnement.

La fin de ce conflit est consi-
dérée comme un nouveau succès
du gouvernement, qui semble avoir
marqué un autre point important
sur le front social. En effet, les
modérés du syndicat des mineurs
ont mis en échec M. Scargill, le
leader des mineurs du Yorkshire,
en décidant d'échelonnner leurs

De dimanche à mardi prochains MENACE DE GRÈVE SUR LE RÉSEAU SUD-EST DE LA S.N.C.F.

LES MINISTRES DES FINANCES DE LA C.E.E. APPROUVENT UNE NOUVELLE AUGMENTATION DES QUOTAS DU F.M.I.

Bruxelles. Communauté européen-
ne (A.P.P.). — Le conseil des mi-
nistres des finances de la C.E.E. a
approuvé le 19 septembre la princi-
pale d'une nouvelle augmentation des
quotas du F.M.I. pouvant aller jus-
qu'à 50 %. Toutefois, M. Hans Apel,
ministre ouest-allemand des finan-
ces, en donnant son accord de prin-
cipe, a fait une proposition res-
trictive : réduire le montant de la
tranche automatique de tirage au
F.M.I. et accroître les tranches sou-
mises au contrôle du Fonds.

M. Denis Healey, chancelier de
l'Échiquier, a estimé, de son côté,
que cette proposition allemande
était « raisonnable ». M. Healey a
déclaré à la presse qu'il avait reçu
les félicitations de ses collègues des
« Neuf » pour les très bonnes per-
formances de la livre sterling ces der-
niers mois, et pour le rétablissement
rapide de la balance des paiements
du Royaume-Uni. M. Apel, quant à
lui, a reçu l'approbation des « Neuf »
pour les récentes mesures de relance
prises par la R.F.A.

La prochaine réunion des ministres
des finances, le 17 octobre, à Luxem-
bourg, sera conjointe avec les
ministres des affaires étrangères. Elle
sera consacrée au budget européen.

(Publié)

**Classez 15 %
moins cher
chez Duriez**

Pour travailler vite, bien, agréa-
blement, inutilement, demandez conseil à
Duriez. Il connaît tout, vous dit tout et
propose 25 types de classement à
grandes marques avec 15 % de remise
à bascule. Tirés, clapiers, fichiers
classés à chemises, rubans à do-
niers suspendus. Aussi chez Duriez
trouvez fournitures bureau, papiers,
cartons, rubans, stylos, gribes ter-
restres, lampes à quinquante (littéra-
ture) Calaqueur structuré 112 bis Saint-Ger-
main Tel. 01-26-43 (Marbrière à con-
suler : 22-43-11)

De la plus petite réparation
au plus beau vêtement
NOUVELLE COLLECTION HIVER

**Avec la garantie
d'un maître tailleur**

**COSTUMES
MESURE**

dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 691 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

**parlez
ANGLAIS...**
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL
ARABE RUSSIE JAPONAIS.

LOGOS
international
centre privé de formation
4, villa Ornano 75018
PARIS TEL. 255.09.05
TOURS 30.93.21 NANTES 47.70.90
ORLÉANS 62.24.20 MUNICH 37.47.37

**COLIS FAMILIAUX
HUILE D'OLIVE**

VIERGE EXTRA - OLIVOLI
Produit nat. de l'olive italienne
Sécure et stable
PREMIERE PRESSION A FROID
et clarifiée par simple
décantation et filtration
France part à partir de 5 lit.
Dém. accord. grat. 9 à 14
516 PROVENCE OLIVIERE
13300 SALON-DE-PROVENCE

LA REGLE A CALCUL
Initiation à la programmation
sur calculateurs Hewlett-Packard

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers
calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et
leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation
les plus ardues.

NP 97 : version avec imprimante 5586 F.L.C. HP 67 : format de poche 2962, 92 F.L.C.
HP 25 : 817,32 F.L.C. HP 25C : 1052,52 F.L.C. HP 29C : 1387,68 F.L.C.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une
équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la program-
mation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.

UNE DÉLÉGATION MILITAIRE CHINOISE AU CENTRE D'ENTRAÎNEMENT DE COMMANDOS DE MONT-LOUIS

(De notre envoyé spécial.)

Mont-Louis. — Pour la pre-
mière fois, le drapeau rouge
trappé de cinq étoiles d'or de la
République de Chine a flotté sur
la vieille citadelle de Vauban qui,
à Mont-Louis (Pyrénées-Orien-
tales), est devenue la garnison
et le terrain d'exercice du Centre
national d'entraînement de com-
mandos (C.N.E.C.). Le général
Yang Cheng-wu, chef d'état-ma-
jor adjoint des armées chinoises,
accompagné de nombreux géné-
raux et officiers supérieurs, a
visité, lundi 19 septembre, ce
centre spécialisé, héritier d'unités
comme le 11^e Choo, qui se sont
illustrés sur différents théâtres
d'opérations, notamment pour la
libération de la France et pendant
les campagnes d'Indochine et
d'Algérie.

Entouré du général Méry, chef
d'état-major des armées, du gé-
néral Le Borgne, commandant la
V^e région, et du général de Cor-
son, commandant la 5^e division
militaire, le colonel Labat, com-
mandant le C.N.E.C., a montré ses
hommes dans leur entraînement
quotidien le plus dur, notamment
dans les conditions de service en
haute montagne. Le Centre des
commandos, qui reçoit des stagiaires
sélections non seulement
des troupes aéroportées de la
11^e division parachutiste, mais
aussi de toutes les unités d'infan-
terie, donne une instruction spé-
cialisée caractérisée par le goût
de l'effort et du risque.

A l'heure de l'échange des
cadeaux, la délégation chinoise a
présenté un hommage au courage d'un
sous-officier légèrement blessé au
cours d'un exercice d'escalade,
mais qui avait négligé, malgré les
conseils formels donnés par les
instructeurs, d'accrocher sa cein-
ture de sécurité. Le général Yang
a souligné que « de tels hommes
sont l'exemple de toute une
armée parce qu'ils savent que seul
compte le résultat de la mission ».

Les officiers de l'armée populaire
chinoise ont été vivement intéres-
sés par la démonstration des sta-
giaires, leur dynamisme et leur
endurance. Chaque exercice a été
longueusement applaudi.

LEO PALACIO.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Raymond Barre se ren-
dra en visite en Union soviétique
du 28 septembre au 2 octobre 1977.
Le ministre des affaires étrangères
du P.C.F. et les syndicats (le
Monde) du 28 septembre. Si les
syndicats ont enregistré avec
satisfaction les « nouvelles amélio-
rations » proposées par la direction au
sujet des retraites (intégration d'un
point de l'indemnité de retraite
dans le traitement), ils ont demandé
un délai de réflexion pour étudier
les nouvelles propositions qui leur
ont été faites en matière de salaires.
Les fédérations syndicales ont jus-
qu'au 3 octobre pour faire connaître
leur réponse.

● Le cycle du combustible
nucléaire. — Les représentants
des quinze pays membres du Club
des pays fournisseurs de technolo-
gie nucléaire, couramment
appelé Club de Londres, se réu-
nissent mardi 20 et mercredi 21
septembre dans la capitale bel-
ge. Les délégués viennent de
Belgique, du Canada, de Tcheco-
slovaquie, de France, de R.F.A.,
de R.D.A., d'Italie, du Japon, des
Pays-Bas, de Pologne, d'Union
soviétique, de Suède, de Suisse,
des Etats-Unis et de Grande-
Bretagne. Ne s'étaient pas retrou-
vés depuis le mois d'avril.

Les délégués devraient étu-
dier la proposition américaine
d'un « programme international
d'examen du cycle du combustible
nucléaire », dont les travaux, qui
devraient durer deux ans, pour-
raient débiter au mois d'octobre.

● Suicide à la prison de Fres-
nes. — M. Jean-Claude Lambert,
âgé de trente-neuf ans, condamné
le 5 octobre 1976 à la réclusion
criminelle à perpétuité, pour l'en-
lèvement d'une fillette, Valérie
Ruppert, avec demande de ran-
çon, s'est pendu dans sa cellule
à l'aide de draps trempés, durant
la nuit du 18 au 20 septembre.
M. Lambert était incarcéré au
Centre national d'orientation de
Fresnes depuis le 28 août. Il devait
en sortir ce 20 septembre, et la
commission ad hoc décider de
son affectation le lendemain.
Rappelons que Valérie Ruppert
avait été délivrée, saine et sauve,
par la police, quelques jours après
le rapt.

● Dix blessés dans un accident
d'autobus à Paris. — Dix passa-

Au Portugal Des mutins prennent des otages dans une prison de Porto

Un détenu est tué

Porto (A.P.P., A.P.). — La garde
républicaine a encerclé la prison
de Custodios, située à 11 kilo-
mètres de Porto où une dizaine
de prisonniers se sont mutinés.
Lundi 19 septembre, M. Rodolfo
Stuart de Vasconcelos et José
Maria Pinto, qui avaient participé
en Angola à la lutte contre le
Mouvement pour la libération de
l'Angola (M.P.L.A.), dirigeaient
les mutins qui détenaient en
otages neuf personnes parmi les-
quelles le directeur de la prison.
Les rebelles, condamnés pour

des délits de droit commun, esti-
ment d'être traités comme de
prisonniers politiques et souhaite-
raient obtenir un sauf-conduit
pour le Maroc. Ils ont tenté lundi
une sortie au cours de laquelle un
prisonnier a été tué. Plusieurs
autres blessés ainsi que de
otages. Le ministère de la justice
a envoyé deux représentants pou-
s'entretenir avec les mutins, mais
ceux-ci ont déclaré : « Nous n'
sommes pas ici pour négocier, le
gouvernement ne cédera pas à
chantage ».

MORT DU GENDARME BESSÉ PAR LES TUEURS DE L'ARDÈCHE

M. Dany Luczak, le gendarme
de vingt et un ans qui avait été
blessé le 24 août de trois balles
à l'abdomen par deux des auteurs
du hold-up commis le même
jour au Crédit agricole de
Villedor (Lozère) est mort ce
mardi 20 septembre, au début de
la matinée. Son décès porte à
trois le nombre des victimes des
maîtres auxiliaires depuis et
activement recherchés par la
police (le Monde des 7, 8, 9 et
15 septembre). Après avoir griève-
ment blessé M. Luczak, les auteurs
du hold-up avaient tué M. Cyprien
Moloss, cinquante-quatre ans, et
son fils Roland, vingt et un ans.

LE RÉEMPLOI DES MAÎTRES AUXILIAIRES D'ÉDUCATION PHYSIQUE

Les maîtres auxiliaires d'édu-
cation physique ont bénéficié
des mêmes conditions de réemploi
que ceux des autres disciplines,
annonce M. Paul Dijoud, secré-
taire d'Etat à la jeunesse et aux
sports. Tous les maîtres auxi-
liaires d'éducation physique qui
ont travaillé au moins à mi-
temps l'an dernier devraient donc
avoir un emploi au moins équi-
valent. Cette mesure concerne
environ deux cent cinquante per-
sonnes.

L'affaire du Patrimoine foncier

M. LIPSKY
NE SORT PAS DE PRISON

M. Claude Lipsky n'assistera
pas, mercredi 21 septembre, à la
conférence de presse qui était
organisée afin de présenter le
livre dont il est l'auteur, l'Affaire
foncier. On estime à la chance-
rie, que l'annonce dans un jour-
nal de cette conférence de presse
risquait de donner un état d'
mauvais aloi aux permissions d'
sortir.

M. Claude Lipsky, qui a été
condamné à huit ans d'emprison-
nement par la neuvième cham-
bre de la cour d'appel de Paris, le
29 janvier 1976, devait bénéficier
pour cette conférence de presse
d'une permission qui se trou-
vait non pas annulée, mais reportée.
L'animateur du Patrimoine fon-
cier et libérable, compte tenu de
la détention subie avant l'ajournement
définitif, le 13 mars 1980. Il n'a
donc pas été libéré, mais les con-
ditions revues pour être mi-
en libération conditionnelle, et
celle-ci lui a déjà été refusée un
fois.

La course des voiliers autour du monde

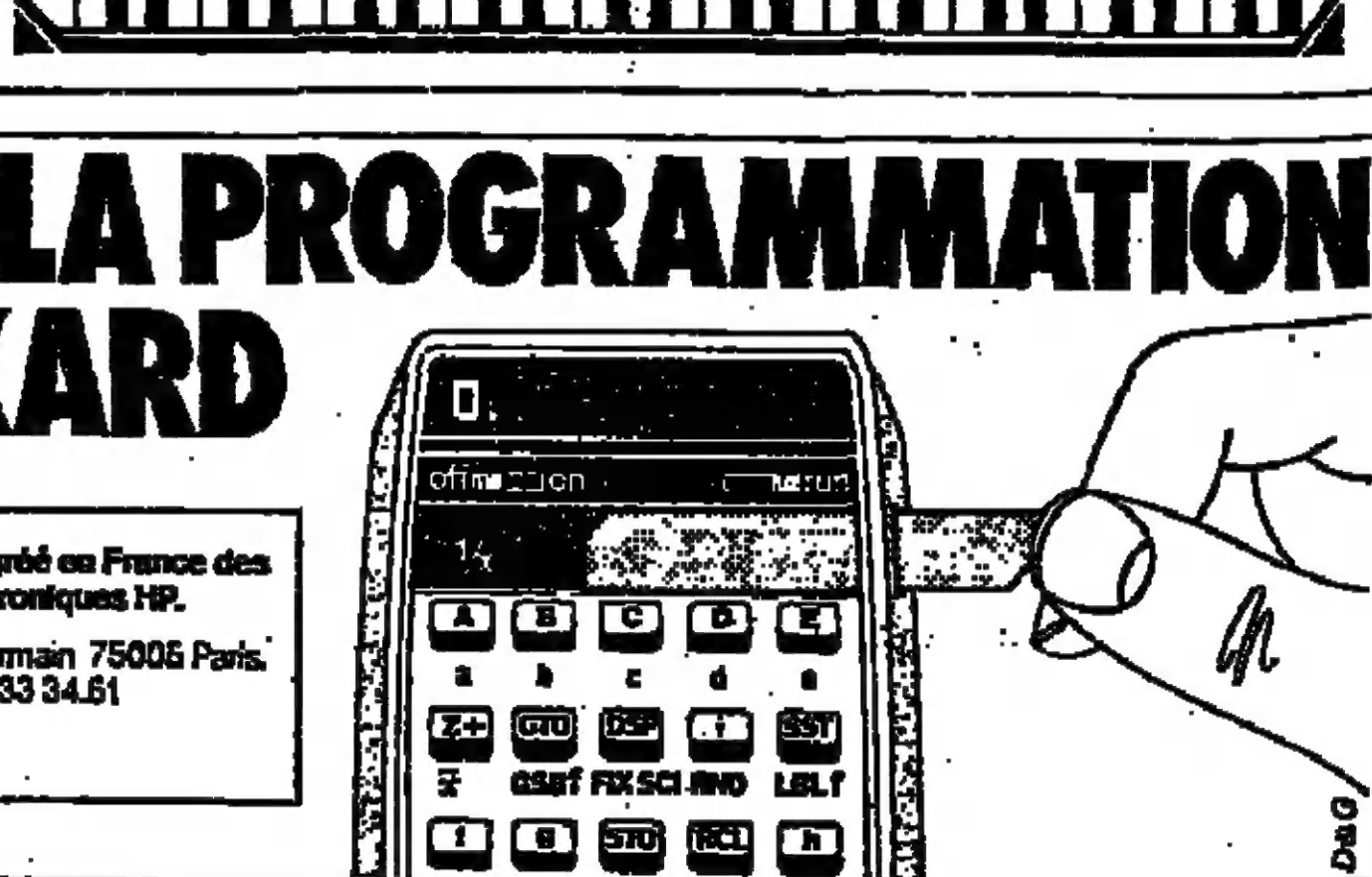
FACE A L'ANTICYCLONE
DE L'ATLANTIQUE SUD

Le gros de la flotte des concu-
rents engagés dans la course au
tour du monde se trouvait dan-
s la soirée du 19 septembre sur
l'Equateur, tandis que les trois
bateaux de tête passaient au
niveau de l'île Ascension : il s'agit
du Néerlandais Flyer, suivi à pas-
près sur la même ligne de
Anglais King's-Legend et Great
Britain-II.

Selon les informations données
par Gauloise-II, la flotte semble
se séparer en deux : à l'est, Flyer
King's-Legend, suivis de A.D.C.
Accurac et Trinité-de-Roma, font
route directe vers Le Cap, prenant
le risque de traverser les calmes
de l'anticyclone de l'Atlantique
sud (équivalent de l'anticyclone
des Açores dans notre hémis-
phère). A l'ouest, Great-Bri-
tain-II, Dague-d'Or, Gauloise-II,
Japy-Berth et Neptune font
route vers le sud pour contourner
cette anticyclone. La route est
plus longue, mais ils devraient
bénéficier de vents plus constants.

Pendant ce temps, à Monrovia,
Congo, attend un mât de re-
change. 33-Export, dont le moteur
est hors d'usage, arrive au bout
de la réserve d'essence du groupe
de l'électro-groupe de secours et craint
de ne plus pouvoir mettre la
semaine prochaine.

SALON DE LA MUSIQUE
200 spécialistes recommandent les
**pianos
RAMEAU**
le seul constructeur français de pianos
5 modèles de pianos droits de 10 000 à 14 000 F.
liste des points de vente sur demande



A LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers
calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et
leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation
les plus ardues.

NP 97 : version avec imprimante 5586 F.L.C. HP 67 : format de poche 2962, 92 F.L.C.
HP 25 : 817,32 F.L.C. HP 25C : 1052,52 F.L.C. HP 29C : 1387,68 F.L.C.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la « Règle à Calcul », une
équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la program-
mation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.

la Règle à Calcul

1^{er} distributeur agréé en France des
calculatrices électroniques HP.

65-67, bd Saint-Germain 75006 Paris
Tel. 033 02.63 / 033 34.61

HEWLETT-PACKARD

Paul Doll
Producteur de la France

Donnez votre avis sur les programmes
et les émissions de la France 1
à l'adresse suivante :
France 1 - Service des programmes
19, rue du Cdt-Archambault, 75014 Paris
Tél. 01-26-43-11

مكذبا من الأصل